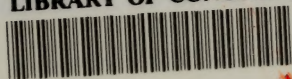
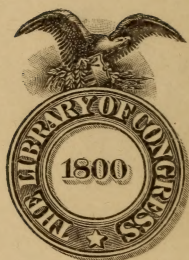


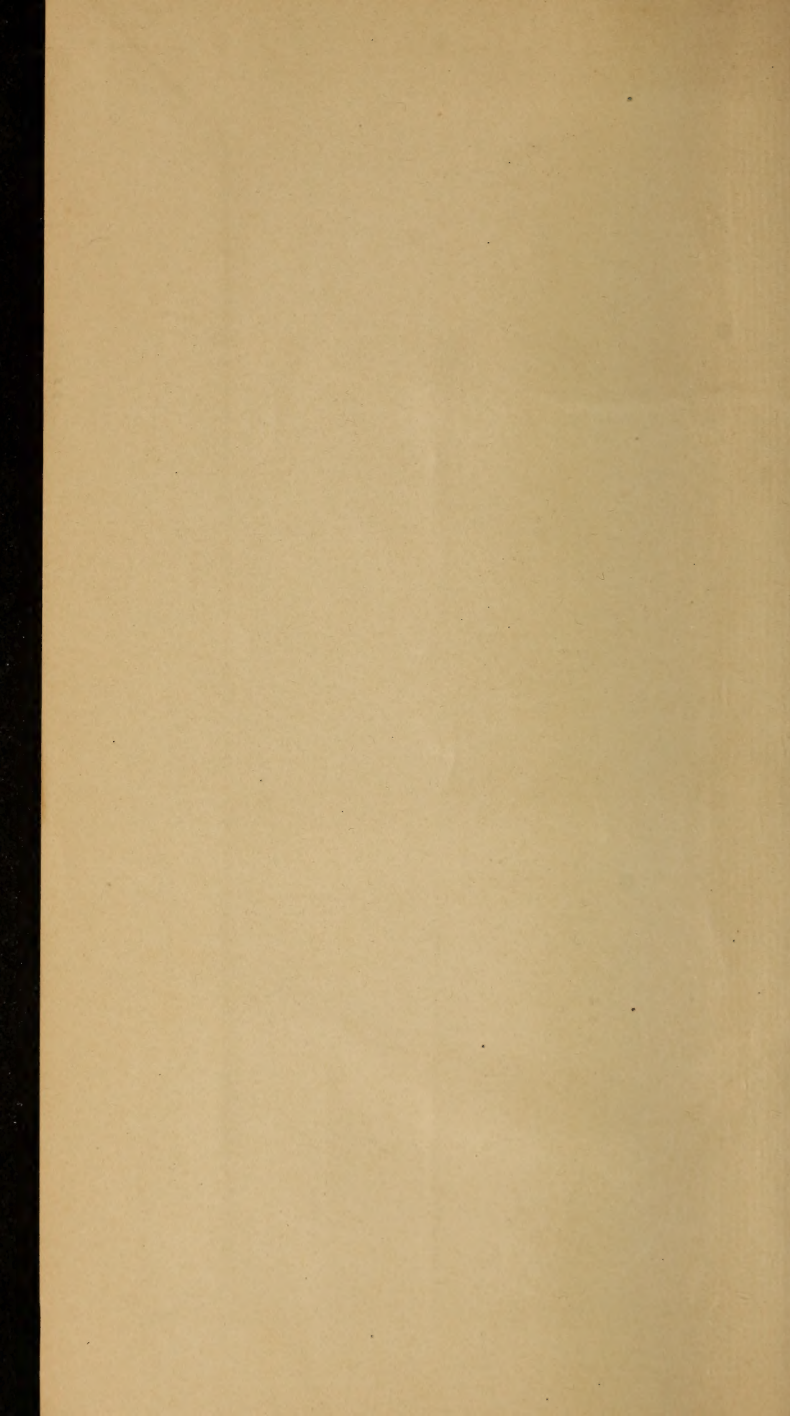
LIBRARY OF CONGRESS

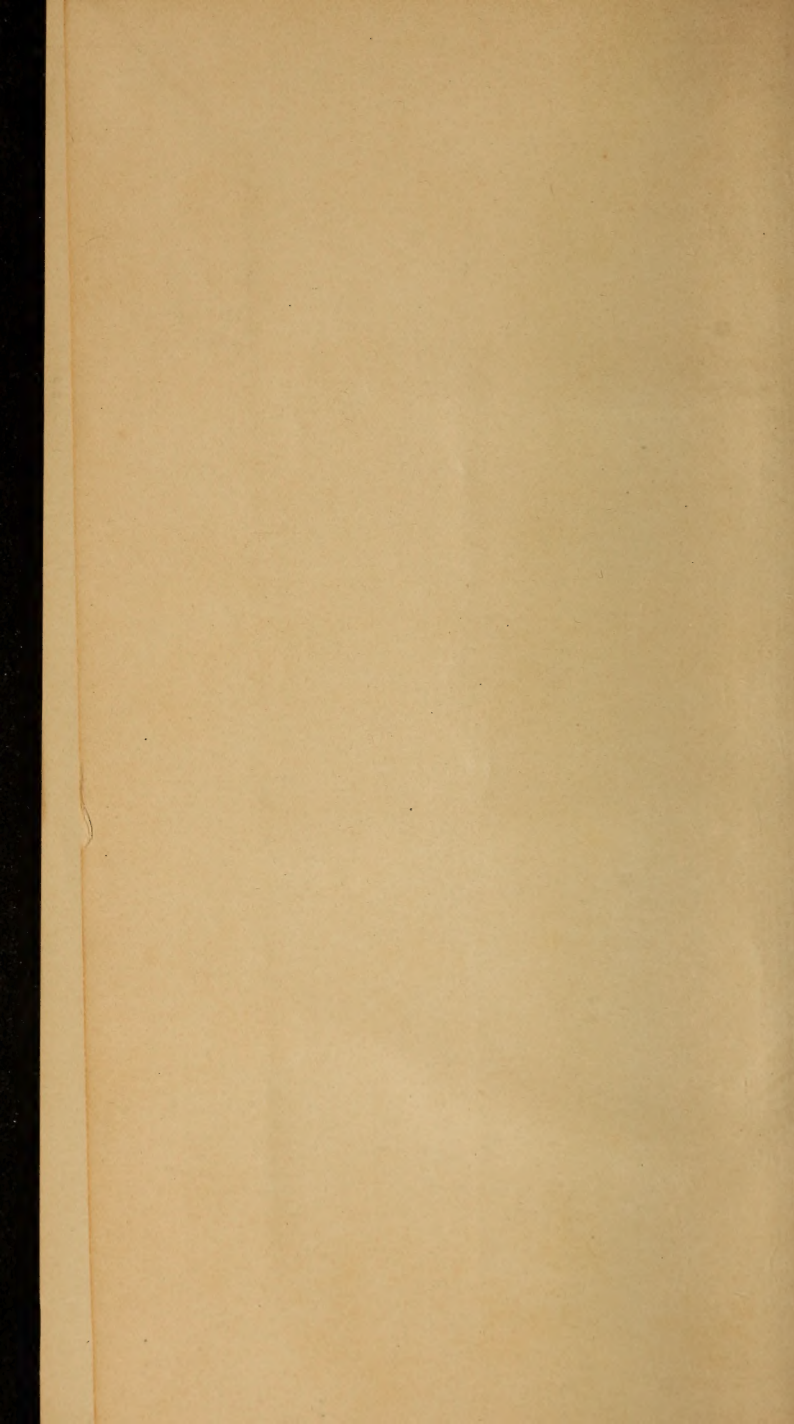


00017689484



Class DC945
Book R5





875

227

MENTON ET MONACO

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

DES MAÎTRES D'ÉTUDES ET DE L'IMPORTANCE DE LEURS FONCTIONS.	Aix et Paris	1845
CRITIQUES LITTÉRAIRES publiées dans le <i>Sémaphore</i> .		1847
MENTON, ROQUEBRUNE ET MONACO	Paris	1848
ETATS-UNIS ET FRANCE	Paris	1850



Propriété de l'Auteur.

Toute traduction ou reproduction réservée.

MENTON, IMPRIMERIE J.-V. ARDOIN, RUE DU CASTELLAR, 1.

MENTON & MONACO

(ALPES - MARITIMES)

HISTOIRE & DESCRIPTION DE CE PAYS

SUIVIES DE LA

CLIMATOLOGIE DE MENTON

RÉDIGÉE SUR LES NOTES DU CHEV. DOCTEUR BOTTINI ;

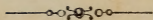
PAR

ABEL RENDU

*Membre de plusieurs Sociétés savantes ,
Chevalier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare.*

Que la vérité soit le premier mérite de l'Histoire.

PLATON , cité par STOBÉE.



MENTON

PASCAL AMARANTE.

PARIS

A. LACROIX, VERBOEKHOVEN ET COMPAGNIE,
LIBRAIRIE INTERNATIONALE, 45, Boulevard Montmartre.

1867

INTON & MONACO

IC945
R5

HISTOIRE & DESCRIPTION DE LA VILLE

CHRONOLOGIE DE MONACO

124162
08



MONACO

PARIS

AUX VILLES
DE MENTON ET DE ROQUEBRUNE

C'est à Vous, nobles Villes, qu'une révolution providentielle a transformées; c'est aux Citoyens patients et courageux qui furent votre force et qui sont votre orgueil, que je dédie ce livre; il est l'œuvre d'une conscience sévère et d'une admiration enthousiaste.

Vos enfants y liront l'histoire d'un passé qui ne fut pas sans gloire; ils s'indigneront au récit des souffrances de leurs pères, et, fiers et heureux

du présent , ils s'attacheront encore davantage à leur pays , aujourd'hui l'un des plus gentils joyaux de la couronne de France.

*Puissé-je avoir dignement rempli ma tâche !
Je n'ai point oublié que l'écrivain doit être , avant tout , le serviteur de la vérité , et qu'aider à son triomphe est son premier devoir et sa plus belle récompense.*

ABEL RENDU.

AVANT - PROPOS

A l'une des extrémités de la Provence , entre Nice et Vintimille , existait , il y a quelques années , un petit état qui vécut longtemps de sa vie propre , et joua dans le passé un rôle digne d'attention. Cet état , qu'une révolution aussi légitime que pacifique a fait à peu près disparaître , renfermait trois villes : Menton , Roquebrune et Monaco.

Nous avons eu l'honneur , le premier , de publier sur cette intéressante contrée une étude historique (1) embrassant les principaux événements qui s'y étaient accomplis depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1813 ;

(1) *Menton , Roquebrune et Monaco* , Paris , 1848.

étude pour laquelle les bibliothèques d'Aix, de Nice, de Marseille et de Paris, les archives particulières, et les documents mis à notre disposition par M. le chevalier Ardoino (1) nous ont été d'un secours précieux. — Un chapitre spécial était ensuite consacré aux règnes des deux derniers princes, dont le système inouï de gouvernement entraîna pour les Grimaldi la perte de Menton et de Roquebrune, et, avec ces deux villes, de presque tout le territoire.

Le travail que nous publions aujourd'hui sur le passé de l'ancienne Principauté, est beaucoup plus considérable que le premier, et nous le croyons aussi complet qu'il est possible de le désirer. Les faits contemporains, d'une véritable importance, réclamaient une large place et le plus scrupuleux examen : nous les leur avons accordés, ainsi que l'honneur du pays et l'intérêt de la vérité nous le commandaient. N'y avons-nous pas d'ailleurs été conduit par la force des choses ?

En effet, un livre a paru récemment (2), dans lequel

(1) M. le chevalier Ardoino, savant botaniste, auteur de la *Flore de Menton*.

(2) *Monaco et ses Princes*, par H. Métyvier ; 2 tom. ; La Flèche, 1862.

l'auteur, après avoir exposé, à sa manière, les origines de famille et de souveraineté des Grimaldi de Monaco, et raconté leur histoire, s'est particulièrement attaché non seulement à justifier l'administration coupable des deux derniers princes, mais encore à défigurer et à calomnier la révolution que leur indigne exploitation avait produite. Ecrit avec talent, édité avec luxe, cet ouvrage, qui comprend deux forts volumes, est un monument de vanité et d'erreur élevé à la Maison dont l'auteur s'est fait l'historiographe. Notre devoir, à nous qui nous étions donné, quinze ans auparavant, la mission de faire connaître l'histoire vraie et impartiale de ce pays, ses souffrances fabuleuses et son angélique patience, était de suivre cet écrivain, adversaire nouveau et imprévu, dans toutes les évolutions tentées par sa plume facile et complaisante, de repousser ses insinuations, de réfuter ses calomnies et de rétablir dans toute sa force la vérité.

Nous avons maintenu, avec les généalogistes les plus accrédités et les plus graves historiens, les véritables origines de famille et de souveraineté des Grimaldi, les seules auxquelles ceux-ci puissent légitimement pré-

tendre (1). Avec Gioffredo, qui a écrit l'*Histoire des Alpes Maritimes*, et beaucoup d'autres auteurs (2), nous avons rejeté cette foule de seigneurs qui n'existerent jamais, créations gratuites d'un flatteur du vieux temps (3). Aux maîtres vaillants et intrépides du Port-d'Hercule (4) qui s'illustrèrent par les armes, aux princes qui laissèrent de leur administration de bons et durables souvenirs, nous avons rendu honneur et hommage; quant à ceux qui méritèrent par leurs actes la désaffection et le mépris de leur peuple, nous les avons livrés à la justice de l'Histoire.

Arrivé à l'examen des règnes d'Honoré V et de Florestan I^{er}, nous nous sommes constamment appuyé sur deux bases solides, les *ordonnances* et les *documents officiels*. Nous avons, en les justifiant, vengé la Sardaigne, accusée d'une basse ambition; réhabilité Menton et Roquebrune, accusées de rébellion; et il nous a été facile de prouver que la révolution qui avait amené la séparation des deux villes, n'était l'œuvre ni de la puissance

(1) Moreri, *Dictionn. hist.*; — Chazot, *Dictionn. hist.*, et autres.

(2) Gioffredo, Spotorno, Orlandini, Villani, Muratori, etc.

(3) Charles de Vénasque, Ferriol, secrétaire du Prince Honoré II.

(4) Le Port-d'Hercule, nom sous lequel on désigne également Monaco.

suzeraine, ni des fonctionnaires, ni des gouvernés, ni de 48, mais des Princes seuls, qui, seuls maîtres, l'avaient seuls provoquée et consommée.

Aucun des événements qui se sont produits depuis la séparation des deux villes jusqu'à leur annexion à la France n'a été omis; aucune des transformations merveilleuses opérées par l'administration nouvelle n'a été mise en oubli.

Qu'il nous soit permis de remercier ici Napoléon III des témoignages de haute et bienveillante sympathie qu'il a daigné, comme Président et comme Empereur, accorder à ce pays; admises d'hier dans la grande famille Française, les villes de Menton et de Roquebrune, qui en firent autrefois partie, comptent déjà parmi les plus dévouées, les plus intelligentes et les plus fidèles de l'Empire. L'annexion, en leur assurant le présent, leur a ouvert un magnifique avenir. Aussi peuvent-elles s'écrier avec le poète : *Deus hæc otia fecit!*...

Si l'écrivain qui s'est fait l'adversaire *quand même* de la noble cause que nous avons servie et que nous sommes surpris d'avoir à défendre, nous a offert trop souvent l'occasion de répondre à ses attaques systé-

matiques avec une vivacité qui va parfois jusqu'à l'indignation, qu'il veuille bien nous le pardonner, et qu'il ne s'en prenne qu'à lui-même. Combattre à armes loyales et courtoises doit être le premier besoin de celui qui entre en lice, qu'il porte la plume ou l'épée.

Voilà pour la première partie — l'Histoire.

La seconde — la Description — a été traitée avec tout le développement, tout l'enthousiasme qu'elle sollicitait. Pussions-nous avoir réussi à copier la nature, ce grand modèle ! Tâche difficile, car il n'est pas de contrée, en Europe, où la Providence ait entassé, dans un si court espace, plus d'accidents et plus de merveilles. Au moins, sommes-nous certain d'avoir été peintre exact, sinon peintre habile ; topographe, sinon poète : ruines, paysages, villes, mœurs, saisons, produits, nous avons tout passé en revue.

La troisième partie — la Climatologie — n'est pas la moins importante ; elle intéresse tout le monde, et particulièrement cette classe de personnes que la fortune a comblées de ses faveurs, mais qui, déshéritées de la santé, le premier des biens, s'épuisent vainement à la recherche d'un climat sauveur qu'elles ne rencontrent jamais. Elle

s'adresse surtout et avant tout aux médecins qui sont appelés à les conseiller et à les diriger.

Sous cette dénomination générique, nous avons compris et indiqué tout ce qui se rattache à la topographie, à la météorologie, à l'hygrométrie, à la géologie, à la botanique, à la zoologie, à l'hygiène, et surtout aux maladies redoutables dont l'incomparable climat de Menton triomphe presque toujours. Ce travail nous a peu coûté; étranger à la science, nous ne pouvions avoir la prétention d'écrire un traité sur la matière. Tout le mérite en revient à notre digne et savant ami le Docteur Bottini(1); ses notes précieuses, ses judicieuses observations, appuyées sur une longue expérience, nous en ont fourni la charpente principale.

Ricquebourg (Oise), décembre 1865.

(1) Le Docteur Jean-Dominique Bottini , médecin de la ville et de l'hôpital de Menton , chevalier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare , membre de plusieurs Académies savantes.

I

MENTON ET MONACO



HISTOIRE

MENTON ET MONACO



HISTOIRE



CHAPITRE PREMIER.

ORIGINE DE MONACO. — PHÉNICIENS. — PHOCÉENS.
— ROMAINS.

4700 ans avant J. C. — 500 ans après J. C.

Si nous interrogeons les temps anciens, longtemps avant Rome et la Grèce, nous trouvons les Alpes Maritimes, où se pressent tant de cités riches et populeuses, et qui aujourd'hui sont comme les sentinelles avancées d'un grand Empire, uniquement habitées par des tribus sauvages, indomptables, ayant la chasse, la pêche et la guerre pour seules occupations. D'où vinrent à ces contrées les premiers principes civilisateurs ? Qui, le premier, les soumit à ses armes ? D'où la capitale du pays qui est le sujet de cette étude, tire-t-elle son origine ? Sur toutes ces questions les historiens disputent entre eux.

Denys d'Halicarnasse, Ammien Marcellin et d'autres auteurs racontent qu'à la suite d'une victoire remportée contre les Liguriens (1), victoire qui abaissa ces monts formidables, remparts naturels de l'Italie, Hercule consacra en son honneur la montagne et le port de Monaco (2). Par ce passage du héros, les Grecs ont sans doute voulu dire que les efforts du commerce et de l'industrie, secondés par une force supérieure, rendirent praticables les Alpes, qui, en raison de leur âpreté et des larrons qui les infestaient, étaient, avant lui, infranchissables. Selon Denys, Hercule fut adoré, depuis lors, dans cette partie de la Ligurie, ainsi qu'il l'a été plus tard dans toute l'Italie (3). Doit-on considérer comme fabuleuse cette conquête des Alpes Maritimes, et faut-il rejeter absolument la version des anciens? Nous ne le pensons pas. Seulement, accordant à des recherches postérieures l'attention

(1) Ces peuples, *Ligures Capellati*, qui habitaient les Alpes Maritimes, prirent, selon quelques auteurs anciens, leur nom de Ligurus, fils de Phaéton, qui vint fonder des colonies en Italie. N'est-il pas plus probable que ce nom dérive du mot *ligur*, qui, en langue celtique, signifie *homme de mer*?

(2) *Primum Thebæns Hercules ad Geryonem exlinguendum, ut relatum est, et Tauriscum lenius gradiens, propè Maritimas composuit Alpes; hic que harum indidit nomen: Monæci similiter arcem et portum ad perennem sui memoriam consecravit.* — Ammien Marcellin, liv. xv, ch. xi.

Le mot *arcem* doit s'entendre ici dans le sens de *montagne*, comme l'ont employé Virgile, Horace et autres, en plusieurs rencontres.

(3) Denys d'Halic., liv. i.

sérieuse qu'elles méritent, nous sommes tenté d'assigner à l'ancien temple de Monaco une origine Phénicienne.

Lorsque les Phéniciens eurent apporté aux Égyptiens leur théogonie, ils se dispersèrent dans la Méditerranée, fondèrent plusieurs établissements en Espagne, dans les Gaules et en Italie, et partout où ils abordèrent, un temple fut élevé à Hercule. Tous les lieux consacrés à ce héros, en Italie, étant maritimes, n'est-il pas raisonnable de penser que leur origine commune est due à l'émigration des peuples navigateurs, à la tête desquels doivent être placés les Phéniciens, un des plus civilisés du monde connu ?

Monaco serait donc un des points du littoral méditerranéen où les Phéniciens auraient apporté leur culte. Les découvertes obtenues, en 1802, dans le territoire voisin, parmi les ruines d'un vieux château situé à la Penna, fortifient cette opinion, et lui impriment un caractère de vérité historique. Fodéré, parcourant alors les Alpes Maritimes, se transporta sur le lieu des fouilles. Au nombre des antiques qui lui furent offertes, se trouvait une statue en bronze représentant le dieu Apis. Or, ce simulacre religieux était-il dû aux Phocéens ? Non ; car ceux-ci venaient de l'Ionie, et leur religion différait à peine de la religion grecque. Aux Carthaginois ? Mais les travaux militaires étaient leur préoccupation exclusive. Il appartenait donc évidemment à la Phénicie ou à l'Égypte. Conclure de là que l'origine de Monaco est Phénicienne ou Égyptienne, serait téméraire ; mais il est au moins

permis de penser que dès les temps les plus reculés, les Phéniciens introduisirent sur le rocher ligurien le culte d'Hercule, c'est-à-dire, selon quelques-uns, la religion du soleil (1).

Le *Portus Herculis Monæci* eut-il, dans ces temps reculés, l'importance d'une ville, ou ne fut-il qu'une simple station maritime? Nous adopterions volontiers cette dernière opinion. Mais, ce qui nous paraît hors de doute, c'est qu'il fut, dès cette époque (1560), visité par les Phéniciens, qui lui donnèrent un nom et un culte.

Longtemps après vinrent les Phocéens, qui, à la suite de longues et sanglantes luttes contre les habitants de cette partie des Alpes, les domptèrent; puis, initiant les vaincus au commerce et à l'agriculture, et les dotant de l'olivier, qui devint pour ces contrées une source d'immenses richesses, jetèrent les fondements de Marseille et de Nice, et étendirent leur domination maritime jusqu'au Port-d'Hercule (600) (2). Laissant subsister cette

(1) Parisot, *Biogr. univ.*, art. Hercule. — Brunel, *Parallèle des religions*.

Il nous paraît nécessaire de mentionner ici l'opinion d'Ammien Marcellin, qui prétend que l'Hercule de ces contrées ne vient pas de la Grèce, mais de Thèbes, en Egypte. — Strabon conclut du nom grec de ce port à une origine Phocéenne. « Ce nom, dit-il, fait conjecturer que le territoire des Marseillais s'étendait jusque là. » — Strabon, liv. iv.

(2) Monaco, comme ville ou station commerciale, ne commence, d'après nous, qu'avec l'époque Phocéenne. C'est aux actives relations entretenues sur tout le littoral Provençal et Ligurien, par Marseille et Nice, que Monaco doit sa véritable

antique dénomination, ils y ajoutèrent les noms de *μονος οἶκος*, soit pour distinguer ce lieu des autres lieux de l'Italie consacrés au héros thébain ou phénicien, soit que ce héros en fût le seul dominateur et la seule divinité, soit enfin parce que ce rocher semble comme isolé au milieu des eaux (1).

Au rapport d'Étienne de Bysance, Monaco devait être une place assez importante cinq cents ans avant Jésus-

et première existence ; auparavant , ce n'est qu'une station religieuse, un port de refuge, de pêcheurs ou de pirates : rien de plus.

Marseille fit du Port-d'Hercule la tête de ligne de ses établissements. — Louis Méry, *Histoire de la Commune de Marseille*.

L'historien Gioffredo et M. Durante prétendent que le *Portus Herculis* n'est autre chose que le port de Villefranche, et que le port de Monaco s'appelait simplement *Portus Monæci*. Cette opinion, ils l'appuient sur un passage fautif de Ptolomée, qui, dans certaines éditions, semble distinguer le *Portus Herculis* du *Portus Monæci*, en plaçant entre les deux le *Trophæa Augusti* ; de là ils concluent que le premier était Villefranche, et le second, Monaco. Mais, ni les itinéraires d'Antonin, ni Strabon, ni Pline, ni Tacite, ni Ammien Marcellin, ni Claude Mamerlin, ni les bonnes éditions de Ptolomée, n'autorisent cette opinion. Tous les anciens auteurs ne font qu'une même chose du Port-d'Hercule et de Monaco, qu'ils appellent indifféremment *Portus Herculis*, *Portus Monæci*, tandis qu'ils nomment *Olivula Portus* l'endroit où est maintenant Villefranche. — Note de Gazzera.

Honoré Bouche réfute par les raisons les plus solides l'opinion de ceux qui considèrent Villefranche comme étant le *Portus Herculis Monæci* des anciens. Aux yeux de cet auteur, Villefranche est l'*Oxibius Portus* ou l'*Olivæ Portus* de Strabon.

(1) *Μονος οἶκων*, seul habitant, occupant ; ou *μονος οἶκος*, habitation seule, temple seul, lieu isolé. De ces deux mots, on a fait *Monæcus*, Monaco.

Christ (1). Hécatee, de Milet, qui vivait à cette époque, en fait mention dans son ouvrage sur l'Europe. Dès le temps d'Annibal, les habitants de la presqu'île Herculienne et des pays voisins, connus sous le nom spécial d'Intéméliens, eurent à soutenir des guerres acharnées contre les Romains, qui fatiguèrent leurs armées à les vaincre, sans pouvoir jamais les abattre (220). La rivalité de César et de Pompée troubla aussi ces rivages. Monaco embrassa le parti de César (2), tandis que Nice et Marseille, neutres en apparence, tenaient secrètement pour Pompée. César victorieux, repassant les Alpes Maritimes, vint au Port-d'Hercule, où il s'embarqua pour Gènes, et de là gagna Rome. C'est à ce passage que fait allusion le chantre d'Énée : « Le beau-père descend des hauteurs des Alpes et du rocher de Monaco, tandis que le gendre rassemble autour de lui les soldats de l'Orient » (3).

La domination romaine, préparée depuis longtemps dans les Liguries par des expéditions consulaires (4), y était devenue définitive après la fameuse victoire d'Auguste, victoire qui valut à ce pays une paix passa-

(1) Etienne de Bysance, περὶ πόλεων, Μονοίκος πόλις Αιγυπτύ/η. Cet ouvrage est perdu. — Voir Abraham Berkélius, sur Étienne de Bysance.

(2) Lucain, *Pharsale*, liv. IV.

(3) *Aggeribus socer Alpinis atque arce Monæci,
Descendens, gener adversis instructus Eois.*

Virgile, *Énéide*, chant VI.

(4) La première expédition romaine eut lieu sous la conduite du consul F. Fulvius Flacus, 234 ans av. J. C.

gère et à la montagne de la Turbie un admirable trophée, monument imposant de l'orgueil impérial (14). Près d'un siècle plus tard, les armées des deux compétiteurs à l'Empire, Othon et Vitellius, se livraient aux environs de Monaco et de Lumone de sanglants combats (70 ans après J. C.), dans lesquels succombèrent les montagnards liguriens, auxiliaires de Vitellius (1). Quelques années après, les galères de Fabius Valens, un des généraux de cet empereur, abordaient à Monaco avec des troupes destinées à soutenir Marius Maturus, son partisan, contre la défection de la Gaule Narbonnaise (2) : expédition fatale à Valens, que le lieutenant de Vespasien, Valérius, fit prisonnier aux Stéchades (îles d'Hyères), et à Vitellius, dont elle précipita l'ignoble chute.

En même temps, le Christianisme s'introduisit dans ces contrées; saint Barnabé et ensuite saint Nazaire, qui furent martyrs à Rome, y annoncèrent les premiers l'évangile. La religion nouvelle, malgré les persécutions, et mieux, à cause d'elles, y fit des progrès rapides. Nîce et l'antique Cimiez devinrent promptement chrétiennes. Depuis Vitellius jusqu'à Pertinax, rien, sur ces bords, qui mérite d'être signalé. On a avancé que ce dernier était né à la Turbie; qu'il fit construire (193) les deux

(1) Tacite, *Hist.*, liv. II.

(2) *Fabius Valens e sinu Pisano, sævitia maris aut adversante vento, Portum Herculis Monæci depellitur; aud procul inde agebat Marius Maturus Alpium Maritimarum procurator.* — Tacite, *Hist.*, liv. III.

tours de Châteauneuf et des Spélugues, pour défendre l'entrée du Port-d'Hercule, et que Septime Sévère ou ses successeurs ordonnèrent des fortifications sur le plateau des Moneghetti. Nous ne prenons parti ni pour ni contre ces affirmations, qui ne sont, plus probablement, que de simples conjectures.

En 286, l'empereur Maximien, de retour de son expédition contre les Bagaudes, suit le littoral et passe par la Turbie, en prenant la voie romaine. Cette expédition est pompeusement célébrée par Claude Mamertin, dans un long panégyrique où l'on remarque ces mots : « Empereur Auguste, après avoir ajouté un nouveau lustre aux villes de la Gaule, vous franchissiez ces hautes montagnes qui dominent le Port-d'Hercule de Monaco. . . . » (1).

Les persécutions qui avaient accueilli la foi nouvelle à sa naissance, et qui n'avaient cessé de lui être prodiguées par les Empereurs, prirent, sous Maximien et Dioclétien, un caractère de violence et d'universalité qu'elles n'avaient pas eu auparavant. C'était comme une des suprêmes protestations du polythéisme contre la sublime doctrine. La lutte fut terrible : d'un côté, la parole ; de l'autre, le bourreau. La parole triompha. Ces persécutions, partout effroyables et partout impuissantes, en atteignant les Alpes Maritimes, gagnèrent au Christianisme

(1) *Tu modo Galliæ oppida illustraveras ; jam summas arces Monæci Herculis præteribas* (Claudii Mamertini Genethliacus Maximiani Augusti.)

une foule d'ardents prosélytes et d'illustres martyrs. Saint Dalmas et les deux premiers évêques de Nice, saint Bassus et saint Pons, mouraient pour la foi, pendant que Monaco recevait miraculeusement les reliques d'une sainte (1) qui devait être un jour sa protectrice vénérée (304).

Voici l'histoire du martyre de cette sainte, telle qu'elle est rapportée dans la *Chronologie de Lérins* (2). Nous n'avons rien supprimé de la légende, et nous avons cherché à la reproduire dans sa naïve et sublime simplicité :

« Au temps des empereurs Dioclétien et Maximien, vivait en Corse une jeune vierge nommée Dévote, chrétienne dès son enfance. Ayant appris qu'un président cruel allait venir pour persécuter les chrétiens, Dévote se rendit secrètement à la maison du sénateur Euticius, autant par crainte des Païens et à cause de leurs sacrilèges, que dans l'espoir que, sous sa protection, elle pourrait suivre librement la religion du Christ.

« La bienheureuse servante du Seigneur Jésus, élevée dans la pratique de toutes les vertus, versée dans les pieuses lectures, chantait, nuit et jour, des hymnes et des psaumes à la gloire de Dieu ; elle livrait son corps aux plus dures austérités, et toute attentive aux préceptes évangéliques, elle méditait sans cesse cette parole : *Heu-*

(1) Sainte Dévote, vierge et martyre. — *Martyrologe de Vence*.

(2) Voir le texte original, aux *Pièces justificatives*, n° 2.

reux ceux qui ont faim et soif de la justice , parce qu'ils seront rassasiés. Elle maîtrisait, elle domptait son corps par les abstinences, et personne n'avait pu lui persuader de se relâcher de ses jeûnes rigoureux , même un seul jour, ni de prendre quelques aliments , hormis le jour du repos.

« La candeur était répandue sur son pâle visage, qu'illuminaient les rayons de la splendeur divine. Les jeûnes et les mortifications de la vierge Corse n'échappèrent pas à l'attention d'Euticius ; il l'appela auprès de lui et lui dit : Jeune fille, pourquoi te fatiguer ainsi par les jeûnes et tourmenter ta vie par l'abstinence? — Je ne tourmente pas ma vie, lui répondit la jeune fille, mais je me nourris de mille délices ; car Dieu, qui règne dans le ciel , me rassasie chaque jour de ses dons et de ses biens.— Ces paroles remplirent d'une pieuse crainte Euticius ; il n'osa plus lui rien dire , et depuis lors il ne pouvait soutenir l'éclat de son visage.

« Peu de temps après, arrive dans la même île, suivi d'une flotte, le cruel président, pour sacrifier aux dieux. Les hommes les plus considérables de l'île sont réunis. Le sénateur Euticius est avec eux. On procède aux sacrifices; on offre l'encens aux idoles. A cette nouvelle, Dévote, qui déplorait leur aveuglement, exhale de profonds soupirs. Au milieu du festin , et pendant que le président sanguinaire s'entretenait de la persécution, un de ses agents lui apprend qu'une jeune fille, réfugiée chez le sénateur Euticius, insulte les dieux et refuse de leur sacrifier.

Le président, se tournant alors vers Euticius : J'apprends, sénateur, que vous logez dans votre maison une jeune fille qui fuit les autels de nos dieux et honore je ne sais quel Christ que les Juifs ont crucifié. — Mais, répond Euticius, cette jeune fille dont vous parlez, n'a jamais voulu, malgré toutes mes instances, incliner seulement la tête devant eux. — Livrez-la-moi, reprend le président, et je lui ferai rendre à nos divinités les honneurs qui leur sont dus. — Vous me donneriez toute votre fortune, qu'elle ne saurait valoir pour moi un pareil trésor.

« Comme le sénateur Euticius était très puissant, le président n'osa pas agir ouvertement contre lui ; il le fit empoisonner. Puis, il envoya chez lui des satellites, avec ordre de se saisir de la jeune fille et de l'amener devant son tribunal. Pendant qu'on la conduisait, Dévôte chantait ces paroles du psaume : Mon Dieu ! venez à mon aide ; hâtez-vous, Seigneur, de me secourir. — Dès qu'elle fut en sa présence, le président lui commanda de sacrifier aux dieux. En digne vierge du Christ, Dévôte répondit : Chaque jour me voit servir le vrai Dieu dans la disposition d'un cœur pur ; quant à vos dieux, dieux de cire et de pierre, je les renie, parce que ce ne sont que des masques humains qui ne voient point et n'entendent point. — Alors le barbare magistrat, que la colère transportait, ordonna qu'on lui broyât la bouche à coups de pierre, en lui criant : Cesse de blasphémer les dieux et les déesses. Il voulut,

en outre, le cruel, qu'on lui liât les mains et les pieds, et qu'elle fût ainsi traînée sur les pierres aiguës, afin que tous ses membres fussent disloqués. Mais l'intrépide vierge disait : Je rends grâce à votre saint nom, Seigneur mon Dieu ! qui m'avez trouvée digne de la couronne du martyr ! puis, d'une voix forte : Dieu des vertus, qui sondez les cœurs et les reins, qui avez dit, et tout a été fait, qui avez ordonné, et tout a été créé, exaucez la prière de votre servante. Recevez au nombre de vos élus Euticius, votre serviteur, que le barbare et cruel président, cet adorateur des démons, a fait périr à cause de moi.

« Ces paroles, qu'il considérait comme autant d'injures, le président inhumain ne les toléra pas longtemps : il ordonna qu'on lui liât les mains et qu'on la suspendît au chevalet. Pendant son supplice, la sainte s'écria : Seigneur Jésus, recevez mon âme ; car c'est pour votre saint nom que je meurs. Et une voix d'en haut se fit entendre qui disait : Ma digne servante, ta prière a été exaucée ; tout ce que tu as demandé ou que tu demanderas, tu l'obtiendras. — A l'instant, on vit une colombe sortir de sa bouche, d'un vol rapide, et s'élancer vers le ciel. Le martyr de la sainte s'était consommé dans la paix du Seigneur.

« Le président avait entendu dire que l'âme de la jeune martyre avait déjà gagné le ciel. Après avoir pris conseil de ses satellites, il ordonna que, le lendemain, son corps fût livré aux flammes. Vers le même temps, deux chrétiens que la frayeur de la persécution avait contraints de

chercher un refuge dans les grottes et les cavernes, Benenatus , prêtre de Savoie, et le diacre Apollinaire , furent avertis par une vision d'avoir à transporter hors de l'île le corps de la bienheureuse vierge. Alors , s'étant concertés avec le nautonnier Gratien , et accompagnés d'un grand nombre de vierges, ils enlevèrent le corps , pendant la nuit , le déposèrent dans une barque , et l'y embaumèrent ; puis , ils mirent à la voile et se dirigèrent vers l'Afrique. Mais un vent impétueux du Midi les poussa vers le Nord. La frêle barque, qui depuis longtemps était abandonnée à sec sur le rivage, laissait entrer beaucoup d'eau dans sa partie basse. Ils luttèrent toute la nuit , mais en vain. Au point du jour, le sommeil s'empara de Gratien, qui dit au saint prêtre Benenatus : Levez-vous, gouvernez quelques instants pendant que je reposerai. Durant son sommeil, Dévote lui apparut , et l'ayant touché, elle lui dit : Lève-toi , nautonnier Gratien , car la tempête s'apaise et la mer se calme ; ta barque ne prendra plus l'eau et elle ne sera plus battue des flots. Toi et le très saint prêtre , considérez avec attention , et quand vous verrez une colombe sortir de ma bouche, suivez-la des yeux jusqu'à ce que vous arriviez en un lieu qu'on appelle : en grec, *Monaco* ; en latin, *Singulare* ; et ensevelissez-y mon corps. Alors , regardant attentivement , ils virent une colombe qui sortait de sa bouche et les précédait. Ils la suivirent jusqu'au lieu que la sainte avait désigné. Arrivée près de Monaco, dans la vallée de Gaumates, la colombe s'arrêta non loin

de l'église qui y est élevée en l'honneur de saint Georges, et là, les pieux chrétiens déposèrent le corps de la bienheureuse Dévote, vierge et martyre pour la foi du Christ, le sixième jour des calendes de février, sous le règne éternel de notre Seigneur Jésus-Christ, auquel honneur et gloire dans tous les siècles des siècles. Amen. (1) »

Un siècle plus tard, une nouvelle ère, une ère de paix et de bonheur semblait s'ouvrir pour Rome et les provinces devenues chrétiennes, lorsqu'un déluge de barbares, après avoir inondé les Gaules, ravagea ces contrées, et portant la désolation dans toute l'Italie, ruina bientôt l'Empire d'Occident (407). Vandales, Alains, Hérules, Bourguignons, Goths, Lombards, laissèrent dans les Alpes Maritimes les traces sanglantes de leurs désastreuses invasions. Monaco dut alors subir le sort de presque toutes les cités du littoral, qui, telles que Gênes, Savone, Albenga, furent livrées à l'incendie et au pillage. Ne craignons pas de le dire : Si la conquête romaine avait apporté à la Ligurie et aux provinces voisines de cruelles épreuves, elle avait laissé après elle des traces impérissables de civilisation et de grandeur ; elle avait instruit et adouci les vaincus. Mais tel ne fut pas le caractère des nouvelles invasions : partout le fer, le feu, le viol, les massacres, marquèrent leur long et terrible passage, et le souvenir, souvenir de sang et d'épouvante, s'en est perpétué à travers les siècles.

(1) *Acta Sanctorum, Januarii* ; tom. II, p. 770 et 771. — Voir aux *Pièces justificatives*, n° 2

CHAPITRE II.

LOMBARDS. — SARRASINS. — GIBALLIN GRIMALDI. —
GÈNES.

500 — 1174.

La chute de l'Empire avait mis fin à la domination romaine dans la Ligurie; mais, de cette chute, qui ébranla le monde, n'était point sortie son indépendance, et cette belle province devait bientôt passer à une autre servitude. De 590 à 773, de Rotharis à Charlemagne, elle appartint aux Lombards, dont le grand empereur brisa le joug, en réunissant leur royaume à son vaste empire.

L'heure approchait où un déluge de nouveaux ennemis, non moins redoutables, non moins cruels que les barbares, allait inonder les côtes de la Ligurie et de la Provence, les ravager sans merci, et tenter d'établir sur elles une domination durable. Mais, du danger naît l'union, et de l'union, la force. Aussi, pour mieux résister aux irruptions de leurs nouveaux ennemis, les Sarrasins, un pacte fédératif fut-il formé entre toutes les villes du littoral ligurien, sous le protectorat de Gènes (729). Cette coalition armée, cette ligue pour le salut commun, leur permit de repousser victorieusement

leurs premières agressions. Charlemagne les aida avec succès dans cette résistance. Il prit ces rivages sous sa protection, et tant qu'il vécut, les Africains échouèrent presque toujours dans leurs tentatives contre ces côtes. Mais, le grand empereur mort (814), ces aventuriers revinrent plus hardis et plus implacables. Ils firent plusieurs descentes en Provence et se fortifièrent ensuite dans les positions les plus favorables, depuis le golfe de Sambracie, près duquel ils établirent leur grande forteresse (Le Fraxinet) (1), jusqu'à Saint-Hospice, Eza, la Turbie, Sainte-Agnès et autres lieux inaccessibles. De ces points élevés, ils fondaient comme des vautours sur leurs voisins, qu'ils massacraient ou réduisaient en servitude, après avoir pillé ou brûlé leurs villes (2). Leur audace bravait tout danger et ne connaissait pas de bornes; ils pénétrèrent même jusqu'en Savoie, où ils firent des populations qu'ils surprirent un affreux carnage. Informé de ces lamentables événements, Hugues, roi d'Italie, amena contre eux des forces imposantes (3), les défit successivement sur mer et sur terre, s'empara du Fraxinet;

(1) *Oppidum vocabulo Fraxinetum quod Italicorum et Provincialium confinio stare manifestum est, cujus et cunctis liquido patet situs mari ex uno latere cingitur, et in cæteris densissima spinarum sylva munitur.* — *Chronique de Luitprand*, liv. I, ch. 4, cité dans *Monaco et ses Princes*, p. 26.

(2) *Sæviunt, exterminant, nil reliqui faciunt.* — *Chronique de Luitprand*; Muratori, *Rerum Italicarum Scriptores*, tom. XI; Dom Bouquet, tom. VIII, etc.

(3) *Ugo, nel medesimo tempo, arrivò per terra a Frassinetto colla sua armata*; — Muratori, cité par T. de Parteneaux, *Conquête de la Lombardie*.

mais au lieu de poursuivre sa victoire contre ces forbans jusqu'à leur entier anéantissement, ainsi qu'un roi chrétien aurait dû faire, il la déshonora par un traité honteux que ces barbares ne tardèrent pas à violer (944).

A Guillaume I^{er} (972), vicomte de Marseille, descendant de Bozon, roi d'Arles, et dont le domaine s'étendait sur presque toute la Provence (1), était réservée la gloire d'expulser définitivement ces insolents envahisseurs. Parmi les vaillants guerriers qui secondèrent énergiquement Guillaume dans cette difficile entreprise, l'histoire cite en première ligne Giballin Grimaldi, d'origine génoise, auquel, en récompense de ses éclatants services, le vicomte de Marseille donna, à titre de fief, les terres comprises dans l'étendue du golfe de Sambracie (2), vaste et rude théâtre des exploits du héros. Ce golfe fut désigné depuis lors sous le nom de golfe Grimaud.

Cette donation fut consacrée par une charte solennelle, laquelle charte, tirée des archives de l'Évêché de Fréjus et citée par H. Bouche, est ainsi traduite, dans *Monaco et ses Princes* (3) :

« Au nom du Seigneur, ainsi soit-il.

« C'est par les récompenses que les hommes sont poussés aux entreprises magnanimes ; mais les hommes de mérite y trouvent un prix bien plus relevé, quand l'objet de ces récompenses consiste précisément

(1) Louis Méry, *Histoire de la Commune de Marseille*.

(2) *Sinus Sambracitanus* (de Saint-Tropez à Fréjus).

(3) Métivier, *Monaco et ses Princes*, tom. I, p. 30.

en la possession de ces lieux mêmes où leur valeur et leur courage ont triomphé des ennemis. C'est pourquoi Giballin Grimaldi, homme de grand cœur et très magnifique, nous ayant aidé dans toutes nos expéditions, attaques, poursuites et périlleuses aventures contre les Agaréens et Maures ou Sarrasins, et ayant enlevé, par son courage, auxdits Sarrasins le golfe de Sambracie, appelé communément le golfe de Saint-Tropez, un si grand exploit doit être récompensé par la munificence du prince ;

« Nous, Guillaume, fils de Bozon et de Falcoare, siégeant en la cité d'Arles, avec le consentement d'Adélaïde, notre épouse, et de Guillaume, notre fils, en présence d'Annon, archevêque d'Arles, Rainouard, juge, Riquelin, Hildoard, Ponce d'Alauzon, Foulques, Guy, Ingelrad et autres hommes nobles, concédons et donnons, pour le posséder entièrement et le défendre contre les Agaréens ou Maures et Sarrasins, audit Giballin Grimaldi, ledit golfe de Sambracie, en toute son étendue, avec les terres qui l'entourent, à la seule réserve des droits épiscopaux de l'église de Fréjus et de son évêque.

« Que tout homme qui entreprendrait contre cette donation faite en faveur du puissant homme Giballin Grimaldi, sache qu'il encourra notre indignation, et qu'il soit précipité dans l'abîme, avec Coré, Dathan et Abiron.

« L'année de l'Incarnation DCCCCLXXX, indiction x, au mois de septembre, sous le règne de Conrad, roi des Allemands et des Provinces,

« Moi, Guillaume, ai fait écrire cette donation, et l'ai scellée de ma main ; la comtesse Adélaïde l'a confirmée ; l'a confirmée aussi le comte Guillaume, ainsi qu'Annon, archevêque d'Arles, Rainoard, Riquelin, Hildoard, Ponce d'Alauzon, Foulques, Ingelrad, Guy, etc.

« Écrit et scellé par Boniface. » (1)

(1) Voir le texte latin, aux *Pièces justificatives*.

Tous les historiens de Provence, Papon excepté, conviennent

Grande action et magnifique récompense : deux héros ensemble. Moins impolitique et plus hardi que le roi Hugues , encouragé d'ailleurs par le puissant vicomte provençal et le vœu ardent des populations , Giballin marcha ensuite contre les autres repaires et forteresses , entr'autres le Petit-Fraxinet (1), les détruisit , et purgea les rivages liguriens de la présence de ces barbares (980).

Ici , une question que nous ne saurions éluder , est posée par l'auteur de *Monaco et ses Princes*. L'écrivain se demande d'où vient ce Giballin Grimaldi , et , s'appuyant sur « une tradition étayée des assertions de plusieurs chroniqueurs , » il paraît disposé à admettre que le vainqueur du Fraxinet est le fils d'un Grimaldus qui aurait conquis Monaco sur les Sarrasins , en 920 , selon les uns , en 962 ou 968 , selon les autres. Il va plus loin : il n'adopte pas positivement les origines fabuleuses créées par Vénasque , ce secrétaire - modèle du prince Honoré II (2), qui , dans son arbre généalogique des Gri-

de cette donation. Dans son savant ouvrage *Des Invasions des Sarrasins* , M. Reynaud , de l'Institut , dit qu'ici les raisonnements de Papon ne lui ont pas paru concluants.

(1) On place généralement le Petit-Fraxinet à Saint-Hospice ou à Villefranche.

(2) Charles de Vénasque Ferriol , gentilhomme et secrétaire du prince Honoré II , qui dressait , en 1647 , l'arbre généalogique des Grimaldi de Monaco , fait descendre cette famille de Grimaldi , fils de Pépin d'Héristal , maire du palais , sous Childébert , en 712.

Voici maintenant , d'après Vénasque et H. Bouche , qui l'a copié , l'origine de la souveraineté des Grimaldi de Monaco : « Grimal-

maldi, dressé avec un art et une précision capables de désespérer tous les généalogistes présents et à venir, fait descendre ce Grimaldus, de Grimoald, fils de Pépin d'Héristal, maire du palais d'Austrasie et frère de Charles-Martel ; non. Mais il expose avec une complaisance qui n'échappe pas au lecteur, les naïves inventions et l'amusant récit de ce bon et trop généreux historiographe, et conclut en disant que « la maison Grimaldi, *que l'on* « *présume issue de Grimoald, fils de Pépin d'Hé-* « *ristal*, était incontestablement investie, à la fin du « x^e siècle, de la propriété de la côte provençale depuis « Saint-Tropez jusqu'à Fréjus ; *qu'elle paraît* de plus « avoir été, antérieurement à cette date, en possession « d'Antibes, qui lui revint plus tard, et *qu'il est per-* « *mis d'admettre* qu'elle était dès lors souveraine de « Monaco. »

Hâtons-nous de le dire. Toujours et avec les historiens les plus accrédités, nous avons relégué dans la région des fables cette double origine de famille et de souveraineté inventée par la flatterie, ne reposant sur

« dus, un des chefs des armées d'Othon-le-Grand, après avoir fait « de très signalés exploits pour le service de cet empereur, en « diverses occasions, et particulièrement pour avoir dompté les « Sarrasins, eut en récompense de ses glorieux travaux et par « la libéralité d'Othon, *au voyage qu'il fit en Provence*, la ville « d'Antibes et la forteresse de Monaco, en propriété, d'où il avait « chassé lesdits Sarrasins. » — Ce passage est extrait de la *Chorographie* de Bouche. — La logique des faits nous prouve qu'on a forgé pour la souveraineté des Grimaldi une origine aussi fauleuse que celle inventée pour leur généalogie.

aucun document positif et qu'un écrivain sérieux doit à peine mentionner, seulement pour mémoire; fables qui n'ajoutent rien à l'illustration de cette noble et antique famille des Grimaldi, une des gloires du patriciat génois. — On parle de traditions : nous qui avons fait un long séjour en Provence, qui y avons compulsé bien des archives, nous n'avons rencontré nulle part rien qui justifiât, même en apparence, de semblables prétentions. Et d'abord, Giballin Grimaldi ne peut être considéré que comme un vaillant guerrier génois qui, se souvenant de l'ancien pacte formé par toutes les villes du littoral, ennemi juré du Sarrasin, que ses pères avaient combattu, vient mettre sa forte épée au service de Guillaume, dont il n'est qu'un des lieutenants, et qui ne devint seigneur provençal qu'après sa victoire; — ensuite, le père qu'on lui attribue n'a jamais été, n'a jamais pu être seigneur à Monaco, ni en vertu d'une prétendue donation d'Othon-le-Grand, en 920, *au voyage qu'il fit en Provence*, comme le prétend Vénasque, ni par droit de conquête « faite isolément ou avec l'assistance du roi Hugues, en 942 (1), » ni en 968, comme Bouche

(1) *Monaco et ses Princes*, p. 38.

Qu'on veuille bien remarquer le silence absolu gardé dans la charte de donation de Guillaume, sur les titres supposés de Giballin Grimaldi. « Homme d'un grand cœur, *magni cordis*; homme magnifique, *egregiæ magnificentiæ*, telles sont les nobles qualités qu'elle lui donne; il n'y est nullement question de lui comme seigneur d'Antibes ou de Monaco. Assurément, si Giballin, qu'on veut faire héritier de Grimaldus, eût possédé ces titres et ces seigneuries, cette charte les eût mentionnés.

le suppose. Les raisons les plus décisives viennent ici à l'appui de nos assertions. En 920, l'empereur Othon n'est encore qu'un enfant, presque au berceau; en 968, il annonce l'intention de se dévouer à l'expulsion des Sarrasins, et peu d'années après il meurt sans avoir rempli sa promesse. En 942, le roi Hugues, loin de songer à attaquer les Sarrasins sur d'autres points, traite avec eux, après leur défaite; et, à cette date comme aux dates précédentes, les barbares occupent solidement toutes leurs positions en Provence et en Ligurie. Comment donc, avant Giballin, c'est-à-dire avant 973 et 980, alors que le Grand-Fraxinet, alors que Saint-Hospice, la Turbie, Eza, Villefranche, Sainte-Agnès, étaient au pouvoir des Maures, comment le rocher de Monaco, qu'ils enveloppaient en quelque sorte, et son port, cette station si sûre (*tuta*), auraient-ils été négligés par eux et laissés en paisible jouissance à un seigneur quelconque? Leur intérêt le plus cher exigeait que cette position ne fût pas en d'autres mains que les leurs; et puis, n'étaient-ils pas les maîtres? Othon n'a donc pu confirmer une possession qui n'existait pas, qui ne pouvait pas être. Aussi, l'édit de Ratisbonne, qu'on ne montre pas, demeure-t-il pour nous, jusqu'à preuve contraire, un édit apocryphe.

Concluons. Chercher à la famille Grimaldi de Monaco une origine autre que l'origine génoise, attestée par les premiers historiens italiens et reconnue par tous ceux qui se sont occupés de l'histoire des Alpes Maritimes,

c'est évidemment faire fausse route, c'est se mettre à la remorque de Vénasque, qui a fait de la flatterie et non de l'histoire. — Prétendre que la souveraineté de cette famille remonte à une époque antérieure à 1346, créer une longue succession, plus ou moins interrompue, de seigneurs, c'est vouloir marcher dans les ténèbres, s'attacher à des ombres, entasser contradictions sur contradictions, et faire des tours de force en matière historique. Tous ces efforts de la vanité, toutes ces savantes mais stériles recherches, toutes ces gratuites hypothèses grandissent-elles d'une seule coudée une Maison qui doit être, à bon droit, satisfaite de sa haute origine italienne, sans être tentée de quitter la terre et de se réfugier dans l'Olympe? (1) Nullement. Un pareil labeur, un semblable rôle, peuvent aller à un esprit subtil, ingénieux, ami des difficultés et de l'imprévu : ils ne sauraient convenir à un écrivain sérieux au ^{xix}^e siècle.

Reprenons notre récit.

Pendant presque tout le cours des ^{ix}^e et ^x^e siècles, les Maures dominèrent aux deux extrémités de la Provence et de la Ligurie. Ainsi exposé à leurs sauvages irruptions, le Port-d'Hercule partagea le sort des bourgades voisines et fut ruiné comme elles. Cette petite place ne se releva entièrement qu'en 1213, date de sa restauration par les

(1) *Come si può comprendere da quanto sinora abbiamo detto e diremo di mano in mano quasicchè quella nobilissima, e per tanti altri titoli gloriosissima schiatta, abbia bisogno di mendicare da penne adulatrici, fatti inventati, e personaggi supposti, per accrescere le sue glorie.* — Gioffredo, p. 762.

Génois. — Depuis l'expulsion des Sarrasins jusqu'en 1191, le rocher de Monaco est entièrement abandonné : reconnaissant l'importance de cette position, l'empereur Henri VI, surnommé *le Cruel*, en dispose en faveur de Gênes.

CHAPITRE III.

LES DEUX DONATIONS. — GÈNES. — LES VENTO.

1174 — 1265

La place de Monaco, considérée par les comtes de Provence comme terre provençale, par les empereurs d'Allemagne comme terre italienne, complètement démantelée et délaissée depuis l'expulsion des Sarrasins, commençait à être revendiquée par l'une et l'autre de ces deux puissances, qui en disposaient selon leur bon plaisir ou au gré de leur intérêt. En 1174, Raymond V, comte de Toulouse et marquis de Provence, donne aux consuls de Gênes, au nom de la commune de cette ville, la faculté de commercer dans tous les lieux qui s'étendent depuis Arles jusqu'au château de la Turbie; il leur donne également la place et la montagne de Monaco avec les terres qui en dépendent « *Podium quoque et montem Monæci cum suis pertinentiis*, » pour en jouir en véritables propriétaires « *proprietario more* » (1). Les Génois ne profitent pas de cette première dona-

(1) Extrait authentique pris sur le texte original, à Gênes. — Voir *Monaco et ses Princes*, p. 58.

tion. Sans doute, avant de la faire, le comte de Provence n'avait pas consulté l'empereur d'Allemagne, qui le traitait toujours comme son vassal « *fidelem suum* » (1).

En 1191, l'Empereur, qui avait besoin de l'appui de Gênes et de ses flottes, confirma la donation précédente. La République envoya alors deux consuls, Guillaume Zerbino et Othon Guaracco, et deux notables, Nuyelone d'Alberici et Trinchiero Alda, en compagnie de deux députés de l'Empereur, Arnold de Plaisance et Albert de Crémone, lesquels donnèrent aux consuls l'investiture au nom de leur maître, et les mirent en possession des rocher, port et territoire de Monaco (2), « sans qu'il soit en rien tenu compte ni fait mention d'une souveraineté quelconque des Grimaldi, » confesse forcément, mais non sans protestation et sans réserve, l'auteur de *Monaco et ses Princes* (3). Mais les Génois, inquiétés par les navires de Nice et par les comtes de Provence, dont les dispositions étaient changées et qui ne voulaient plus de leur voisinage, ne purent réaliser

(1) Dans un traité renouvelé, en 1189, avec le roi Alphonse d'Aragon, on remarque parmi les seigneurs qui signèrent cet acte, Oggier et Pierre Vento, nobles génois. — Papon, *Histoire générale de Provence*, liv. IV, p. 245.

(2) *Tradimus vobis possessionem corporalem podii et montis Monæci et portum ejusdem, et terræ adjacentis territorii ad castrum et burgum, Deo propitio, ædificandum, et perpetuo habendum, et in feudum tenendum, ad honorem Imperii, etc.* — Pour construire : cette dernière phrase est significative. — Ottobonis Scribæ, *Annales Genuenses*, liv. III, p. 364 ; — Gioffredo, p. 471.

(3) Tom. I, p. 59.

leur dessein d'établissement au Port-d'Hercule que vingt-quatre ans plus tard.

Le 6 juin 1213, disent les *Annales* d'Oggerius Panis (1), Fulco de Castello et plusieurs nobles citoyens se rendirent au bourg de Monaco sur trois galères, suivies d'autres chargées de matériaux, tels que bois, chaux et fer, et le 10 du même mois, ils jetèrent les fondements du château et ne s'en retournèrent qu'après avoir construit quatre tours, plus un mur d'enceinte de la hauteur de trente-sept pans.

Cinq ans après, Frédéric II ratifie la donation que l'empereur Henri, son père, avait faite aux Génois, « à la condition expresse que les forts qu'ils élèveraient au Port-d'Hercule fussent toujours réservés et prêts pour le service de l'Empire (2).

Voilà deux donations qui assurent à la République de Gênes la possession du Port-d'Hercule : la première, du marquis de Provence, en 1174 ; la seconde, de l'em-

(1) *In mense junio, sexto die, Fulco de Castello, cum pluribus nobilibus civibus, ivit cum galeis tribus et aliis lignis portantibus lignamen et calcinam et ferramenta multa ad podium Monachi, et decimo die junii castrum ædificare cœperunt, et antequam redirent ad propria, ædificarunt turres quatuor et muros in circuitu, altitudine palmorum triginta septem. — Oggerii Panis, Annales Genuenses ; — Rerum Italicarum Scriptores.*

(2) *Item concedimus eidem communi ut liceat ædificare, et ædificatum tenere et habere castrum, videlicet super portum Monachi ad honorem Imperii et utilitatem communis Januæ, ita quod hoc castrum sit expositum et paratum ad servitium Imperii, cum nos vel aliquis successor noster voluerimus guerram facere Massiliensibus, vel aliis de Provincia. — Raphael Torre, cité par Gioffredo.*

pereur d'Allemagne , en 1191, laquelle est hautement confirmée, en 1220, par son successeur. L'auteur de *Monaco et ses Princes* veut voir dans ces investitures les preuves « d'une usurpation flagrante, d'une dépossession brutale; » — dans la lenteur qu'apportent les Génois dans l'occupation du Port-d'Hercule, un manque de confiance en leur droit, — et dans l'état de la forteresse, au moment de leur entrée à Monaco, un témoignage de la résistance héroïque des Grimaldi (1). — En vérité, c'est pousser l'erreur jusqu'à l'aveuglement et le principe jusqu'à l'absurde. Pourquoi donc ne pas voir dans ces diverses donations ce qu'en réalité elles signifient, ce qu'elles renferment? Raymond dispose d'une place en quelque sorte litigieuse, parfaitement inoccupée depuis l'expulsion des Maures. En cela, il fait tout à la fois acte de libéralité facile vis-à-vis de la République, déjà puissante, avec laquelle il désire entretenir de bons rapports, et acte d'indépendance vis-à-vis de l'Empereur; — Henri VI, que toute la Rivière traite en suzerain, fait donation du Port-d'Hercule à la République, en reconnaissance de l'appui que Gênes consent à lui prêter dans ses projets de conquête et de domination, et aussi pour donner plus de force à la donation de Raymond, qui n'est que son vassal; — son fils Frédéric II, qui campe en Italie, confirme cette donation cinq ans après l'installation définitive des Génois à Monaco, comme

(1) *Monaco et ses Princes*, pag. 62.

pour leur rappeler leur vasselage et avec clauses expresses attestant qu'il en comprenait l'importance. C'était-là, dans sa pensée, une place forte, un boulevard contre la Provence. — Il n'y a ici ni usurpation ni dépossession, puisque la possession n'existe ni de fait ni de droit. — La République était bien libre de choisir le jour de son occupation sans pour cela douter de son droit, si incontestable, si fortement établi, alors surtout qu'elle voulait fonder un établissement durable. — Enfin, l'état de la forteresse, démantelée, ruinée, et presque rasée, témoigne non pas de la résistance des Grimaldi, seigneurs purement imaginaires, mais des violents assauts qu'elle avait autrefois soutenus, et de l'abandon absolu où elle avait été laissée depuis la défaite et l'expulsion des Sarrasins.

Poursuivons. En 1240, la République, en guerre avec Frédéric II, recherche l'alliance de Raymond Bérenger, comte de Provence, auquel elle envoie des ambassadeurs, et le 22 juillet de la même année, dans la chapelle du comte, à Aix, une convention est signée par laquelle, entre autres choses, il est stipulé que « Bérenger renoncerait à toute prétention sur le rocher, le port et le littoral de Monaco et sur toutes les terres depuis la Turbie jusqu'à Gênes (1).

(1) *Actum Aquis in capella dicti comitis, præsentibus dominis Romeo de Villanova, vicedomino de vicedominis, Guglielmo Ramondo, jurisperito, Beltranno Alamanno, Perissolo, bajulo Aquensi, Guglielmo Aicardo, clarigeri Nicensi, et Bertrando Raimondo, notario comitis. Die 22 julii, anno millesimo ducentesimo quadragesimo.* — Archives d'Aix. — Voir Nostradamus, etc.

Vers le même temps, c'est-à-dire vers le milieu du XIII^e siècle, Menton et Puipin (1), qui, depuis l'expulsion des Sarrasins, dépendaient, ainsi que Roquebrune, des comtes de Vintimille, avaient été cédés par eux au noble Génois Guillaume Vento. Gênes prétendant y avoir juridiction, un procès-verbal d'audition de témoins fut dressé, et ces témoins attestèrent que « les lieux de Puipin et de Menton étaient de la seigneurie de Guillaume Vento, et que les habitants étaient ses justiciables ; qu'il était en droit et en possession d'y établir des gouverneurs et des châtelains qui y rendraient pour lui la justice, etc.....; qu'enfin ils n'avaient jamais entendu dire que la commune de Gênes eût eu ou fût en droit d'avoir aucune juridiction sur ces deux localités » (2).

En 1257, le comte de Vintimille ayant cédé au puissant Charles d'Anjou l'héritage de ses pères, Gênes en prit ombrage, et pour prévenir toute querelle, elle manda à Aix trois députés, qui, le 22 juillet 1262, en présence des archevêques de Tours et d'Aix, de l'évêque de Fréjus, du comte de Vendôme, etc....., signèrent une convention, laquelle, définissant clairement les droits des deux parties sur le comté de Vintimille, assurait les places de Vintimille, *Monaco* et Roquebrune à

(1) *Podium Pinum*, qui a complètement disparu.

(2) Le procès fut plaidé le 5 décembre 1258 ; la juste cause des Vento triompha.

la ville de Gênes, et Menton et Puipin au seigneur Vento et à ses successeurs (1).

(1) Cette souveraineté des Vento fut reconnue par la convention de 1262 passée à Aix entre le comte de Provence et la République. — Menton posséda, sous les Vento, un hôtel des monnaies. Il existe encore quelques pièces à leur effigie; mais elles sont fort rares. — Suivant l'*Hermite des Souliers*, Guillaume donna à la ville de Menton des Statuts qui furent lus solennellement devant les notables assemblés, « *in pleno parlamento.* »

CHAPITRE IV.

GUELFE ET GIBELIN. — CHARLES II D'ANJOU.
 SYSTÈME DE VÉNASQUE. — LES SPINOLA. — LES GRIMALDI
 ET CHARLES II.

1263 — 1346.

Nous arrivons à cette époque funeste, époque de sang et de deuil pour toute l'Italie, et pendant laquelle ce beau pays fut changé en un vaste champ de guerre civile. Les Guelfes et les Gibelins (1), rivaux implacables, avaient paru. En désolant la péninsule, ils jetèrent aussi la désunion et le trouble dans cette partie des Alpes Maritimes. En 1270, la faction guelfe ayant été vaincue à Gênes (2), les Fieschi et les Grimaldi, qui en étaient les chefs, demandèrent leur salut à l'exil. Le littoral leur offrit quelques points fortifiés contre leurs ennemis (1272). Ces réfugiés s'entendirent bientôt avec Charles d'Anjou, qui prit parti pour eux contre les

(1) On sait que les Gibelins tenaient pour les prétentions impériales, et que les Guelfes obéissaient à la puissance pontificale.

(2) *Obertus Spinola et Obertus de Auria vicerunt Grimaldos, præliantes cum eis. — Chronic. Astense; Rerum Italic. Scriptores.*

Génois. La guerre fut déclarée. (1273) Guillaume Vento ouvrit les portes du château de Menton au Sénéchal de Provence, qui vint ensuite assiéger Roquebrune et s'en rendit maître. L'année suivante, Gênes envoya contre les troupes du Sénéchal, Ansaldo Spinola, lequel ayant repoussé les Provençaux jusqu'à Menton, chercha, mais inutilement, à s'emparer de cette place, que le Sénéchal garda jusqu'à la fin de la guerre.

Vingt ans s'étaient à peine écoulés, que la lutte entre les Guelfes et les Gibelins recommença. Monaco, qui tenait pour les Guelfes, vit se réfugier dans ses murs les Fieschi, les Grimaldi et autres chefs importants du parti vaincu. Ils s'y fortifièrent (1296), et de là, comme d'une citadelle inexpugnable, ils exercèrent toutes sortes d'hostilités contre leur patrie. Vainement les Génois assiégèrent Monaco (1297); le château et les forts leur opposèrent une résistance dont ils ne purent triompher. N'ignorant pas que cette résistance était due aux secours de Charles II d'Anjou, ils lui déclarèrent encore la guerre, guerre qu'une conférence (1300) entre les représentants des deux puissances empêcha d'éclater. Le Roi, par amour de l'union et de la paix, s'engagea à faire remettre à la République les forts occupés par les Guelfes. Cette restitution, opérée entre les mains de Charles par les réfugiés, à la suite d'un long traité (1) que les Gri-

(1) Dans ce traité entre les Génois et le roi Charles II, cité textuellement par l'auteur de *Monaco et ses Princes* (tom. I, p. 331),

maldi et autres chefs signèrent tous, s'effectua l'année suivante. G. Villani, célèbre historien de Florence et contemporain, raconte ces faits (1).

Ce traité assura aux Guelfes leur rentrée dans Gênes.

Charles II acheta tous les immeubles possédés par eux, tant au Port-d'Hercule que dans le territoire d'Eza et de la Turbie, et, en 1303, il les érigea en fief en faveur de Nicolas Spinola, moyennant la somme de cent onces d'or. Cette date marque le premier établissement des Spinola dans ce pays.

La haine des Guelfes et des Gibelins, réveillée par le retour des Fieschi et des Grimaldi, renouvelle bientôt toutes les horreurs de la guerre civile. Les Guelfes triomphent. Opicino Spinola, capitaine général de la République, est chassé et battu avec tous les siens (2). Presque en même temps, Menton est assiégé et pris par les troupes du roi Robert, successeur de Charles II, et repris bientôt par les Génois.

Revenons à l'historiographe de la Maison de Monaco.

Malgré l'évidence historique la plus saisissante, *en l'absence de documents positifs et authentiques*, il

il n'est nullement question de la souveraineté des Grimaldi, pas plus que dans les chartes ou traités antérieurs. Ils avaient occupé la forteresse de Monaco comme guelfes réfugiés et non comme seigneurs. — G. Villani.

(1) Villani, liv. IV, ch. 46.

(2) *Grimaldi prævaluerunt et expulerunt de civitate ipsos qui dicuntur de Auria et de Spinola, concives suos. — Chronic. Siciliæ ; Rerum Ital. Scriptores.*

poursuit sans hésiter le système de ses successions seigneuriales. Ainsi, peu d'années après la rentrée des Grimaldi dans Gênes, le roi Philippe-le-Bel, qui était en guerre avec les Flamands, avait fait demander à la République un certain nombre de galères et Rainier Grimaldi pour amiral. Gênes, coutumière du fait, avait acquiescé à la demande du monarque français, et bientôt après l'amiral Grimaldi détruisait la flotte flamande à Ziériksée, dont il faisait lever le siège. Vénasque ne pouvait manquer de s'emparer de cet illustre personnage et d'en faire un seigneur : c'était dans son rôle. A l'exemple de Vénasque, l'écrivain que nous sommes forcé de contredire, en fait Rainier II, de même qu'il avait fait un Rainier I^{er} (1). Si « les documents font défaut » (2), la bonne volonté y supplée largement ; et c'est ainsi qu'on écrit l'histoire.

Chassés de tous les points du littoral, les Gibelins n'avaient plus qu'un lieu de refuge : c'était la place de Monaco, occupée par les Spinola depuis la cession faite à cette famille par Charles II ; seule elle restait au parti vaincu. Les Spinola, corsaires intrépides, guerroyaient sans merci contre le commerce de Gênes. Mais François Grimaldi, dit Malizia (3), veillait, recherchant ardemment l'occasion de s'emparer de Monaco. »

(1) *Monaco et ses Princes*, ch. IV.

(2) *Id.* p. 42 et 61.

(3) *Qui prænominatur Franciscus de Malitia, callide et occulte indutus habitu fratrum minorum, intravit villam de Monachio, et*

François était un des chefs guelfes qui avaient évacué et remis cette place à Charles II pour la République ; il vivait retiré à Nice , et y mûrissait lentement ses projets. L'occasion tant désirée se présenta enfin. C'était la veille de Noël (1306) (1), à l'heure de minuit, heure de prière et de recueillement dans tout le monde chrétien ; les habitants et la garnison , rendus à l'église, entendaient la messe solennelle. Malizia , déguisé en moine (2), s'approche de la ville , avec laquelle il entretenait des intelligences , y pénètre à la faveur de son costume, et à l'aide de ses complices de l'intérieur, qu'il a avertis, il retourne égorger les sentinelles et introduire ses gens du dehors. Place et forts sont à l'instant même

occidit custodes , et munivit duo castra et villam , ex quibus multas offensiones etiam Januensibus faciebat. — Chronic. Astense, Auctoribus Oggerio Alfiero et Guglielmo Ventura. — Rerum Italicarum Scriptores.

(1) Les auteurs de la Chronique précitée mentionnent encore , à la date de 1309 , la mort de ce même François Grimaldi , qui fut tué dans un combat près de Vintimille. — *Ibi fuerunt mortui plusquam CC , inter quos mortuus fuit Franciscus Grimaldi de Malitia.* — *Chronic. Astense.*

(2) Ce singulier stratagème de François pourrait donner lieu à une intéressante conjecture. — On sait que les armes de la famille Grimaldi de Monaco ont pour supports deux moines qui tiennent l'épée haute d'une main , et soutiennent l'écu de l'autre. En ajoutant le moine armé à son blason , cette famille n'aurait-elle pas voulu éterniser la mémoire du stratagème qui la mit en possession de Monaco ? — L'auteur de *Monaco et ses Princes* pense que « ces moines (*monachi*) rappellent plutôt l'idée de solitude qu'exprimait le nom d'*Hercules Monæus* des anciens. » — Nous laissons au lecteur le choix entre les deux interprétations.

occupés par les Guelfes , et les Spinola , surpris , s'enfuirent avec leurs partisans.

La domination des Grimaldi et du parti guelfe au Port-d'Hercule fut courte : elle dura vingt-un ans. La trahison défit l'œuvre de la trahison. Cette place retomba au pouvoir des Spinola en 1327 (1). Les Grimaldi implorèrent alors le secours de leurs alliés , et les forces de Nice et de Gênes vinrent assiéger Monaco , qui offrit spontanément de se rendre. Mais le désaccord qui existait entre les assiégeants au sujet de la possession ultérieure de la place , ayant compromis le succès de cette entreprise , ce ne fut que l'année suivante qu'attaquée par d'Aigueblanche , sénéchal de Provence , elle succomba après la plus honorable résistance (2). En s'emparant , le roi Robert avait moins en vue de secourir

(1) *Odoardus Spinola castra et villam Monaci munita tenebat.*
— *Chronic. Astense.*

(2) Une convention , sorte de capitulation , fut rédigée , le 6 janvier 1329 , et signée , dans l'église de Sainte-Dévote , par le Sénéchal , plusieurs Seigneurs provençaux et les représentants du parti gibelin. Elle contenait onze articles , parmi lesquels on remarque les suivants :

« Art. 2. Les habitants de Monaco ne donneront aide , conseils ni refuge aux corsaires ou voleurs publics , et n'entretiendront avec eux aucune relation ; ils s'obligent même à les faire prisonniers ou à les chasser , s'ils venaient à paraître dans ces parages.

« Art. 6 L'étendard du Roi sera planté et tenu continuellement sur la première porte et sur les plus hautes tours de Monaco.

« Art. 8. Le Podestat , qui sera élu de temps en temps , prêtera serment , entre les mains du Sénéchal de Provence , d'observer et faire observer les présentes conditions. » — Nostradamus et Villani.

ses alliés que de mettre fin aux pirateries des habitants, qui, nouveaux Sarrasins, lui avaient acquis une célébrité redoutable. Il ne réussit pas, et le Port-d'Hercule resta pendant longtemps encore le foyer principal des brigandages maritimes.

En 1330, le Juge-major de Nice y envoya Olivier Auger, pour déterminer, avec le Podestat (1) Edouard Malocelle, les confins de la marine du Roi, et ôter, à l'avenir, tout prétexte aux intolérables vexations des Monéciens (2).

En 1331, les deux factions, oubliant leurs vieilles haines, unirent leurs efforts contre les corsaires catalans, qui, devenus la terreur de la mer, ravageaient tout le littoral. Ces efforts furent heureux : les Catalans disparurent. Après avoir rendu pleine sécurité au commerce maritime, les partis se retrouvèrent avec leurs éternelles animosités et leurs impitoyables rancunes. Vaincus de nouveau, les Guelfes se réfugièrent à Monaco (1333), où ils armèrent, avec l'argent du roi Robert, un grand nombre de galères qui vinrent insulter les Génois dans le port même de Gênes. Puis, ils dirigèrent leur course vers l'Adriatique et l'Archipel grec ; s'emparèrent de Chio, et revinrent chargés de butin, riches tout à la fois des dépouilles de leurs alliés et de

(1) *Podesta* ou *Rector*. — Le Podestariat, ou première magistrature de la cité, était un pouvoir électif et temporaire institué à Monaco par les Génois.

(2) Gioffredo, *Arch. Nicæns*, *Storia delle Alpi Marit.*

leurs ennemis. Deux ans après, vingt-deux galères monéciennes bloquèrent, pendant plusieurs jours, le port de Gênes, et inquiétèrent vivement le commerce de la République.

C'est en 1338 que les Grimaldi, par l'acquisition qu'ils firent des terres et maisons dont Charles II avait, dès 1303, investi les Spinola, devinrent entièrement maîtres et seigneurs à Monaco. La cession de ces biens fut faite, le 9 juillet, à Rabella Grimaldi, sur la place de Saint-Luc, à Gênes, pour douze cent quatre-vingts florins d'or, somme très considérable à cette époque (1).

« A partir de ce moment, dit l'auteur de *Monaco et ses Princes*, la souveraineté des Grimaldi sur le Port-d'Hercule est à l'abri de toute contestation : » mot précieux que nous nous plaçons à enregistrer. Mais, cette souveraineté est donc contestable ? Alors, que devient le système basé sur une donation imaginaire ? Pourquoi ne pas apporter plus de réserve dans l'appréciation de faits supposés et de gratuites hypothèses ? Pourquoi affirmer, lorsqu'il serait au moins raisonnable de douter ? Pourquoi transformer en seigneurs, se succédant régulièrement, deux Grimaldi chefs du parti guelfe à Gênes ?

(1) Rabella agissait ici comme procureur de Charles Grimaldi, son cousin. — L'original de l'acte de vente est conservé aux Archives de Gênes.

Vénasque, dont cet achat fait par Rabella dérangeait le système, l'attribue imperturbablement et contre tous à Charles I^{er}, alors, selon lui, seigneur à Monaco.

L'établissement des Grimaldi s'affermir rapidement sous la haute protection des rois de France , protection méritée par les services qu'ils leur rendirent alors. Avant d'en parler, disons encore un mot des vexations et des crimes commis par les corsaires du Port-d'Hercule.

Trois de leurs galères , aux couleurs du roi Robert , après avoir massacré plusieurs équipages vénitiens , osent s'en prendre à divers bâtiments envoyés par le Pape contre les Turcs. Le Saint-Père et Venise s'indignent contre le Roi , qui supplie ces deux puissances de croire qu'il est étranger à leurs attentats. Changeant de théâtre , ces pirates vont porter la désolation sur les côtes de la Catalogne (1).

Bientôt , tout dommage fait au commerce de Gênes est encouragé : tout navire génois est de bonne prise. Nice elle-même se plaint hautement des procédés sauvages des gens de Monaco : les navires niçois sont contraints à *payer contribution* toutes les fois qu'ils passeront devant le port. En vain les syndics et les vicaires de la cité rappellent , en l'absence de Charles , à Antoine Grimaldi , à Gabriel Grimaldi , coseigneur de Monaco (2), et à Luchino Grimaldi , son lieutenant , le décret du roi Robert. Sourds à toute remontrance , les Grimaldi font une réponse évasive et continuent leurs agressions. L'historien Ubertus Folieta a parfaitement

(1) *Chroniques Aragonaises.*

(2) Gabriel partageait la souveraineté avec Charles , auquel il dut la céder tout entière. — Gioffredo , *Arch. Nicaeens.*

décrit les mœurs des Monéciens d'alors dans ces lignes accusatrices : « Monaco, devenu l'asile des banqueroutiers et le refuge des criminels, était pour ses maîtres comme une imprenable citadelle (1344) d'où ils s'élançaient, pirates infatigables, ravageant les côtes de la Ligurie, ruinant le commerce et ne faisant grâce à personne » (1).

A une époque où les plus simples notions du droit étaient méconnues et où le faible demandait à la nature un secours contre le puissant, Monaco, par sa position forte et solitaire, par son port abrité, semblait appelé à jouer un rôle redoutable. On peut dire qu'il s'est largement acquitté de la triste mission qui était dans ses destinées.

Ainsi, depuis l'expulsion des Sarrasins jusqu'en 1338, nous n'apercevons aucune trace de la domination souveraine des Grimaldi au Port-d'Hercule. Réfugiés à Monaco ou chassés de cette place, ils n'y font que passer, sans y fonder aucun établissement durable. Vénasque, cependant, qui confond et mêle tout, n'hésite pas à y faire succéder les uns aux autres, dans l'ordre le plus parfait, dix princes ou seigneurs, et il en cite imperturbablement les hauts faits et les noms.

(1) *Monæcum sibi arcem in Liguria fecerant exsulum operatorum, facinorosorum receptaculum, ex qua excursionibus, direptionibusque littora Ligustica et maritima commercia infesta faciebant, nemini parcentes. — Ubertus Folietæ, Rerum Italicarum Scriptores.*

Ces prétendus seigneurs, nous les avons cherchés partout, et nous ne les avons trouvés nulle part; aussi nierons-nous, avec Gioffredo, leur état de possession. Chefs des Guelfes, ils ont mis au service de leur cause et des souverains qui les protégeaient, toute leur intelligence, toute leur audace; les circonstances ont facilité leur établissement au Port-d'Hercule; mais l'exercice de leur souveraineté, considérée par Gênes comme une usurpation, n'est visible et réelle, aux yeux de l'Histoire, que depuis 1338, et plus exactement, 1346.

Nous avons dit toute notre pensée sur ces souverainetés de complaisance sorties du cerveau d'un flatteur, dont la science et le ridicule ont fait justice, et que l'on tente de ressusciter de nos jours. Nous n'ajouterons qu'un mot : l'Histoire ne repose pas sur des hypothèses, et l'on ne dresse pas des généalogies avec des fables.

CHAPITRE V.

LES GRIMALDI SEIGNEURS. — PRÉTENTIONS LÉGITIMES
ET AGRESSIONS DE GÈNES. — CHARLES I^{er}.

1346 — 1363.

Onze ans se sont passés depuis le retour des Guelfes à Monaco, et huit ans seulement nous séparent du jour où les Grimaldi succédèrent aux droits et biens des Spinola; Charles Grimaldi, qui, comme amiral, avait rendu en maintes rencontres d'éminents services, au roi de France contre les Anglais, à son parti contre les Gibelins, et au commerce contre les Catalans, commande en seigneur et maître au Port-d'Hercule. Chef des Guelfes, ces ennemis mortels de la République, qui, par un coup hardi, venaient de renverser le doge Bocca-negra, et qui, au lendemain même de ce succès, avaient été chassés à leur tour et condamnés à l'exil, Charles, méditant la ruine du gouvernement populaire, équipe trente galères, réunit dix mille hommes et se dispose à marcher contre Gènes. En présence de ces préparatifs formidables, sans armée, sans argent, un pouvoir moins intelligent que celui de la République aurait craint un instant pour la patrie. Le Doge et son conseil se rassem-

blent ; ils décident que le gouvernement aura recours à un emprunt aux particuliers , garanti sur les rentes de la Cité. La fameuse banque Saint-Georges est créée. Vingt-neuf galères équipées , six mille hommes armés spontanément , se tiennent prêts à repousser cette invasion menaçante. Mais le désir de venir en aide à Philippe VI contre les Anglais , non moins que les énergiques mesures des Génois , firent renoncer Charles à son entreprise.

Après avoir acheté d'Emmanuel Vento et de ses neveux les droits de juridiction qu'ils avaient sur la ville de Menton , plus , les terres possédées par eux sur les territoires de Vintimille et de Roquebrune ; après avoir reculé ses limites et consolidé sa Maison , Charles , accompagné d'Antoine Doria , part pour les côtes de France , à la tête de soixante-douze galères montées par quinze mille arbalétriers , qui devaient être bientôt sacrifiés à Crécy , une des plus malheureuses journées de la France. Dans ce combat , Charles et Doria furent grièvement blessés. Rétabli de ses blessures , Charles ne tarda pas à revenir au Port-d'Hercule. Ses intrépides galères s'attaquèrent plus d'une fois aux marines Catalane et Vénitienne ; elles eurent aussi la bonne fortune , unies à celles des Génois , de secourir le roi d'Aragon , attaqué par les Maures.

Peu de temps après , Charles achète Roquebrune de Guillaume Lascaris , comte de Vintimille , pour la somme de six mille florins d'or ; déjà , en 1353 , lorsque Jean

Visconti, archevêque de Milan, se fut emparé de Gênes et des deux Rivières, qui s'étaient livrées à lui, Monaco. Menton et Roquebrune exceptés, Charles est qualifié du titre de seigneur de ces trois villes (1).

Rappelé au pouvoir après l'expulsion des Milanais, le doge Simon Boccanegra rentre bientôt en possession des deux Rivières, à l'exception de la seigneurie de Monaco. Vintimille, dont les fils de Charles et le parti guelfe étaient maîtres, est surprise et occupée par les forces de la République. Gênes, désireuse de recouvrer Monaco, envoie contre cette place des forces imposantes. Vingt galères bloquent le port, quatre mille fantassins et arbalétriers ferment toutes les issues et des hauteurs commandent la ville. Assiégé depuis plus d'un mois, Charles, plein de courage et de résolution, mais ne conservant plus l'espoir d'être secouru, rend la place (1357) moyennant une indemnité de vingt mille florins d'or (2).

Ainsi fut perdue pour les Grimaldi cette place occupée par eux depuis vingt-deux ans, pendant lesquels ils s'étaient faits indépendants de la République, et l'avaient cruellement inquiétée. Ils se réfugièrent à Nice, où ils complotèrent, avec quelques habitants de cette ville, l'expulsion des Génois de leur nouvelle conquête. Bocca-

(1) Villani, liv. III.

(2) Villani, liv. III. — Vénasque, habitué à défigurer ou à passer sous silence les faits qui le gênent, s'est dispensé de mentionner cette occupation par les Génois.

negra en fut averti. Il exigea des autorités de Nice la recherche des conspirateurs, et menaça de la guerre la reine Jeanne, s'il n'était pas obéi. Gênes, puissante alors, fut écoutée, et le sénéchal de Provence dirigea une instruction contre les Grimaldi et leurs partisans. — Ces prétentions exagérées engendrèrent de nouvelles hostilités entre les sujets de la Reine et les Génois. Elles cessèrent à la mort du Doge, et le 5 septembre 1363, la paix fut conclue à Menton, dans l'église St-Michel, en présence de Rainier Grimaldi, Garibaldi da Recco, châtelain de la ville, et autres notables (1). Cette date est celle de la mort de Charles.

La carrière de ce vaillant homme de guerre, heureuse à son début et glorieuse jusque dans ses revers, fut brusquement interrompue par la ruine et par l'exil. Il avait épousé Luquinette, fille de Gérard Spinola, seigneur de Lucques, dont il eut six enfants. L'aîné de ses fils, Rainier, lui succéda dans la suite; un autre, nommé Charles, partagea avec Rainier le titre de *Coseigneur* de Menton. De ce dernier sont sortis les Grimaldi coseigneurs de cette ville, lesquels cédèrent leurs droits à Lambert, vers la fin du xv^e siècle.

(1) Gioffredo, *Archives de Sospel*.

CHAPITRE VI.

RAINIER. — AMBROISE. — JEAN I^{er}.

1362 — 1454.

Digne héritier du génie militaire de son père, comme lui guerrier brave et habile, Rainier se distinguait déjà au service du roi de France, longtemps avant la mort de Charles I^{er}. En 1362 et 1363, il embrasse la cause de la reine Jeanne de Naples, comtesse de Provence, qui lui confie le commandement de toutes ses troupes, pour résister à la soudaine invasion d'Amédée VI. — Après plusieurs rencontres, le comte de Savoie est énergiquement repoussé par le courage et l'habileté du fils de Charles. La reine Jeanne donna les lieux de Tournettes, de Vence et de Boison, à Rainier, « pour satisfaction de douze cents florins d'or que ce guerrier avait fournis pour cette guerre » (1).

En 1368, Arles, vivement pressée par Louis d'Anjou, est sauvée par les galères de Rainier, qui contraint ce prince à en lever le siège. Il avait triomphé de l'injuste agression, et, ce qui était plus difficile, des offres séduisantes de Louis, qui avait tenté de le gagner à lui.

(1) Bouche, liv. ix.

Jeanne ne fut pas ingrate , et le récompensa dignement. Bientôt après , il fut nommé , par Charles V , amiral de France et commandant des forces navales du Roi dans la Méditerranée.

Pendant le schisme qui , à la mort de Grégoire XI , affligea l'Église et scandalisa l'Europe , et au milieu de cette guerre d'anathèmes et de bulles que se faisaient Urbain VI et Clément VII , prétendants à la tiare , Rainier reçut du premier les propositions les plus avantageuses , s'il consentait à lancer ses galères contre les adhérents de son compétiteur , déclaré antipape et excommunié. Il accepta ; fit arrêter à Menton les cardinaux et prélats qui se rendaient à Avignon , auprès de Clément , et s'empara de leurs richesses (1). Plus tard , Rainier , toujours attaché aux intérêts de la reine Jeanne , qu'Urbain avait trop légèrement excommuniée , se déclara pour l'antipape , persécuta les partisans d'Urbain VI , et servit avec succès Louis d'Anjou , ami zélé de Clément VII (2).

En 1379 , Georges del Caretto , marquis de Savone , qui avait acquis de Rainier la moitié des droits seigneuriaux de Menton , reçut le serment de fidélité , foi et

(1) Bouche , liv. IX.

(2) Clément VII , dit Papon , s'empara d'Antibes , sous prétexte de la maintenir sous son obéissance , et en confia le gouvernement , le 26 mai 1384 , à Marc et Luc Grimaldi. Ces Grimaldi l'ont possédée jusqu'en 1608 , époque à laquelle ils la vendirent à Henri IV pour le prix de 250,000 florins. — M. Du Vair , président au Parlement d'Aix , en prit possession au nom du Roi.

hommage des habitants de cette ville. Une assemblée de notables fut convoquée par le Gouverneur châtelain , et les nommés Raspaudo et Revelli furent chargés de représenter les bourgeois de la cité. Le serment fut prêté dans l'église Saint-Michel. De son côté , le marquis promit « de conserver les habitants de Menton en toute justice , paix et tranquillité , dans leurs franchises et libertés , ainsi qu'avaient fait à leur égard les seigneurs Vento et Charles I^{er}. » — Trois ans après, Georges céda ses droits aux frères Luc et Marc Grimaldi , auxquels une nouvelle prestation de serment fut faite par les habitants , « sous les mêmes conditions. »

Durant le règne de la reine Jeanne , victime de Charles de Duras , qui lui enleva le royaume de Naples avec la vie , Nice s'étant donnée à Amédée VII , comte de Savoie , Jean Grimaldi , baron de Beuil , lieutenant général de Provence , esprit hardi et aventureux , conseilla à ce prince une tentative contre Monaco , toujours occupée par les Génois. Les intelligences secrètes qu'il avait dans la place la firent tomber en son pouvoir sans coup férir (1393) (1).

Le baron de Beuil et son frère Louis , jaloux d'agrandir leur nouveau domaine , essayèrent de s'emparer de

(1) Giustiniani , Folietta , etc. — Il est curieux de voir comment Vénasque raconte cette affaire : passant sous silence la prise de Monaco par les Génois , et leur occupation pendant trente-huit ans , il suppose que Rainier a toujours commandé dans cette place , et dit seulement que « en son absence , les barons de Beuil s'en rendirent maîtres par trahison. »

Vintimille ; mais ils échouèrent dans leur entreprise et furent faits prisonniers par les Génois. A qui était alors confiée la garde du Port-d'Hercule ? Gioffredo pense que cette place avait été remise au beau-père du baron Jean, Pierre Grimaldi, qui s'en montra gardien vigilant durant l'absence et la captivité de son gendre.

Pendant ce temps, Rainier, dévoué aux intérêts du nouveau roi Charles VI et de Louis II d'Anjou, recevait de ces deux princes des témoignages de haute distinction et des récompenses vraiment royales (1396-1399) (1).

Nice s'était donnée récemment à la Savoie : Gênes se donna à la France. Le premier acte du comte de Saint-Pol, qui y fut envoyé en qualité de lieutenant du Roi, fut de rendre la liberté à Jean et à Louis de Beuil.

Le maréchal de Boucicaut, homme aussi ferme que résolu, ayant succédé au comte de Saint-Pol dans la charge de lieutenant du roi à Gênes (1401), comprit bientôt combien il importait à la République de recouvrer le Port-d'Hercule. Se mettre à la tête d'un petit corps de troupes, avancer rapidement, surprendre Monaco, chasser le baron de Beuil, fut pour le maréchal une affaire prompte et facile. Gioffredo pense qu'il plut au maréchal de remettre cette place à Rainier Grimaldi, non en qualité de seigneur et maître, *mais comme gouverneur pour la République* (2).

(1) Moreri, La Chesnaye.

(2) D'après un manuscrit de la première partie du xvii^e siècle, trouvé à Menton par l'auteur de *Monaco et ses Princes*, voici com-

L'antipape Benoît XIII, qui résidait à Avignon, ayant entrepris, à cette époque, un voyage politique en Italie, débarqua à Monaco, où l'attendaient les plus grands honneurs (1405). Rainier le reçut dans son palais, après lui avoir présenté les clefs de la ville. Benoît, à son retour en France, s'arrêta encore à Monaco; mais il en fut promptement chassé par la peste, qui faisait alors dans la Rivière d'affreux ravages.

Rainier mourut en 1407. — Si, pendant le cours de sa brillante carrière, il avait rendu à la France de glorieux services; s'il était devenu chambellan, conseiller du Roi et amiral du Languedoc, Rainier n'avait guère fait que passer au Port-d'Hercule, perdu depuis trente-huit ans pour sa famille. — Le jour n'était pas éloigné où cette seigneurie allait être transmise, sans interruption, d'héritiers en héritiers, dans la maison des Grimaldi; jusqu'alors, Monaco, place avidement disputée et occupée par tous les partis, n'avait été conquise que par la ruse ou par la force.

1407. — AMBROISE, l'ainé des cinq enfants que Rainier avait eus d'Isabelle Asenaria, son épouse, re-

ment les choses se seraient passées : — « Quatorze galères et un corps d'infanterie furent fournis par Boucicaut au Gouverneur de Vintimille; Rainier rencontra Jean de Beuil au pont de Vintimille, le battit, le fit prisonnier et l'envoya à Gênes, pendant que ses galères surprenaient Monaco, que les partisans des Beuil ne cherchèrent pas à défendre. » — Extrait de *Monaco et ses Princes*, tom. I, pag. 145.

cueillit paisiblement l'héritage de son père. Un seul fait signala son rapide passage : nous voulons parler de cette fameuse querelle qui s'éleva entre les ducs de Savoie et les seigneurs de Monaco, au sujet des territoires, querelle qui devait durer trois siècles (1). Ambroise périt malheureusement en pêchant dans la mer, en 1422.

1422. — JEAN I^{er}. — Gênes, dont les troubles civils préparaient la servitude, venait de tomber au pouvoir de Philippe Visconti, duc de Milan. L'héritier d'Ambroise, Jean, son frère, qui, avant de monter sur le trône seigneurial, avait signalé son courage et son habileté au service de Gênes contre Alphonse, roi d'Aragon, embrassa le parti de Visconti et lui remit la place de Monaco, pendant que les coseigneurs de Menton et de Roquebrune juraient fidélité à ce nouveau maître (2). En récompense de ce zèle pour sa cause, zèle qui, s'il ne fut pas forcé, fut au moins politique, Philippe le créa amiral et lui concéda de grands privilèges.

Jean devait bientôt s'immortaliser par une éclatante victoire. Le duc de Milan, en guerre avec Venise, avait armé une flotte considérable au-dessus de Crémone, et en avait confié le commandement à Jean. De son côté, Venise avait réuni une multitude de vaisseaux avec Nicolas Trevisani pour amiral, et sur les bords du fleuve

(1) Archives de Turin.

(2) L'acte de cette soumission fut signé à Campo-Rosso, le 6 octobre 1422.

campait une armée commandée par le premier capitaine du siècle, le comte de Carmagnole (1). Jean répondit grandement aux espérances que le Duc avait fondées sur son habileté. Par une manœuvre admirable, il poussa la flotte vénitienne sur la rive opposée à celle qu'occupait l'armée de terre, et, après avoir fait monter à bord de ses vaisseaux une division de cuirassiers qu'il avait masquée à son adversaire, la victoire ainsi préparée, il engagea l'action. Vingt-huit galères et quarante-deux bâtiments de transport capturés, six mille hommes tués, un butin immense, tels furent les résultats de cette journée (mai 1431). Jean Grimaldi, couvert de gloire, fut reçu à Gênes en triomphateur, et le dernier doge, Thomas Frégose, lui donna sa sœur en mariage.

En 1446, Visconti donna l'investiture de Monaco à Jean, qui s'en était dépouillé en faveur de ce prince; il la lui donna « à condition que Jean le reconnaîtrait pour son seigneur, et se déclarerait son fidèle vassal. »

L'expulsion des Milanais de Gênes rendit Jean à son indépendance.

C'est en 1448 que la Maison de Savoie acquit certains droits de haute protection sur Menton et sur Roquebrune. Le 19 décembre de la même année, Jean fit hommage à Louis de Savoie de la moitié de Menton et de la totalité

(1) L'illustre et malheureux comte de Carmagnole fut soupçonné de trahison. Rappelé à Venise, il fut jugé par le terrible Conseil des Dix, et condamné à mort.

de Roquebrune (1), dont il fut, le jour même, inféodé par le Duc (2). Cet acte eut lieu au château de Turin, en présence de Lancelot de Lusignan, cardinal de Chypre; de Louis, marquis de Romagnan, évêque de Turin, et d'autres grands personnages.

Quelques années après, les Catalans ayant refusé d'acquitter le droit auquel étaient assujettis tous les bâtimens de commerce qui passaient devant le Port-d'Hercule, du couchant au levant, droit qui était de deux pour cent, Jean et son fils leur firent la guerre, et les Catalans se soumirent à ce tribut (1430). — C'était-là une de ces façons d'agir passablement arbitraires et féodales, un de ces procédés léonins que, pour notre part, nous ne saurions admettre ni justifier. Que les Grimaldi, qui furent longtemps de vrais écumeurs de mer, aient eu la pensée d'établir un pareil droit, cela ne nous surprend pas plus que la brutale conséquence qu'ils en tiraient contre ceux qui refusaient de s'y soumettre. Une semblable conduite sera toujours condamnée par le droit des gens.

Charles VII, roi de France, faisait le plus grand cas du mérite de Jean. Dans une lettre adressée par Pierre de Trougnon au gouverneur et aux syndics de Nice (1433), on remarque ce passage : « Aussi le roi m'a commandé

(1) Jean avait acquis la totalité de Roquebrune, de ses cousins de Menton.

(2) Cet hommage fut renouvelé par les successeurs de Jean, jusqu'en 1523.

de vous notifier qu'il a pris et retenu le seigneur de Monègue pour son officier et spécial serviteur, et que, en tous ses affères, lui veuillez donner secours et aide autant que pour soy-mesme. Je croy que y ferez en manière qu'il aura cause d'en faire bonne rélation » (1).

Jean I^{er} mourut le 8 mai 1454, laissant un fils, Cathalan, qui lui succéda, et deux filles, dont la dernière, Bartoloméa, devenue l'épouse du doge Frégose, s'immortalisa, lorsqu'en 1464, elle prit les armes pour la défense de Gênes, assiégée par le duc de Milan.

(1) Gioffredo, *Archives de Nice*.

CHAPITRE VII.

CATHALAN. — CLAUDINE ET LAMBERT. — JEAN II.
LUCIEN.

1454 — 1523.

A son avènement, le successeur de Jean I^{er} s'empessa de rendre hommage au duc de Savoie, pour Roquebrune et Menton (1). Le serment fut prêté, à Nice, le 28 juillet, entre les mains de Georges de Piossasque, délégué, à cet effet, par le duc de Savoie. « Cathalan, dit M. Durante, aurait voulu, à la faveur des troubles d'Italie, se soustraire à cet acte de vasselage, mais le gouverneur de Nice sut l'y contraindre » (2).

Marin aussi habile que brave, ce seigneur eut plusieurs rencontres heureuses avec les Catalans. La mort l'enleva après trois ans de domination seigneuriale. Il eut de Blanche del Carretto-Final, son épouse, deux fils qui moururent au berceau et une fille, Claudine, qui, d'après les intentions de son père, épousa Lambert, second fils de Nicolas Grimaldi, seigneur d'Antibes et

(1) Archives de Turin. — Protocole de Pierre Nitardi, fol. 19.

(2) Durante, *Histoire de Nice*, liv. IV, chap. IV.

de Cagnes , et partagea avec lui l'exercice de la souveraineté.

1454. — CLAUDINE et LAMBERT. — Si la loi salique était inconnue à Monaco , si les femmes, de par le testament de Jean I^{er}, avaient le droit de poser la couronne seigneuriale sur leur tête, le pouvoir n'en était pas moins exercé par l'époux de l'héritière, à titre bien avoué et reconnu de seigneur et maître. Aussi ne faisons-nous mention de Claudine que pour être fidèle à la vérité historique.

Devenu seigneur de Monaco, de Roquebrune et de la moitié de Menton, Lambert s'attacha d'abord au service de René, comte de Provence et roi de Naples. Par reconnaissance pour les bontés de ce prince, il se plaça sous sa protection, et reçut à Monaco une compagnie d'arbalétriers pour compléter sa défense (1458) (1). — Trois ans plus tard, François Sforza, duc de Milan, ayant succédé à Louis XI dans ses droits sur la république de Gênes, le choisit pour son ambassadeur auprès du roi de France, et se rendit bientôt maître, avec le secours de Lambert, de toute la Rivière d'Occident (1464). Celui-ci reçut le gouvernement de Vintimille pour prix de ses services.

A la mort de François Sforza, les Grimaldi, tant de Gênes que de la Rivière, se révoltèrent contre le fils du

(1) Sainte-Marthe, tom. I.

duc de Milan, Galéas, qui réclama l'appui du duc de Savoie contre les rebelles. Amédée IX fit sommer Lambert de se soumettre. Ce seigneur persista dans sa révolte. Alors, le gouverneur de Nice, comte d'Entremont, investit en personne la ville de Monaco, et après deux mois d'un siège et d'une résistance opiniâtres, Lambert, qui avait déjà perdu le gouvernement de Vintimille, accepta une capitulation qui ramena la paix (1466) (1).

Pendant ce siège, Menton, qui avait peut-être à se plaindre de la domination de Lambert, et qui désirait secouer le joug du seigneur de Monaco, s'insurgea contre son autorité, et décréta la déchéance de la famille Grimaldi. « Le 4 et le 5 avril 1466, dit l'auteur de *Monaco et ses Princes*, les conseils généraux de Menton et de Roquebrune, sa fidèle satellite, députèrent les castellans des deux villes au duc de Savoie pour lui demander de les recevoir comme sujettes » (2).

Amédée IX, soit conscience, soit politique, refusa l'offre de ces deux villes, et les invita même à rentrer sous l'obéissance de leur seigneur. Ces villes cédèrent et se soumirent.

Dans l'insurrection de ces deux villes contre leur seigneur, un fait considérable nous frappe : c'est qu'elle a la haute sanction des deux conseils généraux et l'adhésion des deux castellans, chargés de présenter les vœux du peuple au duc de Savoie. Sans accuser

(1) Durante, *Histoire de Nice*.

(2) *Monaco et ses Princes*, tom. I, p. 172.

Lambert d'avoir abusé de son autorité à l'égard de ces deux villes, nous comprenons très bien que leurs habitants aient pu dès lors, et pour les meilleures raisons, préférer hautement l'administration régulière et paternelle d'un pays déjà grand, qui était frontière du leur, à la domination turbulente et arbitraire d'un petit seigneur. Ce vœu, parfaitement rationnel, expliquerait à lui seul cette solennelle manifestation, sans la justifier : longtemps après éclatera une insurrection générale des deux villes, ou plutôt une révolution, légitime assurément ; elle n'exprimera plus un vœu seulement, mais une volonté immuable, inflexible, car elle sera l'œuvre du désespoir ; les peuples y applaudiront, et la Providence la sanctionnera !

Quelques années après, Honoré et Luc Grimaldi, coseigneurs de Menton, « vendirent à Lambert leur part de juridiction sur cette ville. » Ainsi, homme habile et prévoyant, le seigneur de Monaco sut réunir sur sa tête tous les droits que les Grimaldi avaient acquis sur Menton, en 1346, droits qui s'étaient subdivisés dans cette famille depuis la mort de Charles I^{er}. Jusques alors, ce n'était que de la moitié de Menton que les seigneurs de Monaco, depuis Jean I^{er}, avaient fait hommage à la Maison de Savoie ; Lambert, qui en possédait encore cinq douzièmes en toute indépendance, les donna à Philibert I^{er}, duc de Savoie, en 1477 (1).

(1) L'acte de cette donation fut passé, le 21 avril 1477, en pré-

Non loin de la ville de Menton , près Carnolès , s'élevait une modeste chapelle dédiée à la Vierge ; le peuple attribuait à la Madone qu'elle renfermait , une vertu miraculeuse. L'authenticité des miracles ayant été régulièrement constatée , Lambert sollicita de Sa Sainteté l'autorisation d'y fonder une église , et l'obtint (1482). En même temps , le franciscain Martin , de Bologne , fondait près de l'église un couvent que Lambert dota d'un bien-fonds attenant considérable.

Au nombre des religieux dont la piété exemplaire augmenta encore la renommée de la Madone de Carnolès , l'Église a distingué le frère Thomas Schiavone , dont la vie fut celle d'un saint , et dont la béatification fut poursuivie plus tard. Ce religieux mourut en 1612.

En 1488 , le roi de France Charles VIII accorda à Lambert , pour lui et pour les siens , sa haute protection , que ce seigneur avait instamment sollicitée.

L'auteur de *Monaco et ses Princes* attribue à Lambert l'achat de la douzième et dernière partie de Menton , tandis que , dans notre premier travail , nous l'avions attribué à Lucien. « Le 21 décembre 1489 , Lambert acheta de Lucas Grimaldi la douzième et dernière partie de Menton , au prix de 663 ducats et 6 gros. » Il appuie

sence de Louis , sieur d'Avanchy , gouverneur de Nice , chargé de pouvoirs du Duc et de plusieurs autres personnages. — Après le serment de fidélité , Lambert fut investi de ces cinq douzièmes par le susdit gouverneur , au nom du Duc son maître. — Pierre Nitardi , *Protocole* (*Arch. de Turin*), fol. 49.

son dire sur une pièce originale et authentique, l'acte de vente lui-même, qui se trouverait dans les archives de Monaco. Nous n'attachons pas assez d'importance à ce fait pour en discuter la date, et nous adoptons très volontiers celle que nous donne cet historiographe (1).

Lambert mourut en 1493, précédant Claudine dans la tombe, et laissant d'elle une nombreuse lignée. Jean, son fils aîné, lui succéda.

1493. — JEAN II. — Lorsque Charles VIII organisa la conquête du royaume de Naples, Jean embrassa ardemment sa cause, et força presque toute la Rivière d'Occident à reconnaître la domination française.

Charles, dont il était déjà conseiller et chambellan, le nomma son lieutenant dans la partie de la Rivière que sa politique habile lui avait soumise.

Louis XII confirma Jean II dans tous les honneurs et dignités qu'il tenait de Charles VIII; par lettres-patentes du 22 décembre 1500, il lui confia le gouvernement de Vintimille et de la Rivière d'Occident.

Par lettres datées de Blois, le 21 et le 23 janvier, le roi de France déclare vouloir le traiter favorablement « à cause des bons, grands et conaissables services rendus à sa couronne par Jean et ses prédécesseurs. »

En 1504, au retour de la campagne de Naples, dans laquelle, avec l'élite de ses vaillants sujets, il avait prêté

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. I, p. 179.

au roi de France le secours de son expérience et de son épée, il fit construire à Menton, sur les ruines de celui des Vento, le château dont il reste à peine aujourd'hui quelques vestiges. Le temps et la guerre, ce grand auxiliaire du temps, ont presque tout emporté.

Le crime veille souvent au seuil du palais des princes, et on le voit prendre naissance au sein même de leur propre famille. Au moment où Jean II semblait appelé à recueillir dans la paix et la prospérité le fruit de ses travaux et de sa politique, il allait être sacrifié à la haine et à l'ambition sauvage de son frère Lucien : celui-ci l'assassina en 1505 (1). Si cette action odieuse devait échapper à la justice des hommes et passer impunie, la vengeance divine se réservait l'avenir : au jour marqué par elle, jour qui était prochain, le palais de Monaco fut, pour la seconde fois, souillé du sang de ses seigneurs.

1505. — LUCIEN. — Pendant que Lucien héritait du pouvoir par un crime, Gênes secouait le joug de la France, et un gouvernement populaire chassait toutes les nobles familles de la cité. Monaco devait encore servir d'asile à ces nouveaux proscrits, et attirer sur elle les colères plébéiennes. Cette forteresse devenait un danger pour le commerce et même pour la liberté de la Répu-

(1) Tous les historiens piémontais et italiens admettent ce fratricide. — Voir Gioffredo, 1206; Ferdin. Ughelli; Britius, etc

blique; aussi le siège en fut-il immédiatement résolu par les tribuns génois (1).

Le 24 septembre 1506, une flotte imposante quittait le port de Gênes et conduisait quatorze mille hommes d'élite contre la seigneurie de Monaco. De son côté, Lucien ne négligeait rien pour sa défense, et pendant que les troupes du duc de Savoie, dont il était le vassal, prenaient position sur les hauteurs de la Turbie et couvraient le côté vulnérable de la capitale, Charles, son frère, et Barthélemi Grimaldi, seigneur du Castellar, lui apportaient le secours efficace de leur intelligence et de leur épée : tous trois organisaient la plus vigoureuse résistance.

Cependant les Génois, confiants dans leurs forces, marchaient avec assurance à la conquête de Monaco, cette place tant convoitée; déjà ils occupaient Menton et Roquebrune, et serraient de près la redoutable forteresse. Lorsqu'ils furent arrivés sous les murs du château, tous leurs efforts furent dirigés contre les fortifications dites de Serraval, partie la plus faible alors et la plus accessible; ils y rencontrèrent une résistance opiniâtre.

(1) *Deliberarono d'espugnar Monaco, che era di Luciano Grimaldi, dopo il fratricidio posseduto. « O per l'odio comune contro tutti i gentiluomini genovesi; o per essere Monaco situato in luogo molto opportuno sul mare, importa assai alle cose di Genova; o movendosi pure per odio particolare, conciossiachè chi ha in potestà quel luogo invitato dal sito comodissimo a quest' effetto, soglia difficilmente astenersi dalle prede marittime; o perchè secondo che dicevano, apparteneva giuridicamente alla Repubblica. — Guicciardini, liv. VII.*

Sans cesse renouvelées, sans cesse repoussées, leurs attaques perdirent à la fin de leur énergie et laissèrent aux assiégés le temps de prendre du repos et de réparer leurs forces. L'absence des secours promis par le Pape, l'arrivée des renforts envoyés par le duc de Savoie, la présence soudaine du célèbre Yves d'Allègre (1), à la tête de trois mille fantassins, l'invincible courage des assiégés, enfin, l'invasion menaçante de Louis XII et de son armée, toutes ces causes d'insuccès et de découragement déterminèrent les Génois, que leur ville réclamait, à abandonner Monaco, après quatre mois d'un siège inutile (1507). — Menton et Roquebrune rentrèrent aussitôt sous la domination de leur seigneur.

Si nous n'avions à mentionner, d'une part, la rude épreuve à laquelle Lucien fut soumis par Louis XII, qui le fit arrêter et enfermer au château de la Roquette (1508), pour obtenir de lui le droit de tenir garnison à Monaco, droit qui ne lui fut arraché qu'après quinze mois de détention; d'autre part, la juste réparation que, tout en dépassant le but (2), ce même monarque fit pu-

(1) *Capitano francese di molta virtù ed esperienza, con molta nobiltà di Francia e tre mila fanti, ecc.* — Gioffredo, 1207.

(2) C'est ce fameux droit de 2 pour 100 auquel étaient soumis tous les bâtiments de commerce qui passaient dans les eaux du Port-d'Hercule, et que nous avons jugé et flétri à propos de Jean I^{er} et des Catalans. La conduite brutale de Louis XII à l'égard de Lucien est sans excuse. Qu'elle soit hautement condamnée! Mais le Roi devait-il, dans son acte de réparation tardive, confirmer ce même droit inique, de 2 pour 100, qui n'était, en réalité, qu'une atteinte flagrante, audacieuse, portée au droit des gens? Évidemment, non!

bliquement ensuite envers ce seigneur (1311) (1), nous ne trouverions, dans l'espace de neuf années, rien qui méritât d'être signalé.

Dans le courant de l'année 1313, Lucien acheta, pour cinq mille écus d'or, les droits qu'Anne Lascaris, comtesse de Villars et de Tende, et femme du grand Bâtard de Savoie, possédait encore sur Menton, droits qu'une cession opérée par un des coseigneurs de cette ville avait fait entrer dans sa famille. La transaction se passa le 3 juillet, à Romorantin, entre le bâtard René de Savoie, comte de Tende, etc., et Pierre Grimaldi, chargé des pouvoirs de Lucien (2).

En 1318, Lucien épousa Anne de Pontevéz, fille de Tannequin, seigneur de Chabannes, et de Jeanne de Villeneuve-Flayosc; de cette union naquirent plusieurs enfants.

Nous touchons au drame terrible qui doit assurer la vengeance de Jean II; il aura pour théâtre le palais de Monaco, et pour acteur principal le neveu du seigneur lui-même.

Heureux au sein de sa jeune famille, tout semblait présager à Lucien un règne long et prospère; mais la

(1) Par lettres expresses du 20 février, datées de Blois.

(2) Il s'agit ici seulement d'un douzième de souveraineté, dont l'exercice devait être fort gêné, depuis que Lambert avait réuni dans sa personne les droits des autres coseigneurs. Nous ferons remarquer que, pour ce dernier douzième, jamais serment de fidélité et de vasselage n'a été prêté par les princes de Monaco aux ducs de Savoie non plus qu'aux rois de Sardaigne.

justice de Dieu, qui veille toujours et qui choisit son heure, qui fait périr par l'épée celui qui s'est servi de l'épée, allait troubler tout à coup cette profonde quiétude. L'instant était venu où le fraticide devait rendre compte de son crime au redoutable tribunal. — Les détails de l'acte épouvantable qui va s'accomplir, sont tirés des Archives de la Cour de Turin. Nous les empruntons à Gioffredo, qui les a consignés dans son *Histoire des Alpes Maritimes*.

« Parmi les sœurs de Lucien, l'une, du nom de Francesca, avait épousé Luc Doria, seigneur de Dolceacqua. Restée veuve, Francesca avait fait, dès le 19 décembre 1513, son testament, auquel elle joignit un codicille, le 15 octobre 1513, où, entre autres dispositions, elle instituait ses enfants héritiers, et nommait exécuteurs testamentaires : Augustin Grimaldi, évêque de Grasse, Lucien Grimaldi, de Monaco, ses frères, et Ansaldo Grimaldi, de Gênes, son parent. Or, après la mort de Francesca, Barthélemi, son fils aîné, commença à se plaindre de son oncle Lucien, qui différerait de lui remettre la part qui lui était due de l'héritage de sa mère.

« Aveuglé par l'avarice et la haine, Barthélemi Doria résolut de tuer son oncle, et, à l'aide d'un stratagème infernal, de s'emparer du château de Monaco. Plusieurs jours avant d'exécuter son criminel projet, il envoya au Port-d'Hercule quelques-uns de ses gens qu'il avait instruits de ses desseins, et dont plusieurs étaient sujets

de son cousin , le fameux André Doria , seigneur d'Onelle. Barthélemi priait Lucien de vouloir bien leur permettre de séjourner à Monaco , attendu que , par suite d'une violente querelle , ils ne pouvaient demeurer en sûreté dans ses domaines. On voit avec quelle habileté il préparait la réussite de ses projets.

« L'imprudent Lucien reçut ces agents secrets à Monaco , et bientôt après son neveu lui témoignait l'intention d'aller trouver à Lyon le roi de France , et l'espoir d'obtenir une charge honorable dans l'expédition du Milanais. Barthélemi vint dans ce but au Port-d'Hercule , et communiqua à son oncle une lettre que lui envoyait de Lyon André Doria , lettre dans laquelle l'illustre amiral , après l'avoir pressé de se rendre en France , lui disait : *Il est temps d'exécuter le projet que vous savez*. Ces paroles équivoques firent soupçonner plus tard André Doria d'avoir trempé dans cet assassinat , d'autant plus que ses galères se présentèrent devant la place après la consommation du crime.

« Barthélemi , décidé en apparence à se rendre à Lyon , retourna à Dolceacqua , sous prétexte de faire ses préparatifs. Sur sa demande , Lucien envoya , le samedi 22 août , un de ses brigantins devant Vintimille pour transporter son neveu avec sa suite et ses effets au Port-d'Hercule , où celui-ci devait prendre congé de lui , et de là continuer son voyage. A son arrivée , Barthélemi fut invité par son oncle à aller entendre la messe ; il refusa , disant qu'il l'avait déjà entendue. Lucien , alors ,

y alla seul , et son neveu resta , pendant cet intervalle , sur la galerie du palais , en entretien avec ses gens. Après la messe , on se mit à table. La place d'honneur avait été donnée à Barthélemi. Il lui fut impossible de rien prendre , et il était aisé de reconnaître , à la préoccupation de son esprit , à la pâleur de son visage et à l'expression singulière de ses traits , qu'il méditait quelque projet sinistre et coupable. Lucien attribua l'état de son neveu à une tristesse passagère , et après l'avoir vainement pressé de manger , il lui mit entre les bras un de ses petits enfants afin de le distraire ; mais Doria se prit à trembler de telle sorte , qu'on fut obligé de lui ôter l'enfant qu'il n'était pas en état de soutenir.

« Une conduite si étrange aurait dû faire naître des soupçons ; elle n'en inspira point aux assistants. Barthélemi pria Lucien , au sortir de table , de vouloir bien lui donner ses instructions pour ce prétendu voyage de France ; et , à cet effet , ils allèrent ensemble dans un cabinet situé au bout de la galerie , où Lucien avait l'habitude d'écrire et d'expédier ses affaires. Ils s'entretenaient sur ce sujet , lorsque le majordome vint prévenir son maître qu'il apercevait quatre galères se dirigeant sur Monaco terre à terre. Barthélemi dit qu'elles appartenaient à l'escadre d'André Doria , son cousin , et il écrivit aussitôt au commandant pour qu'il eût à entrer dans le port et recevoir une communication pressante. Il montra cette lettre à Lucien , puis il la remit au majordome , en lui recommandant de la porter lui-même

à destination avec un bateau armé. C'est ainsi qu'il éloigna du palais douze à quatorze hommes nécessaires pour l'armement de la chaloupe.

22 août 1523. — « Les mesures ainsi prises, il fit sortir les serviteurs qui se trouvaient sur la galerie, à l'exception d'un esclave noir qui ne voulut jamais se retirer. Lucien s'assit alors près de la table, et son neveu, resté debout, se disposait à écrire, lorsqu'un sicaire de San-Remo, venu avec Doria, entra dans le cabinet suivi d'un de ses complices. Presque en même temps, l'esclave noir qui avait refusé de s'éloigner, habitué qu'il était à ne jamais abandonner son maître, l'entendit crier effroyablement et répéter ces mots : Ah ! traître ! ah ! traître !.... Il s'approcha du cabinet, entr'ouvrit la porte sans oser entrer, et vit Doria terrassant Lucien, lui enfonçant un poignard dans la gorge, et criblant ensuite son corps de mille coups. Les gens de l'assassin, qui étaient aux aguets, accoururent vers le cabinet, armés jusqu'aux dents, et entourèrent Barthélemi, qui, laissant le cadavre de sa victime, sortit, l'épée à la main, en criant : *Ammazza ! ammazza !* .. Tue ! tue ! .. Ce cri fut répété par les siens et par ceux qu'il avait envoyés d'avance à Monaco. On détacha les hallebardes et les javelines des panoplies de la garde du salon, et on chassa dans la cour le peu de domestiques qui se trouvaient par hasard à cette heure dans le palais. Barthélemi et ses complices se rendirent ainsi maîtres de la plus grande partie de ce vaste édifice : mais ils

ne purent s'emparer de la grande terrasse, où quelques serviteurs qui s'y étaient retranchés poussèrent le cri : Aux armes !.. cri auquel les habitants répondirent en se précipitant tout armés vers le château. Dolceacqua et les siens en fermèrent aussitôt les portes, et firent aux galères ancrées derrière le cap d'Aglio le signal convenu, signal qui ne fut point aperçu par elles.

« Cependant, les habitants forcèrent les portes du palais, et attaquèrent les assassins, qui s'y étaient fortifiés. Alors Barthélemi se montra aux assaillants et demanda qu'on l'entendît. — Il commença d'abord par protester que « dans tout ce qu'il venait de faire, il avait agi au nom de Marie de Villeneuve (1), seule souveraine légitime du pays, » et il ajouta que quatre cents hommes viendraient, au bout de trois heures, pour garder la place au nom de cette dame, dont Monaco devait attendre, disait-il, les meilleurs traitements et les plus signalés avantages. En même temps, il fit traîner le cadavre de Lucien jusqu'à la moitié de l'escalier, parce que les habitants ne voulaient pas croire à la mort de leur seigneur.

« Les raisons de Barthélemi ne furent point écoutées; le peuple en masse le chargea d'injures et se disposa à se saisir de sa personne. La position était critique de part et d'autre. D'un côté, les gens de Doria se trou-

(1) Marie Grimaldi, épouse de Renaud de Villeneuve, fille unique de Jean II. Dès qu'elle connut l'horrible événement, elle repoussa énergiquement toute complicité avec le meurtrier.

vaient dans le danger le plus imminent, les secours promis et attendus tardant à paraître ; de l'autre, les habitants s'inquiétaient grandement en songeant que le meurtrier et ses hommes s'étaient fortifiés dans la partie la plus inaccessible du château ; qu'un certain nombre des siens étaient répandus en ville, et qu'ils pouvaient être à chaque instant secourus par les galères ennemies. Au milieu de ces craintes et de ces hésitations, Barthélemi offrit de se retirer, lui et ses gens, la vie sauve. Le peuple y consentit » (1).

(1) Gioffredo, *Storia delle Alpi Marittime*.

CHAPITRE VIII.

PROTECTORAT ESPAGNOL.

HONORÉ I^{er}. — CHARLES II. — HERCULE.

1523 — 1604.

HONORÉ I^{er}. — Pendant que Barthélemi et ses sicaires, expulsés par les habitants de Monaco, prenaient le chemin de la Turbie, Augustin Grimaldi, évêque de Grasse, après avoir évité les galères d'André Doria, arrivait inopinément au Port-d'Hercule, décidé à venger Lucien et à faire une éclatante justice des traîtres. Reconnu aussitôt par les habitants pour leur seigneur, et proclamé tuteur des enfants de son frère, ce prélat, qui était aussi abbé de Lérins (1), conseiller et aumônier de François I^{er}, mit ordre à la sûreté de la place et dépêcha des soldats contre les assassins, qui avaient déjà trouvé sur le territoire du duc de Savoie un refuge inviolable. Il intéressa François I^{er} et Charles-Quint à

(1) Augustin, fils de Lambert et de Claudine, fut fait coadjuteur de Jean-André Grimaldi, en 1498, et il lui succéda dans l'épiscopat et l'abbaye de Lérins. — Papon, *Histoire générale de Provence*.

sa vengeance. Nous verrons tout à l'heure comment elle fut satisfaite.

L'Europe, ébranlée alors jusqu'en ses fondements, assistait tristement à cette grande querelle qui venait de s'élever entre deux puissants souverains, et qui allait bientôt se vider en Italie, cet éternel champ de bataille de toutes les ambitions. Charles-Quint, au lendemain de l'invasion préparée contre la Provence, et qui fut malheureuse pour ses armes, avait jeté les yeux sur le Port-d'Hercule; mais cette place était sous la protection de la France. L'Empereur chercha à entraîner Augustin dans son parti, et ce dernier, qui voulait à tout prix avoir sa vengeance, et qui désespérait de la satisfaire tant qu'il resterait attaché à François I^{er}, ami et protecteur d'André Doria, se jeta entre les bras de Charles, et par une convention signée le 7 juin 1524, il s'engagea à recevoir à Monaco les sujets et les vaisseaux de l'Empereur, plus une garnison à son choix et aux frais de l'Espagne. Par ce traité, Augustin et ses pupilles allaient sans doute perdre les biens et privilèges dont ils jouissaient en France: Charles-Quint, en compensation, éleva Augustin aux premières dignités de l'Empire, avec le titre de Prince et une forte pension annuelle.

Ce traité avait été tenu secret; mais la France en eut bientôt pénétré le mystère. Le Roi ordonna aussitôt la confiscation des biens, bénéfices et rentes dont Augustin jouissait en Provence.

Pendant que le connétable de Bourbon, général des armées de Charles-Quint, traître à son roi et à son pays, envahissait la Provence, Moncada, un des amiraux de l'Empereur, faisait jeter l'ancre dans le Port-d'Hercule à une flotte imposante. Près de là, dans la rade de Villefranche, une escadre française, commandée par André Doria et La Fayette, observait l'ennemi. L'Espagnol voulut tenter le sort d'un combat. Il fut battu ; mais il parvint néanmoins à s'emparer de Villefranche, et quelques jours après à s'abriter sous le canon de Monaco, où Doria ne pouvant le suivre, chercha dans l'inutile bombardement de Menton une satisfaction à ses impitoyables rancunes.

Nous sommes au lendemain de la bataille de Pavie ; François I^{er} est prisonnier de Charles-Quint (1523). Ces grands succès de son nouveau protecteur enhardirent Augustin, qui pensa que l'heure était venue de faire revivre les prétentions des seigneurs de Monaco. Il accabla de mille vexations le commerce niçois.

Les Niçois se plaignirent vivement au duc de Savoie, et bientôt force fut au sieur de Monègues (1) de se soumettre aux conditions qui lui furent imposées (2).

(1) *Monègues* et *Mourgues*, noms sous lesquels on désigne également Monaco.

(2) Augustin, dans un acte authentique passé à Nice, dans le couvent de Saint-Dominique, en présence de Louis Malingre de Bagnolo, lieutenant général envoyé par le Duc, en l'absence du Gouverneur, se reconnut, pour les villes de Menton et de Roquebrune, vassal du duc de Savoie. — Gioffredo, pag. 4280.

Augustin , qui n'oubliait pas le soin de sa vengeance, informé que Barthélemi s'était enfermé dans le château de la Penna , près de Vintimille, l'investit soudainement avec des forces supérieures. Doria , surpris , fut bientôt contraint de se rendre (1). « Le Podestat de Monaco , dit l'auteur de *Monaco et ses Princes* , instruisit le procès de Barthélemi ; le crime était manifeste, avoué ; la sentence ne pouvait tarder à être prononcée. Le pape Clément VII , soit de son propre mouvement , soit à l'instigation des Doria , écrivit à Augustin pour l'exhorter à faire grâce à son prisonnier : *Venerabilis frater, salutem et apostolicam benedictionem. Inter ceteras virtutes et laudes quæ christiano homini conveniunt , a misericordia et pietate principem locum possideri Dominum ac Redemptorem nostrum J. C. auctorem habemus*. Il lui rappelle que comme vicaire de Jésus-Christ, le Pape doit donner l'exemple de la miséricorde, et que lui-même, Augustin Grimaldi, comme prêtre et évêque, y est également obligé. Barthélemi est son neveu ; il s'est rendu à discrétion. En pardonnant, Augustin éteindra des haines de famille qu'une vengeance, même juste, exciterait encore, et pousserait à de nouveaux scandales » (2). Tendre et

(1) Cette version , qui repose sur une pièce authentique et indiscutable , est celle que donne l'auteur de *Monaco et ses Princes*. Nous la préférons à celle que , dans l'ignorance où nous étions de ce document , nous avions précédemment adoptée.

(2) Ce passage est emprunté au livre de *Monaco et ses Princes*, tom. I, pag. 235.

noble langage du père des chrétiens ! il ne fut pas écouté, et la vengeance étouffa la miséricorde. Le 13 juillet 1525, Barthélemi fut exécuté, et ses biens furent confisqués.

Disons-le : ce fut de la justice, mais de la justice seigneuriale, sans merci. L'évêque n'aurait-il donc pas dû dominer le prince ? La prière que lui adressait, en termes si touchants, Sa Sainteté, car c'était une prière, ne devait-elle pas être un ordre ? Et puis, n'aurait-il pas pu se souvenir que ce Lucien qu'il vengeait, avait acquis la seigneurie par un fratricide, et gouverné dans l'impunité ?....

Le 5 juillet 1529, Monaco était appelé à un grand honneur : il recevait dans ses murs l'arbitre de l'Europe, l'empereur Charles-Quint. — Quatorze galères, sorties de Barcelone et commandées par André Doria, attaché alors à la fortune de l'Espagne, conduisaient en Italie l'illustre vainqueur pour y être couronné par le Pape. Il traversa les mers de Provence, fut salué, en passant devant Nice, par toute l'artillerie du château, et entra, le 5 août, dans le Port-d'Hercule. Augustin, qui déjà, en 1522, avait reçu à Lérins le pape Adrien VI, déploya toute la magnificence possible pour fêter dignement son hôte impérial (1).

(1) D'après une tradition populaire fort mal établie, Charles-Quint, à l'issue d'une fête donnée par son hôte, contemplant du haut d'un des balcons du palais, la foule des Monéciens qui lui prodiguaient leurs acclamations, se serait écrié : *Salut ! habitants de Monaco ! Soyez tous nobles*. Cette tradition, que nous connaissions et que nous n'avions pas jugée digne d'être rap-

Augustin convoitait le château de Sainte-Agnès. Pendant l'absence du duc de Savoie, il traita de la cession de ce fort avec le baron Alexandre de Salanova, gouverneur de Nice, moyennant la somme de quatre mille écus d'or. Trois mille avaient déjà été payés, quand les députés du vicariat de Sospel, dont dépendait ce château, et les syndics de Nice vinrent, le 20 décembre 1530, protester solennellement, devant le Gouverneur, contre la validité d'une pareille aliénation. Leurs réclamations furent si pressantes, elles furent présentées au duc de Savoie avec tant d'instance, que ce prince, faisant droit aux privilèges du vicariat, qui défendaient toute espèce d'inféodation, reprit Sainte-Agnès et fit rentrer Augustin dans ses avances.

Augustin mourut en 1532. Sa politique fut vraiment remarquable, au milieu des puissantes rivalités qui cherchaient à lui imposer leur influence. Son infidélité à la France fut heureuse, quoique coupable : le besoin de la vengeance, même la plus légitime, n'autorise pas la désertion. Il se montra implacable dans sa justice. On est tenté de lui reprocher d'avoir, en acceptant la protection de l'Espagne, préparé l'asservissement des Princes; mais si l'on réfléchit qu'Augustin ne pouvait prévoir l'avenir malheureux qui les attendait; que, dans

portée, n'est en réalité qu'une misérable facétie prêtée gratuitement à un grand homme. La noblesse s'acquerrait alors sur les champs de bataille ou dans les hautes fonctions de l'État, et les rois en étaient avares.

l'état de l'Europe , il ne pouvait rester isolé , et qu'une protection puissante et armée lui était nécessaire , non seulement on reculera devant ce reproche , mais on reconnaîtra l'habileté , sinon la loyauté de sa conduite.

L'Empereur ayant appris la mort d'Augustin , se hâta de confirmer les conventions du traité du 7 juillet 1524 (1), en faveur d'Honoré Grimaldi , prince encore mineur , qui passa sous la tutelle d'Étienne , son parent.

Étienne voulut laisser des traces durables de sa courte administration. Il fit restaurer l'église paroissiale de Saint-Nicolas , et relever les remparts de la place , dont il renouvela l'artillerie. Il agrandit le palais des Princes , et fit construire , sous la cour d'honneur , ce précieux réservoir qu'on nomme la Grande-Citerne , travail hardi et à vastes proportions. En 1536 , il eut l'honneur de recevoir le pape Paul III , qui se rendait à la fameuse trêve de Nice.

Vers le même temps , Nice , assiégée par les Musulmans , devait son salut à l'héroïque défense de Catherine Segurana , la Jeanne d'Arc niçoise. Menton et Roquebrune étaient ensuite incendiées par ces audacieux ennemis.

Depuis 1545 jusqu'en 1560 , rien d'important ne se passe dans ce pays. Le 31 mai 1560 , Roquebrune est ravagée et incendiée par des corsaires.

(1) Les biens qui furent donnés à Honoré par Charles-Quint , montaient à la valeur de 473,946 ducats , et furent vendus pour pareille somme , par le roi d'Espagne , en 1641 , lorsqu'ils furent confisqués.

Honoré I^{er} avait servi l'Empereur avec zèle ; il témoigna le même dévouement à ses successeurs. Après s'être couvert de gloire à la défense de Malte, assiégée par les forces de Soliman, il s'immortalisa, plus tard, à la bataille de Lépante, à la tête de ses galères, le 7 octobre 1571. La mort le frappa en 1584.

Singulièrement estimé de Charles-Quint et de Philippe II ; remarquable par sa sagesse et par sa vaillance, il fut regardé avec raison comme un des princes les plus instruits de son temps.

1581. — CHARLES II. — Après Honoré I^{er}, qui laissait une nombreuse postérité, vient Charles II, dont l'histoire fait à peine mention. — Un événement, cependant, qui pouvait entraîner après lui les plus graves conséquences, doit être enregistré : c'est le coup de main tenté par quelques Français contre le Port-d'Hercule. Le Gouverneur de Provence voulait à tout prix se rendre maître de cette place ; le capitaine Cartier, fameux pé-tardier, lui proposa de s'en emparer nuitamment et par surprise. La proposition fut acceptée. — Soutenu par une troupe hardie et cachée dans plusieurs galères, l'intrépide aventurier, qui avait des intelligences dans la place, tenta bravement l'escalade ; mais il échoua dans sa téméraire entreprise. Ce succès des Monéciens fut attribué à une apparition subite de Sainte Dévote, qui aurait épouvanté et mis en fuite les assaillants (1).

(1) Voir Nostradamus, Bouche, les Bollandistes.

Charles II mourut, sans être marié, en 1589. Hercule, son frère, lui succéda.

1589. — HERCULE. — Ce prince épousa, en 1593, Marie, fille du prince de Valdetare et de Jeanne d'Aragon, et prit part au traité de Vervins, en 1598.

Jalouse de s'emparer de Monaco, dont elle voulait faire le poste avancé de la Provence, la France tenta encore de surprendre cette place, en 1596. Cinq tartanes, portant quatre cents hommes, envoyés de Toulon par le duc de Guise, débarquèrent au port Mala, le 27 octobre. — Les Provençaux comptaient sur quelques secrètes intelligences qu'ils entretenaient avec un certain capitaine Arnaldi, de Monaco, à qui le Duc avait promis cinquante mille livres s'il lui livrait la ville. Mais le succès ne répondit pas à leurs espérances. La garnison et les habitants contraignirent les assaillants à une retraite précipitée. — La trahison ayant été découverte, Arnaldi, qui avait une fille à la cour de Guise, fut condamné à mort (1). Guise usa de représailles, et fit

(1) La sentence rendue, le 19 novembre 1596, contre Arnaldi, semble, dans sa cruauté sauvage, surpasser le crime du coupable, et fait connaître fidèlement les procédés barbares de la justice espagnole. Cette sentence condamnait Arnaldi à être traîné à queue de mulet à l'endroit du supplice, pincé avec des tenailles ardentes, et écartelé; ses membres devaient être ensuite plantés sur les remparts. La même peine était infligée aux complices; leurs biens étaient confisqués. Le Prince mit la tête de César Arnaldi au prix de trois cents écus d'or, et en promit six cents à celui qui le lui amènerait vivant. Mais on ne put jamais s'em-

saccager Roquebrune. Un traité mit fin à cette guerre riveraine.

En 1602, la question des limites est remise sur le tapis. Les arbitres et les consuls des deux parties semblaient l'avoir tranchée pour toujours (1); mais elle reparut encore en 1667 et 1703; elle ne fut définitivement réglée qu'en 1760.

Hercule, comme il arrivait malheureusement à beaucoup de seigneurs autrefois, au lieu de donner l'exemple des mœurs pures, s'était permis à l'égard des femmes et des filles de quelques habitants de sa petite capitale des libertés coupables. Accusé d'avoir attenté à l'honneur de plusieurs familles monéciennes, il est saisi par les plaignants, pendant la nuit, massacré sans merci, et son cadavre est jeté à la mer (21 novembre 1604). Justice sommaire comme le peuple la rend quelquefois, alors surtout que, par sa position, le criminel défie toute justice. S'il est permis de voir en elle le bras caché de Dieu qui châtie, on en doit regretter l'application, si méritée qu'elle paraisse; elle est un scandale; elle autorise la vengeance, et laisse souvent après elle des remords ou des regrets.

parer de sa personne. Quant au père du contumace, Honoré Arnaldi, après avoir été convaincu du crime de félonie, il fut pendu. Sa tête fut exposée sur les remparts, et son corps attaché aux murs du château. On confisqua ses biens, et on rasa sa maison aux fondements. — Quel marché! quels trophées!... Cruel prince! barbare justice!

(1) Manuscrits de Monaco.

CHAPITRE IX.

PROTECTORAT FRANÇAIS.

HONORÉ II.

1604 — 1662.

A la nouvelle de la mort tragique d'Hercule, son beau-frère, Frédéric Lando, prince de Valdetare, se hâta d'arriver avec des troupes à Monaco et de prendre la tutelle de son neveu, alors âgé de sept ans.

Imitant le zèle ardent qu'Augustin avait montré contre les meurtriers de Lucien, Frédéric Lando fit activement rechercher les assassins d'Hercule. Parvenu à se saisir de dix personnes accusées et convaincues de l'assassinat, il en fit étrangler cinq, le 16 décembre, à l'heure qu'elles avaient choisie pour faire périr leur victime, et les fit jeter dans la mer du haut des remparts, à l'endroit même où elle avait été précipitée. Les cinq autres furent condamnées aux galères. Véritable peine du talion ! Était-ce bien là de la justice ?...

Abusé par trop de confiance en la cour d'Espagne, à laquelle était attachée sa fortune, le tuteur d'Honoré II allait, par un nouveau traité conclu avec le comte de Fuentès, gouverneur de Milan (26 février 1605), pré-

parer la ruine de son pupille. Dans ce traité, véritable capitulation, il fut stipulé que la garnison espagnole, jusqu'alors au choix et sous le commandement du seigneur, serait désormais choisie par le duc de Milan, et commandée par un capitaine espagnol. Puis, comme pour masquer ce qu'il y avait de dur et d'humiliant dans ces dispositions, si menaçantes pour l'avenir, il fut convenu que tous les officiers de la garnison seraient obligés, à leur entrée, de jurer qu'ils garderaient la place pour le Seigneur, ses successeurs et héritiers; qu'ils ne seraient là que pour la défense de ceux-ci, et qu'ils observeraient religieusement toutes les conditions du traité. Il était dit encore que Menton et Roquebrune, placées sous la même protection, seraient néanmoins affranchies de la présence des Espagnols, qui ne pourraient s'y introduire, ni s'ingérer dans les affaires de ces deux villes.

Malgré ces protestations simulées et ces prétendues garanties, il était aisé de s'apercevoir que cette façon de se donner au roi d'Espagne conduirait insensiblement le maître de Monaco à la perte de sa souveraineté, et peut-être de la seigneurie elle-même. Mais Valdetare, qui venait d'être créé chevalier de la Toison-d'or, ferma les yeux sur le danger que courait son pupille. La nouvelle garnison, forte de cinq cents hommes, fit son entrée à Monaco, le 7 mars suivant, et quelques jours après, une défense expresse faite aux habitants de porter ou de posséder aucune espèce d'armes, inaugura le règne de l'oppression castillane.

Valdetare , qui semblait conspirer contre les intérêts du jeune seigneur, le conduisit à Milan , où il demeura jusqu'à sa majorité. Pendant cette longue absence d'Honoré II, le despotisme espagnol marcha grand train. Toute puissante en Italie , exerçant une influence dominatrice dans la Rivière de Gênes , où elle possédait , depuis 1598 , le marquisat de Final , alliée redoutée de la République , l'Espagne n'eut pas de peine à s'établir maîtresse absolue au Port-d'Hercule.

Jusqu'à la guerre du Montferrat , guerre qui éclata à la mort du duc de Mantoue , François de Gonzague , et dans laquelle les Espagnols se déclarèrent contre le duc de Savoie , aucun événement important ne se passa dans ce malheureux pays. — Les hostilités nouvelles commencèrent dans ces parages. Cinq galères espagnoles furent envoyées dans le port de Monaco (1614), d'où elles tentèrent une entreprise contre Nice et Villefranche. Mais ces deux places avaient eu soin de se fortifier. L'ennemi se borna à quelques escarmouches , sans oser une attaque sérieuse. Les constructions des forts de Saint-Hospice furent incendiées par ces galères , qui firent également éprouver de grandes pertes au commerce niçois.

La minorité d'Honoré II venait d'expirer. Ce prince , âgé de dix-huit ans , partit de Milan , et fit son entrée à Monaco , le 21 octobre 1615. Le capitaine Saratta Olazzo était gouverneur de cette ville pour le roi d'Espagne. Dès qu'Honoré fut arrivé dans l'héritage de ses

pères , il comprit avec douleur sa malheureuse position. Les Espagnols avaient manqué à toutes leurs promesses. Décidés à ne donner aucune satisfaction , à ne reconnaître aucune justice, ils disaient hautement qu'ils étaient venus pour commander, et qu'il ne fallait pas espérer qu'ils dussent obéir. La nomination des gouverneurs et de ses conseillers, le choix de ses gens , n'appartenaient plus au Prince; les officiers s'étaient affranchis du serment de fidélité , et les soldats , dont la liberté était une continuelle licence , pouvaient commettre en pleine sécurité toutes sortes de crimes.

En considérant l'état d'abaissement auquel son pouvoir avait été réduit, Honoré II ne douta plus que sa perte ne fût arrêtée ; mais , tout moyen de salut lui manquant , il se résigna et attendit patiemment l'occasion favorable. Cette résignation donna de l'ombrage aux Espagnols. Ils firent courir le bruit que le Prince devait se marier et contracter alliance avec les ennemis de la couronne. Mandé à Milan pour rendre compte de sa conduite , Honoré II repoussa victorieusement toutes les calomnies , et le roi d'Espagne , reconnaissant la loyauté du Prince, lui envoya le collier de la Toison-d'or (1616).

L'autorité d'Honoré II étant presque entièrement effacée à Monaco , ce prince jeta les yeux sur Menton , et consacra ses soins aux embellissements et au bien-être de cette ville. Sur sa demande , le 27 août 1617, Nicolas Spinola , évêque de Vintimille , consacra l'église des Capucins de Menton , et le 27 mai 1619, il posa les

premières pierres pour l'agrandissement de l'église Saint-Michel. Après avoir relevé cette belle basilique, il ordonna la construction du bastion qui avance dans la mer et qui est comme la tête armée de la cité.

Vers le même temps, il épousa Hippolyte, fille du comte Théodore de Trivulce-Melzi et de Catherine de Gonzague. Cette alliance avec une famille dévouée à l'Espagne éloigna tous les soupçons.

La guerre reprit bientôt une nouvelle énergie entre le duc de Savoie et les Espagnols unis aux Génois. Charles-Emmanuel fit la conquête de toute la Rivière depuis Savone jusqu'à Vintimille; mais dix-neuf galères génoises ayant abordé à Monaco, la République, aidée par l'Espagne, ne tarda pas à recouvrer toutes ses possessions. Cette guerre, cause de ruines et d'alarmes pour cette partie du littoral, fut suivie d'un fléau plus terrible encore. La peste s'introduisit dans le Piémont, franchit les Alpes, et vint porter ses ravages dans le comté de Nice et dans la Principauté. Les populations désolées eurent recours à la prière, cette ressource suprême : on fit le vœu solennel pour cent ans d'une procession générale, le jour de la Présentation.

Au moment où Gênes et la Savoie terminaient leur querelle, la guerre éclata entre l'Espagne et la France, entre Louis XIII et Philippe IV. Deux grands ministres gouvernaient pour ces deux rois : Richelieu et Olivarez. Le Comte aspirait ouvertement à établir la domination espagnole sur toute l'Europe. Ses plans furent déjoués

par le Cardinal. Par son administration vigoureuse , Richelieu prépara , sous un faible monarque , la grandeur de son pays , tandis que l'ambition irréfléchie d'Olivarez précipita la décadence de l'Espagne.

En 1625 , les hostilités s'ouvrirent , et le Cardinal entraîna le duc de Savoie dans cette nouvelle lutte. Les Espagnols s'étant emparés des îles de Lérins , la France envoya , au mois de juin de l'année suivante , une flotte de soixante vaisseaux , sous les ordres de Henri de Lorraine , comte d'Harcourt , et de l'archevêque de Bordeaux , avec mission de reprendre ces îles. De son côté , l'Espagne confia au duc de Ferrandina trente galères et autres bâtiments qui vinrent jeter l'ancre dans le Port-d'Hercule , afin de défendre plus facilement ses récentes conquêtes. Les deux flottes , qui s'observaient depuis quelques jours , s'étant rencontrées dans le golfe de Menton , engagèrent l'action. Elle fut vive de part et d'autre ; mais l'escadre espagnole , horriblement maltraitée , dut céder devant le nombre et la tactique de ses adversaires ; elle se retira vers Gênes. — Le comte d'Harcourt avait songé un instant à un coup de main contre Monaco. Mais , après s'être convaincu des dispositions favorables du Prince envers la France , et de la difficulté de l'entreprise , il abandonna prudemment son projet. Au reste , les ordres qu'il tenait du Roi se bornaient à la reprise des îles de Lérins , et sa mission fut remplie dans le mois de mai 1637 , malgré les secours expédiés du Port-d'Hercule par les Espagnols.

La princesse Hippolyte Trivulce-Melzi , épouse d'Honoré II , mourut , jeune encore , le 20 juin 1638. Elle ne laissa qu'un seul fils , Hercule , qui prit le titre de marquis de Campagne , et qui , plus tard , fut fait , par le roi d'Espagne , commandeur de Benfayan , en Castille , et colonel d'un régiment de cuirassiers dans le royaume de Naples.

Tous ces honneurs apparents , toutes ces hypocrites distinctions n'empêchaient pas les affaires du Prince d'empirer tous les jours à Monaco. — Vainement il avait été réservé , dans l'accord conclu , en 1603 , avec Valdetare , que dans le cas où ce traité ne conviendrait pas à Honoré II , il serait libre de le réformer à sa majorité : cet article si formel du traité n'avait aucune valeur. Les contributions que l'Espagne tirait d'Honoré II étaient vraiment énormes ; les ressources du Prince s'épuisaient pour elle. Ajoutez que les dernières guerres ayant interrompu le commerce avec la France , le port de Monaco ne donnait plus qu'un revenu illusoire. Ces services sans nombre rendus par Honoré II à l'Espagne , qui , pour être forcés , n'en étaient pas moins utiles et fructueux à la domination espagnole , que lui valaient-ils en retour ? De nouvelles vexations , de nouveaux outrages... Aussi insensible aux réclamations de ce prince qu'aux insultes qui lui étaient prodiguées par ses voisins , oppresseur et nullement protecteur , le gouvernement espagnol finit par lui retenir tout son revenu et en disposer à son gré. Pour combler la mesure , il voulut

que quand le Prince, par un hasard inespéré, retirerait quelque chose de sa pension, il confessât en avoir reçu le paiement intégral, les deux tiers étant toujours réservés pour les ministres.

La garnison, dont l'insolence et la tyrannie ne connaissent plus de limites, voyait dans Honoré, non un prince, mais un prisonnier dangereux qu'il fallait traiter avec rigueur. Et cependant, officiers et soldats étaient entièrement à la charge du Prince, malgré les conventions du traité (1). Dans cette extrémité, une seule voie de salut lui était ouverte : abandonner la place, se confier à la fortune et renoncer à la souveraineté. L'Espagne ne poursuivait pas d'autre but, n'avait pas de plus ardent désir ; et vraiment, on a le droit de s'étonner que cette puissance d'une politique aussi peu scrupuleuse et qui paraissait si désireuse de posséder Monaco, n'ait pas, en s'en emparant, tranché la question. Rien ne lui eût été plus facile. A la mort de Charles-Quint, alors qu'elle dominait le monde, ni Gênes, ni la Savoie, ni la France, ne l'auraient arrêtée. Bien plus, elle eût pu rendre cette possession extrêmement redoutable en y ajoutant, par un arrangement amiable ou par la force, la montagne de la Turbie, qui la commande et qui en est comme la clef principale. Mais Dieu qui conduit à son gré les grands et les petits événements, qui veille

(1) Pour faire face à tant de frais, Menton et Roquebrune durent contribuer largement. — Manuscrit de Menton.

sur les États puissants comme sur les faibles, et qui s'est réservé le secret de leurs destinées, ne permit pas à l'ambition espagnole de déranger les desseins que sa sagesse avait arrêtés pour ce pays. Il laissa à l'Espagne la honte d'une oppression basse et vulgaire et n'en voulut pas le succès. Cette nation puissante devait épuiser contre ce petit État et contre son Chef la coupe des humiliations avant que l'heure de la justice ne fût venue contre elle.

1639. — Les états de Savoie étaient alors déchirés par la guerre civile. Nice venait de reconnaître le cardinal-prince Maurice de Savoie contre Madame Royale Christine de France, nommée régente par acte de dernière volonté de son mari le duc Victor-Amédée I^{er}. Honoré II s'empessa de se rendre à Nice sur un brigantin armé, le 11 septembre, pour lui présenter ses hommages. Il s'entretint longtemps avec lui, et retourna à Monaco le même jour. Cette visite ne pouvait inquiéter les Espagnols, depuis que le Cardinal s'était déclaré pour l'Espagne (1).

Pendant que le cardinal de Savoie recevait mille hommes de garnison espagnole dans Nice, le prince Honoré

(1) Le Prince revint à Nice avec son fils, le 2 janvier de l'année suivante, afin d'intéresser le cardinal de Savoie en faveur d'André Grimaldi, comte de Beuil, son parent. Annibal de Beuil, père d'André, avait été condamné à mort et exécuté, en 1620, avec privation de tous ses fiefs, pour crime de félonie. André, contumace, avait été pendu en effigie. — C'était à la faveur des troubles civils qu'Honoré II demandait la grâce de son parent. Maurice voulut bien céder à ses vives instances, et la grâce lui fut accordée. — Manuscrit de Menton.

songeait, au contraire, à chasser celle de Monaco. Le projet qu'il méditait depuis plusieurs années allait s'accomplir. Afin de n'éveiller aucun soupçon, il maria son fils à Aurélie Spinola, de Gênes, fille unique et héritière de Luc Spinola, seigneur de Molfetta et de Peline-Spinola. Ce mariage fut célébré dans la cité princière, au mois de juillet 1644.

Honoré II, toujours préoccupé de la pensée de son affranchissement, employait en même temps Jean-Henri Grimaldi, seigneur de Corbons, son parent, auprès de Louis XIII, afin de traiter d'un arrangement secret avec la France. Sa mission fut bientôt couronnée d'un plein succès (1). Le 14 septembre 1644, un traité auquel Henri de Corbons et le fidèle conseiller du Prince, Hiérosme Rey, avaient pris la plus grande part, contenant les propositions faites par Honoré II, fut signé à Péronne par le cardinal de Richelieu et ratifié ensuite par le Roi.

Ce traité plaçait la Principauté sous la protection armée de la France, la comprenait dans les traités de paix, et concédait domaines, titres, honneurs et privilèges au Prince de Monaco et à ses successeurs.

L'avenir était prévu : il s'agissait maintenant de le réaliser. Il fut donc résolu que le jour de la Saint-Martin, 11 novembre de la même année, Louis-Emmanuel de Valois, comte d'Alais, gouverneur général de Pro-

(1) *Mercure Français*, tom. XXIV.

vence, enverrait au Port-d'Hercule quelques vaisseaux chargés de munitions et de troupes nécessaires pour seconder l'expulsion de la garnison et secourir la place si l'Espagnol tentait de la recouvrer. Mais le cardinal de Savoie ayant appris les préparatifs secrets qui se faisaient à Marseille, et désirant prouver son dévouement au roi d'Espagne, envoya le lieutenant D. Alonzo de Villeneuve au comte de Siruela, gouverneur de Milan, pour l'avertir de la résolution prise par le Prince. Le Comte se contenta d'instruire le capitaine Caliente, commandant la place, des projets du Prince, en l'invitant à le surveiller. — Inquiet de la vigilance inaccoutumée du capitaine, l'illustre captif fit prier le comte d'Alais de différer de quelques jours le départ de ses vaisseaux. Cette précaution le sauva. Caliente, ne voyant rien paraître au jour indiqué, ne douta pas qu'on n'eût calomnié la fidélité du Prince. Il en informa le comte de Siruela, en lui déclarant qu'au moindre mouvement il enverrait le Prince et son fils prisonniers à Milan. La missive du capitaine tomba entre les mains d'Honoré, qui, se voyant découvert, redoubla de prudence, tout en pressant l'exécution de ses projets.

Un décret défendait le port d'armes, et quelques habitants de Menton et de Roquebrune l'avaient violé. Honoré II les fit amener à Monaco et jeter en prison. Il fit semblant d'instruire leur procès; et le 11 novembre, trente de ses sujets de Menton furent introduits dans le palais avec le but apparent de demander justice

de certains différents qui les divisaient, ou d'être employés aux constructions intérieures. Serviteurs et sujets formèrent ainsi un noyau d'hommes fidèles prêts à tout entreprendre.

Tout en augmentant le nombre de ses gens, Honoré II diminuait adroitement celui de ses ennemis. Une partie de la garnison était allée défendre la ville de Nice; les soldats qui restaient se plaignaient du retard apporté dans le paiement de leur solde, qu'ils réclamaient avec insolence. Le Prince, après leur avoir démontré son impuissance, feignit d'avoir pitié de leurs besoins et de chercher un moyen de les satisfaire. Il autorisa les Espagnols à aller s'établir dans Roquebrune, dont les habitants lui refusaient de l'argent depuis longtemps promis, et mit ce bourg à leur discrétion. Proposition aussi promptement acceptée que joyeusement exécutée : soixante d'entre eux s'en allèrent faire ripaille à Roquebrune.

Nous touchons à la nuit mémorable du 13 novembre. Le Prince a invité à souper les principaux officiers espagnols. A voir le calme de son visage, l'aisance de ses manières et l'attention aimable qu'il donne à ses convives, on ne dirait pas que dans quelques instants vont se décider toutes ses destinées. Et cependant, sa pensée est tout entière au grand dessein qu'il médite depuis si longtemps, et qui va s'accomplir. — De leur côté, les officiers, cédant aux plaisirs que leur offrent une table succulente et des vins choisis, se sont presque

enivrés. — A la fin du repas , Honoré II , leur laissant le champ libre , quitte la salle et court délivrer ses sujets enfermés par son ordre dans le palais. Il leur dévoile à tous le motif caché de leur détention, et le service signalé qu'il attend d'eux. Tous répondent qu'ils sont prêts à donner leur vie pour leur souverain. Aussitôt , des armes sont distribuées à ces loyaux serviteurs.

Trois attaques simultanées sont résolues : le Prince marchera , avec cinquante hommes , contre le quartier principal , à la porte de la forteresse , tandis que le Marquis son fils , à la tête de trente hommes , et Jérôme Rey , capitaine des gardes , à la tête de vingt , soutiendront l'attaque du côté opposé. Quant à Jean-Jérôme Monléon , capitaine de Menton , il devait se tenir secrètement aux portes du château avec cent soixante hommes , et là , attendre le signal.

Ce plan aussi hardi qu'habile est mis à exécution. Le corps-de-garde du poste dit de Serraval , attaqué par le Marquis , âgé seulement de dix-sept ans , tombe immédiatement entre ses mains. En même temps , le capitaine Rey force le corps-de-garde du palais et le poste d'une rue voisine. Mais la plus opiniâtre résistance attend le Prince au quartier-général (1) ; deux fois il s'avance

(1) *Maggiore e più dura resistenza incontrò il Principe nel corpo di guardia principale dove due volte fu ributtato , ma finalmente messosi alla testa de' suoi colla spada in mano ; dopo un conflitto di quattro ore , nel quale alcuni ufficiali e soldati spagnuoli restarono uccisi valorosamente diportandosi il capitano Caliente ,*

intrépidement, et deux fois il est repoussé par Caliente, qui lutte avec la plus rare énergie. Honoré parvient enfin à forcer la porte de la forteresse. Aussitôt, un coup de canon, signal convenu, avertit Monléon que la porte est dégagée; il arrive, et sa présence achève la victoire.

Pendant que se passait ce rapide et merveilleux événement, une partie du peuple était en prières à Saint-Nicolas, achevant une neuvaine pieusement commencée. Aux chants religieux qui avaient cessé, succédèrent alors les bruyantes clameurs du triomphe. Les fidèles, hommes et femmes, se précipitèrent sur le théâtre de la lutte où tout Monaco s'était rendu. On se félicitait, on se pressait les mains, on s'embrassait; Dieu et le Prince étaient dans toutes les bouches; chacun croyait sortir du tombeau. La joie était vraie, légitime, spontanée, universelle; pareille sans doute à celle qui, deux siècles plus tard, transporta Menton et Roquebrune, alors qu'elles brisèrent un joug non moins intolérable pour elles que ne l'avait été pour Honoré II le joug espagnol.

Honoré II était libre. Dès le lendemain, il envoya un courrier à Antibes, pour apprendre au sieur de Corbons la bonne nouvelle. Instruit de l'événement, le cardinal de Savoie promit au Prince toute son assistance,

capo della guarnigione rimase vittorioso. Ciò seguito, fece subito introdurre quelli che come detto abbiamo, aspettavano alle porte, acciò servissero di guardia al castello, sinchè di Provenza fosse venuto il nuovo presidio de' Francesi, ecc. — Gioffredo, Storia delle Alpi Marittime, pag. 1937.

s'il consentait à ne pas recevoir garnison française ; mais Honoré II le remercia de ses offres et déclara qu'il avait résolu de se confier entièrement à la loyauté et à la protection du roi de France.

Quelques jours après, le Prince remit au capitaine Caliente le collier de la Toison-d'or, avec invitation de le rapporter au comte de Siruela, auquel il écrivit une lettre pleine de noblesse et de fermeté (1). Quant à la garnison, elle se retira à Nice, et le cardinal de Savoie la reçut dans le château.

Le cardinal Trivulce, beau-frère d'Honoré II, entama une négociation avec le Prince pour le ramener au parti de l'Espagne ; mais *il était trop tard !*.. D'ailleurs, le comte d'Alais avait déjà envoyé près de cinq cents hommes à Monaco. Ces troupes, fortement escortées, y entrèrent le 18 novembre. Trois galères françaises prirent ensuite possession du port ; le 27 novembre, elles transportèrent le Prince à Antibes, chez le Gouverneur, qui l'attendait. Le lendemain, Honoré II reçut, dans sa capitale, le serment de fidélité de la nouvelle garnison, et publia ensuite un manifeste adressé aux Puissances de l'Europe. L'Espagne y répondit ; mais les Puissances, réunies au congrès de Munster, en 1648, reconnurent la légitimité de la révolution accomplie par Honoré II.

Cette expulsion des Espagnols de la Principauté ajouta encore aux malheurs de l'Espagne, à laquelle venaient

(1) Giofrèdo, pag. 1938. — Voir aux *Pièces justificatives*, n° 4.

d'échapper le Portugal et la Catalogne. La perte de Monaco entraînait fatalement celle de Nice, cette dernière ville se trouvant, depuis cet échec, comme assiégée par les Français, qui occupaient la Provence, Coni, Mondovi et le Port-d'Hercule. Nice allait, d'ailleurs, se charger elle-même du soin de son indépendance, et chasser l'étranger, dans le courant de l'année suivante. Ces événements avaient été prédits, cent ans auparavant, par Nostradamus, dans un quatrain fort curieux :

Dedans Monech le coq sera reçu ;
Le Cardinal de France apparaistra ;
Par légation Romain sera déçu ;
Faiblesse à l'aigle et force au coq naistra (1).

Ce fut au mois d'avril 1642, que le Prince fit son premier voyage en France, pour recevoir les félicitations de son nouveau protecteur. Louis XIII se trouvait alors à Perpignan, préparant une expédition contre l'Espagne. Honoré II s'embarqua avec le Marquis son fils, sur deux galères françaises, et arriva à Narbonne le 25 du même mois, pour y visiter Richelieu, qui y était gravement malade. De là, il poursuivit jusqu'à Leucate, où le gouverneur d'Espéran le traita avec magnificence. Le lendemain, à trois lieues du camp, il trouva les carrosses du Roi, envoyés à sa rencontre pour le conduire avec son fils au quartier de Sa Majesté.

(1) Nostradamus, cent. VIII, quat. IV. — 1691.

Le Prince fut reçu par Louis XIII avec les marques de la plus grande estime et de la plus touchante cordialité. Le lendemain matin, Honoré II ayant été trouver le Roi dans sa chambre, Sa Majesté lui donna le collier de Saint-Michel, et, dans la chapelle, celui du Saint-Esprit; puis, tirant de la poche de son justaucorps le petit ordre, elle dit : « Mon cousin, je ne vous traite
« point à l'ordinaire, et ne recherche point toutes les
« cérémonies requises pour faire un chevalier; aussi
« vous n'êtes pas considéré dans le commun, et je me
« contente qu'on sache que votre mérite et mon incli-
« nation me portent à faire ceci de la sorte, pour honorer
« l'un et donner une entière assurance de l'autre. Sur-
« tout, souvenez-vous que le Roi d'Espagne n'a jamais
« donné l'ordre de la Toison en France, comme je donne
« celui du Saint-Esprit en Espagne, et que le change
« que vous en avez fait pour l'autre que vous avez ren-
« voyé à S. M. C., est assez beau pour rendre votre
« aventure et votre qualité considérables » (1).

Honoré II passa deux nuits et trois jours au camp de Perpignan. Lorsqu'il prit congé de Sa Majesté, le Roi l'engagea à venir le voir à Paris, dans le carnaval suivant. Le Prince accepta avec reconnaissance l'invitation royale. Il se dirigea ensuite vers Narbonne, où il reçut des mains de M. de Chavigny, secrétaire d'État, les lettres-patentes de Sa Majesté, pour le duché-pairie de

(1) Manuscrit de Monaco.

Valentinois , le comté de Carladez et la seigneurie de Saint-Remy, en Provence ; plus , le marquisat des Baux, pour son fils ; le tout formant une rente de 75,000 livres, en compensation des biens qu'il possédait en Espagne et dans le royaume de Naples, biens dont Sa Majesté Catholique venait d'ordonner la confiscation. Il reçut, en outre, une boîte en or renfermant deux portraits de Louis XIII, enrichis de diamants. Un vaisseau français le ramena à Monaco, au milieu des acclamations de ses sujets (23 juin 1642).

Le Prince ne resta pas longtemps dans sa capitale. Il repartit avec son fils, le 6 novembre suivant, pour Paris, où devait lui être conférée la dignité de Duc et Pair de France en plein Parlement. Quant au Marquis des Baux, son fils, qui avait renvoyé l'ordre d'Alcantara, le Roi se réserva de le nommer chevalier de ses ordres, lorsqu'il aurait l'âge requis, et il le fit, en attendant, capitaine d'une compagnie de cent gendarmes, avec une pension. Louis XIII voulut aussi récompenser la valeur et la fidélité de Hiérosme Rey, capitaine des gardes, de Jean-Hiérosme Monléon, capitaine de Menton, et de Jean Brigati, secrétaire du Prince : il donna à ces trois familles des lettres de naturalisation et de noblesse (1).

Le roi de France ne s'arrêta pas là : par lettres-patentes du 3 janvier 1643, et contrairement aux premières, il

(1) Voir, à Menton, les archives des familles de Monléon et de Villarey. — La famille Brigati est éteinte depuis longtemps.

voulut que les filles, à défaut d'enfants mâles, héritassent du duché de Valentinois. Ces lettres, qui nommaient le Prince, ainsi que ses successeurs, gouverneur-capitaine de la place de Monaco pour Sa Majesté, contenaient les prérogatives les plus capables d'honorer son nouveau titre.

On le voit, la Cour de France réparait d'une façon grande et généreuse les torts inouïs du Cabinet espagnol. Politique habile en même temps, car la France s'attachait ainsi Honoré II et ses successeurs par des liens indissolubles.

Après un séjour de six mois à Paris, séjour qui ne fut pour lui qu'une succession de fêtes et d'honneurs, le Prince reprit la route de la Principauté, où il arriva, avec son fils, le 28 avril 1643. Il eut bientôt l'honneur de recevoir, dans sa petite capitale, le comte et la comtesse d'Alais, qui venaient tenir sur les fonts baptismaux, au nom de Louis XIV et de la Reine-mère, son petit-fils, né, l'année précédente, du marquis des Baux et d'Aurélië Spinola (1).

Le Prince fit son troisième voyage en France, le 23 octobre 1646. L'indemnité promise par le traité de Péronne lui fut alors complétée à Paris, à l'aide de cer-

(1) Le duc de Saint-Simon, dont les Mémoires sont remplis de détails sur la réception du Prince, se trompe quand il dit que ce fut à Paris que Louis XIV et la Reine-mère tinrent le petit Louis sur les fonts du baptême. Cette cérémonie se fit à Monaco, le 13 octobre 1643.

tains fiefs et péages situés dans le Dauphiné, avec titres de baronnies de Buis, de Calvinet et de la Vincelle. Il obtint aussi une escadre de cinq galères au Port-d'Hercule, avec la somme de 24,000 livres pour solde et entretien de cent hommes. Le 5 mai 1647, il était de retour dans sa Principauté.

Inconsolable des grands échecs qu'elle avait éprouvés, l'Espagne conservait encore l'espoir de recouvrer le Port-d'Hercule. Sa politique ne reculait devant rien : le succès, pour elle, justifiait les moyens. Pendant que la flotte considérable qu'elle entretenait dans la Méditerranée observait le Port-d'Hercule, un misérable à la solde du vice-roi de Naples essayait d'organiser à Monaco même un complot contre la vie du Prince et de son fils, avec la pensée de livrer la place à l'ennemi. Mais l'infamieux projet fut découvert, et le conspirateur paya de sa vie sa criminelle entreprise (1650).

Honoré II, à l'occasion de la majorité de Louis XIV, s'était rendu à Paris, où étaient appelés les grands personnages du royaume. Pendant son absence, un cruel malheur vint l'accabler. Son fils unique, le marquis des Baux, était venu visiter le couvent de Carnolès, près de Menton, et il s'amusait, dans les jardins, en compagnie de ses gens, à tirer au blanc avec le pistolet, lorsque ayant commandé à un carabinier de sa garde de montrer son adresse, l'arme fatale s'accrocha au baudrier du tireur, fit explosion, et la charge alla frapper le jeune prince à l'épine dorsale. Les soins les plus in-

telligents ne purent le sauver, et il expira le lendemain, après avoir déclaré l'innocence du soldat.

Le marquis des Baux laissa quatre filles et un fils, le comte de Carladez, lequel succéda, dans la suite, à son grand-père, sous le nom de Louis I^{er}.

Immense fut la douleur d'Honoré II, à la nouvelle de la mort de celui sur qui reposaient toutes ses espérances. Il quitta Paris à la hâte, revint à Monaco (18 octobre), et fit célébrer un service solennel pour le repos de l'âme de son fils, dans toute la Principauté (1). De son côté, la veuve de l'infortuné marquis des Baux, dont la charité était aussi grande que la douleur, se fit remarquer par ses libéralités envers les pauvres et par les riches dons qu'elle déposa aux pieds de Notre-Dame de Laghet (2).

Par lettres-patentes enregistrées à l'Hôtel des monnaies, le 28 août 1632, toutes les pièces de cuivre, argent et or frappées à l'effigie des princes de Monaco furent admises à avoir cours en France.

Jaloux de reconnaître hautement les bienfaits et honneurs dont Louis XIII et Louis XIV l'avaient comblé,

(1) A son retour, Honoré II, qui, depuis le protectorat français, portait le titre de *Prince*, prit pour la première fois le titre d'*Altesse Sérénissime*, quoiqu'il n'eût porté jusqu'alors que celui d'*Excellence*. Ses prédécesseurs se nommèrent d'abord : *Dominus miles* ; puis, *Magnificus Dominus*, et plus tard, *Illustrissimus* ; ou *Seigneur-Capitaine*, *Magnifique*, *Très-Illustre*.

(2) La grande célébrité de Laghet date de cette époque.— Voir la Description.

Honoré II recommanda formellement à ses successeurs , à perpétuité, « de ne se départir jamais, en aucun temps, du parti et de la protection du Roi et de sa royale couronne de France, mais de procurer et faire toujours paraître leur zèle et fidélité à son service; suppliant Sa Majesté de vouloir donner son consentement à son testament, et ordonner à son Parlement de Paris de l'enregistrer, pour y avoir recours au besoin; » ce qui eut lieu le 10 avril 1656.

Louis XIV, fidèle exécuteur du traité de Péronne, fit mention d'Honoré II dans le traité des Pyrénées (1659), et plus tard, il fit comprendre son successeur dans les traités de Nimègues et de Rysvick.

Les dernières années d'Honoré II furent consolées par le mariage de son petit-fils, qui épousa, le 30 mars 1660, Charlotte-Catherine de Gramont, fille du duc Antoine de Gramont, pair et maréchal de France.

Honoré II mourut le 10 janvier 1662, à l'âge de soixante-cinq ans.

Le règne de ce prince fut long, glorieux, prospère, digne d'être raconté par l'histoire et honoré par la postérité. Avant comme après la conquête de son indépendance, il fut tout entier à la prospérité de son petit État, et sa plus chère pensée fut le bonheur de ses sujets. Ainsi font les bons princes; ainsi, et malgré les siècles et les révolutions, ils vivent dans la mémoire de tous!.. — A une douceur infinie, à une rare prudence, Honoré II joignit beaucoup de savoir et un courage à

toute épreuve. Ces qualités étaient encore réhaussées en lui par la noblesse des manières et la beauté du visage. Son administration fut aussi douce que paternelle, et l'amour des habitants qui l'avait environné pendant sa vie, le suivit après sa mort, qui fut un deuil pour le pays.

CHAPITRE X.

LOUIS 1^{er}. — ANTOINE 1^{er}. — LOUISE-HIPPOLYTE.

1662 — 1732.

Le petit-fils d'Honoré II n'avait encore que dix-neuf ans quand il fut appelé au gouvernement de la Principauté. A la sollicitation de la princesse Charlotte de Gramont, son épouse, il fonda le couvent des Visitandines de Monaco. Ce fut le premier acte de son administration.

La guerre venait d'éclater entre la France unie à la Hollande contre l'Angleterre; elle fournit à ce prince l'occasion d'y signaler son bouillant courage. Aux terribles journées du Texel, le vaisseau qu'il montait fut brûlé. Dans la guerre des Pays-Bas, sa bravoure lui mérita les éloges de Louis XIV.

Louis, qui avait fort à se plaindre de sa belle et infidèle épouse, chercha l'oubli de son chagrin dans les aventures galantes; il y acquit bientôt une célébrité scandaleuse. Amant de la fameuse Hortense Mancini, il la suivit dans toutes ses excursions continentales et insulaires; il eut même pour rival le roi d'Angleterre, auquel il fut préféré. Toutes ces folies auxquelles il

s'abandonna trop longtemps , coûtèrent des sommes fabuleuses et ruinèrent tout à la fois Prince et Principauté. Enfin, la mort de Charlotte de Gramont (1678) opéra dans sa conduite une révolution heureuse ; il revint à Monaco, et se consacra sérieusement aux intérêts de ses sujets.

Le 23 décembre 1678 , abrogeant la législation confuse et contradictoire jusqu'alors en vigueur dans son État , il publia un Corps de lois divisé en quatre livres , contenant la matière civile et criminelle , et les dispositions de police intérieure et rurale. On doit reprocher aux lois pénales leur sévérité draconienne, tout en reconnaissant dans les lois civiles le caractère de sagesse qui les distingue (1).

Le prince Louis eut deux garçons et une fille de la princesse de Gramont. L'aîné , Antoine , entré fort jeune au service de France , épousa, en présence de Sa Majesté et de toute la Cour, le 14 juin 1688, Marie de Lorraine, fille du comte d'Armagnac. Cette union ne fut pas heureuse. « La duchesse de Valentinois était charmante, galante à l'avenant, sans esprit ni conduite, avec une physionomie fort agréable. Son mari, avec beaucoup d'esprit , ne se sentait pas le plus fort ; sa taille et sa

(1) Ce Corps de lois porte le titre suivant : *Statuti del Principato di Monaco, distinti in quattro libri, coll' indice delle rubriche, del Serenissimo Principe Ludovico Io, per grazia di Dio Principe di Monaco, Duca del Valentinese, Pari di Francia, ecc..... Ordinati per comodo, beneficio e quieto vivere de' suoi sudditi.*

figure lui avaient acquis le nom de Goliath. Il souffrit longtemps les hauteurs et le mépris de sa femme et de sa famille » (1). Aussi le Duc fut-il forcé, pour se dérober à ses chagrins, de se lancer dans les expéditions militaires de cette époque. Il combattit vaillamment à Fleurus, et il se distingua aux sièges de Philisbourg, de Mons et de Namur. Ce ne fut que longtemps après, que la Princesse, séparée de son mari, mit fin à sa vie scandaleuse. Rentrée enfin à Monaco auprès du Duc, elle ne lui donna que des filles.

En 1698, l'ambassade de Rome fut offerte à Louis ; il accepta, vint à Paris prendre ses instructions, puis alla à son poste. Son entrée dans la ville des Pontifes fut le triomphe du luxe et de la prodigalité. Les chevaux de son carrosse étaient ferrés en argent, et les fers ne tenaient qu'à un seul clou, afin de pouvoir les perdre plus facilement (2). Ce luxe inouï, ce furent les communes de la Principauté qui le payèrent. *Le pouvoir absolu du Prince les força à lui abandonner la propriété et les droits sur les moulins à huile qui leur appartenaient. Cette cession, qui devait être toute temporaire, fut néanmoins, contre tout droit, maintenue jusqu'à la Révolution.* Un pareil acte ne porte qu'un nom par tous pays et dans toutes les langues.

(1) Mémoires de Saint-Simon, chap. 44.

(2) Saint-Simon, l'ironie personnifiée, plaisante fort le Prince Louis sur ses prétentions aristocratiques — Chap. 63 et 74.

Louis fut assez habile pour réussir auprès du Pape dans les importantes négociations dont la confiance de Louis XIV l'avait chargé. Le moment était grave pour un ambassadeur ; la succession de Charles II allait s'ouvrir, et elle était déjà vivement disputée. Rome pouvait être appelée à prononcer entre l'Autriche et la France : il s'agissait donc de se la rendre favorable. Le Prince contribua puissamment à gagner ce fameux procès qui avait mis aux prises les ambitions de deux puissances rivales. De si grands intérêts étaient en jeu (car le sort des peuples dépendait alors du caprice ou de la fortune des rois), les compétiteurs étaient si puissants, qu'on pouvait avancer hardiment que le résultat aurait pour les deux nations l'importance d'une bataille perdue ou d'une victoire.

N'en déplaise à Saint-Simon, ce résultat honore singulièrement le Prince de Monaco. C'est une tâche difficile et délicate que la mission d'un ambassadeur, véritable général pacifique chargé de battre en brèche des intérêts, des caprices et des passions. Le champ de la diplomatie est semé souvent de plus d'obstacles que le champ des combats, et si la victoire du diplomate a moins d'éclat, si elle fait moins de bruit et étonne moins, il faut le dire, elle exige dans celui qui la poursuit une habileté plus rare, et elle n'est pas moins féconde. C'est l'éternelle supériorité de la plume sur l'épée, de la pensée sur la force.

Peu de temps après, mourut Innocent XII. Vivement

contrarié pendant les élections nouvelles (1), Louis tomba malade et fut bientôt victime d'une imprudence : dans l'état grave où il se trouvait, il voulut aller remettre lui-même des lettres du Roi au nouveau Pape (2). La mort le saisit quelques jours après (1701).

Trois époques distinctes marquent le règne de ce prince : dans la première, il est brave jusqu'à la témérité, galant jusqu'au scandale. On le voit, pendant la guerre des Pays-Bas, signaler son brillant courage ; puis, laissant tout à coup les combats pour les gaies aventures, se déclarer l'amant de la Mancini, la suivre dans ses folles promenades, et rivaliser d'amour avec le roi Charles II. — Dans la seconde, il se montre esprit sérieux, réfléchi : il est législateur. — Enfin, dans la troisième, on plaint sa vanité, on flétrit son arbitraire, mais on loue son habileté politique.

Ce Prince laissa deux fils et une fille. L'aîné, duc de Valentinois, époux de mademoiselle d'Armagnac, succéda à son père dans l'administration de la Principauté.

1701. — ANTOINE I^{er}. — Pendant les premières années, l'attention de ce pays fut occupée par la question des limites et par la guerre de la succession d'Espagne. Cette éternelle question, restée indécise depuis la sen-

(1) Mémoires de Saint-Simon, chap. 84.

(2) *Annales Mundi, seu Chronicon universale* Ph. Brietii.

tence provisionnelle des Cardinaux, en 1670, reparut en 1703. — Le duc de Savoie voulait que Monaco n'eût jamais possédé de territoire ; ses prétentions étaient injustifiables. Le roi de France, choisi pour arbitre, prononça d'une manière définitive ; sa décision fut favorable au Prince. — Quant à la guerre dans laquelle l'Autriche parvint à entraîner la Savoie contre la France, elle ne tarda pas à éclater. En 1705, le maréchal de La Feuillade passa le Var à la tête de dix-huit mille hommes, bombarda Nice, s'empara de Villefranche, Mont-Alban, Saint-Hospice, et fit miner la tour d'Auguste. L'épée termina la querelle, et la Turbie fut réunie au Port-d'Hercule.

Cependant, la bataille de Turin ruina bientôt dans ces contrées les intérêts de l'Espagne et de la France. Les rôles changèrent. L'Italie fut évacuée et la Provence envahie. En cette grave circonstance, le Prince fit preuve envers la France d'une fidélité et d'un dévouement inébranlables. Soigneux de son honneur et de ses intérêts, il demanda au Gouvernement du Roi tous les secours en hommes et en argent dont il pouvait disposer pour la défense de Monaco. Sentinelle vigilante et généreuse, il observa intrépidement l'ennemi, prodigua les conseils, sacrifia ses revenus et jusqu'à ses meubles précieux pour la conservation de cette place de guerre, et prépara une sérieuse résistance. Mais l'orage passa par-dessus sa tête. Victor-Amédée se contenta de recouvrer le comté de Nice. La Turbie lui fut rendue par le traité d'Utrecht.

Ce même traité qui rendit la Turbie au duc de Savoie, soumit à l'arbitrage des Cours de France et d'Angleterre la question de suzeraineté de Monaco. Le 22 juin 1714, les délégués royaux rendirent une sentence par laquelle ils déclarèrent « le Prince de Monaco tenu de reconnaître « le domaine direct du duc de Savoie (alors roi de « Sicile), sur les onze parts de douze de Menton et sur « la totalité de Roquebrune ; d'en prendre de lui les « investitures ; de lui rendre foi et hommage en la forme « que ses prédécesseurs avaient fait en l'année 1448 , « et autres années, jusques et y compris 1506. » En exécution de cette sentence, le prince Antoine reçut de Victor-Amédée II l'investiture des fiefs dont il s'agit, le 12 août 1716 (1).

Une terrible et bien rare épreuve, qui fut un malheur public, vint, en 1709, s'appesantir sur la Principauté. L'hiver s'y montra d'une rigueur extrême. Dans la nuit du 13 au 14 février, les vignes, les citronniers et une partie des orangers et des oliviers périrent. Ce fut une désolation immense, et la tradition a conservé le souvenir du désespoir qui, à l'aspect de tant de ruines, saisit alors tout le pays.

Le Prince, qui n'avait que des filles et qui n'espérait plus avoir d'enfants, désirait ardemment s'assurer un

(1) Cette reconnaissance de vassalité, cet acte d'hommage furent solennellement renouvelés par les successeurs de ce Prince, en 1731, en 1733 et en 1775, jusqu'à la Révolution, et plus tard, en 1816, en 1822 et en 1841.

successeur dans son nom , dans sa dignité , dans sa souveraineté et dans sa fortune. Saint-Simon a écrit un chapitre curieux à ce sujet ; il prend soin , dans un style plus caustique encore qu'à l'ordinaire , d'en raconter tous les incidents , toutes les intrigues. Puérilités et sarcasmes dont nous n'amuserons pas nos lecteurs. Nous dirons seulement que la famille Goyon-Matignon fut préférée , et que la fille aînée du Prince, Louise-Hippolyte , épousa un gentilhomme de cette maison , lequel renonça à son nom et à ses armes pour prendre le nom et les armes des Grimaldi , avec les titres de Duc et Pair. Le Roi , qui aimait et voulait favoriser le Prince , fit taire toutes les jalousies et franchir tous les obstacles (1).

Antoine consacra exclusivement ses dernières années aux affaires de son petit État et au bonheur de ses administrés. Lorsqu'en 1718 , la guerre fut déclarée par la France à l'Espagne , il obtint des deux parties belligérantes une déclaration de neutralité. De là ce dicton populaire : *Quand l'Europe est en armes , Monaco seul est en paix.*

(1) Le brevet du Roi , où toutes ces faveurs sont énoncées , porte la date du 27 juillet 1713 ; — les lettres de nouvelle érection furent expédiées en décembre suivant. — « Ce mariage avec mademoiselle de Monaco , en vertu duquel le comte de Matignon renonçait à son nom et à ses armes pour prendre le nom et les armes Grimaldi , ainsi que ses descendants , fut trouvé mortifiant et cruellement dénaturé , par la noblesse de Bretagne ; car c'est un pays où ce vieux nom celtique de Goyon sonne comme une cloche. » — M^{mo} de Créquy ; *Souvenirs*.

En 1721, la jeune duchesse de Valentinois reçut la visite de la marquise de Créquy et de son mari, et elle n'épargna rien pour faire à sa cousine un brillant et cordial accueil. Treize coups de canon furent tirés en leur honneur, et quand le Marquis demanda pourquoi on les avait reçus avec une pareille solennité : « Laissez-moi donc tranquille, Louis *le débonnaire*, » répondit la Duchesse, « est-ce que la grand'mère de ma grand-mère n'était pas de votre maison ? Le plus beau de mon visage est fait de mon quartier de Créquy ! Si vous dites un mot de plus, je vous ferai tirer, à votre départ, vingt et un coups de canon comme pour mon voisin le roi de Jérusalem, de Chypre et d'Arménie. »

L'auteur des *Souvenirs* nous apprend encore que « le duc de Savoie s'était passionné pour l'aimable Duchesse, et qu'il arrivait souvent à Monaco sans tambours ni trompettes, à dessein de la surprendre agréablement. Mais madame de Valentinois, qui aimait beaucoup son jeune mari, et qui, de plus, n'aimait pas du tout son voisin de Jérusalem et d'Arménie, n'avait rien trouvé de mieux que de le faire guetter quand il arrivait à Nice, et de faire tirer toutes les batteries du fort de Monaco, aussitôt qu'il avait dépassé la frontière de la Principauté. »

Le prince Antoine mourut de la goutte, en 1731, laissant avec les meilleurs souvenirs des regrets unanimes. De tous les maîtres qui dominèrent ce pays, il fut le seul qui partagea, avec Honoré II, le rare pri-

vilége de léguer à la postérité un nom vraiment regretté et populaire.

1731. — LOUISE-HIPPOLYTE. — Appelé par son contrat de mariage à la succession de son beau-père, le comte de Matignon, nouveau duc de Valentinois, vint pour en prendre possession et exercer la souveraineté. Mais le peuple entier, se souvenant du testament de Jean I^{er}, refusa de l'accepter pour Chef, et conféra à la princesse Louise-Hippolyte les honneurs de la puissance. Le Duc céda devant cette manifestation de la volonté générale, et se retira à Paris.

Louise-Hippolyte occupa très peu de temps le pouvoir ; elle mourut après onze mois d'une administration toute maternelle. La perte de cette princesse, digne fille du prince Antoine, fut un malheur public, et plongea tous les habitants dans une profonde douleur. En elle s'éteignit l'antique maison des Grimaldi-Monaco. L'aîné de ses fils lui succéda sous le nom d'Honoré III.

CHAPITRE XI.

LES GOYON-MATIGNON DITS GRIMALDI. — HONORÉ III.

1732 — 1792.

Jusqu'à sa majorité, le jeune Honoré est placé sous la tutelle de son père, le duc de Valentinois, qui administre provisoirement la Principauté.

La guerre de la succession d'Autriche venait d'éclater. Quelques années après, le littoral fut envahi par le prince de Conti (1740), et un an plus tard, le maréchal de Maillebois parut dans le comté de Nice. Dans ces deux circonstances, la Principauté fut traitée en pays allié et ami de la France.

Le courage, ce courage bouillant, impétueux, qui défie mille morts et fait violence à la victoire, ne manqua jamais aux seigneurs de Monaco ; là ne fut pas le défaut de leur cuirasse. L'héritier des Grimaldi et des Goyon ne pouvait dégénérer. Aussi, à l'immortelle journée de Fontenoy, Honoré III, commandant le régiment de Monaco, se fit-il remarquer parmi les plus braves. Son jeune frère, Maurice, y eut la jambe percée d'une balle. Louis XV, auquel le maréchal de Saxe avait fait grand

récit de sa conduite, le nomma immédiatement brigadier des armées du Roi.

En 1746 , à la suite des revers éprouvés par les armes françaises en Italie , Menton , menacée d'un bombardement , doit son salut à l'intervention de son digne Gouverneur, Adhémar de Lantagnac. En même temps , Maillebois , chassé de Vintimille , s'empare des hauteurs de Gorbio ; mais Charles -Emmanuel le fait poursuivre par le général autrichien Govani , dont les forces supérieures , après trois attaques successives , chassent les Français de cette position : ce général y perd la vie. Les Français regagnent la Provence. Charles -Emmanuel veut attaquer Monaco ; mais cette idée est rejetée par l'armée impériale.

Les succès que la France remportait en Flandre , compensaient les revers que ses armes éprouvaient en Italie. Raucoux , où Honoré , à la tête de son régiment , fut grièvement blessé , Lawfeld et Maëstricht , furent témoins du sang-froid et de l'intrépidité de ce prince (1746-1748).

Une nouvelle invasion du comté de Nice ayant été décidée par les forces franco-espagnoles , le duc de Belle-Isle et le marquis de Las Minas occupèrent la capitale de ce Comté , pendant que l'Infant dom Philippe et le duc de Modène débarquaient à Menton pour venir les rejoindre. Las Minas établit dans cette dernière ville son quartier général. Repoussé au combat de l'Assiette , il revint bientôt , emporta le Castellar , et s'empara de Vintimille. La France put alors apprécier l'importance

de la place de Monaco , et elle songeait même , d'accord avec l'Espagne , à s'établir fortement à la Turbie , lorsque le traité d'Aix-la-Chapelle vint renverser ses projets.

L'histoire du mariage d'Honoré III (1757) est fort amusante et donne une idée des scrupules et susceptibilités aristocratiques d'alors. — Devenu éperdument amoureux de la belle Catherine Brignole-Sale, nièce de l'ancien Doge de Gênes , le Prince demanda sa main à son père. La demande fut accueillie, et H. de Monléon ayant reçu mission d'aller prendre la future à Gênes , la conduisit ensuite au Port-d'Hercule. Une question d'étiquette faillit tout rompre. Il s'agissait de savoir , question grave !... si l'épousée viendrait au-devant du Prince, ou le Prince au-devant de l'épousée. Personne ne voulait céder. Madame Brignole , la mère , menaçait de partir, au grand regret de sa fille. Enfin, après maints pourparlers , on transigea : un pont-volant fut improvisé entre la galère et le môle ; le Prince et sa fiancée firent chacun la moitié du chemin , et l'étiquette , cette loi inflexible de la vanité , fut sauvée. — Cinq ans plus tard , cette union devait être scandaleusement brisée !....

Ce fut en 1760 que l'interminable question des limites , qui avait fait naître tant de querelles entre la Turbie et Monaco , fut définitivement tranchée par une convention que signèrent le Prince et le roi de Sardaigne. — Elle s'agissait depuis trois siècles !

Par suite d'une convention passée à Compiègne , en

1779, entre le roi de France et Honoré III, le droit d'aubaine (1), droit qu'on s'étonne de retrouver encore debout au dix-huitième siècle, fut réciproquement aboli au profit des sujets des deux États. Au Prince reviennent l'initiative et l'honneur de la proposition.

Nous voici arrivé, sans rencontrer aucun événement digne de fixer l'attention, à cette époque mémorable qui se résume en une seule date : 1789 ! . . — La Révolution, qui commençait en France, devait bientôt faire le tour du monde : grands et petits États allaient être ébranlés sur leurs bases ou disparaître dans la tourmente. Dans les premiers mois de 1790, des députations furent envoyées à Honoré III, avec mission d'obtenir la formation, dans chaque commune, d'un Conseil composé de membres élus par le Peuple, etc..... Le Prince, qui était à Paris, revint dans son État avec l'intention d'étouffer les idées nouvelles et de rejeter les réclamations les plus légitimes. Mais le peuple entier fut si menaçant, il demanda si hautement des réformes, que le Prince, effrayé, accorda tout, et s'empressa de regagner la France.

A la fin de 1794, Honoré III, s'imaginant sans doute que la Révolution rebroussait chemin, revint, imprudence trop commune chez les princes ! sur les concessions qu'il avait faites, et se remit à faire de l'absolutisme.

(1) Le droit d'aubaine consistait à attribuer exclusivement au Souverain la succession de tout étranger qui décédait dans ses États sans s'être fait naturaliser.

L'essai ne fut pas long ; car, quelques mois plus tard , l'armée française ayant passé le Var et occupé le Comté de Nice, l'arbre de la Liberté fut planté dans les trois communes , et Honoré et ses successeurs furent déclarés déchus à jamais de leur souveraineté féodale.

Ce prince avait eu de son mariage avec Marie-Catherine de Brignole deux enfants. L'aîné, qui fut plus tard Honoré IV, épousa, en 1777, Louise d'Aumont, duchesse de Mazarin ; l'autre, connu depuis sous le nom de Prince Joseph , s'unit à la fille du maréchal de Choiseul-Stainville. Le premier rencontra dans sa femme un démon de licence et de débauche ; le second, un ange et une martyre. Si la plume se refuse à enregistrer les scandales de la première, elle s'honore à peindre le caractère et à raconter la mort de la seconde. « Quoique celle-ci eût naturellement de sages pensées, des idées religieuses et des dispositions charitables, elle avait l'esprit très malin. Avec l'imagination gaie, elle avait le cœur triste : ce sont-là les personnes les plus aimables. Bien qu'elle eût acquis assez de connaissance du monde et du cœur humain, elle n'avait aucune expérience de certains détails de la vie ordinaire. Si elle avait connu les choses de la terre aussi bien qu'elle sentait avec le cœur, on n'aurait jamais vu de plus habile femme. Elle a toujours montré beaucoup de charité et de bienveillance » (1). Cette princesse devait

(1) M^{me} de Créquy ; *Souvenirs*, vol. VIII, ch. 3.

couronner une noble vie par une mort plus noble encore. Suspecte, comme tant d'autres, à une époque où la noblesse et la vertu étaient proscrites, jetée en prison, elle avait réussi à s'en évader; mais elle fut bientôt reprise et condamnée. En entendant l'arrêt fatal, elle ne parut point émue : à voir sa douce figure qui révélait la sérénité de son âme, on eût dit que la pensée du ciel lui faisait oublier ses bourreaux. Si elle eût consenti à se déclarer enceinte, elle se sauvait; et un instant elle se prêta à cette ruse qui la conservait à ses enfants; mais sa conscience repoussa promptement cette voie de salut, ne voulant pas devoir la vie à un mensonge (1). Elle prit la plume, écrivit de nouveau à Fouquet-Tinville, et précipita ainsi son exécution. Avant d'aller à l'échafaud, on la vit briser un carreau de vitre, hacher ses beaux cheveux blonds et adresser à ses filles ce dernier et précieux souvenir; puis, marcher à la mort avec une résignation et une dignité admirables. Et cependant, trente heures plus tard, une révolution nouvelle rendait à la vie et à leurs familles une foule de condamnés qui attendaient leur tour, et au nombre desquels cette digne princesse eût été; mais, femme antique, ou plutôt, femme chrétienne, elle avait préféré mourir martyre de la vérité et de la pudeur! (2).

(1) La Princesse, qui avait d'abord consenti à cette feinte, en songeant à l'éloignement du prince Joseph, repoussa comme indigne d'elle et de son honneur ce moyen de salut.

(2) Quatre jours après, Robespierre montait sur l'échafaud. C'était le 9 thermidor!

Après une détention de quelques mois , le prince de Monaco fut rendu miraculeusement à la liberté par le 9 thermidor. Il ne survécut pas longtemps aux secousses violentes qu'il avait éprouvées , et mourut le 12 mars 1795. Gentilhomme plein d'esprit et de distinction , mais de mœurs dissolues ; prince vanté pour son luxe et sa magnificence , mais détesté pour son arbitraire , tel fut Honoré III.

CHAPITRE XII.

1792 — 1814.

A la Principauté de Monaco succéda une République provisoire. Les trois communes nommèrent des représentants, qui se réunirent, pour la première fois, au Port-d'Hercule, le 19 janvier 1793, et se déclarèrent solennellement : *Convention nationale*. Parodie ridicule... mais la fureur de l'imitation n'alla pas plus loin. Force ou raison, la nouvelle république ne tarda pas à renoncer à elle-même. Peu de jours après, une demande de réunion à la France, rédigée par le représentant Fornari, fut adressée à la Convention. En attendant sa décision, l'Assemblée de Monaco, qui se réunissait souvent deux fois par jour, s'occupa activement d'une législation provisoire, de l'organisation des municipalités et du pouvoir judiciaire. Sa dernière séance eut lieu le 4 mars, jour où elle apprit de la bouche des deux Commissaires, François Grégoire et Jagot, que la Convention avait agréé les vœux des trois communes. « La ci-devant Principauté, était-il dit dans le décret du 13 février, est réunie au territoire de la Répu-

blique , et fait partie du département des Alpes-Maritimes. » Le décret fut lu par le Commissaire Jagot , puis l'Assemblée fut dissoute , après que ses membres , au nom des trois communes , eurent prêté serment à la France.

L'ex-Principauté suivit la révolution dans toutes ses phases ; tous les excès y furent commis , moins les excès de sang. Et c'est-là presque un éloge des mœurs de ce pays , quand on songe aux exemples qui l'entouraient et aux terribles influences du temps. A Monaco , le peuple s'emporta jusqu'à brûler en effigie le pape Pie VI ; mais , quelques mois après , le navire qui portait les dépouilles du saint Pontife , mort à Valence , ayant été forcé par la tempête de relâcher au Port-d'Hercule , toute la ville accourut comme un seul homme pour réparer d'une manière éclatante son ancien outrage ; on environna le précieux dépôt des témoignages de la plus pieuse vénération ; le cercueil fut déposé dans l'église paroissiale , et le clergé lui rendit les honneurs funèbres (1801).

Si l'Empire a fatigué ce pays par le passage continuel des troupes ; s'il l'a épuisé par ses incessantes conscriptions , il lui a aussi donné de la gloire : il aurait fait plus , s'il eût vécu. Les monuments si utiles que Napoléon I^{er} a laissés dans cette contrée portent l'empreinte de son génie : ce sont-là d'impérissables souvenirs.

Lorsque l'Empereur eut enfin permis à Pie VII de revoir la Ville éternelle , l'illustre exilé prit la route de

Nice, et arriva à Menton le 13 février 1814. Jamais souverain rentrant dans ses États ne reçut un accueil plus enthousiaste; jamais père revoyant ses enfants après une longue séparation, ne fut accablé de plus de respect et de plus d'amour. Il n'y avait plus qu'un cœur et une famille, qu'un troupeau et un pasteur. Et ce fut ainsi jusqu'à Rome. En même temps, l'Empire tombait.

Voyons quelles furent les destinées qui attendaient ce pays.

CHAPITRE XIII.

1814 — 1815 — 1817.

Pendant que les Puissances réunies à Paris se partageaient l'Empire que la victoire avait donné à Napoléon, était-il question, dans ce grand partage, de la Principauté de Monaco ?.. Il faut le dire, dût-il en coûter à notre amour-propre de narrateur, cet État paraissait complètement oublié. Selon toutes les apparences, il était appelé à faire partie du Comté de Nice, rendu alors à la Maison de Savoie, sans l'intervention du célèbre diplomate Talleyrand. Ce trop fameux politique, qui pesait d'un poids égal sur les Conseils des Bourbons et sur ceux des Alliés, secrètement intéressé, traça alors au bas d'une des pages du traité de Paris ces simples mots : *Et le Prince de Monaco rentrera dans ses États...* C'est ainsi que les Matignon-Grimaldi recouvrèrent une souveraineté qu'ils avaient perdue depuis vingt-deux ans. — L'article du traité de Péronne qui stipulait pour ce pays la protection française, fut maintenu par les Puissances.

Le fils aîné d'Honoré III prit le nom d'Honoré IV. Malade et incapable de gouverner (1), il nomma son frère Joseph administrateur. Cette nomination fut accueillie avec plaisir par les habitants. Malheureusement, l'administration du prince Joseph dura peu, le fils aîné d'Honoré IV ayant voulu remplacer son père pendant sa maladie et régir lui-même la Principauté.

Il se rendit donc à Monaco pour procéder à l'organisation nouvelle. Parti de Paris vers la fin de février 1815, il était arrivé à Cannes le 4^{er} mars, quand sa voiture fut arrêtée par des soldats. C'étaient les sentinelles que Napoléon, qui venait de l'île d'Elbe, avait fait poster sur la route. Conduit vers l'Empereur, le Prince, dont l'émotion égalait la surprise, reçut de son ancien maître l'invitation de l'accompagner à Paris : il refusa, promettant néanmoins d'attendre dans son État les ordres de Sa Majesté Impériale, et il continua sa route. — Dès qu'il fut arrivé à Nice, il se hâta d'informer le Gouvernement sarde de ce qui se passait en Provence. Le Gouvernement pourvut immédiatement à la sûreté de la frontière, et fit embarquer les troupes anglaises qui se trouvaient à Nice, pour le Port-d'Hercule. Elles furent relevées, au mois de juin, par deux compagnies d'un régiment anglo-italien à la solde de l'Angleterre, lesquelles occupèrent cette place jusqu'à l'époque du second traité de Paris.

(1) Ce Prince, épileptique, se noya, à Paris, en 1819.

Ce nouveau traité enleva à la Principauté la protection de la France , protection qui avait duré cent soixante-treize ans.

En 1817 , deux conventions furent passées entre le cabinet de Turin et la Principauté. La première, dite de *Stupiniggi* (1), qui n'est presque que la copie du traité de Péronne, stipule : 1° l'occupation de la place de Monaco par une garnison piémontaise aux frais de la Sardaigne ; 2° la non-intervention de cette Puissance dans les affaires intérieures de la Principauté (ses droits de protection et de suzeraineté étant toujours réservés) ; 3° l'obligation pour le Roi de laisser le Prince dans sa liberté et sa souveraineté de Monaco , Menton et Roquebrune (sauf, en ce qui concerne ces deux derniers lieux, les dispositions de l'investiture du 30 novembre 1816), sans que la garnison ni aucuns autres puissent l'inquiéter jamais ni s'ingérer en tout ce qui touche à ladite souveraineté de terre et de mer, et encore moins dans le gouvernement ou la justice de son peuple ; 4° l'obligation pour l'État protégé de respecter dans sa législation les droits de l'État protecteur, et de ne donner asile à aucun déserteur ou réfugié piémontais. — Telles sont les principales clauses de la première convention. Quant à la seconde, elle comprend : la renonciation du Prince, moyennant indemnité annuelle, au droit de posséder une Manufacture de tabacs, ainsi qu'à celui d'acheter

(1) Voir aux *Pièces justificatives*, n° 5.

du sel à l'étranger ; l'extradition des criminels, obligatoire pour les deux États ; l'organisation des postes , etc.

Avant de montrer comment et par quels moyens , après la rude expérience des révolutions , les Princes de Monaco administrèrent , jusqu'au jour où ils perdirent le plus beau fleuron de leur couronne ; avant de raconter la lutte qu'ils soutinrent contre les droits vitaux et sacrés de leurs sujets ; avant d'arriver enfin aux chapitres brûlants de cette histoire , et de renverser l'échafaudage de calomnies perfidement et solennellement élevé (1) contre la plus juste et la plus désirée des séparations , nous dirons rapidement ce qu'était le gouvernement de cet État avant 89.

(1) *Monaco et ses Princes* , par H. Métivier ; 2 forts vol. — La Flèche , 1862.

CHAPITRE XIV.

ADMINISTRATION ET GOUVERNEMENT AVANT 89.

Avant la Révolution française, le pays qui nous occupe vivait sous le régime absolu, comme presque tous les grands et les petits États de la vieille Europe, et ce régime était dur ou paternel, suivant le caractère et les dispositions de ses maîtres, princes ou seigneurs (1). Il y avait des ordonnances et des statuts qui donnaient satisfaction aux besoins de la société pour laquelle ils étaient faits ; mais ils se ressentaient de leur origine, et le législateur, juge et partie tout à la fois, n'avait pu pénétrer son œuvre de ces principes de douceur et de tolérance qui n'étaient pas de son temps. Le Code pénal était d'une rigueur toute draconienne. Et cependant, cette administration des Princes, toute mauvaise qu'elle était, réunissait encore assez d'éléments de prospérité et de succès pour que la Principauté eût peu de chose à envier à ses voisins.

Quatre causes principales concouraient à la rendre

(1) *Quoniam Princeps vult.* — Justinien. *Institutes.*

heureuse , à une époque où la liberté n'était pas encore le premier besoin d'un peuple : 1° la modération de l'impôt ; 2° la franchise du commerce avec la France ; 3° la fortune personnelle des Princes , leur séjour habituel dans le pays , leurs dépenses honorables et parfois généreuses ; 4° enfin , le protectorat de la France.

Le gouvernement de la Principauté était constitué autrefois ainsi qu'il suit :

Le Prince ;

Le Gouverneur général, lieutenant du Prince à Monaco. Avant 1660 , il portait le titre de Capitan ;

Le Sous - Gouverneur , à Menton ; le Castellan ou Bailli , à Roquebrune ;

L'Auditeur général ou Juge supérieur , à Monaco. Ce magistrat suprême jugeait dans les causes criminelles et *condamnait à mort*. Ces redoutables fonctions ne pouvaient être confiées qu'à un étranger ;

Deux Podestats, dont l'un à Menton , l'autre à Monaco ; ce dernier avait Roquebrune dans sa juridiction. Le podestat jugeait les causes civiles , et pour les causes criminelles , il instruisait seulement le procès. On pouvait cependant appeler de ses sentences auprès de l'Auditeur général. Cette charge était indifféremment occupée par un étranger ou un sujet du Prince , pourvu qu'il fût jurisconsulte.

Il y avait des Magistrats ou Consuls , chargés spécialement de la police du pays et de la basse judicature. Les parties avaient le droit d'appeler de leurs décisions auprès du Podestat.

Chacun des deux ports avait :

Son Receveur de douanes et son Capitaine de marine :

Un Intendant général des finances.

L'impôt, qui était prélevé à l'aide de droits frappés sur les olives (certains quartiers payaient le neuvain, certains autres, le treizain), sur la fabrication du pain, sur les caisses de fruits, procurait au Chef de l'État un revenu d'environ 43,000 livres (1).

Cette somme était absorbée par les frais d'administration, les émoluments des fonctionnaires, les pensions des serviteurs ou protégés du Prince.

Dans chaque commune, un grand Conseil composé des notables, au nombre de vingt-un, pris dans toutes les classes de citoyens, s'assemblait à termes périodiques et assez rapprochés, pour délibérer sur les besoins du pays. Le résultat de ces délibérations était soumis au Prince.

La place de Monaco était occupée par une garnison forte de cinq cents hommes : espagnole d'abord ; plus tard, française.

Tel était le mécanisme gouvernemental. Il renfermait en lui, même dans ces conditions d'absolutisme, des éléments de gouvernement ; seulement, la question pour le pays était de posséder un Prince qui fût disposé à faire, avant tout, le bonheur du peuple. Or, malheureusement, cette pierre fondamentale de l'édifice fit trop souvent défaut !

(1) Le chiffre de la population d'alors était plus élevé que celui de 1840.

CHAPITRE XV.

1814 — 1841.

La Révolution vint, et avec elle un changement radical dans les institutions. Déclarée française, la Principauté fut comprise dans le département des Alpes-Maritimes. Tout vestige de féodalité disparut. Ce petit État, qui avait été préparé à cette transformation par le mouvement de 89, fut adopté par la France. Par son incorporation à ce grand pays, il participa au bénéfice de ses institutions : même législation, même système municipal, même pouvoir judiciaire. Entre le chiffre nouveau des impositions et l'ancien (45,000 livres), il y eut peu de différence. Cette contrée avait-elle gagné au change, quant à la prospérité matérielle ? Immédiatement, non ; plus tard, oui. A mesure que la sécurité se rétablit et que la guerre cessa de désoler le territoire, la propriété foncière acquit plus de valeur, le commerce compta des époques heureuses, et, ce qu'il ne faut pas oublier, l'ancienne Principauté fut alors dotée de monuments et de gloire !

Mil huit cent quatorze fut une date importante pour

ce pays, car il retourna alors à ses anciens maîtres, sous la protection de la France. Nous avons raconté comment ce fait s'accomplit : voici quelles en furent les conséquences. En cessant d'appartenir à la France, cette contrée vit s'évanouir au même instant, avec un gouvernement sérieux et régulier, tous les projets utiles que Napoléon avait médités pour elle, et qui étaient sur le point de recevoir leur exécution. Et cependant, le besoin du repos et de la paix dominait tellement les esprits, qu'ils acceptèrent presque volontiers cet arrêt de la fortune.

La Révolution avait enlevé aux Princes de Monaco les biens féodaux qu'ils possédaient : ce fut à grand' peine qu'ils sauvèrent quelques débris du naufrage où ils faillirent laisser et leur vie et leur nom. Le pays ne pouvait leur rendre leur ancienne opulence, mais il était décidé à s'imposer des sacrifices pour les aider à faire honneur à leur dignité et à leur rang. Telles étaient ses dispositions, dispositions sincères, quand le fils d'Honoré IV vint prendre possession du pays. Malheureusement, les intentions de ce prince n'étaient pas aussi généreuses ; il fut salué par les habitants comme un père ; mais il ne les adopta pas pour ses enfants.

Cinq mois furent consacrés par le Prince-Administrateur à la réorganisation générale. En même temps, le second traité de Paris détruisait les rapports politiques de ce pays avec la France, et substituait au protectorat de cette puissance celui de la Sardaigne. Cet arrêt sur-

prit et affligea : mil huit cent quinze fut un coup de foudre. La Principauté était froissée dans ses sympathies et ses intérêts : d'une part, la chaîne dorée qui, depuis deux siècles, l'unissait à la France était rompue ; de l'autre, une barrière presque infranchissable allait s'élever entre elles. Ce pays donna à son ancienne protectrice de légitimes regrets, et il ne pouvait les refuser sans ingratitude. La Sardaigne le comprit : aussi s'efforçait-elle, maintes fois, de témoigner à ses nouveaux protégés une bienveillance particulière. Néanmoins, le changement était grand : la Principauté allait étouffer entre les lignes de douanes et sous la pression des droits protecteurs.

Nous allons exposer les misères sans nombre que le nouveau et impitoyable régime apporta, pendant trente-trois ans, à ce pays. Mais, avant d'aller plus loin, nous devons dire hautement que de tous les faits accusateurs que nous enregistrerons, de toutes les mesures coupables que nous signalerons, pas un seul fait, pas une seule mesure ne manque de ce cachet d'authenticité et de vérité qu'a le droit d'exiger de l'écrivain ce juge souverain, la conscience publique. Nous savons qu'en accusant, nous comparaissons devant elle, et, sans les redouter, nous nous inclinons avec respect devant les arrêts de ce suprême tribunal. Ce n'est pas assurément une affaire de mince importance que de porter devant le présent et devant l'avenir les plus graves accusations. Celui qui se donne une pareille tâche doit avoir les

maines pleines de preuves accablantes, et à l'appui de ses affirmations, des milliers de témoignages. S'il n'a pas cette certitude absolue qui seule fait sa force, qu'il refoule au loin sa pensée, et qu'il brise sa plume plutôt que de les faire servir à la calomnie et au mensonge; autrement, il n'est plus qu'un pamphlétaire, en dépit de ses grands airs et de ses pompeuses périodes. Car, il doit être bien sûr de lui-même et des preuves qu'il invoque, *il doit avoir sondé ses reins*, l'écrivain qui entreprend de juger un homme public, prince ou citoyen, de prononcer sur ses actes, de le flétrir peut-être, et de le livrer, pieds et poings liés, à la postérité. Difficile et délicate est la mission de l'écrivain, qu'on a élevée, non sans raison, au rang de sacerdoce. Tantôt sévère et même inflexible, tantôt admirateur et même enthousiaste, distribuant l'éloge ou le blâme, imprimant l'honneur ou la flétrissure, suivant les époques, les caractères et les circonstances, il ne doit pas cesser un instant d'être vrai et impartial : à ce prix seulement, sa parole est sacrée et ses jugements sont des oracles.

Étranger à ce pays, dont nous avons entendu vanter la splendeur du ciel et la douce température, nous ne songions guère, quand nous y sommes arrivé, en 1845, qu'un jour, l'insigne honneur de raconter ses souffrances, silencieusement supportées depuis trente ans, nous serait réservé. Alors, nous ne pensions qu'à escalader la montagne, respirer la brise, rêver, bénir, admirer; nous étions tout à nous-même et aux merveilles

qui éblouissaient nos yeux. Mais, après les premiers jours donnés à une curiosité ardente, nous nous sommes enquis et des hommes et des choses ; nous avons voulu savoir sous quel régime nous vivions , et si le pays dont nous recevions un cordial accueil , était heureux ; s'il avait à se louer de ses Maîtres ? Le silence triste des uns, les hésitations des autres , les francs aveux de plusieurs, nous fixèrent promptement : le malheur qui accablait ce pays était grand et paraissait sans remède. Peu à peu, nous nous sommes rencontré avec toutes les classes de la société, première condition pour découvrir la vérité ; nous avons connu à fond et de source certaine, par les fonctionnaires du Prince ainsi que par les administrés, le régime du passé et celui du présent, qui n'en différait guère. Nous avons pris bonne note alors de tout ce que nous entendions , de tout ce que nous observions , et nous avons pu réunir en un faisceau la plupart des faits accusateurs ; ces faits, nous les avons, le premier, révélés ; ils justifient pleinement la séparation des deux villes, et ils resteront, n'en déplaise à certains apologistes, l'éternelle honte de leurs auteurs.

Ces explications, nous les devons à nos lecteurs, qui auront à prononcer entre le pays et le Prince, et qui, pièces en main, jugeront le procès.

Que fut donc l'administration d'Honoré V ? — On ne le saura jamais assez : — L'absolutisme le plus étrange pour loi, le monopole pour moyen : ces seuls mots la résument. — Cet homme, parfait modèle de certains

seigneurs d'autrefois, voulut faire revivre à son profit tous les abus, toutes les oppressions du pouvoir féodal. Il considéra la Principauté comme sa chose; ses habitants comme des serfs; sa souveraineté, non comme une dignité, mais comme un moyen de fortune : jamais plus d'arbitraire ne fut mis au service de plus d'égoïsme; jamais vainqueur ne traita plus durement un pays conquis; « biens et gens, tout lui appartenait dans cette terre où avaient régné ses ancêtres » (1). Lui, prince, il agit envers ses malheureux gouvernés, non en bon père de famille, mais comme le lord d'Angleterre envers ses tenanciers d'Irlande. Entre eux et lui, son orgueil et son avarice creusèrent un abîme. Sa volonté était impérieuse comme celle d'un pacha; ses ordres voulaient être exécutés sur l'heure; ses discours ne souffraient pas de réplique. Il organisa la ruine; il ne permit que le silence... Et cependant, dans la noblesse de ses manières, dans la délicatesse spirituelle et fière de son langage, dans ses plaidoyers et ses expériences en faveur du paupérisme, on eût reconnu volontiers le gentilhomme de haute lignée, le diplomate et le philanthrope; on n'eût jamais soupçonné l'intraitable despote. La parole et le visage ne révèlent pas toujours les iniquités du cœur.

Voilà l'homme qui pendant vingt-cinq ans administra ce pays. — Examinons son œuvre.

(1) *De l'Annexion de l'ex-Principauté à la Sardaigne*, par Norbert Duclos, pag. 24. — Paris, 1854.

Et d'abord, toute trace de l'administration impériale fut effacée (1) : les biens des communes, des hospices, des confréries et des églises, le produit des octrois, jusqu'à la ferme du balayage des rues, furent réunis au Domaine, *sous la promesse de pourvoir à tous les besoins* ; tous les revenus publics, jusqu'au produit des bancs et des quêtes dans les églises, jusqu'aux aumônes de la charité, devinrent la proie du Prince (2) : il se substitua à tout et décréta le monopole. A l'organisation ancienne il emprunta presque tous ses rouages, avec mille pompeuses dénominations en plus, et bien des avantages en moins. Titres et fonctions inondèrent le pays comme un déluge ; en revanche, les traitements furent modestes et rares. Le maître déclara que la Principauté serait régie par la loi française, et qu'il manifesterait sa volonté par des ordonnances : seulement, ces ordonnances, datées de près ou de loin, et jusqu'à de simples lettres, eurent force de loi et purent même, au besoin, modifier ou détruire la loi (3).

Plus que tout le reste, la question de l'impôt l'occupa. Que lui rapporterait l'impôt foncier ? Peu de chose, et assurément pas assez pour satisfaire à ses exigences. L'impôt indirect lui parut devoir être plus productif :

(1) Sauf les contributions de toute espèce, qui furent maintenues et étendues.

(2) Ordonnances des 16 mars et 15 avril 1815.

(3) Ses ordonnances violèrent presque constamment la loi française.

il l'adopta. La Principauté, pensa-t-il, produit des fruits et ne les consomme pas : il faut à tout prix qu'ils s'écoulent. Imposons-les fortement : le propriétaire gagnera peu, mais le Prince augmentera ses revenus. Ce qui fut pensé fut fait. Les fruits, c'est-à-dire, les oranges, citrons, raisins, figues, essences, olives, huiles, furent grevés de droits de sortie si lourds, que la propriété en fut bientôt affectée et comme écrasée.

Les citrons et oranges en caisse et en garenne (1) payèrent indistinctement trois francs par mille (2); les huiles, cinquante centimes par rup, c'est-à-dire par vingt-cinq petites livres de douze onces chacune. — D'un côté, la France, qui admettait auparavant en toute franchise les fruits de la Principauté, ne tarda pas à les imposer, à leur entrée, de dix francs par quintal métrique, tandis que de l'autre, la Sardaigne les repoussait en les soumettant à un droit de six francs par mille. L'élévation des droits d'entrée dont ces deux puissances frappèrent les huiles, équivalut presque à une prohibition. Ainsi, lorsque ce malheureux pays, victime innocente des révolutions qui s'étaient succédé autour de lui,

(1) Les fruits *en caisse* sont des fruits de choix et de meilleure vente. On entend par fruits *en garenne* ceux qui sont entassés pêle-mêle sur des barques et livrés à plus bas prix. — Avant 1792, ces droits étaient de trois sols par mille, et de un sol et six deniers par caisse.

(2) Ils étaient déjà soumis à un impôt de douze et demi pour cent, indépendamment d'un franc pour cent accordé au Receveur. (Ordonn. du 26 décembre 1817; des 10 et 20 janvier 1818).

voyait les produits de son sol perdre toute leur valeur, le Prince les grevait d'un droit énorme, au risque d'en avilir la vente et de favoriser la concurrence.

La commune de Monaco possédait quatre moulins à huile, respectés par les Administrations antérieures : une ordonnance les réunit au Domaine ; puis, les propriétaires de moulins, obligés de les fermer sans avoir reçu d'indemnité, furent tenus, comme les autres habitants, d'aller triturer leurs olives dans ceux du Maître, à leur grand préjudice et sous les peines les plus sévères (1).

Le timbre, l'enregistrement, les droits de chancellerie, les hypothèques, les droits de succession en ligne collatérale et même en ligne directe, perçus sous le Gouvernement français, furent rétablis, s'étendant de plus aux propriétés situées dans les autres États, lorsque les habitants du pays durent en faire mention dans leurs actes (2).

Les taxes succédèrent aux taxes. Ainsi :

1° Un droit de deux pour cent sur toutes les marchandises introduites dans la principauté ; (3)

2° de sept sols par pinte, sur toute espèce de liqueurs ;

3° de dix sols sur tout rup de vin, et de tout autant sur l'huile du pays ; de trente sols pour chaque millier

(1) Ordonnances des 16 mars et 7 août 1815.

(2) Id. du 8 avril 1815.

(3) Id. du 6 juin 1816.

d'oranges ou de citrons , et enfin , de trente sols sur toute charge de grains (1).

Les raisins indigènes , qui payaient , sous le Gouvernement français , à leur entrée dans la ville , onze sols par charge , furent taxés à quarante , et soumis , avant la récolte , à une évaluation qui , faite d'après un expert nommé par la Douane , laissait le propriétaire responsable de la quantité évaluée , sous les peines les plus arbitraires (2).

Les vermicelles , principal aliment de la classe ouvrière , furent donnés en monopole à un spéculateur étranger (3).

Les poudres et munitions de chasse , les pipes , les cartes , les chapeaux de paille , furent encore livrés au monopole (4).

Vinrent ensuite les droits provenant de l'abattage , de l'arrosage et du pacage , qui tous aidèrent à emplir la caisse du seigneur.

Une fabrique de toute espèce de toiles fut établie à Monaco , au seul avantage du Prince. Ces toiles étaient plus chères que partout ailleurs : eh bien , les marins furent obligés de se pourvoir de voiles et d'agrès pour leurs bâtimens , dans les magasins du Prince. Même

(1) Ordonnance du 6 juin 1816.

(2) Ordonnances du 16 août 1816 et du 16 janvier 1818.

(3) Ordonn. du 20 janvier 1817.

(4) Id. du 2 janvier 1817.

obligation fut imposée à tous les propriétaires, pour leurs besoins (1).

Le seigneur et maître s'empara ensuite des boucheries, dont il s'attribua la propriété exclusive, et dont il concéda le monopole (2).

Arrivons à cette iniquité fameuse qu'on nomme *l'exclusive des céréales*.

Le Prince, sous le masque d'un étranger (3), se fit à la fois le fermier, le meunier et le boulanger de son pays. Il décida que cet étranger fournirait seul la contrée de céréales, et que seul il ferait moudre; qu'en conséquence, aucun blé autre que celui de ses greniers ne serait employé à la fabrication du pain (4). Mais, un moulin manquait. Que fit le Prince? Une chose qui lui parut fort simple, et qui à elle seule est tout une histoire. Se saisir d'abord, pour cause d'utilité publique,

(1) Ordonnances des 19 mai et 22 juin 1813, et 1^{er} juillet 1816.

(2) Id. du 8 janvier 1817.

(3) Cet étranger, nous avons honte de le dire, était un Français, un certain Chappon, ancien fournisseur d'armée, qui, dans les premiers temps de l'exploitation d'Honoré V, arriva sans fortune à Menton, et s'en alla plus tard riche des deniers et des malédictions de tous. Quand il eut fait son affaire, il eut soin de céder la place à ses frères, qui firent merveille, à leur tour, jusqu'au jour où l'abolition de l'exécrable monopole ayant été proclamée, ils se retirèrent à la hâte, poursuivis par les huées et les mépris de la population entière.

Quelle criminelle complicité! quelle spéculation!

(4) Ordonn. du 3 mai et du 14 juillet 1817.

de divers moulins à huile, les convertir en moulins à farine, offrir ensuite une indemnité dérisoire, refuser d'admettre les réclamations des plaignants, et passer outre, tout cela pour le Prince ne fut qu'un jeu.

Pour arriver à ces moulins, il n'y avait d'autre route qu'un petit sentier ou le lit du torrent : Honoré V fit construire une digue et força les riverains, que cette digue, il faut le dire, empêchait d'être envahis, à fournir une contribution proportionnelle bien capable de couvrir les frais de ce chemin fatal. On pouvait penser que cette somme une fois donnée, tout serait dit, et que l'entretien de cette voie serait à la charge du Maître auquel surtout elle profitait... Erreur ! les riverains durent payer du capital qu'ils avaient livré, quinze pour cent par an, impôt révoltant qui fut une véritable spoliation ; car l'intérêt de la somme exigée aurait pu largement suffire à solder quelques corvées d'enfants nécessaires aux réparations annuelles. Ce ne fut pas tout : il y eut solidarité entre ces mêmes contribuables, c'est-à-dire que si l'un d'eux ne pouvait payer, son voisin devait payer pour lui. Il lui restait, il est vrai, le singulier bénéfice d'un recours contre l'insolvable (1)... Et ce régime dura vingt-cinq ans !

Le moulin étant trouvé et la route faite, le monopole marcha grand train. Tous les habitants du pays, valides ou invalides, tous les étrangers, de résidence ou de

(1) Ordonnance du 27 novembre 1816.

passage, furent condamnés au même pain, sous les peines les plus sévères. Impossible de s'en affranchir. Ce pain, fait avec des farines de rebut achetées à bas prix sur les places de Marseille et de Gênes, était de mauvaise qualité et nuisait aux meilleures constitutions; n'importe, il fallait qu'on mangeât le pain du Prince. Quand à Gênes la police municipale interdisait la vente de grains considérés comme pouvant nuire à la santé publique, vite le munitionnaire les envoyait prendre, *trop bons encore*, disait-il, *pour l'alimentation de pareilles gens*. Et si, par hasard, notez ceci, de beaux blés se trouvaient alors en magasin, ils étaient immédiatement remplacés par les blés avariés, puis mis en sac et expédiés dans des contrées plus heureuses.....

Le peuple tout entier, indigné, protestait : peine inutile; il fallait qu'on mangeât le pain du Prince. Celui-ci n'entendait pas raillerie à ce sujet. Ses ordres étaient d'une rigueur extrême, et l'on veillait à leur exécution.

Les ordonnances disaient bien que ce pain devait être de même qualité et au même prix que celui des pays voisins, mais ces ordonnances n'étaient que lettre-morte pour le fournisseur, assuré de l'impunité et fort de la complicité du Prince. Toujours inférieur au pain de Nice et de Vintimille, celui de la Principauté coûtait un sol de plus la livre; la farine, mêlée souvent à des substances étrangères et malfaisantes, se vendait le double du prix de la farine dans les autres pays; et quand, outrée de tant d'indignités et fatiguée de souffrir,

la population voulait, par ses mandataires, adresser au Maître des réclamations respectueuses, il y répondait en les menaçant des châtimens les plus terribles, en leur disant qu'il *ferait peser sur eux un bras de fer*. L'impudence des ordonnances, à ce sujet, alla jusqu'à s'appuyer sur une consultation médicale rédigée à Paris, dans laquelle on déclarait que *l'ivraie n'avait aucune mauvaise qualité qui pût nuire à l'économie animale* (1).

Tout avait été prévu pour que le pain officiel fût le seul consommé par l'habitant et par l'étranger : ainsi voulait le Prince ! *Quoniam princeps vult !*

Le voyageur qui traversait la Principauté devait laisser, en y entrant, le pain qu'il avait acheté à Nice ou ailleurs, et l'ouvrier sarde ne pouvait apporter avec lui le pain du jour (2).

Le capitaine d'un bâtiment qui partait d'un port étranger pour un des ports du Prince, était obligé, avant de faire ses vivres, de prévoir scrupuleusement le nombre de jours qu'il resterait en mer, et de calculer sa consommation de manière à arriver sans une seule galette et sans un seul morceau de pain proscrit. Malheur à lui, s'il oubliait le dernier pain ou la dernière galette qui lui restait sur ses approvisionnements : procès-verbal était dressé contre lui, le navire et la cargaison étaient

(1) Ordonnance du 3 décembre 1817.

(2) Id. du 16 janvier 1817.

saisis, et le capitaine était condamné à cinq cents francs d'amende !

Chose odieuse et vraiment inouïe ! les familles elles-mêmes étaient soumises sur ce point à une surveillance inquisitoriale. Ainsi, chaque boulanger avait ordre d'inscrire sur un registre spécial la quantité de pain consommée par chaque famille. Si la consommation n'était pas estimée suffisante et en rapport avec les besoins, alors les visites domiciliaires, les procès et les persécutions arrivaient en masse, comme pour couronner l'œuvre. Que d'indignes vexations, que de procès ruineux supportés alors par les habitants de ce pays ! Où vit-on jamais un si outrageant monopole ? L'étonnement comprime l'indignation, et la plume tombe des mains en présence de pareils faits. Et ce régime a duré vingt-cinq ans !

Nous ne sommes pas au bout : l'imagination d'Honoré V n'est pas épuisée.

La prohibition de sortie des bois de toute qualité fut prononcée par ordonnance, avec exception pour les bois du Prince. Seul, il put librement couper et débiter ses bois au dehors (auparavant, bois des communes), sous forme de planches, etc..... tandis que tout propriétaire qui voulut abattre un arbre (olivier, chêne, pin, etc.) dut, l'autorisation du Gouverneur obtenue, se faire accompagner d'un carabinier, lequel, agriculteur improvisé, inspectait l'arbre, décidait la question d'oppor-

tunité, et assistait à la coupe, pour voir, sans doute, si le propriétaire n'en abattrait pas davantage.

L'auteur de *Monaco et ses Princes* explique à sa façon cette mesure inique. — « La cherté des bois, dit-il (tom. II, p. 434), fit craindre qu'une spéculation imprévoyante ne vînt déboiser la Principauté des arbres fruitiers dont elle tirait ses principales ressources commerciales; il parut bon de réglementer l'exploitation des bois pour protéger la richesse nationale. » — Réponse : Le Prince s'étant emparé des bois des communes (pins, chênes, etc.), les seules espèces possédées par les particuliers — quelques rares pins exceptés — étaient le caroubier, l'olivier, l'oranger et le citronnier. Or, quel est l'insensé qui aurait abattu, pour la vente ou pour son foyer, les arbres nourriciers de sa famille? N'aurait-il pas renouvelé l'histoire du propriétaire de la poule aux œufs d'or? Explication vaine : cette ordonnance, très rigoureusement observée, n'avait qu'un but : rapporter au Maître.

Nul ne pouvait vendre sa propre récolte qu'à un prix fixé par la police, et l'acheteur, au lieu d'en payer le montant au propriétaire, était tenu de verser l'argent chez un Receveur établi par le Prince, qui percevait un pour cent sur la vente.

Pour réparer les brèches faites à son patrimoine par la Révolution, le Prince ne trouva rien de mieux que de forcer les acquéreurs de biens nationaux à lui céder la propriété qu'ils avaient acquise, sans leur remettre

le montant du prix qu'il avait lui-même arbitrairement fixé (1).

Voici une de ces inventions dont l'arbitraire le dispute au ridicule ; elle est vraiment comique et d'une mesquinerie toute burlesque :

Le Prince établit un droit sur chaque tête de bétail : c'est bien ; mais comment s'y prit-il ? Il voulut non-seulement empêcher qu'aucune bête n'échappât au droit d'abattage, mais encore que le fait seul de son existence ou de sa mort profitât au fisc. Donc, les métayers et autres furent contraints d'aller déclarer si dans la famille de leurs herbivores il y avait augmentation ou diminution, naissances ou morts. Ainsi, il vous naissait un agneau ou un chevreau : vous étiez tenu d'aller chez le Receveur des domaines faire constater le jour de la naissance et le sexe du précieux animal, et cela sur papier timbré de vingt-cinq centimes ; après quoi, votre déclaration était scrupuleusement enregistrée sur une sorte d'*état-civil des bestiaux*. — Une chèvre vous était morte ? Annoncer son décès, faire constater par le carabinier, métamorphosé en vétérinaire, et en vétérinaire par vous soldé, la légalité de ce décès (car la chèvre pouvait n'être qu'endormie), tel devait être votre premier besoin ; autrement, vous auriez été soupçonné

(1) Ordonnance du 27 novembre 1817.

de l'avoir vendue au-dehors ou mangée en famille à l'insu et au grand dommage du Maître (1).

Passons aux douanes. Quel fut leur régime? Spoliateur, c'est le seul mot qui lui convienne. Un négociant déclarait, sur la foi de ses balances, 4000 kilogrammes d'huile : la douane en reconnaissait 4010 : la saisie était prononcée. Venait-elle à en constater 990 : il avait une amende. Invention admirable, moyen ingénieux de grossir le trésor (2).

Les réunions nombreuses, les ports-d'armes, les sorties sans lanterne après dix heures du soir, les plus innocentes libertés, étaient punies d'après la volonté arbitraire des agents de police, intéressés à trouver des coupables, puisqu'ils partageaient les amendes avec le Prince. Leurs chefs, maîtres absolus, condamnaient

(1) L'auteur de *Monaco et ses Princes* se trompe étrangement quand il compare les diverses taxes établies par le Prince sur chaque tête de bétail, vivant ou mort, à la taxe municipale établie sur les chiens en France. Dans la Principauté, l'impôt que le Prince seul encaissait frappait tout le bétail d'une métairie; la mort elle-même profitait au fisc. — Dans notre pays, la taxe en question, qui profite exclusivement à la commune, n'atteint que les chiens, dont l'État a voulu, avec raison, la diminution; taxe aussi raisonnable que l'autre était folle et odieuse. — (Tome II, p. 155).

(2) Cette découverte, si merveilleuse qu'elle paraisse, ne vaut pas celle que fit le Prince, dans les premiers jours de son exploitation. Ce très grand seigneur détourna à son profit le produit des quêtes destiné à l'entretien du culte ou au soulagement des pauvres, ne reculant pas devant ce double larcin fait aux pauvres et à Dieu ! Mais l'énormité fut connue, et l'on s'entendit pour faire prendre aux dons et aumônes une route plus hospitalière.

sans appel à de fortes amendes et à des peines corporelles (1). Les fréquents exemples de ces condamnations tenaient le pays dans un état de terreur dont on ne saurait se faire une idée.

« Le système inouï d'impôts de toute sorte qui traquait les habitants en forçait beaucoup à fuir cette terre maudite, pour aller chercher sous un ciel étranger les moyens d'existence que leur enlevait le monopole. Mais le Gouvernement, qui comptait ses sujets comme on compte un troupeau, s'empressa d'ordonner qu'aucun individu ne pût sortir de la Principauté sans être muni d'un passeport, dont le prix était fixé à trois francs. Or, l'État n'ayant que trois lieues d'étendue, et les frontières se trouvant pour ainsi dire à une portée de fusil, il en résultait qu'on ne pouvait pas même faire une simple promenade sans avoir un passeport dans sa poche » (2).

Ce n'était qu'à l'aide des plus grandes rigueurs qu'un pareil système pouvait se soutenir. Aussi, les exécuteurs de la volonté souveraine avaient-ils reçu de larges pouvoirs. « La police avait les coudées franches; elle était seule crue, seule écoutée, accusant, jugeant et condamnant arbitrairement, avec une ardeur stimulée par sa portion d'amendes qu'elle partageait avec le Prince,

(1) Ordonnances du 3 août 1815 et du 14 août 1817.

(2) *De l'Annexion de l'ex-Principauté de Monaco*, par Norbert Duclos; pag. 31. — 1854.

auprès duquel tout recours était rigoureusement interdit » (1).

Nous pourrions écrire un très gros volume sur les abus de ce pouvoir princier ; mais nous n'avons voulu que soulever le voile sur une administration déplorable, et signaler ceux qui légitiment le mieux la révolution qui suivit. Cependant, nous ne terminerons pas sans parler des *fameux sous*, de la *Maison de secours* et de l'organisation de la Justice.

Les sous de Monaco ont fait beaucoup de bruit ; ils sont restés dans la mémoire des gens plus longtemps que dans leurs poches. Leur apparition en France fut une véritable calamité : la Provence, cette bonne voisine, en fut littéralement infestée. C'était un spectacle singulier et bien amusant que de voir, au milieu des halles de Toulon et de Marseille, ces vives et alertes marchandes s'interpeller au sujet de ce malheureux sou qui se glissait comme un intrus dans leur recette. Il fallait les entendre se répandre en imprécations et en malédictions contre le faux-monnayeur, car tel était le surnom infamant qu'avait reçu le Prince. Le petit commerce, menacé dans ses intérêts, s'émut, et l'Autorité elle-même crut devoir intervenir.

Que s'était donc proposé le Prince en battant monnaie ?

(1) *De l'Annexion de l'ex-Principauté de Monaco*, par Norbert Duclos ; pag. 32. — Ordonn. des 17 avril, 3 août 1815, etc

La fabrication des pièces d'argent donne aux gouvernements un bénéfice sérieux ; celle de cuivre leur assure trente pour cent, et pour peu que la matière ne soit pas irréprochable, le bénéfice s'accroît encore. Le Prince, qui savait tout cela, se mit à l'œuvre ; mais, hélas ! ses sous, partout refusés et honnis, ne firent pas fortune, et force lui fut de renoncer à son idée favorite et à ses essais avortés. Il lui en resta un immortel ridicule.

Honoré V, qui ne se dissimulait pas l'odieux de sa conduite, et qui avait besoin de prendre un masque, s'était hautement déclaré *philantrope et ennemi du paupérisme*. Poursuivre l'extinction de la mendicité était, prétendait-il, la pensée de sa vie. Fort bien ! mais les procédés dont il usa pour réaliser cette idée irréalisable (1), furent-ils généreux comme elle ? On va en juger.

Il organisa à Menton une maison dite *Maison de secours*, dans laquelle des soupes quotidiennes et des habillements durent être fournis aux plus indigents du pays. — L'occasion de signaler sa libéralité était excel-

(1) « Il y aura toujours des pauvres parmi vous. » (S. Mathieu, chap. 26 et 27). — Parole sévère, mais prophétique ; vraie dans le passé, vraie dans le présent, vraie dans tous les siècles. Honneur à ceux qui poursuivent, autrement qu'à de vaines théories, l'extinction du paupérisme, qui s'efforcent de fermer la plaie hideuse de la misère. Ils soulageront, ils adouciront, ils consolent l'infortune ; mais qu'ils n'espèrent pas détruire entièrement la pauvreté, que le Christianisme a divinisée et que cette fille de l'Évangile, la Charité, sait si bien combattre ; le vice, les passions et les circonstances, plus fortes que les hommes, s'y opposent.

lente, et il semblait assez naturel que celui qui tirait de son petit État de si gros profits épousât complètement la cause du pauvre, et se chargeât seul de ses plus indispensables besoins. Pas du tout : cette maison dut être alimentée à l'aide d'une contribution imposée à chaque propriétaire, suivant son avoir ; puis, il fut décidé qu'un comité s'occuperait de la répartition des cotes, et que, attendu le changement qui peut se produire dans les fortunes, cette répartition serait renouvelée tous les trois ans. Le Prince devait y concourir à *volonté* ! C'était-là de la charité forcée, et cette institution, dont le but était louable, devenait odieuse par les moyens et ne pouvait être goûtée dans un pays où cette vertu-reine, qui n'a de prix que lorsqu'elle est libre, la Charité, fut toujours la vertu par excellence.

Quant à la Justice, cette sauvegarde de la société, cette protectrice des intérêts de la famille, comment fut-elle constituée, comment fonctionna-t-elle ?

Il y aurait un long chapitre à écrire sur cette question. Si la moralité des juges était incontestable, la science de quelques-uns était, disons-le, un peu moins certaine, et même on l'a mise en doute quelquefois. Honoré V improvisa un tribunal (1), choisit des hommes honnêtes et purs : à l'époque critique où il organisa le pays, il

(1) Ce tribunal fut composé ainsi : un président, quatre juges, un avocat général et un substitut. Un avocat, établi à Paris, forma à lui seul *tout le Conseil de cassation ; ses arrêts, toujours ratifiés par le Prince, demeuraient sans appel !...*

eût trouvé difficilement des jurisconsultes. Mais, n'aurait-il pas dû se souvenir que l'ignorance est la mère de l'erreur, et que la conscience la plus droite, appelée à juger les hommes et à prononcer sur leurs intérêts, marche en aveugle quand elle n'a pas la science pour appui? Et plus tard, dix ans après, par exemple, lui aurait-il donc été impossible de posséder une magistrature suffisamment compétente? Assurément, s'il eût montré un avenir aux familles, s'il eût ouvert et encouragé les carrières, les hommes spéciaux ne lui auraient pas manqué. Mais, quelques sacrifices étaient nécessaires, et ce mot était dur. Et cependant, au nombre des obligations que contracte un prince envers le peuple qu'il gouverne, une des plus impérieuses, une des plus sacrées, n'est-elle pas celle d'instituer une magistrature irréprochable?

Honoré V était arrivé à ses fins. Il avait fait peser sur ce pays un joug de fer, et il s'était donné une imposante liste civile (1). Trois fois, en vingt-cinq ans,

(1) Ainsi, il était parvenu à tirer, d'une population de 6,200 habitants, environ 300,000 francs par an, c'est-à-dire une capitation de 50 francs, tandis que dans le royaume de Sardaigne elle n'arrivait pas à 24 francs, malgré les nouvelles charges imposées au pays par les circonstances. Et là, les revenus publics profitaient à tout le monde, et là, le Roi ne percevait qu'une petite taxe de 65 centimes environ par tête, pour la liste civile, qu'il dépensait dans le royaume, ainsi que les autres revenus particuliers. — Ici, le tiers, et même un peu moins, se dépensait dans le pays; les deux autres tiers, et au-delà, c'est-à-dire 35 francs par tête, restaient dans la caisse particulière du Prince, pour s'en aller à l'étranger.

la Principauté le vit paraître pour disparaître presque aussitôt, pareil au vautour qui s'abat sur sa proie et qui l'emporte au loin. Pendant qu'on lui expédiait à Paris de fort belles traites, il renvoyait des ordonnances ; pour les payeurs, l'échange était peu avantageux. Le plaisant philanthrope que cet homme qui, entouré de luxe et vivant en liesse, faisait dans sa belle terre de Normandie des essais en faveur de l'extinction de la mendicité, avec la sueur, le sang et les larmes de tout un peuple ! Il mourut en 1844, après vingt-cinq ans d'une domination sans exemple, ne laissant, au milieu des ruines qu'il avait entassées, que bien peu d'œuvres utiles : en revanche, une mémoire maudite, abhorrée, nonobstant l'inscription gravée sur son tombeau (1).

Ce Prince mourut à Paris, le 2 octobre 1844.

La nouvelle de sa mort fut reçue comme une faveur d'en-haut. Il semblait que la lourde chaîne était brisée, et que tous les maux allaient finir. En devait-il être ainsi ? — Les faits vont répondre ; le nouveau règne va nous instruire.

Mais, avant que nous passions à Florestan I^{er}, frère et successeur d'Honoré V, voyons le jugement que pro-

(1) Dans une des chapelles de l'église paroissiale de Monaco, sur le marbre qui couvre le tombeau d'Honoré V, on lit ces mots : *Ci git qui voulut faire le bien.* — Cette épitaphe, dictée par le Prince lui-même, n'est au fond qu'une sanglante condamnation.

nonce sur les actes de ce dernier l'historiographe des Grimaldi :

« *L'éloignement du souverain favorisa l'extension et la perpétuité des abus dans presque toutes les branches de l'administration ; excès de zèle ou maladresse chez les uns, improbité ou malversation chez les autres, tout se réunit pour donner un caractère vexatoire à des prescriptions que les exigences de l'ordre et les besoins du budget rendaient déjà sévères et minutieuses. Il y eut des plaintes contre certains agents. Ces plaintes furent complètement interceptées et étouffées par ceux qui en étaient l'objet, ou dénaturées avant de parvenir au Prince, trop éloigné pour connaître la vérité. Le peuple, surpris d'abord de l'impunité des coupables, finit par croire à la connivence du Prince ; on le rendit solidaire des méfaits de ses agents* » (1).

Et plus loin : « Des réformes aussi importantes » — M. Métivier a la bonté d'appeler tout cela, des *réformes!*... — « ne purent être opérées sans soulever quelques mécontentements. » — Ces deux mots sont charmants. — « *Toutefois, l'autorité d'Honoré V n'avait reçu aucune atteinte ; ses décisions souveraines étaient acceptées avec une profonde déférence ; le prestige de son nom demeurait intact.* » — Accepter la servitude la plus humiliante et la ruine

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 450.

la plus complète, avec une profonde déférence.
Oh ! M. Mélivier, quelle bonne pâte de peuple ! . . . —
« Admirablement doué de la nature, il avait grand air, des manières nobles et élégantes, beaucoup de distinction dans toute sa personne, *de la générosité, le désir du bien, une fermeté digne*, l'esprit le plus cultivé. Tout en lui commandait respect et confiance. *Le temps donc, en familiarisant avec le nouvel état de choses, l'eût bientôt consacré par l'usage, si les absences d'Honoré V n'eussent permis à quelques abus de se glisser dans la pratique.* »

Toute cette dernière phrase, savamment ordonnée, est d'un cynisme révoltant : — la victime *se familiariser* avec le bourreau, quel espoir ! . . . — *Si les absences d'Honoré V n'eussent permis à quelques abus de se glisser dans la pratique.* . . . quelle amère plaisanterie !

C'est assez : le lecteur appréciera.

CHAPITRE XVI.

FLORESTAN I^{er}.

1841 — 1847.

Un pays ruiné, épuisé, désespéré; un pays abreuvé d'humiliations et presque abruti par la servitude, telle était la triste succession léguée à son frère par Honoré V. Son successeur avait-il le cœur assez haut, la volonté assez ferme pour répudier un odieux système et renouveler la face des choses? hélas!

Florestan était un de ces hommes dont on ne dit rien parce qu'on n'a rien à en dire, et qu'on placerait volontiers dans le genre neutre, si ce genre existait. Cependant, lorsqu'ils disposent d'un pouvoir immense, absolu, ces hommes, instruments passifs d'une volonté étrangère, sont souvent plus dangereux que ceux qui ne relevant que de leur volonté propre, la font servir au bien comme au mal avec une égale énergie. Mieux vaut un despote qui veut et agit par lui-même, qu'un prince fainéant et capricieux qui aujourd'hui commande avec empire et qui abdiquera demain. Au reste, Florestan était notoirement incapable de gouverner. Sa jeunesse avait été singulièrement occupée : il s'était lancé succes-

sivement dans deux grandes carrières : soldat par circonstance et malgré lui, comédien par goût, il n'avait pu s'élever. Une fois prince, il fut mis plus que jamais en tutelle ; mais il se révoltait quelquefois. Son unique métier consistait à signer des ordonnances qu'il n'avait ni pensées ni lues. Il ne faisait pas le mal, mais il le laissait faire en son nom ; au demeurant, assez bon homme, et n'ayant qu'une seule ambition, celle de passer pour fougueux démocrate et délicat appréciateur de la scène et de ses chefs-d'œuvre : c'était sa marotte.

L'avènement de Florestan fut salué comme une espérance. Lorsqu'il vint pour la première fois à Menton, la population entoura soudainement sa voiture, pendant qu'il visitait le Gouverneur, détela les chevaux et l'attendit de pied ferme, en poussant un seul cri d'une seule voix : *Vive Florestan ! A bas l'exclusive ! A bas le monopole !* Effrayé de ces énergiques protestations, le Prince hésitait à sortir : il se décida enfin. Le peuple exigea, sur l'heure, l'abolition de tous les monopoles, et en particulier de l'abominable *exclusive*. Forcé, contraint, il promit. Quelques jours après, la liberté des céréales était proclamée, et le pain homicide disparaissait pour toujours. Mais, tout en supprimant l'odieux monopole, on maintint celui qui pesait sur la mouture du blé, et de plus, on établit un droit onéreux sur le grain et sur la farine. Ainsi, le Prince reprenait d'une main ce qu'il abandonnait de l'autre (1).

(1) Ordonnances des 24 novembre 1841 et 13 janvier 1843.

Les droits qui frappaient les fruits *à la sortie* étaient si onéreux, que les propriétaires n'avaient plus qu'à couper leurs arbres, les négociants à fermer leurs magasins, les patrons de navire à couler leurs barques. Ils furent abaissés, mais tout juste pour ne pas conduire tous ces braves gens à ce suprême désespoir : seule concession, hélas ! qu'on parvint à arracher à l'avare administration du Prince (1). Du reste, même système d'exaction, même despotisme. — Le chiffre de la liste civile annuelle fut maintenu à 300,000 francs !

Brisée sous le poids de ses sacrifices, fatiguée d'une autorité intraitable et absolue, la population voulut, dans une respectueuse adresse, solliciter un allègement à ses charges et des institutions municipales conformes à celles dont jouissait depuis longtemps le Piémont. Il était naturel d'espérer que la demande d'une représentation communale, loin de paraître téméraire, serait favorablement accueillie. Nous allons voir de quelle façon le Prince reçut la députation chargée de lui apporter les vœux écrits du peuple entier.

L'adresse, rédigée à Menton, fut présentée au Prince le 5 novembre 1842, avec un discours que lui adressa l'un des membres de la députation prise parmi les citoyens les plus considérés du pays. Nous en citerons les passages les plus frappants :

(1) Ces droits étaient encore écrasants. Ainsi, le blé payait 6 fr. les 100 kilog., *à l'entrée* ; la farine, 12 fr. ; — les citrons verts, 3 fr. le mille, *à la sortie* ; les citrons blancs, 4 fr. ; les oranges, 4 fr. 50. par caisse de 500. — Le vin payait 6 fr. 25 l'hectolitre, *à l'entrée*.

« Le poids de certains impôts est la cause première
« de notre malaise. L'état de l'agriculture, élément essen-
« tiel de notre commerce et notre seule ressource, est
« on ne peut plus alarmant. Déjà quelques-uns de nos
« produits, tels que les oranges douces, les oranges
« amères, les citrons blancs, ne peuvent plus supporter
« la concurrence avec les fruits de l'étranger. Ils sont
« donc frappés de mévente ou se vendent à un prix qui
« ne rembourse pas au propriétaire ses frais de culture
« et d'exploitation. Le même sort nous menace pour
« les citrons à la caisse, si le droit qui en frappe la
« sortie est maintenu. Depuis longtemps les demandes
« de l'étranger se dirigent de préférence vers la Sicile
« et la Rivière de Gênes, et Votre Altesse n'ignore point
« que le pays serait frappé d'une ruine complète, si
« cette unique source de notre commerce et du bien-être
« de la population entière venait à se tarir.

« Bien des choses sont en souffrance et périlclitent
« dans notre ville : depuis plusieurs années, les fonds
« manquent pour renouveler, ou au moins pour restaurer
« une horloge qui règle les heures de travail de la classe
« ouvrière ; trop souvent les fontaines publiques ne
« fournissent pas l'eau nécessaire à la population, faute
« de moyens pour réparer les canaux qui les alimen-
« tent ; les rampes qui conduisent à l'église tombent
« en ruine ; les pavés de nos rues et de nos places ont
« besoin d'urgentes réparations ; notre école publique
« est tellement insuffisante, que la plupart des enfants

« sont aujourd'hui voués à l'ignorance, à une dange-
« reuse oisiveté et au vagabondage qui en est la suite.
« En présence d'un tel état de choses, nous n'avons pas
« pu ne pas vous rappeler, Prince, qu'il n'en était pas
« ainsi à une autre époque, et nous avons été naturelle-
« ment conduits à penser qu'une Autorité municipale
« entourée d'un Conseil d'habitants, et spécialement
« chargée du soin des intérêts locaux, comme chez nos
« voisins du comté de Nice et du duché de Gênes, par-
« viendrait bientôt à satisfaire à tous les besoins pres-
« sants, etc.

« Tel est le double objet de l'adresse respectueuse
« que nous sommes chargés de présenter à Votre Altesse.
« J'attends, pour lui en donner lecture, la manifestation
« de sa volonté. »

Quelle réponse obtint cette humble supplique ?

« *Je ne veux rien entendre,* » répondit durement le Prince; « *je suis venu pour gouverner par moi-même : je n'ai besoin des conseils de personne.* »

En comprimant son indignation devant une semblable réponse, un des membres de la députation ajouta seulement : « Toujours est-il, Prince, que nous sommes heureux que Votre Altesse ait entendu l'expression de nos vœux et de nos besoins ! »

— « *Vos besoins, je les connais,* » répliqua sèchement le Maître, en tournant le dos à la députation.

« De ce moment » dit éloquemment M. Duclos (1), « il n'y eut plus pour cette population, déshéritée entre toutes les autres, qu'à se résigner à son douloureux sort et à attendre des temps meilleurs. Son vœu légitime avait été repoussé avec colère ; le joug de l'oppression s'appesantit plus lourd que jamais sur elle. Tout le pays fut mis en état de suspicion ; les familles les plus honorables furent à l'index et en butte aux plus misérables persécutions. La population tout entière, découragée par ce cruel mécompte, tomba dans une profonde torpeur. »

Florestan établit à Menton une école publique décorée du nom de collège ; mais les élèves qui la fréquentèrent durent payer au Prince une forte rétribution annuelle ; si bien que le pauvre, le fils du modeste cultivateur ou du laborieux ouvrier s'en trouva exclu. Le nombre des élèves étant petit, petite était la somme qu'en retirait le Prince. Pour avoir plus d'élèves et augmenter les recettes, il défendit que les enfants allassent étudier ailleurs que dans son collège ; en outre, il fut interdit d'avoir des élèves chez soi ou de donner des répétitions particulières. Cet établissement ne fut pour son fondateur qu'une spéculation nouvelle (2).

Une des plus belles créations de la charité est sans contredit un Asile pour l'enfance. Devait-elle être ici

(1) *De l'Annexion de l'ex-Principauté à la Sardaigne*, pag. 39.

(2) Ordonnance du 24 janvier 1843.

détournée de son principe et perdre de son prix ? Qui en pourrait douter ? Cet établissement , dirigé par un Comité de bienfaisance , se maintint au moyen d'une rétribution pécuniaire , qui , sous le titre d'aumône , greva la bourse des habitants de Menton.

D'après le portrait que nous avons tracé du prince Florestan , portrait fidèle s'il en fut , il ne serait ni juste ni logique de lui attribuer les funestes mesures qui furent maintenues ou prises contre les intérêts du pays , depuis le jour de son avènement. Aussi , ne voulons-nous pas faire le procès à un masque , à une ombre , le Prince est ici hors de cause , car la Principauté était tombée en quenouille. Qui commandait , gouvernait , administrait , supputait , calculait ? La Princesse.

« La princesse Caroline » dit l'historiographe des Grimaldi (4) « était douée d'un esprit sérieux et observateur. Dès les premiers temps de son mariage , hautement appréciée de sa nouvelle famille , elle fut , malgré sa jeunesse , appelée dans ses conseils ; et plus tard , lorsque Honoré V , qui avait tout-à-fait renoncé à se marier , songeait à l'avenir de la Principauté , il se reposait sur la pensée que sa belle-sœur pourrait être , par la suite , de quelque utilité à son successeur. »

Ces lignes , qui semblent cacher le sarcasme sous l'apologie , sont d'une exactitude rigoureuse. La belle-

(1) *Monaco et ses Princes* , tom. II , pag. 473.

sœur avait été à la haute école du beau-frère, et tous deux étaient bien dignes de se comprendre.

La Princesse gouvernait donc : à elle seule la lourde responsabilité de ce règne. Abandonner d'une main, reprendre de l'autre, comme nous l'avons déjà dit, tel fut l'ingénieux système de bascule qu'elle crut devoir adopter. L'écrasante liste civile ne fut pas diminuée d'une obole !

Citons encore quelques actes de sa maternelle administration :

Un droit de cinquante centimes frappait les huiles à la sortie (1), droit écrasant pour le propriétaire ; il fut, nonobstant la sollicitude apparente de la Princesse, soigneusement conservé. N'avait-elle pas pensé que puisqu'il y avait des oliviers, il y aurait toujours des olives, et conséquemment des huiles ; que puisque ces huiles ne s'écoulaient pas dans la Principauté, nécessairement, coûte que coûte, elles s'écouleraient ailleurs ; que son trésor encaisserait l'impôt, et qu'une fois encaissé, tout était pour le mieux dans la meilleure des fermes possi-

(1) 50 centimes par rup. — En Sardaigne, ce droit était de 5 centimes seulement. On comprend donc que le négociant de Port-Maurice qui venait acheter des huiles à Menton voulût traiter sur cette place, pour les mêmes qualités, aux mêmes conditions que dans son pays. C'est ce qui obligeait le négociant de Menton qui achetait pour revendre au négociant sarde, d'offrir au propriétaire un prix tel qu'il laissât à la charge de celui-ci les 50 centimes en question, et qu'il fit lui-même un léger bénéfice. Le négociant ne pouvait se conduire autrement, et si le propriétaire voulait vendre, il était obligé d'en passer par là.

bles? Que lui importerait à elle, si, pour engraisser et tailler ses arbres, seule ressource de sa famille, le cultivateur hypothéquait son champ et mangeait de la polenta! Elle touchait : l'argument était sans réplique.

A l'avènement du Prince, la Princesse avait condamné, comme lui, le monopole; promis, comme lui, de le détruire sans retour; et cependant, sans parler du monopole de la mouture, de celui du commerce des bois, et d'autres qui furent conservés ou introduits, n'a-t-elle pas, en 1846, ce qui ne s'était jamais fait, autorisé la vente des olives à *la Sérénissime Chambre*, c'est-à-dire, au Prince et rien qu'au Prince? Pourquoi cette exclusive? L'ordonnance tenta de l'expliquer, mais l'opinion ne fut pas du même avis. C'était logique. Après avoir vendu le moulin à huile qu'elle possédait, dans la vallée de Careï, à quelques habitants de Menton qui le lui payèrent à beaux et bons deniers comptants, la Princesse s'avisa tout à coup, à la stupéfaction des acheteurs et au scandale de tous, d'établir dans cette même vallée, le long du même cours d'eau et cent pas plus loin, un gigantesque moulin avec machine à haute pression, capable de triturer toutes les olives du pays. Or, cette redoutable création, elle ne l'avait pas faite pour le plaisir seulement d'offrir un moulin-modèle aux propriétaires, modèle un peu cher et de singulières proportions. Telle ne fut pas sa pensée.

Quand donc l'ordonnance qui sortit alors (1) a dit :
« Attendu le discrédit qui atteint sur les divers marchés
« les huiles de Menton, et désirant améliorer la situa-
« tion, Nous autorisons, pour une année et comme
« essai, la vente des olives à Notre moulin, afin d'offrir
« au commerce quelque échantillon supérieur, etc., »
cette ordonnance a pu exprimer une idée acceptable,
mais assurément elle en cacha une autre sérieuse, alar-
mante, qui ne tendait à rien moins qu'à monopoliser
la fabrication et, par contre, à faire tomber rapidement
les vingt moulins du pays. Car la Princesse était capi-
taliste, et ses administrés n'avaient pas de capitaux :
elle était riche par eux, et par elle ils étaient pauvres.

Aussi, en admettant que renonçant au droit exclusif
d'achat qu'elle s'était provisoirement attribué, la Prin-
cesse eût rendu la vente publique et facultative, que
serait-il arrivé ? Elle aurait donné pour chaque sac
d'olives un prix un peu plus élevé que celui offert par
les propriétaires de moulins, et chacun serait venu à
elle, préférant du même coup faire un profit certain et
se débarrasser des soucis de la vente. La rapidité du
travail de fabrication l'aurait amplement dédommagée
du léger sacrifice par elle consenti, sacrifice d'ailleurs
de courte durée ; car les autres moulins, écrasés par la
concurrence, ne travaillant plus, et leurs possesseurs
mettant la clef sous la porte, les ouvriers s'en seraient

(1) Ordonnance du 29 novembre 1845.

allés, qui à Nice, qui en France, qui à Port-Maurice, et la Princesse, maîtresse alors de la place, aurait fixé les prix, imposé les conditions, les faisant accepter, bon gré, mal gré, aux propriétaires réduits aux abois. Vraiment, une souveraine, une femme, devait-elle se permettre de faire, en matière d'industrie et de commerce, concurrence à ses gouvernés? Et pouvait-elle oublier qu'entre eux et elle il n'y a de lutte légitime que celle qui s'exerce sur le terrain de la charité et de la justice? Prétendait-elle montrer aux habitants de la Principauté comment se font les huiles? Mais ils emploient les mêmes procédés que ceux adoptés par les gens de la Rivière, ce quartier producteur par excellence? Voulait-elle que Menton produisît les huiles d'Aix? Il aurait fallu qu'on changeât terre, arbres et qualités, et alors, malgré l'ignorance prétendue des Mentonnais et l'imperfection supposée de leurs procédés, on aurait eu de l'huile exactement pareille à celle du pays de Sextius. Jusque là, point. Il faut le reconnaître, cette ordonnance était fatale, et le génie du monopole l'avait dictée (1).

La passion de l'intérêt la rendait souvent aveugle, et toujours inhabile. Ainsi, après que la France eut associé ses États aux bénéfices du traité de commerce qu'elle avait passé avec la Sardaigne; après qu'en

(1) Voir la curieuse version donnée sur cette nouvelle tentative de monopole par l'auteur de *Monaco et ses Princes*, tom. II, p. 187.

avril 1846, elle eut réduit de deux cinquièmes le droit d'entrée sur les fruits (oranges et citrons) de la Principauté (1), que fait la Princesse? En mai suivant, elle impose maints articles du commerce français (faïences, porcelaines, verreries, merceries, etc.), de droits nouveaux, sans doute par reconnaissance d'une part et désintéressement de l'autre.

Grâce à un système de spoliation savamment organisé, les Seigneurs et Maîtres de ce pays lui ont arraché, pendant trente-trois ans, des sommes fabuleuses. Ce petit État payait 300,000 francs par an, et même au-delà, sur lesquels 90,000 environ pour les frais d'administration; le reste était au Prince. Depuis 1815, plus de 6,000,000 en sont sortis sans qu'une obole de cette somme énorme lui ait profité. — 6,000,000 dépensés à Paris, à deux cent cinquante lieues du pays qu'on dépouille, quelle accusation! (2).

(1) En France, le droit d'entrée sur les fruits était alors de 6 francs et quelques centimes par quintal métrique, droit écrasant, qui forçait le négociant de Menton à chercher des débouchés au loin, dans les villes Anséatiques, à Pétersbourg et jusque dans l'Amérique du Nord.

(2) Celestino Bianchi écrivait ces lignes accusatrices dès 1843: « Quanto alle rendite del Principato, elle sono spropositate e quasi incredibili, pensando alla piccolezza del luogo da cui derivano. Gli abitanti pagano cinquanta franchi per testa, che è la tassa la più forte che si paghi al suo sovrano in qualunque parte del mondo. Di questa cospicua somma, due nonne parti sopperiscono alle spese dell' Amministrazione del Principato, gli altri sette noni entrano nella cassa privata del Principe, che passa la sua vita a Parigi. » — *Geografia politica*; Firenze, 1844.

Il résulte des anciens documents, dont nous garantissons l'exactitude et l'authenticité, que pendant les cinq dernières années de l'administration princière, c'est-à-dire, depuis le 1^{er} janvier 1843 jusqu'au 31 décembre 1847, la perception des différents impôts a fait entrer dans les caisses du prince Florestan la petite somme ronde de 1,500,000 francs, soit 300,000 francs par an, qui se trouvent ainsi répartis :

Enregistrement et domaines, 40,000 fr. environ ;

Moulins, sels, tabacs, intendances et autres articles, 65,000 ;

Douanes, 195,000 ; (1)

Droits sur l'importation des blés et farines, s'élevant à 60,000 ;

Droits que payaient les vins, s'élevant à 38,000 ;

Droits encore prélevés sur les marchandises manufacturées et coloniales, et portés à 25,000 fr.

Voici maintenant comment étaient employés les 300 mille francs perçus annuellement par le trésor princier :

Les cinq budgets des dépenses ordinaires de 1843 à 1847 n'ont pu s'élever en tout à la somme de 465,000 francs ; on a donc dépensé, par an, dans le pays, 93,000 francs : le million restant a été expédié mensuellement au Prince en bons effets sur Paris.

(1) Ce revenu, qui était le plus important, provenait, en partie, des droits sur l'exportation des fruits et des huiles, s'élevant à une moyenne, par an, de 72,000 francs.

Ces chiffres, irréfutables, n'ont pas besoin de commentaires.

Dans l'examen que nous venons de faire des actes administratifs des deux derniers règnes, nous nous sommes constamment appuyé sur deux bases solides : la statistique et les ordonnances. Nous avons soigneusement consulté ces deux sources, et nous nous sommes attaché aux chiffres comme au meilleur élément de certitude. La conscience publique, cette toute puissante souveraine, soit qu'elle loue, soit qu'elle condamne, mérite d'être écoutée avec respect, et l'écrivain doit tenir grand compte du jugement qu'elle prononce, qui, presque toujours, est celui de Dieu. Sa voix, nous l'avons d'abord sollicitée tout bas et à huis clos, alors qu'elle était comprimée par la peur; et puis, nous avons entendu son cri formidable, irrésistible, alors qu'elle est devenue libre. Cette voix, ce cri de tous et de chacun, nous avons dû les recueillir, en comprendre la portée; pouvions-nous, sans mentir à nous-même, ne pas les entendre?

Que le lecteur juge donc et prononce, comme l'auteur de ce livre, dans l'honnêteté de son âme et la plénitude de son indépendance; qu'il donne lui-même un nom au régime qui a pesé pendant trente-trois ans sur ce coin de terre, régime que Montesquieu n'avait pas prévu, qui n'est ni le despotisme, ni la monarchie, mais quelque chose qui n'exista jamais dans aucune contrée ni dans aucune langue. Qu'il déclare lui-même, si, ayant

eu le malheur de lui appartenir, il n'aurait pas consacré toute l'énergie de ses facultés à briser la hideuse servitude. Que le publiciste le plus timoré, l'œil sur la science, d'une part, la main sur son cœur, de l'autre, dise si la révolution qui s'est produite à la suite de cette exploitation inouïe n'est pas légitime, et si la séparation des deux villes qui en étaient victimes n'est pas légale dans la plus sévère acception du terme.

Était-il donc nécessaire de chercher ailleurs que dans les faits, la cause de cette révolution, de cette séparation, et une plume, une plume française devait-elle se rencontrer, qui osât, non-seulement méconnaître ou nier l'évidence, mais encore dénaturer les actes les plus positifs, taire ou approuver les plus coupables ; et, pour le besoin d'une cause insoutenable, immorale même, faire le procès à la Sardaigne, aux fonctionnaires eux-mêmes, au clergé, à la noblesse, au peuple, enfin à tout le pays ? Aveugle, qui en face du soleil a nié la lumière ! Audacieux, celui dont la main n'a pas tremblé en lançant d'aussi graves, d'aussi gratuites accusations ! Et nous aussi nous dirons bien haut et avec plein droit : Qu'elles retombent de tout leur poids sur leur auteur, et que Dieu garde l'avenir de semblables historiens ! (1).

(1) Voir *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 184.

CHAPITRE XVII.

FLORESTAN I^{er}.

NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1847.

Avant d'exposer les faits qui vont suivre, avant de peindre les hommes et les choses de la Révolution Mentonaise, notre devoir est de repousser énergiquement le reproche de complicité adressé par l'historiographe des Grimaldi aux fonctionnaires du Prince, reproche qu'ils ne sauraient mériter, puisque, instruments passifs d'une volonté qui ne souffrait ni observation ni résistance, ils n'étaient que les très humbles éditeurs de ses œuvres. « Les fonctionnaires du Prince, dit-il (1), ne renoncèrent pas sans ressentiment à l'exercice d'abus profitables, et le Gouvernement compta des ennemis chez ceux-là mêmes qui eussent dû le soutenir; sans influence morale sur la population, ils ne pouvaient que nuire à leur Souverain : ils n'y faillirent point. Ce furent des complices tout trouvés pour les machinateurs, qu'ils servirent en ne les dévoilant pas. » — Dans ce

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 486.

passage et dans d'autres encore, M. Métivier, devant qui nul ne trouve grâce excepté le Maître, insulte gratuitement et sciemment des serviteurs que l'on avait condamnés à perpétuité au rôle d'eunuques. Entièrement étrangers à la pensée administrative, ils le furent également aux conséquences qu'elle entraîna; c'est bien là le cas d'appliquer à chacun d'eux ce mot fameux : *Sicut baculus inter manūs operientis* (1). Leur jeter la pierre n'est ni généreux ni loyal; mais l'écrivain auquel nous répondons, assez peu scrupuleux, ne craint pas de s'attaquer aux gens de paille et aux moulins à vent. La vérité est que ces serviteurs, dont la plupart ne mangeaient pas sans répugnance un pain nécessaire à leurs familles, furent innocents du régime et de la catastrophe. Qu'on les laisse donc où ils sont, dans l'oubli.

Adoptant la marche suivie par notre adversaire, nous relèverons d'abord les jugements qu'il n'a pas craint de porter sur deux familles Mentonaises dont le nom fut toujours synonyme de l'honneur, et dont le rôle dans les événements qui suivirent fut inspiré par le plus franc patriotisme, par la conscience la plus pure qui furent jamais. Nous avons nommé Partouneaux et Trenca. Plus tard, nous dirons la loyale conduite, également calomniée, du Doyen l'abbé Carles et du Major général Gonnet.

(1) Comme un bâton entre les mains de l'ouvrier.

En homme qui prend ses précautions, et il en a besoin, l'historiographe des Grimaldi cherche en premier lieu à perdre auprès de son lecteur les personnages considérables et justement considérés qu'il redoute, à cause de la mission providentielle qu'ils remplirent alors. L'un des fils de l'ancien Général de l'Empire, dont Menton était devenue la seconde patrie, qui fut Préfet. Député et Directeur dans une grande Administration, est représenté comme un ambitieux de bas étage qui aspire, le croirait-on ?.. à la position de Gouverneur de la ville, position qui ne valait pas celle d'un modeste percepteur en France. L'autre, qui commanda avec tant de fermeté à Grenoble, en décembre 1851, comme un misérable révolutionnaire, comme un perturbateur de l'ordre social, tombé en disgrâce auprès de son chef. — Quant à Charles Trenea, cet homme si éminemment honnête, si sage et si prévoyant conseiller, alors qu'il fut serviteur; si hautement désintéressé, si ardent au sacrifice, alors qu'il devint indépendant, M. Métivier se demande s'il ne fut pas « un traître vulgaire qui vendit son Souverain pour de l'argent et des honneurs ? » (1). — A de pareilles affirmations qui tombent d'elles-mêmes, à une insinuation aussi odieuse que fausse, nous répondrons par les faits.

Mais, après avoir achevé cette œuvre inique, après avoir cherché à noircir, à avilir les plus nobles carac-

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II. pag. 179, 182, 184 et 201.

tères, au moment de raconter à sa manière les événements qui ont assuré la rédemption des deux villes, l'auteur de *Monaco et ses Princes* use d'une précaution nouvelle : il brode, sur le plus riche canevas, en un style solennel, *paulo majora canens*, une large exposition de principes, une magnifique profession de foi, qui affecte même la candeur, et derrière laquelle sans doute il compte abriter toutes ses perfidies. Notre devoir est de la reproduire sans en retrancher une syllabe; notre devoir est d'en faire justice!

« Écrivain étranger, étranger par conséquent aux
« passions qui troublèrent ce pays, nous nous sommes
« rendu sur les lieux, sans parti pris, sans opinion
« préconçue, pour rassembler les matériaux de cette
« Histoire, et tout spécialement les documents qui con-
« cernent la révolution Mentonaise. Des hommes graves
« de tous les partis ont bien voulu répondre à nos ques-
« tions; des pièces authentiques ont été mises sous nos
« yeux, et nous avons pu composer un historique où
« nous croyons n'avoir dit que la vérité. Mais garde-
« rons-nous une impartialité calme et indifférente?
« Il serait malséant de s'en flatter; n'eût-il aucun in-
« térêt personnel engagé dans la question, l'historien
« le plus honnête n'en est pas moins sous l'influence
« avouée ou non de certaines sympathies instinctives
« qui répondent à ses plus intimes aspirations. Or,
« toute idée de progrès trouve en nous un ami enthous-

« siaste ; la nécessité d'une transformation successive ,
« sauvegardant les droits imprescriptibles de la justice
« et respectant la légitimité de tous les principes vrai-
« ment sociaux , telle nous paraît être la loi fondamen-
« tale de l'avenir ; mais nous avons horreur des révo-
« lutions , qui , le plus souvent , après un élan exagéré ,
« glissent dans le sang qu'elles ont répandu ou dans
« la fange qu'elles ont remuée , s'y débattent miséra-
« blement , et , au lieu de pousser les peuples en avant ,
« épuisent leur virilité ou du moins ralentissent leur
« marche vers le progrès. Cette agitation fiévreuse et sté-
« rile nous effraie ; l'esprit d'intrigue qui la suscite et
« l'entretient nous répugne ; notre répugnance augmente
« encore quand , à l'origine de ces secousses sociales ,
« nous trouvons l'ambition étrangère , et , au terme , la
« dépossession du faible ; or , la main de la Sardaigne
« dans la révolution Mentonaise n'est que trop visible :
« aussi nous n'espérons pas pouvoir toujours contenir
« nos sentiments d'indignation » (1).

Oui , vous avez raison , Monsieur , et vous dites vrai ;
vous êtes bien réellement étranger à ce pays , que des
passions ne troublèrent point , dont le long martyre vous
a trouvé de marbre , que ses douleurs et ses larmes n'ont
point ému. Oui , votre parti était pris d'avance , laissez-
nous vous le dire , si cruel que soit notre langage , bien

(1) *Monaco et ses Princes* , tom. II , pag. 102.

pris ; votre opinion faite , bien faite , puisque , fermant vos yeux à l'évidence qui vous aveuglait , vous avez vu des améliorations considérables dans des réformes dérisoires , des promesses loyales , dans des mensonges calculés. Ces hommes graves de tous les partis , dont vous parlez , étaient-ils désintéressés ? Ces pièces authentiques dont vous faites tant de bruit , et que nous vous défions de mettre au jour , détruisent-elles toutes les monstrueuses ordonnances que vous ne pouviez ignorer ? Vraiment , vous sied-il bien de prétendre que vous dites la vérité ?.....

Vous nous prévenez que vous ne garderez pas une impartialité calme et indifférente. Qu'est-ce donc qu'une impartialité qui se passionne ? Vous vous indignerez... libre à vous ! Mais ne craignez-vous pas que l'on attribue votre indignation à *ces sympathies* dont sérieusement vous nous entretenez ? Votre enthousiasme du progrès provoquera un rire fou , un rire homérique chez tout lecteur au courant de la question. Ces lois éternelles , ces lois conservatrices qui ont régi le passé et qui gouverneront l'avenir , vos adversaires les connaissent aussi bien que vous , et en parlent moins. Vous avez horreur des révolutions : ils ne les aiment guère. Vous parlez de sang et de fange , tout comme si vous alliez nous peindre du 93 ! Où donc , dans cette succession d'événements pacifiques , le sang répandu ? où la fange , sinon dans les actes avilissants des deux règnes ? — Les révolutions , dites-vous , épuisent la virilité des peuples. —

Grande pensée , fortement rendue ! Mais était-ce ici le cas de la produire ? La lutte aurait-elle épuisé la virilité des Mentonais ? Voyez , depuis leur émancipation , comme ils ont grandi ! comme leur pays s'est transformé ! Leur agitation a pu être fiévreuse , mais a-t-elle été stérile ? Répondez.

Quant à l'esprit d'intrigue et à l'ambition étrangère qui , à vous entendre , auraient amené cette révolution , y avez-vous bien songé ? Nous , qui sommes aussi étranger à ce pays , mais qui avons vécu sous cette douce administration que vous regrettez , qui avons vu et qui avons entendu (1), nous vous l'affirmons devant Dieu et devant les hommes : ni l'intrigue ni la Sardaigne n'ont fait cette révolution ; elle est née de la force des choses ; elle est l'œuvre du désespoir et de la Providence , qui l'a permise et dirigée.

Le Roi de Sardaigne , que vous accusez si fort d'ambition , dont le Prince de Monaco , de par le droit féodal , de par les traités , était le vassal (2), témoin des souffrances héroïquement supportées par ce pays , las également de prodiguer les remontrances , est-il coupable d'avoir fait proposer à ce seigneur une cession amiable

(1) *Quæque ipse miserrima vidi.* — Virgile , *OEneide*.

(2) On sait que le Prince ne possédait qu'un douzième de la ville de Menton en toute indépendance et Monaco. Encore Monaco , comme place forte , appartenait-il à la Sardaigne , dont ce petit État était une enclave. Faire proposer la cessation d'une pareille anomalie moyennant une large indemnité , était-ce donc là un crime ?....

et volontaire mille fois préférable à une sauvage exploitation? Et plus tard, au jour marqué par la justice de Dieu, son Gouvernement est-il coupable d'être demeuré spectateur passif d'un mouvement depuis longtemps prévu, de ne l'avoir pas comprimé, c'est-à-dire, de n'avoir pas aidé le bourreau à étouffer la victime? Le traité de Stupiniggi l'obligeait-il à adopter un autre rôle que celui qu'il a suivi? Ce rôle, il lui était tracé par le traité lui-même, et l'humanité, cette loi supérieure à tous les traités, le lui commandait. « Le Roi laissera le Prince dans sa liberté et sa souveraineté, sans que la garnison ni aucuns autres puissent l'inquiéter jamais, ni s'ingérer dans le gouvernement ou la justice de ses peuples » (article 6 du traité de Stupiniggi ; 1817). — « Le Roi maintiendra ledit Prince dans les mêmes libertés et la même souveraineté dans lesquelles il le trouvera, etc. » (article 10 du même traité).

Que veulent dire ces deux articles? — D'une part, que la garnison ne pèsera point sur les conseils du Prince, et qu'elle ne gênera point l'exercice de sa souveraineté; — d'autre part, que le Roi protégera et défendra contre toute agression du dehors la liberté et la souveraineté du Prince. Ils ne signifient pas autre chose. — Mais qu'ils aient imposé au Roi l'obligation d'intervenir dans les affaires intérieures de la Principauté, dans les différends qui pourraient s'élever entre le Prince et ses sujets, de quitter la position de protecteur, de suzerain, pour

se faire le complice de l'oppression, tel n'en fut jamais le sens, et tout l'artifice du raisonnement ne saurait leur donner une pareille portée. — Garder la neutralité était le devoir de Sa Majesté Sarde et de son gouvernement; ils l'ont rempli, et ils ne sont sortis de cette neutralité que quand la séparation des deux villes a été un fait irrévocablement accompli, et qu'à la presque unanimité, elles voulurent hautement et publiquement appartenir à la Sardaigne.

La révolution était proche. — Commencant de ses propres mains l'affranchissement de la capitale de la Chrétienté, Pie IX venait de donner à l'Italie le signal de l'émancipation! Florence, Parme et Naples même étaient entraînées, à la suite du mouvement de Rome, dans la voie libérale où Charles-Albert avait déjà résolument engagé la Sardaigne. La face de ce sol fameux qui semblait avoir été condamné à expier sa gloire antique par une oppression séculaire, allait être renouvelée. Ce petit coin de terre, gémissant sous le poids d'une tyrannie sans exemple, tressaillit au nom de la liberté : bientôt s'ouvrit pour lui une ère nouvelle.

C'était le 4 novembre 1847, jour de la fête du Roi réformateur. La Principauté, resignée jusqu'alors à la façon de l'Irlande qui a perdu le courage avec l'espérance, entendit les clameurs enthousiastes qui reten-

tissaient à ses portes, et voulut s'associer à la joie commune par de chaleureuses manifestations. Une illumination générale fut le premier signal de l'agitation patriotique, et bientôt, aux cris de : Vive Pie IX ! Vive le Roi de Sardaigne ! succédèrent des chants et des hymnes mille fois répétés par les échos des montagnes.

Le chevalier Trenca, le même qui devait être si cruellement déchiré par l'auteur de *Monaco et ses Princes*, que la confiance de son pays placera bientôt à la tête du mouvement, ne crut pas pouvoir y prendre part ! Sacrifiant ses sympathies à son devoir, il s'abstint d'illuminer la façade de sa maison, malgré les cris et les injonctions de la multitude, et même les pierres lancées contre ses fenêtres par quelques exaltés qui appréciaient bien injustement cette délicate réserve.

Deux jours après, la population, précédée du Clergé et des Autorités, se rendit en masse chez le Gouverneur pour le prier de faire connaître au Prince le vœu unanimement exprimé par elle, « d'être régie par les lois et les institutions en vigueur dans les États Sardes. » Le Gouverneur déclara qu'il transmettrait au Prince les souhaits ardents du pays, et qu'il les appuierait de son influence. De leur côté, les Consuls adressèrent au Prince un rapport dans le même sens.

Le 16 novembre, après une fiévreuse attente, arrivèrent deux dépêches. Dans la première, qui devait être communiquée *verbalement* aux Consuls, le Prince promettait de s'occuper, à son arrivée, des réformes

réclamées; dans la seconde, *toute confidentielle*, il annulait la première, et pressait le Gouverneur de trancher la question en faisant saisir les mécontents par ses carabiniers, et au besoin par les soldats sardes. Menton tout entier s'était porté vers la résidence de ce fonctionnaire. La missive, grosse de belles promesses, fut lue au peuple, qui ne s'en contenta guère; il demanda le Prince: c'était à lui qu'il voulait faire entendre sa voix. Mais Florestan, passionné pour l'absentéisme, ne songeait nullement à quitter la ville de ses préférences et de ses loisirs.

L'auteur de *Monaco et ses Princes* accuse le Gouverneur de Menton, chargé de promulguer alors une ordonnance qui apportait une réduction dans le tarif, réduction qui laissait beaucoup à désirer, de l'avoir conservée pendant quinze jours, sous prétexte « qu'elle serait mal accueillie, comme ne donnant pas satisfaction complète aux vœux des habitants » (1). Nous qui nous rappelons combien passive était l'obéissance de l'ancien gouverneur, nous ne pouvons admettre qu'il ait osé assumer sur lui une pareille responsabilité, dans un moment aussi grave, alors que tout criait réforme au-

(1) M. de Villarey, qui a servi le Prince avec un dévouement et un désintéressement dignes d'une cause meilleure, à la date du 1^{er} octobre 1863, a écrit à M. Métivier pour faire rectifier ce qu'il avait publié à son sujet; mais l'historiographe du Prince s'y refusa et ne répondit qu'une lettre pleine de sophismes. (Voir aux *Pièces justificatives*).

tour de lui, et que la plus modeste amélioration devait être accueillie avec une extrême faveur. Ne produire cette ordonnance qu'à la dernière extrémité, quand seulement elle serait arrachée par les circonstances, telle a dû être la combinaison secrète arrêtée entre le Prince et le Gouverneur, auquel ce retard ne saurait être imputé.

Cependant, les proclamations se succèdent, l'effervescence augmente, si bien que sur la demande du Gouverneur, mais sans nécessité absolue, les troupes piémontaises viennent occuper la ville (25 nov.). — Enfin le Prince, témoin des sympathies que la presse française accordait à un pays dont les longues douleurs lui étaient révélées, et inquiet de l'effet produit par cette puissance qui renverse et qui édifie, qui honore et qui flétrit, qui récompense et qui venge, organise son départ (30 nov.) — Une proclamation le précède. Tiendra-t-il toutes ses promesses ? On doute, on espère ; l'inquiétude est extrême. Il arrive (9 déc.), et sans prendre nul souci des réclamations du pays, il s'enferme dans son castel solitaire, et « interdit expressément aux autorités et aux habitants de Menton de se présenter devant lui » (1). Nonobstant cette défense formelle, une députation de notables mentonais se rend à Monaco ; il refuse de la recevoir. Cette nouvelle se répand avec la rapidité de la foudre ; violemment irrité, le peuple se livre aux plus énergiques manifestations.

(1) Lettre au Gouverneur général.

Aux respectueuses représentations du chevalier Trenca, qui avait si courageusement sacrifié sa popularité à son devoir, il répond en le dépouillant brutalement de ses fonctions.

« Cette destitution fut acceptée facilement » dit Norbert Duclos (1); « car en rendant le chevalier Trenca à la vie privée, elle le déliait des serments qui enchaînaient son indépendance et tourmentaient son patriotisme : elle le rendait à ses amis et à son pays. »

« Il est regrettable » dit à cette occasion l'historiographe des Grimaldi « que des conseillers plus dévoués qu'intelligents aient dissuadé le Prince de recevoir les députés, sous prétexte qu'ils n'auraient pas manqué de faire entendre des paroles audacieusement hostiles » (2).

Toujours le même système : mettre sur le compte des serviteurs ce qui n'appartient qu'au Maître, qui, en 1842, en pareille circonstance, avait hautement déclaré « qu'il ne voulait rien entendre et qu'il n'avait pas besoin de leçons. » 1847 le trouvait fidèle à lui-même : c'était logique.

Le 11 décembre, les Consuls transmettent au Prince copie d'une adresse dont ils se proposent de lui donner lecture. Cette adresse provoque une ordonnance qui exaspère le peuple et donne lieu à de nouvelles manifestations. Des groupes nombreux, presque menaçants,

(1) *Vie du Commandeur Trenca*, par Norbert Duclos, pag. 28.

(2) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 202.

se forment sur tous les points ; plus de quatre mille personnes , jeunes gens , vieillards , notables , artisans , parcourent les rues en chantant des hymnes à l'Italie ; et pendant ces courses entraînantes , chaque jour renouvelées et prolongées , le soir , à la lueur des torches , des femmes assemblées en chœur se font les sublimes échos de ces hymnes admirables. Concert magnifique , mais accusateur ; harmonie pleine de grandeur et de sens , en dépit de l'ironie et des sarcasmes de notre adversaire (1).

Le bataillon de troupes sardes , détaché de Monaco , restait silencieux spectateur de ces scènes émouvantes. Pouvait-il , devait-il faire autre chose que ce que l'armée était , à ce moment solennel , chargée de faire dans tous les États du Roi ? Non. Protéger l'ordre , empêcher les manifestations de dégénérer en émeutes , telle était sa consigne , et partout elle l'a scrupuleusement observée. L'ordre véritable , d'ailleurs , l'ordre social , n'était point troublé. — La foule était nombreuse , mais nullement agressive ; de cette foule indignée s'échappaient les plaintes les plus vives : « Charles-Albert , disait-on , a
« reçu toutes les députations ; il s'est entretenu avec
« elles des besoins , des vœux du peuple ; il les a com-
« pris et satisfaits , et le prince qui nous gouverne refuse
« de nous voir et de nous entendre. Que demandons-
« nous donc ? grand Dieu ! Que le Prince ne vive pas

(1) *Monaco et ses Princes* , tom. II , pag. 200 et 201 .

« constamment éloigné du pays qui le fait vivre , et ne
« nous fasse plus traiter en ilotes ; que la somme fabu-
« leuse retirée de nos sueurs ne soit pas dévorée au
« dehors , et que l'impôt cessant d'être une spoliation ,
« devienne supportable. Car , depuis trente-trois ans ,
« nous gémissons sous la verge du bon plaisir ; nous
« sommes taillables et corvéables à merci ! Pendant
« vingt-cinq ans , on nous a imposé un pain homicide ;
« on nous a accablés d'amendes et de confiscations.
« Depuis 1815 , nos produits sont avilis par les droits
« qui les frappent à la sortie et à toutes les frontières ;
« notre capitation est effrayante. Il ne nous reste plus
« qu'à couper nos arbres et à quitter une terre qui en-
« richissait nos pères et qui nous ruine , nous et nos
« enfants. »

Telles étaient les vérités amères qui , comprimées longtemps dans les cœurs , faisaient enfin explosion , et révélaient chez la population la pensée que le temps de la résignation n'était plus , et que l'heure d'une réparation éclatante avait sonné. Vraiment , c'était un spectacle plein de graves enseignements que celui offert pendant ces jours par les habitants de cette cité , unis et agissant comme un seul homme. D'un côté , le peuple tout entier , confiant d'abord , puis inquiet , puis irrité ; de l'autre , le Prince , confiné dans son palais , manquant à la parole qu'il a donnée et , pour toute réponse , faisant caserner un bataillon sarde à Menton , tout surpris de se voir en état de siège.

Alors, un homme du peuple prend la résolution de se présenter seul au palais de Monaco. Il arrive, il trouve le Prince, qui lui demande, comme s'il l'ignorait, la vérité! — « C'est pour vous la dire que je suis venu » répond le visiteur; « si vous désirez l'entendre, je parlerai; sinon, je m'en retourne. » — On l'engage à parler. Après avoir exposé la situation: « Les consuls et les notables, dit-il, tous honnêtes gens, n'ont point, comme on le prétend, poussé le peuple; mais le peuple, au contraire, les a mis à sa tête pour réclamer des réformes, et je suis venu ici en son nom... Que votre fils vienne s'assurer par lui-même des sentiments réels de la population: je réponds de sa personne. » — Le Prince, après un moment d'hésitation, consent que son fils aille, le lendemain, à Menton. Le rendez-vous général est fixé à la résidence de Carnolès.

CHAPITRE XVIII.

FLORESTAN I^{er}.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

12 décembre 1847 — 2 mars 1848.

Le jour suivant (12 déc.), à l'heure fixée pour l'arrivée du duc de Valentinois, près de cinq mille personnes, précédées de toutes les bannières, du Clergé, du Tribunal et des Consuls, se dirigent vers Carnolès. Les premières bannières touchaient à la résidence princière, quand M. l'abbé Carles, curé de l'église paroissiale de Menton, digne prêtre en qui la population avait placé toute sa confiance, qui connaissait ses misères et ses vœux, prend la parole et, dans un éloquent discours, supplie le Duc de se souvenir du cri parti du Vatican, démontre l'urgence des réformes, question de vie ou de mort, et termine en demandant des concessions libérales semblables à celles accordées par les autres Souverains à l'Italie.

Ce discours, qui résumait la situation, quoique un peu étrange pour lui, semble émouvoir le Duc. Après

quelques explications échangées entre lui et les Autorités, unies aux Notables, *les réformes demandées sont solennellement promises*, et aussitôt les cris de *Vive le Prince!* retentissent de toutes parts. Des farandoles, des rondes, ces danses joyeuses du Midi, sont improvisées en face de ces belles montagnes, au bord de cette mer étincelante et sous ce ciel si pur, témoins de l'allégresse populaire et du pacte nouveau.

L'intervention du Doyen paraît à l'historiographe des Grimaldi une énormité : « Ne pouvait-on pas s'étonner de voir un ministre de paix se mêler ainsi à une foule agitée et se rendre l'organe de ses réclamations? Et puis, l'orateur était-il sincère dans l'expression de ses sentiments personnels? Le rôle qu'il a joué plus tard permet le doute à cet égard..... » — M. Métivier oublie sans doute que la scène se passait en Italie, où le prêtre est beaucoup plus mêlé à la vie publique qu'en France; que les circonstances étaient exceptionnelles; que la vérité sortant d'une bouche aussi pure, aussi désintéressée, devait être plus écoutée que tombant d'une bouche séculière; enfin, que, père spirituel de cette grande famille qui venait solliciter le droit de vivre, il représentait auprès du Prince Dieu lui-même dont il était l'envoyé et le saint ministre. Voilà ce que M. Métivier n'a pas compris. Quant aux doutes injurieux qu'il ose émettre sur la sincérité de ses sentiments et la loyauté de ses actes, le Curé de Saint-Michel est trop haut

placé dans l'estime publique, trop considéré de son Évêque, sa conduite ultérieure a été trop honorable, pour que nous ayons besoin de les relever davantage : les mentionner sera notre seule réponse et notre seule vengeance.

Reprenons notre récit :

Que résulta-t-il de ce solennel rendez-vous ? Quelques modifications dans le tarif des douanes, l'acceptation conditionnelle de la démission du Gouverneur, la promesse de l'adoption de l'impôt foncier, substitué aux droits de sortie sur les produits indigènes, projet d'un Conseil d'État : toutes concessions tardives, arrachées, qui en d'autres temps auraient reçu bon accueil, et qui aujourd'hui ne pouvaient satisfaire : voilà tout. Le peuple se considéra comme trompé encore ; les Consuls protestèrent ; l'agitation recommença plus animée que jamais. Florestan eut recours aux mesures extrêmes. Un colonel français (1) et un major piémontais, dont la présence n'avait servi qu'à contenir les esprits, furent dénoncés à leurs gouvernements, et bientôt honorablement justifiés. Le Chef du Clergé de Menton, prêtre justement vénéré de tous, l'orateur du 12 décembre, également dénoncé, dut rendre compte, à Nice, de sa conduite ; mais il trouva dans la justice de son digne Évêque l'éloge au lieu du blâme. Enfin, le Prince, à bout de moyens, envoya

(1) Le colonel de cavalerie Maurice comte de Partouneaux, devenu plus tard général de division.

son fils à Turin. Quel accueil fit le suzerain au vassal ? Celui sans doute que méritait le représentant d'une mauvaise cause. Néanmoins, d'imprudents propos circulèrent au retour ; il fut dit que le Prince avait l'appui du Cabinet sarde, et que les baïonnettes et la proscription auraient raison des rassemblements populaires.

Donc, le 4 janvier, le général Gonnet, suivi du Gouverneur provisoire et d'un nouveau bataillon, entra à Menton. Des agents de police semblaient chercher parmi les groupes les personnes désignées pour être arrêtées et proscrites. Stationnés à peu de distance l'un de l'autre, les deux bataillons observaient la population, qui s'avancait, musique en tête et portant le buste de Charles-Albert. Connaissant ses dispositions toutes pacifiques, et ne voyant dans cette promenade qu'une démonstration en l'honneur du Roi qu'elle aimait, la troupe se rangea soudainement et présenta les armes au buste du Monarque, satisfaction que le Prince n'avait ni désirée ni prévue ; peut-être attendait-il un bulletin sinistre ; mais le brave général avait repoussé loin de sa pensée l'emploi de la force. Quand il eut acquis la certitude que l'ordre n'était point troublé, il partit pour Monaco, et les soldats rentrèrent aussitôt dans leurs casernes.

L'historien des Grimaldi prétend que « le 5 janvier le désordre fut à son comble à Menton » (1). Il cite des faits tellement impossibles et si contraires à l'esprit reli-

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 213.

gieux et au noble caractère des habitants, que nous ne saurions ni les reproduire ni les admettre. Les Mentonnais sont vifs, comme tous les méridionaux, parfois exaltés, mais incapables de saturnales.

Le surlendemain, un émissaire étranger vint, au nom du Prince, demander aux Consuls de ramener le calme dans la cité. Les Consuls répondirent en rappelant les promesses faites, et en réclamant leur exécution. Peine inutile ! Des marins furent mandés par la Princesse, qui chercha à ébranler leurs patriotiques dispositions ; mais ils usèrent envers elle de cette rude franchise qui leur est familière. Au reproche qu'elle leur fit d'obéir aux injonctions des riches — comme si, sous le régime que l'on connaît, il y avait des riches à Menton — « Non ! non ! répliquent ces braves gens, nous ne suivons les conseils de personne : tous nous ne faisons qu'un ; nos intérêts et nos vœux sont communs, et nous sommes unis, voyez-vous, comme les cinq doigts de la main. Il en a toujours été ainsi, et ce sera toujours. »

Les choses allaient mal pour le Prince. Le 10 février, une députation lui demanda la Constitution sarde ; le 13, fut publiée, par ses ordres, une certaine pièce décorée du nom de *Charte*, véritable moquerie, dernier mensonge dont le peuple ne laissa pas achever la lecture.

Qu'on juge si le peuple eut raison de repousser ce pacte dérisoire !

L'article 13 était ainsi conçu :

« Le Conseil d'État établi pour délibérer sur les lois

« ou ordonnances d'administration générale, est composé
« de douze membres âgés de trente ans accomplis. La
« moitié des membres sera nommée par le Prince, et
« l'autre moitié par les électeurs, dans les proportions
« suivantes : deux par les électeurs de Monaco ; trois par
« ceux de Menton ; un par ceux de Roquebrune. Chaque
« membre du Conseil devra être élu par les électeurs
« de la commune où il a sa résidence. »

Voilà donc six conseillers au choix et par conséquent à la dévotion du Prince ; six conseillers qui ne conseilleront pas et qui seront les répétiteurs serviles des leçons qu'on leur aura faites. Six d'abord, plus deux, d'une obéissance passive ; car ils seront pris à Monaco parmi les intéressés ou les serviteurs du Maître ; plus, enfin, remarquez-le, le fils du Prince ou le Gouverneur, qui nécessairement présidera et votera *bien* ; total : neuf, c'est-à-dire, majorité complète. Qu'importent dès lors les quatre autres et leurs velléités d'opposition ? On les traitera comme des zéros, incapables par eux-mêmes de faire un nombre ; ils seront comme s'ils n'étaient pas ; ils pourront discuter, protester même ; qu'importe encore ? On passera outre. Les immuables de la majorité décideront qu'ils n'accordent rien, qu'ils ne réforment rien, et qu'ils protègent à perpétuité l'admirable mécanisme gouvernemental auquel ils sont redevables de leur petite pension, de leurs petits honneurs, de leur petit rôle, et tout cela aux dépens et au désespoir des Mentonnais, qui paient et paieront, ce qui est l'imper-

tante affaire : *sic vos non vobis*. Parfait, ingénieux, habile ! Sans doute, le succès est promis à cette conception profonde ; le calme va renaître, l'argent emplir le trésor. Sa Seigneurie chante victoire ! oui ; mais elle a calculé sans son hôte..... Cet hôte refusera le plat qu'on vient de lui servir, et qu'en certain lieu l'on juge trop délicat pour son grossier appétit. L'indigne *factum* est accueilli par le mépris public : il ne méritait pas mieux. Le peuple comprend qu'entre le Prince et lui tout rapport est rompu, toute union brisée.

Dans les derniers jours de février, un grand événement s'accomplissait : le 22, Paris se levait, dans la guerre civile, au cri de la Réforme ; le 24, la révolution était consommée, l'œuvre de Juillet n'était plus !

C'était Elle ! (1) le jour qui suivit la nuit sombre,
On vit, non sans pitié, se retirer dans l'ombre
Ce prince que Paris, fatigué de ses rois,
Avait, dans son caprice, hissé sur le pavois,
Comme un pauvre honteux que le monde abandonne,
Au bruit des lourds pavés laissant une couronne.
Celui que nul ami n'avait su retenir,
Léguant à son pays un lugubre avenir,
S'en allait vers l'exil, seul, sans fils, sans escorte...
Ce qu'apporta Juillet, Février le remporte,
C'est justice et leçon. De la Seine au Volga,
Des rives du Danube aux cimes de l'Etna,

(1) La Révolution.

Fatalement poussés par un souffle magique ,
Coururent ces trois mots : la France est République !
Alors , peuples et rois s'agitèrent soudain ,
Et partout Février compta son lendemain.
L'Autriche aux mille aspects , la froide Germanie ,
La noble Péninsule au splendide génie ,
La Hongrie au cœur tier , l'impatient Piémont
Qui brûle d'effacer un séculaire affront ;
Berlin la raisonneuse et Vienne la superbe ,
Rome , enfin , dont la force est toute dans le Verbe ,
Empires et cités , tout fut en mouvement ,
Tout trembla , tout subit l'immense ébranlement (1).

La révolution de Paris devait également exercer sur l'état des esprits à Menton une influence décisive ; déjà la nécessité d'une concentration de pouvoirs entre les mains du général Gonnet avait été démontrée au Prince, qui l'avait lui-même reconnue et acceptée ; en outre , les Consuls , dans une adresse au nom de la population Mentonaise , avaient instamment réclamé la haute protection de la Sardaigne. La gravité de la situation n'avait pas échappé au Prince et à son entourage. Le 25 février, une proclamation pleine d'injurieux reproches est affichée ; Florestan déclare adopter une Constitution semblable à celle de la Sardaigne. Que cette importante concession ait été arrachée par la révolution parisienne, déjà connue à Monaco , par l'attitude persévérante des

(1) Fragment d'un poème inédit , par l'auteur de ce travail.

Mentonais , ou librement consentie , elle n'en fut pas moins accueillie avec une satisfaction véritable. Un *Te Deum* en actions de grâces fut chanté à cette occasion par le digne Curé de Saint-Michel.

La Constitution nouvelle , vraiment libérale , était capable de satisfaire les volontés les plus exigeantes ; mais la foi en son application sincère manquait entièrement. Tant de promesses avaient été éludées ! Tant d'engagements oubliés ! On y croyait peu : on n'y croyait pas. En même temps , l'immense commotion qui depuis quelques jours ébranlait l'Europe , poussait les esprits à des entreprises radicales. Ne voulant pas demeurer plus longtemps spectateur d'un mouvement qu'il n'était plus possible de maîtriser sans verser le sang , le Général sarde demanda à Turin des instructions ; le Gouvernement lui donna l'ordre de retirer ses troupes. Peu de jours après , il informa le Prince qu'il lui était enjoint de faire sortir de Menton toutes ses forces , et qu'il allait s'y rendre en personne pour présider à l'exécution de cette mesure.

En vain , M. le comte Alexandre d'Adhémar , qui avait été nommé par le Prince Gouverneur général , à la place de M. Villarey , démissionnaire , chercha , dans une proclamation pleine de belles promesses , à réconcilier le peuple avec son Souverain.

Le 2 mars , lorsque les troupes piémontaises eurent repris la route de leurs cantonnements , Menton arbora le drapeau italien , et un Gouvernement provisoire

(Commission) de trente-neuf membres élus par acclamation y fut constitué. — Cinq jours après , la Commission s'adjoignit soixante-un citoyens proclamés encore par la voix du peuple. — Aussitôt le Prince protesta auprès du Cabinet de Turin contre l'établissement du Gouvernement provisoire. A cette protestation , le Président du Conseil des ministres sardes fit une réponse parfaitement logique. « Les traités invoqués par le Prince n'obligent le Roi qu'à défendre le Prince contre une agression *extérieure*. Si le Roi a bien voulu , dans les premiers moments d'effervescence , envoyer des troupes à Menton , ce n'était qu'un acte de courtoisie auquel rien ne le contraignait ; mais ces troupes n'ayant pu ramener le calme , le Roi se retirait , afin d'être en droit de décliner toute responsabilité des événements ultérieurs. » Tel est le sens du traité Stupiniggi : le comte de Saint-Marzan ne pouvait répondre autrement. Quant à l'établissement d'un Gouvernement provisoire , seul et dernier moyen de salut , le passé et les circonstances ne l'avaient que trop justifié.

Les proclamations du Prince Florestan se multiplièrent , mais toujours impuissantes ; si bien qu'il se décida , par ordonnance du 10 mars , à conférer à son fils , le duc de Valentinois , l'administration générale de la Principauté , dont la plus grande partie lui échappait : pareille à une couronne de laquelle se seraient détachés d'eux-mêmes les plus beaux fleurons , sans qu'une main humaine pût les y replacer jamais !

CHAPITRE XIX.

CHARLES TRENCA.

LES DEUX VILLES LIBRES. — ABSTENTION DE MONACO.

1848.

Il est un homme qui fut grand par le cœur, puissant par l'intelligence, distingué entre tous plus encore par la noblesse de son caractère et la délicatesse de ses sentiments que par sa naissance et sa fortune, auquel la Providence réservait une mission considérable dans la révolution Mentonaise, et en qui bientôt son pays se personnifiera tout entier; qui, grand citoyen autant que loyal serviteur, fut indignement jugé et longuement calomnié par l'historiographe du Prince de Monaco: c'est le chevalier Trenca. Le moment est venu de dire ce qu'il fut avant d'être appelé par la confiance publique à la tête du gouvernement des deux Villes.

Pour bien connaître et apprécier un homme que ses rares qualités et ses éminents services ont sacré pour la postérité, il convient de rechercher comment furent conduites ses premières années.

Descendant d'une famille dont l'origine se confond avec celle de la cité, et anoblie il y a près de deux siècles, dans une position de fortune qui permettait tous les sacrifices, Charles Trenca, après avoir, en enfant docile, profité de l'éducation inestimable de la famille, reçut cette forte éducation publique qui ouvre devant elle toutes les carrières. Les collèges de Nice et de Marseille, l'Université de Turin, applaudirent tour à tour à ses succès et encouragèrent ses travaux. Son goût prononcé pour les lettres, sa passion pour la musique, et surtout pour la musique sacrée, lui dérobaient toutes ces heures précieuses que trop souvent la jeunesse consacre aux vulgaires plaisirs. Ses premières compositions musicales révélèrent en lui un artiste. On pourrait regretter que ses brillantes facultés ne se soient pas exercées sur un plus vaste théâtre, où elles l'auraient assurément fait monter au premier rang; mais peut-être aussi, en se vouant exclusivement à ses études favorites, dans les capitales, auprès des grands maîtres, serait-il devenu trop étranger à son pays, aurait-il moins connu ses misères, et malgré son ardent patriotisme, n'aurait-il pas concouru si efficacement à sa rédemption.

Homme du sol et de la famille, que le besoin de son instruction lui avait fait quitter à regret, il y était revenu avec la pensée de s'y fixer et de s'y attacher pour toujours. — En 1819, le Prince le nomma lieutenant dans sa garde. L'année suivante, il s'unissait à une personne vraiment accomplie, mademoiselle Françoise-

Marguerite-Henriette de Monléon, dont le père avait administré pendant plusieurs années la ville de Menton en qualité de Maire, fonctions que le fils occupe et remplit si dignement aujourd'hui.

En 1828, il fut nommé capitaine dans le corps des carabiniers du Prince ; en 1834, le Portugal le choisit pour son consul à Menton. Dans la même année, sa présence au service funèbre anniversaire du roi Charles-Félix lui valut la disgrâce du Prince, auquel il offrit, mais vainement, sa démission ; quatre ans plus tard, à l'occasion d'un lâche assassinat commis par excès d'autorité et contre lequel, avec toute la population, il avait manifesté une indignation légitime, il fut, sans avoir été entendu, rayé du cadre des officiers.

Revenu à des sentiments plus équitables, Honoré V répara, en 1837, l'injustice qu'il avait commise, et envoya à Charles Trenca un nouveau brevet de capitaine, sans qu'il l'eût sollicité.

Vers la fin de 1844, quelque temps après l'avènement de Florestan, avènement que ce prince s'empressa de faire ratifier par le Roi de Sardaigne, dont il était le vassal, Charles Trenca fut désigné comme membre de la députation envoyée à Turin pour la cérémonie de l'investiture (1). Son mérite hors ligne le fit distinguer à la cour ; le Roi, qui le reçut en audience particu-

(1) Voir, aux *Pièces justificatives*, le cérémonial de l'investiture, n° 6.

lière, le nomma chevalier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare.

En cette circonstance comme toujours, Trenea sut concilier ses devoirs envers son Souverain avec ses obligations envers son pays. Loin d'accuser l'auteur des maux qui accablaient ses compatriotes, il demanda et obtint en faveur du duc de Valentinois la décoration de Commandeur de l'Ordre dont il venait d'être fait Chevalier, avec autorisation de revêtir l'uniforme de cet Ordre. « Il voulait, dit Norbert Duclos (1), par une telle faveur accordée au jeune Duc, rapprocher les Princes de Monaco de la Maison de Savoie, dont la haute influence ne pouvait qu'être très utile au bien du pays, par les inspirations de la généreuse politique qui présidait aux destinées des États-Sardes. »

Cette flatteuse distinction, due autant aux rares qualités de Charles Trenea qu'à la bonté du Roi qui les avait appréciées, l'auteur de *Monaco et ses Princes* l'attribue uniquement à l'amitié et à l'intervention du duc de Valentinois. Nous le mettons au défi de nous fournir la preuve de son assertion gratuite et, de plus, calculée, on devine dans quel but. Nous, au contraire, nous pouvons affirmer, dès à présent, avec la plus entière certitude — et nous pourrions aller plus loin, si l'on nous y forçait — que bien loin de faire solliciter monsieur le Duc pour son compte, Charles Trenea

(1) *Vie du Commandeur Trenea*, par Norbert Duclos, pag. 20.

sollicita lui-même pour le Prince héréditaire les faveurs piémontaises, ainsi qu'on vient de le voir (1).

Au retour de Turin, le Prince lui offrit la place de contrôleur général des finances. « Le chevalier Trenca, dit encore Norbert Duclos, hésita d'abord à accepter ces fonctions, dans lesquelles il était bien difficile, en effet, de concilier les intérêts du Prince qui ne cherchait qu'à augmenter ses revenus, avec ceux du peuple qui réclamait, au contraire, la diminution de ses charges. Il accepta cependant, ne désespérant pas de résoudre le problème, ou du moins avec l'espoir d'user utilement de l'influence que lui donnait cette nouvelle position pour amener le Prince à de meilleurs sentiments » (2).

Désigné de nouveau, l'année suivante, pour accompagner à Turin le duc de Valentinois, il fut accueilli encore par M. le comte de La Marguerite avec les plus grands égards. C'est alors qu'il reçut de ce Ministre la mission très délicate de sonder les intentions du Prince relativement à la cession de la Principauté. Mais laissons parler ici son impartial biographe : « Il lui fallait du courage pour s'en charger, car il était à peu près sûr

(1) La digne mère de Charles Trenca, Françoise-Félicité Lévamis fut tenue sur les fonts du baptême par une des Princesses royales de Piémont, élevée par ses soins dans un couvent et dotée ensuite d'une pension qui devait être réversible sur Charles Trenca. On comprend facilement le crédit dont pouvait jouir auprès du Roi et de son Cabinet le fils de Félicité Lévamis.

(2) *Vie du Commandeur Trenca*, par Norbert Duclos, pag 22.

de déplaire ; et , en effet , ses premières ouvertures , fort mal accueillies par la Princesse-mère , le firent tomber tout d'abord en état de suspicion. Accusé bientôt par le Prince d'entretenir avec le Gouvernement sarde une correspondance ayant pour but de dévoiler certains détails de son administration , le chevalier Trenca crut de son honneur et de son devoir de donner immédiatement sa démission de toutes ses fonctions , et demanda même qu'une enquête publique lui permit de confondre ses calomniateurs. — Il n'avait jamais dissimulé ses sympathies pour la Cour de Turin , et les Princes de Monaco avaient dû apprécier la franchise avec laquelle il les avait toujours conjurés de se rapprocher de cette Cour, dont la salubre influence eût pu leur épargner tant de fautes , ainsi que la loyauté avec laquelle il les avait servis , tout en déplorant leur mauvaise administration. Il demandait cette enquête , non point pour défendre son honneur , que ne pouvaient atteindre ces calomnies , mais pour éclairer le Prince sur les basses intrigues qui cherchaient à éloigner de lui ses conseillers les plus honnêtes.

« La démission et l'enquête furent également refusées. Le Prince répondit au chevalier Trenca qu'*il n'avait jamais douté un instant de sa loyauté , et le pria de ne pas le priver de ses services.*

« De 1844 à 1847, aucun événement important ne vient changer la position du chevalier Trenca, si ce n'est qu'il a été chargé des fonctions de trésorier général

réunies à celles de contrôleur général des finances. Tous ses efforts ont tendu à se maintenir dans la confiance du Prince, sans cependant perdre une seule occasion de plaider auprès de lui les intérêts publics, en réclamant contre les charges toujours croissantes qui écrasent ce malheureux pays. Réclamations inutiles, dont l'insistance doit finir par le rendre suspect, il le sent bien lui-même; mais depuis longtemps il est prêt à faire le sacrifice de son emploi, plutôt que de sanctionner, ne fût-ce que par le silence, les iniquités qui se commettent au nom du Prince. Déjà même il eût résigné ces fonctions qui lui pèsent, si ses amis ne l'avaient pas prié de conserver une influence qui, dans un moment donné, pouvait devenir utile. Les soins à donner à ses propriétés, l'exploitation de leurs produits; son goût pour les voyages, son amour de l'étude et ses habitudes de famille, tout lui conseillait de reprendre son indépendance; mais il restait enchaîné à cette position, pour ne pas perdre l'occasion de rendre service à son pays » (1).

Les obligations que sa position officielle lui imposait envers le Prince étaient bien connues du chevalier Trenca. Le lecteur se souvient que le 4 novembre 1847, jour où le pays tout entier célébrait joyeusement la fête du Roi-réformateur, Charles Trenca s'abstint de toute manifestation, n'illumina point, et, comprimant son patriotisme

(1) *Vie du Commandeur Trenca*, pag. 23 et 24.

tisme, eut le courage de sacrifier ses sentiments au devoir. Il n'a pas non plus oublié que le 9 décembre suivant, quand Florestan, accouru de Paris, la veille, eut refusé de recevoir la députation Mentonnaise, le chevalier Trenca osa faire au Prince de respectueuses représentations, et que, pour toute réponse, le Prince le destitua de toutes ses fonctions. A partir de ce jour, délié de ses serments et rendu à l'indépendance, Charles Trenca était redevenu libre.

Du 9 décembre au 4^{er} mars, veille du jour où Menton constitua un Gouvernement provisoire, Charles Trenca se tient à l'écart, prévoyant et attendant l'avenir. On lui fait un crime d'avoir, dans l'intervalle, entretenu des relations avec le général Gonnet, un ami de vieille date; d'avoir invité à une réunion musicale, vieux péché d'habitude, des parents, des amis, des compatriotes; d'avoir causé avec eux du passé et même du présent, crime irrémissible; on transforme de simples entretiens en conversations redoutables, d'innocentes réceptions en clubs démagogiques; on veut voir partout des conspirateurs et des complots; et l'on oublie qu'il n'y eut jamais ici qu'un seul complot contre l'État, l'administration du Prince; un seul conspirateur, le Prince lui-même.

Tel fut Charles Trenca dans le passé; l'avenir nous le montrera citoyen dévoué, écrivain, homme d'État, chef de gouvernement, diplomate, luttant contre l'intrigue et les influences, faisant face à toutes les diffi-

cultés, animant tous les courages, soutenant toutes les défaillances, conjurant tous les périls, s'usant enfin et se sacrifiant pour la cause deux fois sainte qu'il avait embrassée : la cause de la justice et de la patrie.

Peu de jours après la constitution du gouvernement provisoire, le duc de Valentinois, encore tout impressionné de la terrible leçon de Février, venait voir si Menton et Roquebrune seraient moins intraitables que Paris, et si de nouvelles promesses pourraient changer les dispositions des deux Villes. Il venait aussi pour maintenir sous son obéissance Monaco, qui ayant moins souffert de la domination des Princes, n'avait pas cherché à s'en affranchir. C'était bien à lui : il soignait sa chose. Mais il était trop tard ; et quant au but principal qu'il poursuivait, il devait y perdre son temps et sa peine.

Oubliant que son père avait blessé au cœur le chevalier Trenca, qu'en récompense de sa franchise, dans une circonstance grave, il avait brutalement rendu à l'indépendance, ne comprenant pas que l'ancien et loyal conseiller, par devoir comme par sentiment, ne pouvait plus être que le serviteur de la patrie, le Duc lui écrivit pour l'engager à se rendre à Carnolès « *afin de concerter ensemble la réorganisation administrative et politique du pays* (1) ; mais Charles Trenca

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 231.

Voir aux *Pièces justificatives*, la lettre de M. le Duc et la réponse du chevalier Trenca. n^{os} 7 et 8.

ne s'appartenait plus ; il se borna à répondre au Duc qu'il ne pouvait rien prendre sur lui, et qu'il en référerait au Conseil du gouvernement, dont il était membre. Démarche inutile : la Commission refusa de se prêter à ces ouvertures ; l'abîme qui existait entre les deux puissances ne pouvait plus être franchi, Trenea l'eût-il voulu !

« De nouvelles propositions plus directes, de nature à flatter son ambition, furent faites au chevalier Trenea, et repoussées de même avec respect, mais avec la dignité et l'énergie que donne le sentiment du devoir et de l'honneur » (1).

Séparation !... Tel était le cri qui retentissait d'un bout à l'autre du territoire des deux Villes ; tel était le résultat que devait poursuivre sans retard la Commission provisoire. Aussi, après avoir adressé aux Gouvernements de Paris et de Turin des lettres de notification, et pourvu, à l'intérieur, aux nécessités les plus impérieuses, les Commissions de Menton et de Roquebrune se réunirent-elles dans la soirée du 20 mars, et, le lendemain 21, rendirent à l'unanimité un décret par lequel elles proclamaient les deux villes *Villes libres*.

Voici cette déclaration patriotique et souveraine :

« La Commission de Menton, de concert avec celle
« de Roquebrune, réunie en séance extraordinaire :

« Attendu que depuis l'organisation du Gouverne-

(1) *Vie du Commandeur Trenea*, pag. 26.

« ment provisoire, constitué le 2 de ce mois, tous les
« actes officiels du Prince, loin de tendre à faire dispa-
« raitre les causes qui ont nécessité cette détermination
« du peuple, n'ont eu d'autre but que d'accroître
« l'exaspération publique ;

« Que la révocation de tous les officiers publics faisant
« partie de la Commission a rendu impossibles tous les
« actes de l'État-civil, les actes à cause de mort et
« toute transaction sociale ;

« Que des tentatives ont été faites à l'extérieur pour
« entraver tout commerce d'exportation, seule ressource
« du pays ;

« Qu'en jetant ainsi la perturbation dans les intérêts,
« le Pouvoir n'a visé qu'à amener le désordre et l'a-
« narchie ;

« Attendu qu'une pareille situation ne saurait se
« prolonger plus longtemps, et qu'il est urgent de la
« régulariser ;

« La Commission, adhérant à la volonté unanime et
« énergique du peuple, de briser irrévocablement avec
« un pouvoir dont les monopoles, l'arbitraire et l'oppres-
« sion ont été depuis trente-trois ans la seule et unique
« pensée, les seuls moyens de gouvernement.

« Arrête à l'unanimité :

« La ville de Menton, dont Roquebrune demeure une
« annexe, est proclamée *Ville libre et indépendante*,
« sous la protection de la Sardaigne (comme ci-devant),

« pour ne plus faire partie de la Principauté de Monaco.

« La limite qui séparait la commune de Roquebrune
« de celle de Monaco fixera la ligne de démarcation
« du territoire appartenant à la Ville libre de Menton.

« Le pavillon adopté se compose des couleurs suivantes, placées verticalement, savoir :

« Le *vert*, attaché à la hampe ;

« Le *blanc*, ayant au centre deux mains entrelacées,

« Et le *rouge*, flottant à l'extrémité.

« Les lois existantes continueront à être en vigueur
« jusqu'à ce qu'il soit ultérieurement statué.

« Le Président de la Commission et les Consuls sont
« chargés de notifier à qui de droit le présent arrêté.

« Menton, ville libre. »

*Suivent les signatures des cent représentants
composant la Commission.*

Le 31 mars, des lettres de notification sont expédiées par les trois anciens Consuls, MM. Massa, C. de Monléon et Maraldi, aux Gouvernements de Paris et de Turin (1). M. de Balbo répond que la Sardaigne continuera à

(1) MM. D'Adhémar, le vicomte Tonin de Partouneaux et l'auteur de ce travail eurent l'honneur de présenter la lettre de notification à M. le Ministre des affaires étrangères, à Paris.

Voici en quels termes ce fait est présenté dans *Monaco et ses Princes*, pag. 236 : — « Le 31 mars, la nouvelle Ville libre notifia à la Sardaigne et au Gouvernement provisoire de France la révolution qu'une imperceptible minorité venait d'accomplir. » Et c'est ainsi qu'on écrit l'histoire !

Menton ville libre la protection qu'elle réclame, « en réservant tous les droits qui peuvent appartenir à Sa Majesté sur ce territoire. »

Peu de jours après cette réponse, un détachement de troupes piémontaises est envoyé dans cette ville.

Le 4 avril, la loi électorale, presque aussi large que le suffrage universel, est promulguée; on procède ensuite à de nouvelles élections. Le nombre des députés est réduit à soixante-dix, cinquante-huit pour Menton et douze pour Roquebrune.

Le 9, un *Te Deum* solennel est chanté à l'église paroissiale.

Le 17, en réponse à la lettre de notification, M. de Lamartine donne à ses agents consulaires et aux directions des ports qui commercent avec les deux Villes des ordres pour que leur nouveau pavillon reçoive bon et fraternel accueil, et que les visas ordinaires soient apposés dans les chancelleries sur tous actes émanant des autorités nouvelles (1).

Le 30, le Statut fondamental est publié. La souveraineté résidera, par délégation, dans la Chambre des soixante-dix. Cinq Commissaires seront chargés par elle du *pouvoir exécutif*; comme elle, ils auront l'*initiative*. La durée du mandat sera de trois ans.

Enfin, le 1^{er} mai, la Chambre nomme les Commissaires, qui élisent leur président, lequel prend le titre

(1) Voir aux *Pièces justificatives*, n° 9.

de *Président du gouvernement* (1). Le régime municipal est institué, et l'on procède rapidement à une complète réorganisation judiciaire.

Dans tous ces mouvements qui ont amené l'affranchissement des sept huitièmes de la Principauté, on voit la petite ville de Monaco se tenant à l'écart, comme son rocher, et restant étrangère à tout ce qui se fait autour d'elle. Pourquoi ?

Une rivalité séculaire existait entre la ville princière et la ville bourgeoise, entre le rocher nu et dominateur et le pays producteur. De tout temps, Monaco fut favorisé par les Princes : autrefois, ils y dépensaient largement leur propre fortune ; depuis 1815, ils s'y étaient fait, avec l'argent de Menton, des créatures dévouées à leur domination égoïste. Quelques maigres emplois, quelques misérables pensions, des promesses, des espérances, tels furent leurs grands moyens de séduction,

(1) Les cinq Commissaires élus étaient : MM. Charles Trenca, président ; Joseph de Saint-Ambroise ; Mouton (de Roquebrune) ; Charles de Monléon ; C. Faraldo. — Le Maire de la ville de Menton, M. Auguste Massa.

La Garde nationale, spontanément organisée, est placée sous le commandement en chef du Colonel Charles Trenca. Elle se composait de deux compagnies de grenadiers et de deux compagnies de voltigeurs. Tous indistinctement ont bien mérité du pays ; mais spécialement le capitaine adjudant-major Jean Trenca, homme ouvert, franc, intrépide, chéri du peuple, et qui a rendu, par son zèle infatigable, d'immenses services à la cause de l'affranchissement.

et l'on comprend très bien leur politique. Sur trois communes, dont deux, dépouillées par eux, les maudissaient sans cesse, il leur en fallait une qui, naturellement pauvre, parce que le sol lui manque, eût besoin des deux autres, et ramassât avec bonheur les miettes qui tombaient de la table du Maître. Le succès était assuré et peu coûteux : Menton et Roquebrune payaient, Monaco profitait. Il n'y avait pas pour les rares habitants du Port-d'Hercule nécessité pressante de secouer un joug dont presque tout le poids était porté par des voisins qu'ils regardaient à tort bien moins comme des compatriotes que comme des adversaires. Et puis, le Prince et les siens, dans ces derniers mois, y habitaient, entourés de gens qui avaient besoin d'eux, qui comptaient sur eux, et qui agissaient de tout leur pouvoir sur cette petite population pour l'empêcher de proclamer son indépendance. Ils lui faisaient peur tour à tour et de la Sardaigne et de l'Autriche et du Prince lui-même; ils lui donnaient à comprendre que le fils du Prince étant, par son mariage, devenu fort riche, il lui serait chose facile de venir en aide aux habitants sans la participation des autres communes; que leur intérêt leur commandait de ne pas changer leur situation, etc.; enfin, que Menton et Roquebrune se repentiraient un jour d'avoir renié leurs souverains. Ces raisons, plus ou moins convaincantes, engagèrent Monaco à s'abstenir. Il garda donc son Maître, qui se cramponna à ce rocher, où il établit un foyer de cons-

•

piration permanente contre l'indépendance des Villes libres (1), afin de s'y créer un parti par tous les moyens, dans l'espoir, non de recouvrer une souveraineté qu'il savait perdue à jamais, mais de céder à la Sardaigne un bien singulièrement amoindri, ou de rencontrer dans les malheurs mêmes de l'Italie une restauration nouvelle.

(1) A cette conspiration infatigable contre leur indépendance, le Grand Conseil se vit forcé de répondre, le 28 mai, par un décret de bannissement contre le Prince et sa famille.

CHAPITRE XX.

1848.

Le nouveau gouvernement, libre expression de la volonté générale, était bien et légalement constitué : néanmoins, les difficultés ne manquèrent pas à ses commencements. Monaco menaçait ; la Princesse « cet esprit sérieux et observateur hautement apprécié de sa famille » (1), ourdissait à Paris ses intrigues, et se multipliait pour empêcher le Gouvernement français de reconnaître le nouvel état de choses. Où les Villes libres pourraient-elles trouver une protection efficace ? Dans la Sardaigne seule. L'annexion les sauvait : ainsi pensait tout le pays. Le Grand Conseil songea à faire voter aux deux communes leur fusion aux États-Sardes. Deux registres destinés à recevoir les votes *pour* ou *contre* furent ouverts à la Maison communale de Menton pendant cinq jours : la majorité des électeurs inscrits des deux Villes signa *en faveur* de l'annexion ; il n'y eut pas un seul vote contre.

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 173.

Nous ne prendrons pas la peine de réfuter les assertions entièrement erronées que M. Métivier avance contre la sincérité de ce vote, ni de discuter des chiffres (1), ni de démentir les prétendues violences exercées contre les opposants : nous nous bornerons à mettre sous les yeux du lecteur un extrait de la délibération du Grand Conseil, en date du 30 juin :

« Attendu que depuis le dernier recensement des
« Villes libres (par le Prince), la totalité de la population s'élèverait à 4,900 âmes, y compris les absents
« et les étrangers ;

« Que déduction faite de ces derniers, des mineurs
« et des femmes, le nombre des individus aptes à voter
« ne peut atteindre le chiffre de 4,000 ; qu'ainsi, une
« grande majorité s'est prononcée ouvertement pour
« la réunion, et que cette majorité se compose de
« toute la représentation du pays, de la propriété,
« du clergé, de la municipalité (celle nommée par
« le Prince), du tribunal et de toutes les capacités,
« Délibère : la réunion immédiate des Villes libres aux
« États-Sardes sera effectuée » (2).

(1) En juin 1848, le chiffre des votes pour l'annexion s'éleva à 568. — Six ans plus tard, c'est-à-dire, après les revers du Piémont, après Custosa et Novare, le pays, de nouveau consulté sur la question de l'annexion, qui n'était pas encore définitivement consommée, donna librement et spontanément 838 signatures. — M. Métivier a-t-il bien pesé ce second vote ?

(2) La liste de votation a été déposée dans les protocoles de M^e de Bottini, notaire, où l'on peut en prendre connaissance.

Quant à la protestation clandestine qui suivit, et dont M. Métivier se fait une arme contre la révolution Mentonaise, qui porta, en effet, 370 signatures, Tonin de Partouneaux et Nous, l'avons vue au Ministère des affaires étrangères, et tous deux avons démontré l'impossibilité matérielle et l'insuffisance d'un pareil chiffre. Ensemble, nous avons fait remarquer à l'honorable Directeur d'alors, M. de Cramayel, et plus tard, au Sous-Directeur, M. de Lesseps, qu'une foule de signatures appartenaient évidemment à la même main, et qu'il était facile d'y reconnaître des signatures d'enfants et même de femmes.

« Il fut résolu ensuite qu'une députation chargée de présenter au roi Charles-Albert le vœu de la population, se rendrait à cet effet à Turin.

« Nommé président de cette Commission, le chevalier Trenca se rendit, le 30 juin, avec ses collègues, à Turin, où le Roi les reçut avec la bonté qui le caractérisait. Fatigué lui-même d'avoir à soutenir les abus d'autorité de son vassal, ce généreux Prince n'hésita plus entre les oppresseurs et les opprimés : il promit l'annexion demandée » (1).

Ainsi, le vœu général allait être satisfait, l'annexion désirée allait s'effectuer, mais les difficultés élevées par le Cabinet français vinrent tout à coup ajourner l'heu-

(1) *Vie du Commandeur Trenca*, pag. 37.

reuse solution. La religion de M. Bastide avait été surprise : on lui avait affirmé que la pétition mentonaise non-seulement n'exprimait pas la volonté générale, mais que le vote s'était opéré sous l'influence des baïonnettes sardes. Conséquemment, ordre avait été envoyé de Paris au Chargé d'affaires de France à Turin, de signifier son opposition au projet sauveur. Cette opposition imprévue était un coup de foudre pour les Mentonais; mais Charles Trenca veillait. D'une part, dans une lettre qu'il adressa au Ministre de la République (1), il fit justice de toutes les calomnies et en signala la source; de l'autre, il laissa au Chargé d'affaires de France à Turin, M. de Rezé, un exposé détaillé des faits et de la situation du pays. La parole acheva l'œuvre de la plume. M. de Rezé acquit bientôt la conviction que le Cabinet français avait été trompé.

C'est à Paris seulement que devait se résoudre la question. Le 27 juillet, munis d'une lettre de M. Paretto pour l'ambassadeur, M. le marquis de Brignole-Sale, de dépêches ministérielles et de passeports, les députés de Menton, MM. Trenca et Faraldo, partirent pour Paris.

Ils avaient quitté Turin avec l'espoir d'un rapide succès, comptant, il est vrai, sans leurs adversaires, qui avaient élevé devant eux *barricades sur barricades* (2). Que d'efforts, que de démarches avant d'arriver à l'invisible ministre! Nous qui en avons été

(1) Voir aux *Pièces justificatives*, n° 10.

(2) Expression très heureuse de Charles Trenca.

témoin, qui nous sommes joint à eux, qui nous sommes fait, avec eux, le représentant volontaire d'une juste cause, nous pouvons rendre publiquement ce témoignage, que si les obstacles ont été grands et les pièges multipliés, la patience et la franchise, ces armes invincibles, ne leur ont pas manqué. Et jamais elles ne furent plus nécessaires en présence des hésitations de M. Bastide, ce ministre temporisateur par excellence, et de la question italienne, qui faisaient ajourner les plus humbles questions. Mais laissons parler ici l'honorable biographe : « Charles Trenea fournit, pièces en mains, la preuve évidente que la Sardaigne était complètement étrangère au mouvement accompli ; que ce mouvement partait du pays tout entier ; que le peuple en masse, aussi bien que la noblesse, la magistrature et le clergé, riches et pauvres, demandaient unanimement l'annexion à la Sardaigne, et que ce vœu de la population était aussi spontané que sincère. Il démontra enfin si éloquemment au ministre que la position des deux communes était exceptionnelle, qu'elle n'était pas tenable, qu'elle présentait les plus grands dangers ; il lui fit des souffrances par lesquelles avait passé ce petit pays un tableau si touchant, et lui peignit si énergiquement l'horreur de la population pour ses anciens tyrans, que M. Bastide, convaincu, promit de lever l'opposition à l'annexion et de laisser faire » (1).

(1) *Vie du Commandeur Trenea*, pag. 46.

Ce langage si vrai, ces accents si convaincus, ces gestes si persuasifs, nous nous en souvenons encore, nous les entendons, nous les voyons; pour nous, ils sont d'hier, tant ils ont subjugué notre esprit et impressionné notre cœur!

Le Ministre, dont l'honnêteté était grande aussi, saisi par la vérité, fit donner ordre au chargé d'affaires de la République de lever son opposition au projet d'annexion (1). La lutte avait duré un long mois. En apprenant cette bonne nouvelle, la tristesse de Menton se changea en joie, et cette joie alla jusqu'au délire.

Quitter Paris en toute hâte, voler à Alexandrie, présenter au roi Charles-Albert l'acte d'annexion, fut ensuite pour les deux députés mentonnais la plus pressante affaire. MM. Massa et de Saint-Ambroise les y avaient devancés. Ils reçurent l'accueil le plus flatteur de Sa Majesté Sarde. Au discours prononcé en cette circonstance par le président Trenca, le Roi répondit dans des termes pleins de bienveillance. Le même jour, tous furent invités à la table royale (2).

Le 18 septembre, sur le rapport du comte César Balbo,

(1) L'auteur de *Monaco et ses Princes* représente M. Trenca « comme ayant été mal accueilli à Paris dans les régions officielles où il avait tenté de pénétrer, etc. (pag. 251). » — Nous sommes en droit et en position de donner un démenti public à cette assertion; et puis, le retrait de la mesure prise par le Ministre n'en dit-il pas assez?...

(2) Voir aux *Pièces justificatives* des détails sur cette réception.

ministre de l'intérieur (1), Charles-Albert rendait le décret suivant :

« Article unique. — Les deux communes de Menton
« et Roquebrune seront immédiatement occupées par
« notre Gouvernement, pour être provisoirement tenues
« et gouvernées suivant les lois qui y sont en vigueur,
« jusqu'à ce qu'il soit ultérieurement et définitivement
« pourvu. »

La bonne nouvelle traversant les Alpes avec une rapidité électrique, avait répandu à Menton une joie indicible. A leur retour, les députés furent l'objet d'une véritable ovation. Le peuple tout entier, la garde nationale, musique en tête, enseignes déployées, tambours battants, se portèrent au-devant d'eux, sur la route de Gênes. Charles Trenca fut particulièrement fêté et complimenté sur le succès de son importante mission.

Nous sommes heureux de faire connaître à nos lecteurs quelques passages d'une longue lettre que notre digne et illustre ami, qui savait notre ardent dévouement pour la cause qu'il représentait, nous écrivit alors, à la date du 6 octobre :

« Vous ne sauriez vous faire une idée, mon cher Ami, de l'enthousiasme avec lequel nous avons été accueillis à notre retour de Turin. Notre longue absence, les difficultés sérieuses rencontrées à Paris, plus tard, à Turin, et les craintes légitimes qu'il était permis de concevoir

(1) Voir aux *Pièces justificatives* le texte intégral du rapport.

sur l'issue de notre mission, loin de jeter du froid dans les cœurs, les avaient surexcités et réunis tous dans un même sentiment de haine contre nos oppresseurs. Le parti de ces derniers, au lieu de grossir, allait s'éclaircissant de jour en jour, avili qu'il était par les manifestations aussi générales qu'éclatantes de la population. Aussi notre entrée à Menton a-t-elle été triomphale, et l'accueil que nous avons reçu de nos concitoyens est certainement la plus glorieuse récompense que nous puissions ambitionner. Les témoignages de gratitude et d'affection dont nous avons été et sommes encore l'objet seront un des plus doux souvenirs de ma vie. »

Et plus loin : « Vous eussiez été ému si vous aviez assisté au spectacle de dimanche dernier, lorsqu'en présence de tous les corps constitués, des flots de peuple, de notre garde nationale, de la garnison, des carabiniers royaux, de notre belle garde municipale, j'ai donné lecture du décret royal prononçant notre annexion, et d'une proclamation à nos bons habitants..... Au silence religieux de la foule succédèrent soudain les cris frénétiques de *Vive le Roi!* poussés simultanément par des milliers de bouches et se prolongeant sans interruption jusqu'à la porte du temple où cette masse se dirigeait pour rendre grâces au Tout-Puissant. — Ces manifestations de joie et de bonheur ne cessèrent que bien avant dans la nuit. La ville resplendissait de feux, les rues étaient encombrées, et la population entière, sans dis-

inction de rang ni de sexe, musique et tambours en tête, faisait le tour du pays, se tenant par la main, et formant une chaîne continue depuis la porte de Saint-Julien jusqu'au pont du Fossan. Chacun dansait, chantait, folâtrait... C'était plus que de l'enthousiasme, c'était du délire. — Le lendemain (jour de la naissance de Charles-Albert) offrit la répétition des scènes de la veille. Le soir, le peuple se porta en masse sous mes fenêtres, et demanda à grands cris : *Le Président!* Je dus me montrer au balcon, et j'adressai quelques paroles de remerciements à mes concitoyens. Ah! vraiment, je suis heureux, mon cher ami; j'ai sauvé mon pays, j'ai bien mérité de mes frères, j'ai donné au Roi un peuple aimant et dévoué; ma tâche est accomplie : je puis mourir et entonner sans regret le cantique du Prophète..... »

Qu'ajouter à cette communication expansive, à ce langage du cœur? N'est-ce point là la vérité prise sur le fait, la vérité toute nue, que l'adversaire le plus décidé est forcé de reconnaître? Charles Trenca écrit à un ami; il dit ce qu'il a vu, ce qu'il a ressenti, dans l'honnêteté de sa belle âme, sans préoccupation de publicité et avec la conscience, ce qui est mille fois vrai, d'avoir assuré le salut de sa patrie. Ah! pourquoi ne lui a-t-il pas été donné, à cet homme de bien, de vivre assez longtemps pour assister à la seconde transformation de son pays? Il eût alors admiré les merveilleux décrets de la Providence, qui s'est montrée

envers lui aussi prodigue de ses bontés qu'elle l'avait été autrefois de ses épreuves et de ses rigueurs.

Le 15 octobre suivant, les Autorités des Villes libres résignaient leurs pouvoirs entre les mains de M. le chevalier Vigliani (1), prenant possession en qualité de Commissaire extraordinaire du Roi. Son arrivée à Menton avait été saluée par des démonstrations publiques d'allégresse et d'enthousiasme. Il justifia pleinement la confiance des habitants par les services qu'il rendit à leur cause. Son premier soin fut de proposer au Gouvernement, pour l'aider dans sa mission, la nomination d'une *Consulta*. Un décret royal du 24 octobre 1848 l'institua, et le nom de Charles Trenca y figura en première ligne.

Encore un mot à M. Métivier : — Qu'à cette époque, des précautions de police aussi légitimes que nécessaires aient été prises par les deux Villes contre les menaces et les intrigues de quelques Monéciens exaltés, qui sans cesse parlaient de faire une descente armée sur Menton, rien de plus simple et de plus logique. Se garder est la première loi d'un gouvernement, et nul n'a le droit d'accuser Menton de sa vigilance.

(1) Le savant et intègre magistrat qui a été plus tard, en Italie, procureur général à la Cour royale de Turin, gouverneur général de Lombardie et préfet à Naples, a laissé à Menton de grands et sympathiques souvenirs

Mais qu'à des menaces et à des intrigues, qu'aux promenades aventureuses du Prince, gardes nationaux et citoyens aient répondu, comme s'ils s'en allaient en guerre, par une agression contre la petite capitale; que des propriétés aient été saccagées, que d'innocents cultivateurs monéciens aient essuyé des coups de feu, ainsi que l'avance notre adversaire, c'est ce que nous nions formellement. Ici encore nous reconnaissons la source où il a puisé ses informations (4).

L'historiographe des Grimaldi plaisante agréablement sur la situation des deux Villes, « qui, dit-il, n'appartenaient à personne, et n'appartenaient pas à elles-mêmes. » Vraiment, ses plaisanteries ne tournent-elles pas contre lui, malgré le venin qu'il jette à la fin de sa phrase, quand il dit ensuite : « Toutefois, on conçoit facilement que cet état de choses avait pu conserver à Menton un certain nombre de partisans, surtout parmi ceux qui en profitaient sans contrôle. » — Mais il va plus loin : il déverse à plaisir la calomnie sur une partie des Autorités Mentonaises, dont, chose énorme ! la probité elle-même est par lui mise en question. — Eh bien ! que M. Métivier souffre que nous lui disions que la plaisanterie est mal venue quand il s'agit du salut d'un peuple, et que l'écrivain qui s'oublie jusqu'à recueillir et enregistrer, pour le besoin de sa cause, *des bruits* d'une pareille nature, devient lui-même suspect au premier chef.

(4) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 252.

Le 3 février 1849 devait rester dans le cœur des Mentonais une date ineffaçable : ce jour fut consacré à la bénédiction d'un mausolée élevé à la mémoire d'une des plus pures victimes de la guerre civile, l'infortuné général de Bréa. Les touchantes paroles prononcées à cette occasion par le chevalier Trenca sont présentes à tous les souvenirs ; digne interprète d'un noble cœur ! (1).

Le congrès de Bruxelles, où la question italienne semblait devoir se dénouer pacifiquement, allait se réunir. Le chevalier Trenca fut désigné par l'illustre Gioberti, en qualité d'attaché au marquis de Ricci, plénipotentiaire du Piémont pour y représenter l'Union. En même temps, la Chambre des députés était saisie du projet de loi d'annexion des deux communes à la Sardaigne. Malheureusement, la dissolution de la Chambre et le désastre de Novare vinrent ajourner toute solution.

Novare ! funeste journée, grand deuil italien, qui sera vengé plus tard, mais belle occasion pour le Prince de faire la cour à l'Autriche et de chercher à ressaisir ses deux villes perdues : il ne la manquera pas.

Dans le projet de traité de paix présenté, le 14 avril, par M. de Bruck, avait été inséré un article concernant le rétablissement du pouvoir du Prince de Monaco à Menton et à Roquebrune, article profondément humiliant pour la Sardaigne. Le maréchal Radeski et le plénipotentiaire impérial tenaient singulièrement à im-

(1) Voir aux *Pièces justificatives*.

poser cette condition à son adversaire. Le duc de Valentinois, qui ne l'ignorait pas, se rendit à Milan afin de seconder les efforts de ses puissants amis. Mais la Sardaigne, vaincue, n'abandonna pas ceux qu'elle avait accueillis avant la lutte. Elle résista aux exigences de l'Autriche, qui, de guerre lasse, et sans doute mieux édifiée, laissa les choses aller leur train.

CHAPITRE XXI.

1849 — 1850.

Délivrées de toute inquiétude du côté de l'Autriche, les deux Villes n'eurent plus qu'une pensée : l'Annexion.

En attendant la consécration législative qui devait fixer définitivement le sort du pays, le 4^{er} mai 1849, grâce aux actives démarches du chevalier Trenca, un nouveau décret royal réunit les deux Communes à la Division de Nice, ordonne la publication du Statut et des lois politiques, moins cependant la loi électorale : le tout sous forme administrative et sous réserve de la sanction des Chambres. Il est procédé à la formation du Conseil communal; un Syndic royal est nommé, ainsi qu'un Juge de mandement (1). Les lois et règlements concernant les douanes et l'enregistrement sont également conservés; enfin, les deux Communes continueront à jouir des produits de ces administrations et

(1) Fut nommé à cette charge l'avocat Pierre-Valentin Isnardi, magistrat intègre et éclairé, qui, bien qu'étranger au pays, s'est associé à la cause de son émancipation sans cesser de rendre la justice avec une rare impartialité.

autres revenus, mais ne pourront en disposer que sous la tutelle et avec l'approbation de l'Intendance générale de la province de Nice.

« La proclamation de ces mesures administratives fut accueillie dans les deux communes avec des transports de joie; c'était un pas de plus fait dans cette bienheureuse voie de l'annexion, but des vœux de la population » (1).

Quand fut arrivée l'époque de la convocation du Parlement, les Mentonnais se hâtèrent de déléguer à Turin celui qui déjà avait si habilement et si heureusement plaidé leur cause auprès des Cabinets français et sarde. Les circonstances étaient difficiles : « Jamais » écrit, à la date du 19 août, le chevalier Trenca au Syndic de Menton « jamais situation ne fut plus grave, plus grosse de périls. — Nos plus belles provinces occupées par un ennemi intraitable, mettant leur abandon au prix des plus durs sacrifices. — Les éléments de division qui déjà germaient dans le pays, s'accroissant de toute l'irritation de nos derniers malheurs. — La réaction triomphante ne dissimulant plus ses projets, et cherchant à circonvenir une jeune royauté issue des désastres de Novare, sur la droiture et la loyauté de laquelle on n'était pas encore complètement rassuré. — Une armée blessée au cœur par les soupçons qui planaient sur sa tête, plus disposée à battre en brèche une presse

(1) *Vie du Commandeur Trenca*, pag. 73.

et une tribune hostiles qu'à repousser de nouveau l'Autrichien. — Un parlement représentant, à quelques exceptions près, les mêmes éléments qui avaient initié la politique de l'année passée et sous l'influence desquels s'étaient accomplis les désastreux événements du mois de mars dernier. — Enfin, en présence de cette Chambre, et pour faire tête à l'orage, un pouvoir moins impopulaire par ses actes que par les tristes circonstances qui lui avaient donné le jour, prêt à faire résistance, et à briser au besoin tout obstacle systématique qui lui rendrait le gouvernement impossible.

« Telle était la situation intérieure. — A l'étranger, la réaction étendant partout son vaste réseau; or, point d'appui à espérer, peu ou point de sympathie.

« C'est sous l'empire de pareilles circonstances que le rideau de ce drame allait se lever! moment solennel, partie terrible, où devait se jouer la vie ou la mort politique du Piémont, et partant de l'Italie entière; le bon sens seul du pays pouvait le sauver de l'abîme entr'ouvert sous ses pas.

« Les périls de la situation frappaient les yeux les moins exercés. Il était évident qu'il fallait laisser éclater la tempête, ou attendre qu'elle fût conjurée, pour mettre à l'eau, sans le compromettre, notre frère esquil. »

L'intelligence et le dévouement du courageux député furent supérieurs aux circonstances. Après deux mois de sollicitation et d'efforts, le chevalier Trenea parvint enfin à amener le Gouvernement à présenter le projet

d'annexion à la Chambre des députés, et le 10 novembre la Chambre le vota, à la presque unanimité, dans les termes suivants :

« Les communes de Menton et de Roquebrune seront
« dorénavant gouvernées comme les autres parties de
« l'État, et comme en faisant partie intégrante. »

La confirmation du vote de la Chambre des députés par le Sénat manquait encore, et les dispositions de ce corps politique étaient moins favorables. S'il était d'accord avec la Chambre sur la question de principe, il différerait sur la question d'opportunité. Le bouillant patriotisme de Charles Trenca s'impatiait de ces lenteurs : par la publication de quelques articles et d'une remarquable brochure, il fit un chaleureux appel à l'opinion publique. Tant d'efforts et tant de bruit ne pouvaient laisser le Gouvernement sarde dans l'indifférence. Le Président du cabinet, une des gloires les plus pures de l'Italie, le chevalier d'Azeglio, demanda à Charles Trenca de nouvelles notes, que l'habile publiciste s'empressa de lui fournir. La haute approbation que rencontrèrent ces nouveaux documents devait faire espérer un prompt et heureux résultat; néanmoins, le Gouvernement jugea utile d'attendre une transaction conseillée par la France et approuvée par l'Angleterre.

Fatigué de ces alternatives de crainte et d'espérance, l'honorable député des deux Villes, insistant plus que jamais sur la nécessité de mettre fin à un regrettable provisoire, déclara au Ministère sarde « qu'il ne retour-

nerait pas à Menton sans emporter la preuve que le Gouvernement songeait sérieusement à couronner l'union tant désirée. » Cette garantie lui fut enfin donnée. Voici en quels termes le chevalier Trenea s'empressa d'informer le Syndic de Menton, M. le chevalier Auguste Massa, du résultat de sa mission :

« Turin , 25 octobre 1850.

« Monsieur le Chevalier,

« S. Exc. M. le Ministre de l'intérieur vient de me donner communication de la délibération prise avant-hier au Conseil des ministres , ainsi conçue :

« M. l'Intendant général de la division de Nice se
« rendra à Menton ; il convoquera les conseils municipaux des deux Communes , et leur déclarera que
« le Gouvernement voulant donner à ces populations
« un gage certain de sa sollicitude , se fait un devoir
« de leur confirmer sa ferme résolution de considérer
« comme un fait consommé leur annexion aux États
« du Roi, et que , par conséquent, elles peuvent attendre
« en toute sécurité le résultat des démarches entreprises
« pour concilier la réalisation de leurs vœux avec
« certaines convenances diplomatiques. »

« Après une déclaration aussi nette, aussi explicite, et à laquelle le Gouvernement ne craint pas de donner la plus grande publicité, il ne peut plus être permis à personne de conserver le moindre doute sur les belles destinées réservées à notre pays. Son annexion à la

Sardaigne est maintenant un fait accompli que celle-ci est déterminée à maintenir. L'annexion légale n'est plus qu'une affaire de forme que le Gouvernement est en bonne voie de régler.

« Voilà, Monsieur le Chevalier, ce que, sans me prétendre initié dans les secrets du Cabinet, je puis cependant et suis heureux de vous annoncer, me réservant de vous donner de plus amples détails à ma prochaine arrivée à Menton, où je compte aller me retremper, pendant quelques semaines, dans l'affection de ma famille et de mes chers concitoyens.

« Veuillez agréer, etc.

« *Signé* TRENCA. »

Dix longs mois avaient été consacrés par le chevalier Trenca à l'affermissement de la régénération politique de sa patrie; aussi, quelle immense joie salua son retour! Ma plume est inhabile à la décrire; je laisse aux poètes et aux artistes le soin de peindre ces magnifiques mouvements d'enthousiasme, ces sublimes délires des peuples qui ont rompu leur chaîne et se réveillent au sein de la liberté. A Menton, la foule se pressait compacte pour acclamer la bonne nouvelle; le bonheur était sur tous les visages, l'espérance renaissait au fond de tous les cœurs.

Un grand banquet lui fut offert, le 19 novembre, par les Conseils municipaux et les officiers de la Garde nationale des deux Villes; il prononça, à cette occasion, un discours dont nous croyons devoir citer les passages suivants :

« Messieurs ,

« Lorsque j'acceptai l'honorable et difficile mission que vous confiâtes à mon patriotisme, je n'eus d'autre but que celui de contribuer, dans toute la mesure de mes facultés, au salut de mon pays; d'autre ambition que celle d'acquérir quelques titres à son estime et à son affection.

« Grâce à la Providence, qui a béni nos efforts, ce but si désiré est atteint; nos destinées sont assurées, et l'accueil empressé que j'ai reçu de mes concitoyens, les vives sympathies dont je me vois entouré, me donnent la consolante pensée que j'ai justifié votre confiance.

« Mon premier devoir comme mon premier besoin est de vous remercier vivement, Messieurs, de tous ces témoignages flatteurs dont vous m'honorez, et que je considère comme la plus noble récompense personnelle que je puisse ambitionner.

« Après avoir acquitté cette dette du cœur, permettez-moi de me féliciter avec vous, et par conséquent avec le pays que vous représentez si dignement, du triomphe de notre sainte cause et de ses magiques effets.

« Seule épave du grand naufrage des libertés italiennes, notre frêle esquif a surnagé dans cette mer de tempêtes; seul il a pu gagner le port et y réparer à l'aide du glorieux étendard de Savoie les immenses avaries que trente-trois ans de tourmentes inouïes lui avaient fait éprouver. »

L'orateur jette ensuite un rapide coup-d'œil sur ces trente-trois années dont nous avons écrit la déplorable histoire, et, de ce passé si triste arrivant avec bonheur au présent, il s'écrie :

« Voyez cette aisance répandue dans toutes les classes, et dont l'atmosphère elle-même semble dilater le parfum; — ces issues nouvelles ouvertes au travail, cette source vive d'où jaillit le bien-être et la moralité d'un peuple; — cette prodigieuse activité qui se manifeste par mille bras; — ces constructions qui s'élèvent comme par enchantement; — ces magnifiques pavés qui ornent nos rues principales; — cette route de Sospel dont l'ouverture centuplera nos richesses; — ces asiles ouverts à l'indigence infirme; — ces moyens d'instruction fournis à la jeunesse; — le pays heureux, moral et tranquille; — le commerce libre et prospère; — le sol cultivé et fertile!! Dites, Messieurs, n'est-ce pas là le fruit de la véritable liberté, de celle qui naît de l'ordre, de cet ordre dont nos populations, autant par leur caractère généreux que par votre sage impulsion, ont donné le noble et salutaire exemple? Ne sont-ce pas là les magiques effets du triomphe de notre sainte cause; les résultats d'une administration intègre, éclairée, et du loyal et ferme concours que vous lui avez prêté?.....

« Félicitons-nous-en, Messieurs, mutuellement; car, nous pouvons le dire : le pays tout entier a bien mérité de lui-même; chacun de nous a apporté sa pierre à l'édifice commun. »

Charles Trenea disait vrai et pouvait féliciter à bon droit ; car l'administration provisoire n'avait pas perdu de temps. Elle s'était entièrement consacrée à l'œuvre de la régénération commune. Bientôt, grâce au bienfait du régime municipal, on vit renaître ce pays comme par enchantement. Ses rues, ses écoles, ses églises, ses hospices, ses fontaines, tous ses établissements abandonnés depuis trente-cinq ans, furent relevés, restaurés, entretenus avec un zèle intelligent, et un heureux aspect de vie et de prospérité s'étendit là où naguère tout était misère et ruine.

CHAPITRE XXII. (1)

1851.

« Quelques mois se passèrent sans que rien vînt troubler la tranquillité des deux Villes et leur confiance dans le résultat des mesures prises par le Gouvernement sarde pour assurer leur annexion définitive. Pendant six mois, le chevalier Trenca n'eut à se préoccuper que de l'amélioration de l'état intérieur du pays. Mais l'ennemi du repos des Mentonais n'avait pas désarmé; il travaillait sourdement à leur susciter de nouveaux embarras, et bientôt ses menées se révélèrent dans un incident plein de menaces pour l'avenir des deux Villes.

« Il s'agit de l'affaire du Pavillon, ramenée par le Gouvernement français à propos de la convention additionnelle au traité de commerce et de navigation conclue à Turin, le 20 mars 1851, entre la France et la Sardaigne.

(1) Nous avons emprunté à l'excellente brochure de M. Norbert Duclos : *Vie du Commandeur Trenca, — la seconde et grave affaire du Pavillon*. Le patriotisme mentonais et nos lecteurs ne s'en plaindront pas.

« L'article de la loi consacrant cette convention étendait le bénéfice au territoire de la Principauté de Monaco, enclavée dans le Piémont, en ce qui concerne l'importation en France des fruits frais.

« On présenta adroitement à M. Baroche, ministre des affaires étrangères à cette époque, des observations artificieuses sur la portée de la mesure par laquelle, depuis leur séparation de la Principauté de Monaco, les villes de Menton et de Roquebrune avaient obtenu l'entrée de leurs bâtiments dans les ports de France, sous pavillon sarde. On fit remarquer que le pavillon sarde, assimilé par le traité au pavillon français, ne payait aucun droit de navigation, que les habitants de Menton, en empruntant ce pavillon, se trouvaient dispensés d'acquitter les droits d'entrée imposés aux pavillons étrangers non favorisés, tels que les bâtiments du port de Monaco, resté sous l'autorité de son ancien souverain, et qu'il n'y avait aucune bonne raison de faire ainsi remise aux uns d'une taxe acquittée par les autres.

« Sur ces considérations, dont on lui avait exagéré l'importance, et trompé d'ailleurs sur le véritable état des choses, quant à la question de la séparation, M. le Ministre des affaires étrangères écrivit au Consul de Nice que le Gouvernement de la République retirait aux villes de Menton et de Roquebrune l'autorisation qui leur avait été donnée d'envoyer en France leurs navires à provenances sous pavillon sarde, lui ordonnant, en conséquence, de n'accorder à l'avenir les expéditions ou

visas demandés qu'aux bâtiments portant le pavillon du Prince, et munis de papiers de l'ex-Principauté, conformément aux anciens traités.

« Cet ordre équivalait à la suppression du commerce des deux Villes, qui ne vivent que de leurs relations avec la France. Évidemment, on avait voulu les prendre par la famine, en tuant leur commerce, et les forcer de subir la restauration qui se cachait sous ces persécutions.

« Mais cette mesure dérobée par surprise à la bonne foi du Gouvernement français ne devait servir qu'à faire éclater une fois de plus la réprobation universelle qui s'attachait au souvenir de l'administration des Princes. Par un vote énergique, le Conseil municipal de Menton, résolu à ne pas subir le pavillon de Monaco, décida, d'accord avec la population, que la différence dans les droits serait bonifiée aux patrons de navires qui continueraient de faire leurs voyages en France sous le pavillon sarde. Ce sacrifice, en se prolongeant, aurait ruiné le pays ; mais entre la ruine et la domination des Princes de Monaco, le choix était tout fait.

« Cette énergique délibération mérite d'être mise sous les yeux de nos lecteurs :

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAL DU 18 MAI 1851,
A MENTON.

« Présents à la séance : MM. le chevalier Auguste
« Massa, syndic ; le chevalier Charles de Monléon, le

« commandeur Charles Trenca , Maurice Marengo , che-
« valier Jean-Dominique Bottini , Antoine Martini ,
« Jean-Bapte Ferro , Joseph de Monléon , avocat Emma-
« nuel de Bottini , abbé Emmanuel Fornari , avocat
« Valentin Isnardi , Septime Gioan , Horace Valetta ,
« Antoine Augero , Emmanuel Fontana , Emmanuel
« Palmaro , et Adraste Abbo ;

« Monsieur le Syndic expose qu'il a dû convoquer
« le Conseil extraordinairement pour lui faire part qu'il
« est parvenu à sa connaissance que des instructions
« viennent d'être données par le Gouvernement de la
« République française à son Agent consulaire en cette
« ville , pour que , à l'avenir , les certificats- d'origine
« pour les produits qui s'expédient en France ne soient
« plus délivrés , si ce n'est dans le cas de leur transport
« sous pavillon du Prince de Monaco ;

« Qu'une pareille mesure doit avoir pour résultat de
« priver nos produits du bénéfice de la diminution des
« droits d'entrée consentis par les derniers traités de
« commerce ;

« Que , s'agissant d'une matière qui intéresse à un
« aussi haut degré le pays , il s'est empressé d'en informer
« le Conseil , pour que , dans sa sagesse , il prenne
« à cet égard les mesures requises par la circonstance :

« Le Conseil , après avoir entendu l'exposé qui précède ,

« Considérant que le droit majeur qui va frapper la
« partie de nos produits importés en France , doit être
« supporté par la population entière . et qu'il est , par

« suite , nécessaire de venir au secours du commerce ;
« heureux de voir que l'état prospère du pays et des
« finances permettent de faire face ,

« Arrête à l'unanimité :

« Art. 1^{er}. A dater de ce jour, tout négociant, capi-
« taine de navire ou autres, qui auront expédié, sous
« pavillon national sarde, des oranges, citrons et biga-
« rades provenant du sol des deux communes de Menton
« et de Roquebrune, ainsi qu'il sera dûment constaté
« par la douane de cette ville, seront, jusqu'à nouvelle
« disposition, remboursés par la caisse communale du
« surplus du droit qu'ils auront payé à leur entrée en
« France.

« Art. 2. Le remboursement du droit payé en sus
« de celui perçu jusqu'à ce jour, aura lieu sur la pré-
« sentation de l'acquit de paiement délivré aux expé-
« ditionnaires par les receveurs des douanes françaises ;
« dûment légalisés par les consuls de Sa Majesté sarde.

« Art. 3. La présente délibération sera, attendu l'ur-
« gence, exécutoire immédiatement, avant même l'ap-
« probation de M. l'Intendant général.

« De tout ce qui précède, il a été dressé le présent
« procès-verbal, l'an, mois et jour que dessus, lequel,
« après lecture, a été signé par Monsieur le Syndic,
« le Président et le Secrétaire.

« *Signé* : Chevalier Auguste MASSA, *syndic* :

« Maurice GASTALDY, *secrétaire*. »

« Du reste, cette circonstance devait mettre le Gouvernement piémontais en demeure de se prononcer plus énergiquement encore, de même qu'elle avait eu pour effet de faire éclater le sentiment public, l'opinion réelle du pays, en face d'un pouvoir qui avait l'impudence de faire accroire encore aux Puissances étrangères qu'il s'appuyait sur les sympathies de la majorité des habitants.

« A quelque chose malheur est bon, et souvent le mal est la source du bien. De l'attitude et de la persévérance et de la fermeté du pays à supporter la nouvelle épreuve à laquelle il était soumis, pouvaient sortir des résultats bien différents de ceux qu'avaient espérés les auteurs de ces machinations.

« Le chevalier Trenga, qui comprit parfaitement le parti que l'on pouvait tirer de cette vexation, n'avait pas tardé à courir à Turin, où les conférences qu'il eut avec M. d'Azeglio ne firent qu'accroître son inébranlable confiance dans les intentions du Gouvernement sarde. Moins que jamais, le ministère était disposé à abandonner les Mentonnais à leur sort, et déjà une note pressante avait été envoyée dans leur intérêt au Gouvernement français pour en obtenir le retrait de la mesure prise si inopportunément. En même temps partaient de Turin de nouvelles instructions tendant à reprendre les négociations pour l'annexion définitive, en plaçant la question sur le terrain de l'indemnité, ainsi que le désirait au fond le Cabinet français.

« Un mois s'écoula dans l'attente, les nouvelles de Paris donnant les meilleures espérances que la mesure serait retirée, mais sans résultat encore. L'inquiétude gagnait la population dont le sort était ainsi agité ; il fallait, pour la maintenir dans le calme, toute l'influence des conseils du chevalier Trenca. Les ministres l'engagèrent à aller lui-même à Paris presser une décision favorable. Ils comptaient avec raison sur son intelligence de la situation et sur l'énergie dont il avait déjà donné tant de preuves. Lui dire que sa présence à Paris pouvait être utile à ses concitoyens, c'était lui donner l'ordre de partir. Il n'hésita pas devant les nouvelles fatigues, devant les nouveaux sacrifices de temps et d'argent qui lui étaient imposés. Le 19 juin, il arrivait, accompagné de M. l'avocat Faraldo, dans cette capitale témoin de tant de généreux efforts faits par lui, depuis quatre ans, pour le salut de son pays.

« Il eut la joie de trouver sa tâche fort avancée par son ami, le vicomte de Partouneaux (1), l'un des plus fermes et des plus éloquents défenseurs de la cause mentonaise. Noble cœur aussi, que remplissait l'amour de la patrie ! Tous savent avec quelle ardeur, quel dévouement il avait mis, dès le premier jour, au service de cette sainte cause, tout ce qu'il avait de crédit et d'in-

(1) Nous nous rappelons avec bonheur, mais aussi avec tristesse, puisque notre digne ami n'est plus, les nombreuses démarches que nous fîmes alors ensemble au Ministère des affaires étrangères. — *Note de l'Auteur.*

fluence. Et pour le servir utilement, nul autre ne jouissait de plus d'estime, de plus de considération; nul ne possédait plus de hautes et puissantes amitiés dans la position honorable qu'il s'était faite par son mérite personnel appuyé sur un nom glorieux.

« Pendant qu'à Turin le chevalier Trenca stimulait le Cabinet sarde, dont son impatience accusait les lenteurs calculées, à Paris le vicomte de Partouneaux éclairait les Ministres français sur cette question du drapeau, qui leur avait été présentée sous des couleurs si fausses et si astucieuses. Il n'avait pas négligé davantage d'édifier la Commission de l'Assemblée législative chargée de l'examen du projet de loi relatif au traité additionnel entre la France et la Sardaigne, et grâce à ses efforts, le rapport de la Commission avait été fait dans le sens le plus favorable et le plus bienveillant en ce qui touchait aux intérêts des deux Villes. Leur cause était donc considérée comme gagnée, et, en effet, la Chambre des députés adopta à une grande majorité le nouveau traité de commerce destiné à resserrer plus étroitement encore l'entente entre la France et la Sardaigne. A la suite de ce vote très favorable à la solution de la question Mentonaise, et de nouvelles démarches faites en commun par les représentants, le Ministère français, écoutant ses sympathies pour une cause si juste, révoqua un ordre qui ne jetait pas seulement une profonde perturbation dans l'existence commerciale du pays, mais faisait prévoir encore les plus

funestes résistances au projet d'annexion , but constant des vœux de toute la population.

« L'acte de justice qui sauvait les deux Villes avait d'autant plus d'importance, qu'il était permis de l'attribuer à la haute influence du Prince-Président, édifié sur la vérité des faits par un homme digne de sa confiance, par M. le général de division comte Maurice de Partouneaux. »

Hélas ! pourquoi faut-il que nous ajoutions que ce fils si pieux, ce frère si bon, ce compatriote si dévoué, a été prématurément enlevé à la tendresse de sa sainte mère, à l'affection de sa famille et de ses concitoyens, presque au lendemain du jour où sa ville chérie, devenue française, revivait à l'ombre de notre glorieux drapeau ! Plus heureux que son illustre ami le commandeur Trenca, et que son frère Tonin, il a salué les jours nouveaux de sa patrie, et entrevu le magique avenir qui l'attend. Mais, ô consolation puissante et souveraine ! après de longues souffrances héroïquement supportées, il a couronné une noble vie par une mort chrétienne ! il prie là-haut pour tous ceux qu'il a aimés (1).

(1) Le général de division comte Maurice de Partouneaux est décédé, à Menton, à la suite d'une longue et cruelle maladie, le 3 février 1865.

CHAPITRE XXIII.

1852 - 1853.

Rassuré désormais sur les destinées de sa patrie, le chevalier Trenca entreprit alors le grand voyage qu'il méditait depuis longtemps en Allemagne et en Russie. Ouvrir dans ces contrées de nouveaux débouchés au commerce de son pays n'était pas la pensée principale qui le dominait : il ambitionnait surtout de fixer les Cabinets européens sur le véritable sens de la question mentonaise, et d'opérer un rapprochement entre les Cours de Turin et de Saint-Pétersbourg. Il réussit à souhait, et Turin et Menton purent se féliciter de l'intelligence rare que le Chevalier déploya dans cette délicate mission.

La réintégration du Prince de Monaco dans la souveraineté des deux villes qui avaient échappé à sa domination était devenue, aux yeux des Cabinets comme aux yeux de l'opinion, une évidente impossibilité. Une transaction pouvait être offerte, mais sous la forme seulement d'une indemnité pécuniaire.

« En fait et en droit, dit M. Norbert Duclos (1), le principe de l'indemnité était assurément fort contestable dans un siècle qui avait vu s'accomplir, par la force des événements, des déchéances princières bien autrement importantes, sans qu'il vînt à l'idée de personne d'indemniser les souverains déchus. Assimiler un peuple à un immeuble, et en faire une question d'expropriation, pouvait paraître assurément, aux yeux de beaucoup de gens, une prétention des plus singulières. »

Nous partageons entièrement la pensée de l'honorable publiciste. Ces sortes de solutions ne sont pas de notre époque. Mais le désir d'en finir était grand ; et puisque le Gouvernement français ouvrait cette voie d'accommodement, on comprend que le Piémont n'ait pas cru devoir la rejeter. « *Proposez au Prince une indemnité convenable*, avait-on dit au Cabinet piémontais, *et s'il ne se montre pas lui-même raisonnable, on abandonnera sa cause.* »

Le Prince, bien avisé, laissa s'engager les négociations ; les propositions faites par le Piémont dans ce sens durent lui être transmises par le Ministère français. Mais toutes les offres faites furent successivement repoussées par le Prince, qui refusa obstinément de s'expliquer sur le chiffre de l'indemnité à laquelle il prétendait.

(1) *De l'Annexion de l'ex-Principauté à la Sardaigne*, pag. 55.

Voulait-il gagner du temps? C'eût été de sa part un mauvais calcul; car le temps, qui consacrait de plus en plus l'œuvre accomplie, était contre lui.

Sur ces entrefaites, une occasion précieuse s'offrit pour les anciens sujets du prince de Monaco de plaider directement leur cause devant le prince Louis-Napoléon, à son passage à Toulon. Le 22 septembre 1852, une députation des deux Conseils communaux de Menton et de Roquebrune, présidée par M. le Syndic de cette première ville, avait l'honneur d'être reçue par S. A. le Prince-Président, et lui présentait l'adresse suivante :

« A SON ALTESSE

LE PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

« Prince ,

« Huit millions de suffrages vous ont appelé à la
« première magistrature de la plus généreuse des grandes
« nations de l'Europe.

« Les souvenirs que votre nom réveille, Prince, sont
« gravés dans le cœur de tous, et tous ont la persuasion
« qu'une ère nouvelle de prospérité sera par vous inau-
« gurée pour le peuple que vous avez été appelé à
« gouverner.

« Le cri unanime de joie que les Français firent en-
« tendre pour saluer cet heureux événement, fut répété
« par les habitants de Menton et de Roquebrune; et
« nous, Prince, leurs représentants, nous sommes

« heureux et fiers de le porter à votre connaissance, et
« de vous offrir l'hommage de leur gratitude la plus
« vive pour les expressions bienveillantes dont vous
« avez daigné vous servir à l'égard de nos concitoyens,
« qui placent en vous toute leur confiance, pour que
« leurs destinées soient fixées par l'annexion définitive
« de leur pays aux États de S. M. le Roi de Sardaigne.

« Vous n'ignorez pas les longues souffrances d'une
« population qui a toujours nourri les plus vives sym-
« pathies pour la France, d'une population qui a arrosé
« de son sang tous les champs de bataille à l'époque
« des grandes guerres, qui lui a donné des martyrs
« aux journées de juin, et qui compte encore aujourd'hui
« d'hui des braves dans les rangs de votre glorieuse
« armée.

« Prince, vous qui avez préservé l'Europe de l'abîme
« qui allait l'engloutir, vous qui avez dissipé l'orage
« qui menaçait la société de tant de calamités, accom-
« plissez la mission que Dieu vous a confiée pour le
« bonheur de l'humanité, et vous serez appelé, à bien
« juste titre, l'homme de la Providence.

« Dans cet espoir, ils sont avec respect, etc.

« *Les Syndics et Membres des Conseils municipaux
de Menton et de Roquebrune.* » (1)

(1) La députation était ainsi composée : MM. le chevalier Massa, syndic; Maurice Marengo, le baron Galléani de Saint-Ambroise, le chevalier Charles de Monléon, le commandeur Trenca, le baron de Partouneaux, le major Joseph de Monléon.

Le chevalier Trenca, en uniforme de colonel, présenta ensuite au Prince, au nom de la garde nationale des deux Villes, une adresse où la noblesse des sentiments le disputait au bonheur de l'expression.

La réponse du Prince, dit *le Toulonnais*, fut telle que devaient l'attendre les deux Villes, de la générosité de son cœur. — Après avoir plaint les longues et dures épreuves qu'avaient subies ces infortunées populations, le Prince, avec une bienveillance marquée, assura la députation de ses sympathies, en lui laissant l'espérance de son puissant et généreux appui pour l'agrégation définitive de Menton et de Roquebrune à la nation piémontaise.

L'émotion des Mentonais alla jusqu'aux larmes. Ils quittèrent Son Altesse Impériale en confondant dans un même cri d'amour et de dévouement le Roi qui les avait couverts de sa protection, et le Prince qui, au milieu de l'accomplissement de sa mission providentielle, ne dédaignait pas de prendre sous son glorieux patronage les destinées de leur petit pays.

Les grands résultats ne s'obtiennent pas sans de grands sacrifices : telle est la loi inflexible qui préside aux choses de l'humanité. Le triste événement que nous allons déplorer nous offre de cette vérité une frappante application. Tout semblait sourire au chevalier Trenca ; sa mission était accomplie, la question d'annexion ré-

solue, puisqu'elle était réduite à une question d'indemnité, à une question de chiffres. Cette conviction inondait son cœur de joie; il allait jouir en paix du bonheur des siens, au sein de sa patrie, dont, après Dieu, il était le libérateur.

« Hélas ! dit son biographe, qui a bien compris et jugé ce grand citoyen (1); hélas ! tant de félicité n'était pas réservé à cet homme de bien. Il avait épuisé ses forces à cette tâche presque accomplie; il était arrivé au terme de sa vie, en touchant au but qu'il poursuivait depuis six ans avec une indomptable persévérance, sans trêve ni relâche, comme un homme absorbé dans une seule pensée. Depuis quelque temps déjà, ses amis voyaient avec inquiétude l'altération de sa santé, ébranlée par tant de fatigues, et il le sentait lui-même; mais il repoussait les observations qui lui étaient faites sur la nécessité de prendre quelque repos. « Que je puisse
« régénérer mon pays, disait-il souvent, et je mourrai
« content. Je ne demande rien pour moi; mon seul
« désir est de voir ma patrie affranchie et heureuse ! »

« La dernière fois qu'on fit de la musique chez lui, dans une soirée, il joua un duo de *Guillaume Tell* arrangé pour piano et violon, avec un feu, une verve remarquables..... Il fut couvert d'applaudissements ! On le pria de recommencer... C'était le chant du cygne...

« Il allait entrer dans cette maladie contre laquelle

(1) *Vie du Commandeur Trenca*, pag. 143.

la science et l'amitié devaient lutter vainement, et dont les premières atteintes avaient opéré dans ses goûts et dans son caractère un changement profond. Naturellement plein de gaité et d'enjouement, il était devenu morose, triste, taciturne. Il trahissait ainsi un malaise intérieur qu'il aurait voulu dissimuler. Après cinquante-deux jours de souffrances supportées avec une résignation héroïque, après avoir demandé et reçu avec une piété exemplaire tous les secours de la religion de la main du Curé de Menton, qui en était édifié lui-même, il rendit, le 20 juin 1853, sa belle âme à Dieu. Cet homme si aimé de tous mourait ainsi dans la force de l'âge — cinquante-deux ans à peine, — ayant devant lui le plus bel avenir avec un présent digne d'envie. Il mourait chrétiennement, se soumettant sans murmurer aux décrets de la Providence, après un dernier adieu à la meilleure des mères, à la plus tendre des épouses, deux femmes qu'il confondait dans son adoration, emportant avec lui les regrets éplorés de la population pour laquelle il avait sacrifié son existence, regretté même de ceux qui, dans son pays, avaient le malheur de n'être pas de son parti !

« N'ayant pas d'enfants, il aimait avec affection la famille de sa femme et la sienne, composée de cinq sœurs mariées et alliées aux premières familles de Menton, et ayant une nombreuse descendance ; il avait cherché à se rendre utile à ses neveux toutes les fois que l'occasion s'était présentée. Parrain de sa plus jeune

sœur, qu'il avait mariée, après la mort de son père, à un de ses amis, et qui était restée veuve à l'âge de dix-neuf ans, avec un petit garçon de quinze mois, son affection s'était plus particulièrement concentrée sur cet enfant, élevé sous ses yeux et dans sa maison, où il avait retiré sa sœur et son fils à la mort de son mari, après lui avoir promis soin et protection pour eux. On ne s'est donc pas étonné qu'il eût laissé la plus grande partie de sa fortune à ce neveu, Charles Capponi, son filleul, que le roi Victor-Emmanuel vient, par un décret, d'autoriser à ajouter à son nom celui de Trenca. Ce décret, conçu dans les termes les plus flatteurs pour la mémoire du chevalier Trenca, atteste que Sa Majesté a désiré, à défaut de descendants directs, voir perpétuer ainsi le nom d'un homme qu'il estimait et qu'il aimait.

« Ses obsèques furent célébrées avec pompe et recueillement. Le clergé, le juge du mandement, le syndic, le conseil municipal de Menton et Roquebrune, le collège des garçons, l'école des filles (il était fournisseur des études), avec les professeurs du collège et les institutrices; les notables du pays, et la garde nationale entière des deux pays, avec ses officiers, musique en tête exécutant des marches lugubres, la garnison et le corps des marins formaient le cortège, avec sa famille, ses domestiques et aussi les pauvres, tous pénétrés de la perte qu'ils faisaient et accablés de tristesse. L'église, entièrement tendue de noir, inspirait le recueillement et la douleur. Le directeur du collège, l'abbé Andreis,

prêtre distingué, fit du haut de la chaire son oraison funèbre qui émut tout l'auditoire. Chacun pleurait.

« Après les prières d'usage, le cortège s'achemina vers le tombeau de famille de M. Trenca, tombeau que sa femme, pénétrée de la perte irréparable qu'elle venait de faire, se promit d'agrandir et de restaurer, afin de le rendre digne de celui qui allait l'habiter, hélas ! si tôt !..... »

Avant que les dépouilles mortelles de celui qui fut l'ornement et l'orgueil de sa patrie eussent été confiées à la tombe, plusieurs discours, suprême hommage de l'amitié, furent prononcés. Tout en regrettant de ne les pouvoir donner tous, nous nous faisons un devoir de rapporter ici le panégyrique de son noble ami, le docteur Bottini, pieux et magnifique tribut à une mémoire impérissable :

« La memoria di chi con grandi e modeste virtù , onorando se stesso e la patria , benemeritò dell'umanità , non deve andar perduta. Ond' è che l'onesta parola , compendiatrice dei sacrificii e delle glorie dell'estinto , suonerà sempre cara e gradita ai superstiti , per cui sarà nel tempo stesso e soave conforto e nobilissimo orgoglio.

« Che cosa è mai la vita dell'uomo ? Un'ombra, un sogno che passa , che il tempo con un movimento rapido caccia davanti a sè , come il vento spinge la polvere dell'arido sentiero.

« La morte è la condizione naturale di tutto ciò che vive. Una potenza suprema strascina con una divorante celerità

uomini e monumenti nei vortici profondi del nulla. Tremenda verità ! CARLO TRENCA non è più. Deh ! Come la sua viva fisionomia si è appassita ! Come la sua testa penzola inerte sul collo ! Come il suo sguardo è spento ! Come immobili sono le sue pupille ! Quella bocca donde « uscieno più che mel dolci d'eloquenza i fiumi » ammutolì : Il pallore ha coperto quelle labbra vermiglie : Quelle guancie, non ha guari ancora sì floride, si sono avvizzite : Il suo cuore ha cessato di battere : Il corpo è freddo, Dio buono ! Si cerca indarno di riscardarlo , indarno si tenta d'infondere un pò di vita almeno in quegli occhi : Si sono chiusi nell' eterna notte.

« Mentone infelice ! Perdesti il più grande cittadino : il lume della patria venne meno con lui. Voi tutti il piangete , o miei cari , e trovate nel pianto un conforto , che a me ora è negato. Io non posso più piangere ; gli occhi miei si sono inariditi pelle copiose lagrime che versai , mentre prestavo a lui pietosi uffizii. Mi manca pure la lena di narrare come conviensi i meriti e le virtù dell' illustre defunto ; il mio intelletto è ottenebrato, ed il mio cuore inaridì come l'erba del deserto ; nè l'eloquenza alligna che sui campi del piacere e della gioja. Altri per avventura di me più facondo , interprete del comune compianto , ha già pagato un omaggio alla verità , puro d' adulazione.

« Tuttavia non tralascierò d'accennare che quando l'Italia scossa venne dal suo lungo letargo , CARLO TRENCA fu dei primi ad augurarla grande , libera , indipendente : che la fama d'uomo intemerato , dotto e prudente lo fece chiamare a capo del Governo delle città libere di Mentone e Roccabruna che s'era da noi stabilito : che nel sorridere della fortuna e nell'importante carica ch'ei copriva , fece del bene a tutti , impedì sempre il male ; la dolcezza del

suo carattere non fallì mai un istante; l'affettazione e le male arti che sogliono abbondare ove il vero merito difetta, ei dispreggò, e più pago d'esser degno della pubblica stima che di conseguirla a qualsivoglia prezzo, a giusto titolo e buon diritto l'ottenne intiera. Il suo disinteresse fu più forte delle occasioni che si offrirono a lui nelle politiche vicende. Ottimo cittadino potentemente contribuì all'aggregazione dei due comuni summentovati ai domini Sabaudi. Membro del nostro Municipio, e delegato di esso presso il Governo di S. M. Sarda e presso esteri Gabinetti, colla sua attitudine e co' suoi lumi uniti al fermo volere dei Maggiorenti, fra cui primeggia l'egregio Sindaco Cav. Aug. Massa, diede opera quanti altri mai, perchè la città si rabbellisse, s'aprissero nuove strade, si ornassero le chiese, si fondassero scuole pubbliche, si dotassero ospedali: Colonnello della Guardia Nazionale, la mantenne fedele alla propria istituzione, facendo sì, che rispondendo sempre all'appello dell'onore sapesse tutelare colla libertà l'ordine in tempi difficili e procellosi. Provveditore agli studii, s'affaticò per diffondere l'istruzione, acciò per essa la sorgente e la ventura generazione vengano a rendersi degne dei benefizii di Dio ed abilitate a vieppiù goderne gli effetti.

« Se le cariche più eminenti, e gli onori più segnalati sono un certo compenso alle virtù ed agli studii, egli se l'ebbe. Il magnanimo Re Carlo Alberto premiatore degli uomini preclari per senno e per dottrina, che già lo avea fregiato delle equestri insegne dei Santi Maurizio e Lazzaro, volle poscia elevarlo sino ai più sublimi gradi dell'ordine medesimo, ed inviarlo delegato alle conferenze di Brusselle dietro proposta del gran filosofo Vincenzo Gioberti in allora presidente dei Ministri di S. M., il che prova in qual conto il tenesse. Negli studii letterarii diede prova

di vivido ingegno. Esimio cultore delle francesi e delle lettere latine ed italiane , era sovente dalle muse ispirato, e come la poesia , così la musica amava passionatamente, e componeva cose sì vaghe e sì gioconde che indicavano quanto ei fosse versato nelle arti belle. Parlatore elegante e scrittore forbito , per la sua immaginazione ridente e fiorita , pel suo spirito colto e vivace , pella sua conversazione facile e graziosa , pella sua nobile presenza , pel brio de' suoi sguardi , pel dignitoso portamento, desso formava l'incanto e la delizia delle nostre società. Figlio rispettoso , tenero fratello , sincero amico , marito affezionato non fallì mai al proprio dovere ed agli impulsi del suo cuore benefico e generoso insieme verso i suoi stessi nemici.

« Caduto infermo , la sua malattia fu lunga e penosa , ma sopportata colla nobile rassegnazione dell'uomo che non impallidisce all'avvicinarsi della morte che già presente. Le sue ultime ore furono quelle di chi s'accommiata dal banchetto della vita senza rimorsi nè terrori. Chiese e ricevette cristianamente tutti i conforti della Religione , e rassegnato e tranquillo , compianto dai suoi più cari , stretto al Crocifisso d'amore spirò , trascorso avendo di poco il mezzo della vitale carriera. L'anima sua esaltata da viva fede sembrava brillare d'una luce più pura. A misura ch'essa staccavasi dalla terra , assumeva un non so che della natura divina ed incomprendibile ch'era per divenire il suo patrimonio , e rendeva il letto in cui l'egro giaceva , sarei per dire , un santuario. Morendo ei rinasceva a Colui che vivifica tutto quanto esiste nell'universo ; e le sue ciglia rivolte al cielo prendevano un'aria calma e angelica ; e lo spirito sciogliendosi dal corpo parve lasciasse un riflesso quaggiù dell'aureola immortale che ora l'incorona nella novella patria celeste. E fra le lagrime

d'una tenera madre, fra il duolo d'una sposa amorevole, fra il rammarico dei congiunti e degli amici e fra il lutto di tutta la popolazione, ma nel generale convincimento che « quell'anima gentil fuor delle membra, prendesse « il vol per chiuder l'ali in grembo, di quei che eterna « ciò che a lui somiglia » da noi si dipartiva.

« Padri che saviamente amministrate il paese, Guardie Nazionali che il difendete, Soldati dell'armata che il custodite, Fanciulli studiosi in cui la società ripone le sue più dolci speranze, e Voi tutti, Concittadini miei, che qui mesti e compunti mi fate corona; se per caso il giorno del pericolo sul nostro orizzonte sventuratamente spuntasse, se minacciate fossero le nostre libertà, se l'ordine pubblico venisse turbato, se il trono del più leale dei Re, all'ombra del quale ci siamo ricoverati, venisse assalito, noi verremo solleciti ad ispirarci a questo avello; questo c'infonderà forza e coraggio, questo c'insegnerà a vivere od a morire per la patria nostra.

« La pietra che porta il nome del Commendatore CARLO TRENCA, lo ricorderà per lungo tempo ai posteri; ma più che la pietra i viventi che lo conobbero ed amarono, conserveranno nell'animo il nobile aspetto di lui, i modi cortesi, la memoria delle virtù che lo adornavano, e l'utile tradizione dell'esempio suo, ed i testimonii rimasti delle sue opere, faranno sì che giammai non declini per trascorrere d'anni la rimembranza dell'ottimo fra i cittadini che per nostra sciagura ci fu immaturamente rapito.

« E tu infine, alma diletta, accogli propizia con fronte atteggiata a sorriso gli scarsi fiori, che io flebile, con mano tremante spargo pietosamente sopra la tua tomba, e godi in seno al tuo Facitore la pace e la letizia dei giusti. »

Des plumes éloquentes célébrèrent encore dignement la mémoire de cet homme de bien (1). Moreno, ce grand et modeste poète que l'Italie regrettera longtemps, lui consacra des pages qui ne seront pas oubliées. Mais tous ces honneurs funèbres, qu'obtiennent rarement les rois eux-mêmes, parurent insuffisants au peuple des deux Villes. Éterniser cette mémoire sacrée sur le marbre par une inscription, placer la pierre immortelle au fronton de sa maison, ouvrir, à cet effet, une souscription publique à laquelle toutes les classes de la population prendraient part, telle fut la pieuse pensée des braves artisans et marins de Menton. Cette pensée fut réalisée le 4 juin 1854.

Sur cette pierre, le docteur Bottini fit graver l'inscription suivante :

A
CARLO TRENCA
CAVALIERE COMMENDATORE DEI SANTI MAURIZIO E LAZARO
PRESIDE AL GOVERNO AGLI STUDI ALLA MILIZIA NAZIONALE
DI MENTONE E ROCCABRUNA
PER DOTTRINA PER PATRIA CARITA PER VIRTU
PRECLARO BENEMERITO CARISSIMO
I MEMORI CONCITTADINI
4 GIUGNO 1854

Cette pierre, dont l'inscription résume l'homme entier,

(1) Nous regrettons surtout de ne pouvoir rapporter ici le discours de M. le vicomte de la Canorgue, qui fit sur toute l'assistance une profonde impression.

fut posée solennellement au milieu du concours des Autorités civiles et militaires et du peuple. Les marins et ouvriers vinrent l'apporter eux-mêmes dans la maison de l'infortuné chevalier Trenca, qu'ils aimaient et vénéraient comme un père, comme leur plus solide protecteur.

A l'heure fixée pour la cérémonie, tout le monde descendit processionnellement et vint se placer, chacun selon son rang, devant la maison située sur une petite place de la ville.

« Deux discours éloquents, l'un en italien par M. le docteur Bottini, l'autre en français par M. l'avocat Gastaldy, furent prononcés, au milieu d'un silence solennel, du haut du balcon de sa maison, le même balcon qui tant de fois avait servi au chevalier Trenca pour haranguer, conseiller et calmer ce bon peuple de Menton, qui l'écoutait toujours avec respect et déférence, en recueillant avidement les nouvelles qu'il rapportait de Turin et de Paris sur les affaires du pays » (1).

Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ici le remarquable discours de M. l'avocat Henri Gastaldy :

« Invité par la Milice nationale de cette Ville à être l'interprète de ses sentiments dans cette touchante cérémonie, je viens joindre ma faible voix à la voix publique pour rendre hommage au grand citoyen à la mémoire

(1) *Vie du Commandeur Trenca*, pag. 158.

duquel nous élevons aujourd'hui un monument , au commandeur CHARLES TRENCA.

« Il y a bientôt un an , Dieu , dans ses impénétrables desseins , enlevait à la vie et rappelait dans son sein cet être rare et privilégié , qui , par les nobles qualités du cœur et de l'esprit , faisait à la fois le charme de sa famille , l'ornement de son pays , la gloire et l'orgueil de ses concitoyens. Il termina ses jours comme il avait vécu , donnant dans sa mort un noble et touchant exemple de piété , de résignation , de courage et de grandeur d'âme ; il s'est endormi du sommeil du juste ; la paix du ciel était dans ses traits , qui , après son dernier soupir , reflétaient encore la sérénité de sa belle âme et la tranquillité d'une conscience à l'abri de tout reproche.

« Sa vie entière fut consacrée à sa patrie : fortune , repos , santé , rien ne lui a coûté ; il a tout sacrifié pour lui procurer le bien-être en lui assurant son affranchissement.

« A son heure suprême , ses pensées et ses paroles étaient encore pour elle , et au moment de quitter cette terre où il était entouré de tant d'éléments de bonheur , il n'avait qu'un seul regret , celui de n'avoir pas vu achevée l'œuvre à laquelle il avait tant travaillé.

« Concitoyens ! quand une vie est aussi nécessaire que l'était la sienne à la prospérité et à la gloire de tous ; quand les intérêts d'un pays sont en quelque sorte rivés à une existence comme chez nous ils étaient rivés à la sienne , et que la mort vient briser cette vie , cette existence , on n'a pas seulement fait une perte , non , le mot est insuffisant dans son expression , on a été frappé de calamité.

« Je ne redirai point ici toutes les vertus privées et publiques et les éminentes qualités qui brillèrent en ce grand citoyen. Nous l'avons tous connu ; il n'est personne

parmi vous qui n'ait pu apprécier ses mérites ; son nom seul doit suffire pour les rappeler.

« Qu'il me soit seulement permis de dire ici que du moment où la liberté parut sur ce sol , du jour où la patrie put secouer ses fers, appelé aux premières charges gouvernementales et administratives , et placé à la tête de cette Garde nationale , le commandeur TRENCA n'a cessé un instant, pendant le cours de sa carrière, de mériter la confiance, l'estime et l'amour de ses concitoyens par ses talents , son zèle , son désintéressement , et par son dévouement aux intérêts du pays.

« Le commandeur TRENCA n'est plus ; mais en franchissant le seuil de la tombe , cet homme de bien , ce vertueux citoyen ne nous a pas définitivement quittés : il reste parmi nous la trace de ses bienfaits , des souvenirs d'amour et de reconnaissance , des regrets poignants et toujours plus vifs , qui sont la plus haute et la plus significative expression de l'estime et de l'attachement que l'homme qui a quitté cette vie a su inspirer à l'homme qu'il laisse sur cette terre ! Que dis-je ? il nous reste quelque chose de plus encore : il nous reste son exemple , l'exemple d'un grand citoyen !

« Puisse le souvenir de sa vie et de ses vertus exciter en tous ceux qui lui survivent une noble émulation !

« Au milieu de la grave et touchante solennité qui nous rassemble en ce jour, unissons nos vœux et nos pensées ; que nos cœurs , animés des sentiments les plus purs et les plus sincères pour celui dont nous déplorons la perte, s'élèvent jusqu'à lui pour célébrer et honorer sa mémoire !

« Que ce marbre sacré , qui va être placé sur le fronton de cette demeure qui fut la sienne , soit pour nous un signe de ralliement dans nos jours de malheur et dans nos jours d'allégresse ; que les souvenirs qu'il éveille calment nos craintes et raniment nos espérances !

« Dépositaire fidèle et impérissable de notre hommage à la mémoire de cet illustre citoyen , il portera à travers les siècles , aux générations futures , l'expression de nos sentiments d'amour et de reconnaissance pour lui , et leur indiquera en même temps le lieu qui l'a vu naître et mourir , comme un lieu consacré au respect et à la vénération publique. »

« Après ce discours , la pierre , qui avait été voilée , fut découverte : moment solennel où s'échappa de toutes les poitrines une exclamation de regret suivie d'un silence religieux , au milieu duquel on eût pu cependant entendre encore des sanglots étouffés qui exprimaient à la fois la douleur et la reconnaissance d'une noble femme devant les honneurs rendus à son époux. La troupe porta les armes ; on fit le salut militaire , puis le cortège défila lentement au milieu du deuil public » (1).

Charles Trenca était un de ces hommes d'élite que Dieu suscite , dans sa bonté et aussi dans sa justice , pour une mission spéciale , grande comme la pensée divine , quelque étroit que soit le théâtre où elle s'exerce ; et cette mission une fois remplie , il les enlève à l'humanité , dont ils étaient l'idole et l'orgueil , comme s'il avait hâte de les faire entrer dans leur récompense. Rarement il leur est donné de jouir de l'œuvre qu'ils ont péniblement préparée ou accomplie : ils ont bien passé le désert , mais ce n'est que du haut de la mon-

(1) *Vie du Commandeur Trenca* , pag. 161.

tagne qu'ils découvrent la terre promise. Ne travaillant pas pour eux-mêmes, mais pour la postérité, ils recueillent d'avance le prix de leur sacrifice : ils vivent et meurent avec la pensée que leur labeur sera béni, et qu'ils n'auront pas été des serviteurs inutiles. La foi est le secret de leur force.

Nul doute que ces hommes n'appartiennent à l'opinion publique ; ils relèvent d'elle, après Dieu. On peut les juger diversement, apprécier leurs actes à différents points de vue ; car quel est celui dont l'œuvre, si excellente qu'elle soit, ne rencontre des contradicteurs ? Mais on doit les juger sans passion, sans parti pris, avec une scrupuleuse équité. Il est permis d'être leur adversaire ; leur calomniateur, jamais !

Ils appartiennent surtout à l'histoire, à l'histoire qui écrit moins pour le présent que pour l'avenir. C'est le privilège des contemporains de pouvoir réviser plus d'une fois les jugements qu'ils se forment sur les personnages et les choses de leur époque, avant d'en asseoir un définitif.

L'homme éminent dont ils pèsent les actes a vécu avec eux, dans le même milieu qu'eux ; il a traversé le courant des mêmes idées et des mêmes passions, qu'il a servies ou combattues, suivant le but qu'il se proposait d'atteindre. Les mobiles qui ont dirigé sa conduite apparaissent et frappent jusqu'à l'évidence ; l'observateur les touche du doigt, pour ainsi dire, et ne les apercevrait-il pas tout d'abord clairement, assez

de consciences honnêtes les découvriraient à sa bonne foi et à sa raison. La prudence, la franchise, la loyauté, la haine profonde d'une monstrueuse tyrannie, l'amour de la patrie poussé jusqu'au sacrifice, la confiance inébranlable en sa cause et en sa mission, toutes ces qualités, toutes ces vertus de premier ordre peuvent-elles, lorsqu'elles se rencontrent dans un citoyen, échapper à l'écrivain qui se fait son juge, à l'écrivain son contemporain? Assurément non; elles devront le saisir, l'aveugler même; ou bien il sera d'une mauvaise foi calculée et insigne.

Eh bien! que penser de celui qui se décorant du beau titre d'historien et s'attachant à raconter les faits et gestes d'une Maison princière, arrivé aux derniers temps de cette Maison, et malgré tous les éléments de certitude en sa possession, présente l'histoire des deux derniers règnes sous un jour si faux, si contraire à la vérité, qu'il n'est permis à aucun homme impartial qui a vécu sous eux, de l'avouer et de la reconnaître? Que dire de l'écrivain qui, en présence du régime le plus absolu qui fut jamais, là où la volonté du maître faisait loi, forcé par un reste de pudeur de constater au moins quelques abus, au lieu d'en accuser l'unique auteur, le Prince, qui en profitait, en rejette l'odieux sur les fonctionnaires, serviteurs passifs, oubliant ce vieil adage : *Is fecit cui prodest* (1).

(1) Celui-là est l'auteur du fait à qui le fait profite.

Comment qualifier le procédé de l'historien qui consiste à taire ou à défigurer les faits et circonstances qui le gênent, à intervertir les rôles, à transformer le serviteur courageux en sujet révolté, et le citoyen devenu libre et indépendant en traître vulgaire ; une population presque moutonnière en multitude anarchique, les plus considérables d'un pays en démagogues, enfin, une puissance suzeraine et libérale en usurpatrice et révolutionnaire?..

M. Métivier ne voulant pas voir la cause de la révolution mentonaise là où elle se trouve, et en découvrant les principaux auteurs dans un homme et une Puissance, les attaque avec un acharnement et une violence qui l'entraîne au-delà de toutes limites. Il fait du Piémont un conspirateur, et de Charles Trenea son complice.

Nous croyons avoir démontré :

Que le Roi de Piémont n'a usé de ses droits de suzerain à l'égard du Prince de Monaco, son vassal, qu'avec la plus grande réserve, et pour lui faire de justes et légitimes remontrances ;

Qu'il s'est strictement renfermé dans la lettre et l'esprit des traités ;

Que ses forces ne sont intervenues à Menton qu'à la demande du Prince, dans l'intérêt de l'ordre, mais non pour la compression ;

Que c'est sur l'ordre exprès du Gouvernement sarde qu'elles se sont retirées, laissant la responsabilité des événements à qui de droit;

Que ce n'est encore que sur la demande du Gouvernement provisoire, que, plus tard, elles ont reparu à Menton;

Qu'en toutes ces circonstances le général Gonnet a suivi les sages prescriptions de son Gouvernement, en loyal serviteur qu'il a toujours été;

Que si les Princes de Monaco sont tombés dans la désaffection de leur peuple, seule cause de leur déchéance, la cause n'en saurait être imputée qu'à eux seuls et nullement au Piémont;

Qu'en admettant que le Piémont ait sérieusement désiré la possession de cette enclave, il ne l'aurait, en tout cas, réalisée que par suite d'une annexion régulière, telle qu'elle s'est produite;

Que le chevalier Trenca n'a constamment agi que sous l'inspiration de la plus parfaite loyauté, du plus pur patriotisme et du plus entier désintéressement.

Comment l'auteur de *Monaco et ses Princes* présente-t-il la tentative de restauration du duc de Valentinois, ou l'histoire du 6 avril 1854, dont nous parlerons bientôt? D'une façon si contraire à la vérité, que nous nous sommes fortifié dans cette conviction : ou que M. Métiévier a été trompé sur l'ensemble des faits

qu'il raconte, ou qu'il a accepté résolument de tromper le public sur ces mêmes faits et sur bien d'autres accomplis à la face du soleil, et d'une authenticité irrécusable.

M. Métivier veut que Charles Trenca ait été « aux gages du Ministère sarde » (1). Si ces paroles signifient que le chevalier Trenca était payé par la Sardaigne pour remplir le noble rôle qu'on connaît, nous donnons à leur auteur le plus éclatant démenti. Ni lui, ni ses collègues, dans la mission confiée à leur patriotisme à Paris et à Turin, n'ont reçu la moindre indemnité du Gouvernement sarde. Leur position et leur dévouement leur permettaient des sacrifices. Que la recherche d'un vil intérêt, que la conclusion d'un marché avec le Gouvernement sarde, dont il faudrait alors admettre la complicité, ait été, comme M. Métivier ose le dire, le mobile de Charles Trenca, assurément cette intelligence d'élite se serait gravement trompée, et, personnellement, il aurait fait un marché de dupe. Car, en définitive, quel avantage a-t-il retiré de cette révolution ? Il était depuis longtemps chevalier de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, et il a été nommé commandeur, grade alors immédiatement supérieur, autant au moins en sa qualité de commandant de la Garde nationale, que comme chef du Gouvernement des deux Villes. Voilà tout. — Pour sa mission à Turin et à Paris et

(1) *Monaco et ses Princes*, pag. 181.

pour son voyage politique en Russie, a-t-il reçu une indemnité? Non! Certes, il eût été aussi équitable de l'offrir, qu'honorable de l'accepter. Toujours est-il qu'en toutes ces circonstances et en tous ces labeurs, loin de s'enrichir, il a fait brèche à sa fortune; et, dernier et sublime sacrifice, il a donné sa vie!

C'est encore la même plume qui a écrit :

« M. Trenca se proclama le libérateur de Menton : quels sont ses titres à une gloire si rarement décernée parmi les hommes? Où sont les ennemis dont il a délivré sa patrie? Gémissait-elle sous la honte d'une lourde servitude? ses concitoyens étaient-ils accablés de vexations et d'impôts, privés de leurs droits les plus légitimes? Y avait-il dans le Prince qui les gouvernait la nature et la volonté d'un tyran? » (1).

En vérité, il faut du courage pour poser de pareilles questions. Les faits n'ont-ils pas suffisamment répondu? Les ordonnances se sont-elles évanouies? Pourquoi perpétuellement nier l'évidence?....

Ah! disons-le : il y aura bien longtemps que les Princes de Monaco seront oubliés, et que l'échafaudage de mensonges et de calomnies construit à grands frais, et auquel ils ont mis la main, se sera écroulé, quand la mémoire de Charles Trenca sera encore vivante; quand sa noble figure, grandie avec le temps, apparaîtra encore plus belle qu'en ses jours de lutte, plus

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 182.

radieuse qu'en ses jours de triomphe. Les montagnes et les vallées de Menton rediront son nom aux générations futures, qui ne cesseront de le vénérer et de le bénir. Car sa vie fut celle d'un grand citoyen : l'amour de la patrie l'a dévoré, et le souvenir de ses vertus survivra au marbre qui les a consacrées.

CHAPITRE XXIV.

JOURNÉE DU 6 AVRIL 1854.

Le fils du Prince Florestan I^{er}, le duc de Valentinois, ne voyait pas sans un profond dépit la plus belle portion de l'héritage de ses ancêtres arrachée à sa domination : aussi, loin de vouloir abandonner le rocher qui lui restait, avait-il, pour recouvrer les deux Villes, résolu de tout entreprendre. Toutes les voies diplomatiques, toutes les intrigues furent par lui tentées et épuisées.

En même temps qu'il s'adressait à l'Autriche, qui n'avait eu pour lui que des vœux stériles ; à la France, qui, mieux informée, était tombée à son égard dans l'indifférence, et qu'il sollicitait vainement toutes les Puissances de l'Europe, il n'oubliait pas d'appeler les journaux français à son aide. Mais la Presse, en général, et surtout la Presse du Gouvernement lui refusait son concours ; quelques rares feuilles, hostiles au Piémont, ouvrirent leurs colonnes aux calomnies des partisans intéressés du Prince. Parmi ces organes d'une cause perdue, le journal *l'Union* s'était déjà distingué par

la facilité avec laquelle il avait accueilli les accusations contre une innocente population et la politique piémontaise. Ces accusations furent énergiquement réfutées dans une réponse adressée à ce journal par MM. les Syndics et Officiers de la Garde nationale des deux Villes. Un fait nous a surtout frappé dans cette pièce si concluante, c'est la tentative de restauration du duc de Valentinois : on y voit que ce prince méditait depuis longtemps la téméraire aventure qu'il hasarda enfin, le 6 avril 1854.

Nous laisserons ici M. Norbert Duclos raconter lui-même cette tentative, si étrangement travestie et défigurée par l'auteur de *Monaco et ses Princes* : (1)

« Trois années s'étaient écoulées depuis que le duc de Valentinois avait tenté vainement cette excursion sur un territoire dont un décret, rendu en 1848 par le Gouvernement provisoire, avait banni sa famille à perpétuité. Trois années de paix profonde et de prospérité toujours croissante pour les deux Villes affranchies ! Le temps n'avait fait que développer et fortifier encore le nouvel état de choses. Aux inquiétudes qui avaient si longtemps tourmenté la population et troublé son bonheur récent succédait enfin quelque sécurité. On ne

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 273 et suiv.

doutait plus de l'annexion définitive; les Princes de Monaco étaient presque oubliés.

« Mais ceux-ci n'avaient pas oublié Menton, et ils se préparaient à y rentrer en maîtres par un audacieux coup de main.

« La presse française et la presse italienne ont fait assez connaître cette étrange tentative dans ses plus minutieux détails, confirmés depuis par les informations qui nous sont venues des autorités communales et des plus notables habitants de Menton.

« Le 6 avril dernier, le duc de Valentinois, après avoir couché à Nice et y avoir fait ostensiblement ses dispositions de départ pour la France, prenait à deux heures du matin la route de Menton dans une voiture dorée, aux armes de sa Maison et traînée par six chevaux. Il avait avec lui son officier d'ordonnance, M. Bellando; son médecin, M. Chevalet, et un domestique assis sur le siège. Le Duc et son Aide-de-camp étaient en grand uniforme de la Principauté de Monaco. Le Duc portait toutes ses décorations, et entre autres le cordon des SS. Maurice et Lazare.

« A six heures du matin, il arrivait dans ce brillant équipage à Menton, où tout dormait encore. La voiture s'arrêta devant la porte de l'*Hôtel de Turin*. Les yeux des voyageurs, qui n'étaient pas descendus, se portaient avec inquiétude dans la rue encore déserte, semblant y chercher quelqu'un.

« Enfin, ceux qu'on attendait sans doute parurent

au nombre de trois ou quatre, s'approchant de la voiture aux cris de *Vive le Prince!*

« A ce cri de ralliement, débouchèrent une trentaine d'individus, hommes, femmes et enfants, qui se mirent à dételer la voiture et à la traîner à travers la ville, en criant : *Vive le Prince! A bas le Piémont!* Ils parcoururent ainsi la rue principale, portant déployé un drapeau aux couleurs de la famille Grimaldi, et se dirigeant vers la Maison de ville, avec l'intention évidente de s'en emparer.

« Mais bientôt, à ce bruit, tout le monde était descendu dans la rue; l'alarme avait été donnée, et de tous côtés les gardes nationaux accouraient en poussant des imprécations contre le Duc et contre ses adhérents, qui ne tardèrent pas à fuir presque tous, en livrant lâchement leur Chef à la colère de la foule. Se voyant abandonné des siens, le Duc était descendu de voiture; il avait mis l'épée à la main, et l'on eut à trembler en ce moment pour sa vie, menacée de toutes parts, quand arriva à temps pour le sauver le maréchal-des-logis des carabiniers, Tordo, qui, avec deux hommes, lui fit un rempart de son corps. Un coup de baïonnette, porté au Duc, fut adroitement détourné par le maréchal-des-logis; son manteau avait été traversé. Un fusil fut dirigé contre lui : heureusement le coup ne partit pas. Dans ce péril imminent, le Duc n'eut d'autre parti à prendre que de prier lui-même le maréchal-des-logis de le conduire en lieu de sûreté; et il était à craindre, au

milieu d'une telle effervescence, qu'on n'y réussit pas. On parlait de fusiller le Duc, qui entendait ces menaces mêlées aux cris de *Vive le Roi!* et *A bas le Prince!* que poussait autour de lui la foule.

« Le brave maréchal-des-logis, aidé de ses deux hommes et de quelques gardes nationaux, parvint cependant, par sa contenance ferme, à se faire jour à travers cette multitude exaspérée, et conduire le Duc sain et sauf jusqu'à la caserne des carabiniers. Cette faible escorte avait, heureusement, rencontré dans le trajet l'appui d'un détachement de la garnison sarde qui revenait de l'exercice.

« Au premier bruit de cet événement, la Garde nationale et la population de Roquebrune étaient accourues en armes pour soutenir les habitants de Menton. Plusieurs individus, plus ou moins compromis dans cette coupable tentative, avaient été arrêtés, autant dans l'intérêt de leur sûreté que dans celui de la justice.

« M. de La Marmora, intendant général de Nice, informé le jour même de ce qui s'était passé par M. le Syndic de Menton, s'empressa de partir avec le Commandant des carabiniers et M. Faraldo, procureur royal. Ils arrivèrent à Menton à six heures du soir. Le peuple remplissait les rues, mais sans désordre aucun. Quand l'Intendant parut, la population le salua des cris de *Vive le Roi! Vive Victor-Emmanuel!*

« Quoique l'aspect de la ville fût tranquille, les esprits y étaient cependant encore très agités. On crai-

gnait une opposition au départ du Duc et de son Aide-de-camp. M. l'Intendant, après avoir pris avec soin, tant auprès de l'Autorité locale que des différentes personnes qui s'étaient trouvées présentes, tous les renseignements nécessaires sur les faits de cette journée, se rendit à la caserne pour y voir le Duc lui-même. Celui-ci voulut d'abord protester contre son arrestation, disant qu'il n'avait pas d'autre intention que celle de traverser Menton pour se rendre à Gênes. M. de La Marmora lui fit observer avec raison que les apparences étaient contre lui, d'autant plus qu'il n'était pas du tout en costume de voyage, et qu'il avait parfaitement consenti à parcourir la ville porté en triomphe dans sa voiture. Quant à ce qu'il appelait son arrestation, l'Intendant lui fit remarquer non moins justement que c'était précisément à l'intervention du maréchal-des-logis et de ses hommes qu'il avait dû son salut.

« Le Duc alors, sans l'avouer positivement, ne disconvint pas d'avoir voulu faire une tentative de restauration, trompé qu'il avait été par l'assurance qu'on lui avait donnée des sympathies et du concours d'un grand nombre de personnes dévouées à sa famille dans les deux communes de Menton et de Roquebrune. L'Intendant général lui démontra facilement l'erreur dans laquelle il était tombé à cet égard, et l'imprudence de l'entreprise dans laquelle l'avaient jeté des conseils intéressés. A quoi le Duc répondit que ce serait la dernière à laquelle il se livrerait. Il n'y avait plus, en effet, pour

lui d'illusion possible, après ce qu'il avait vu, entendu et souffert.

« Le Duc de Valentinois réclamait cependant la liberté de partir et de continuer son voyage, déclarant que, dans le cas contraire, il protesterait hautement. Mais l'Intendant général, considérant et lui faisant remarquer la gravité du fait qui avait eu lieu, l'exaspération des esprits dans la population et les dangers sérieux que pouvait amener sa mise en liberté immédiate, se résolut à le faire conduire à Nice et à le retenir, avec tous les égards possibles, dans le château-fort de Villefranche, situé à une très petite distance de cette ville, jusqu'à ce que le Gouvernement eût pris une décision à son égard.

« Le difficile était d'emmener le Duc sans coup férir. La population s'opposait énergiquement à son départ, disant qu'on s'était montré déjà trop généreux, le matin, avec lui; qu'il ne l'aurait pas été autant si son entreprise avait réussi, et demandant des garanties contre son retour dans le pays. M. l'Intendant général dut se montrer sur la place, où sa présence et ses paroles de conciliation parvinrent à calmer la population. Les Autorités locales, les Officiers de la Garde nationale et les personnes les plus influentes du pays l'avaient aidé de tous leurs efforts à obtenir de cette multitude irritée qu'il ne serait fait aucun mal au Duc au moment où il monterait en voiture.

« On profita de ce moment de calme pour faire sortir

le Duc de la caserne des carabiniers, et le conduire jusqu'au point où il pouvait rejoindre sa voiture, déjà entourée par la Garde nationale et escortée de trois carabiniers à cheval. Il était accompagné du Commandant des carabiniers et des officiers de la Garde nationale, qui, en se tenant prêts à le défendre, montrèrent dans cette occasion une contenance des plus dignes, et il put ainsi monter en voiture avec son Aide-de-camp et son Médecin. Au moment de son départ, la population fit entendre des cris innombrables de *Vive le Roi! A bas le Prince!* mais on n'eut point de violence à déplorer, et la voiture qui emportait le Duc, cause et objet de toute cette irritation, put s'éloigner sans accident fâcheux.

« Avant de quitter Menton, le Duc, touché de la générosité avec laquelle le brave maréchal-des-logis des carabiniers s'était exposé pour sa défense, lui avait remis la déclaration suivante, qui vient à l'appui des faits que nous venons de rapporter :

« Je me plais à reconnaître que le maréchal-des-logis Tordo, commandant la station des carabiniers royaux à Menton, a montré aujourd'hui, dans l'exercice de ses fonctions, un grand dévouement pour la conservation de ma personne.

« Menton, le 6 avril 1854.

« *Signé* : CHARLES,
Prince héréditaire de Monaco. »

« M. l'Intendant général suivit le Duc dans une autre voiture jusqu'à Nice, d'où ce dernier fut conduit,

avec son Aide-de-camp, au fort de Villefranche. Son Médecin était libre. Toutes les dispositions avaient été prises pour que le Duc fût traité, pendant cette détention nécessaire, avec les égards dus à son rang. On sait que le Gouvernement piémontais, informé des causes de son arrestation, n'hésita pas à ordonner immédiatement sa mise en liberté.

« Telle est la vérité scrupuleuse et incontestable des faits qui se sont accomplis à Menton dans cette mémorable journée du 6 avril, où tout un peuple, face à face avec l'imprudent héritier d'un pouvoir odieux, lui a montré jusqu'à l'évidence, dans sa juste colère, qu'entre ce peuple et sa famille tout était fini à jamais.

« Quel fut cependant le premier usage que fit de sa liberté le duc de Valentinois, le jour où elle lui était rendue ?

« Ce fut d'écrire au roi Victor-Emmanuel, en faisant publier dans les journaux la lettre suivante, qui montre jusqu'à quel point la justice et la vérité peuvent se voir sacrifiées aux orgueilleuses satisfactions de l'intérêt personnel :

« SIRE,

« Je ne veux pas quitter les États de Votre Majesté sans lui faire connaître la conduite inqualifiable de ses Autorités à mon égard.

« Le 6 avril, traversant la ville de Menton pour me rendre à Gènes, accompagné d'un Officier d'ordonnance

et d'un Médecin, j'attendais les chevaux de poste déjà plusieurs fois demandés, lorsque je fus reconnu et environné par une foule d'individus de toutes les conditions, qui, au milieu des acclamations, se mirent à traîner ma voiture et à me faire parcourir les rues de la ville. Cette démonstration toute pacifique s'accomplissait sans aucune opposition, lorsqu'on vit accourir vos troupes, Sire, et vos carabiniers, qui, après avoir chargé leurs armes, fondirent la baïonnette en avant sur la foule inoffensive dont j'étais entouré, la dispersèrent brutalement, et arrêtrèrent une trentaine de personnes, tandis qu'une bande armée, décorée du nom de garde civique, se précipita sur moi, et m'eût infailliblement assassiné sans l'intervention énergique des gendarmes, qui n'ont cependant pu empêcher des coups de baïonnette de percer mes vêtements.

« A la suite de ces violences, je fus arrêté par vos troupes, Sire, puis retenu pendant quinze heures dans la caserne de la gendarmerie jusqu'au moment où l'Intendant général de Nice, refusant de me laisser continuer ma route pour Gênes, est venu m'enlever de Menton pour me transférer comme prisonnier d'État au fort de Villefranche. Enfin, après quatre jours de détention, l'on m'a rendu la liberté sans explications, en me forçant toutefois de rentrer en France, tandis que j'avais l'intention de prendre la direction contraire.

« Sans faire remonter jusqu'au trône la responsabilité d'un attentat qui rappelle les temps les plus révolutionnaires, je demanderai respectueusement à Votre Majesté de quel droit ses Autorités, après m'avoir arrêté sur un territoire qui, à aucun titre, ne fait partie des États sardes, se sont permis de me jeter illégalement dans une prison d'État. Je lui demanderai si c'est en cherchant à dépouiller

le père et en persécutant le fils , que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne exerce loyalement envers les Princes de Monaco le protectorat qui lui a été confié par les traités.

« Enfin , Sire , j'oserais , avec une respectueuse franchise , assurer à Votre Majesté que si , par une réparation éclatante , elle ne désavoue pas des serviteurs imprudents qui n'ont pas craint de se servir de son nom pour commettre un pareil abus de la force , elle s'expose à ce que l'opinion publique se déclare pour le faible contre le fort , pour l'opprimé contre l'opresseur.

« Daignez , Sire , agréer l'hommage du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être ,

« Sire ,

« de Votre Majesté le très humble
et très obéissant serviteur ,

« *Signé* : CHARLES ,

Prince héréditaire de Monaco , duc de Valentinois.

« Nice , le 12 avril 1854.

« En même temps que le Duc écrivait et livrait à la publicité une lettre aussi injurieuse pour son noble et auguste Suzerain que contraire à la vérité , ses obscurs agents , qui l'avaient lâchement abandonné dans le péril , relevaient la tête pour recommencer leurs menées. Ils signaient , en osant parler au nom de tous les habitants , une déclaration de dévouement à leur Prince et une protestation contre le projet d'annexion à la Sardaigne.

« La réponse de la population à cette provocation audacieuse ne se fit pas longtemps attendre.

« En moins de cinq jours , *huit cent trente-huit signatures*, dans lesquelles figuraient les Conseils municipaux de Menton et de Roquebrune, le Clergé tout entier, la Garde nationale avec ses officiers, sans exception d'un seul, et enfin tous les pères de famille du pays, couvraient spontanément une Adresse, aussi énergique que concluante, à S. M. le Roi de Sardaigne (1).

« Cette adresse répond à la fois et à la lettre du Duc, dont elle est la meilleure réfutation, et à la manifestation de ses derniers partisans, qu'elle couvre de honte. Tout commentaire ne ferait qu'affaiblir cette pièce, dont une copie authentique a été envoyée en même temps à S. M. l'Empereur des Français.

« Il y a cependant cette observation importante à faire, c'est qu'en 1848, au moment où le gouvernement des Princes de Monaco tombait sous le poids des haines accumulées de la population la plus malheureuse, dans ce moment où, pour briser une si lourde chaîne, il fallut toute l'exaltation du désespoir, l'adresse faite au roi Charles-Albert pour demander l'annexion au Piémont fut signée par 568 individus, tous chefs de famille ou majeurs, nés ou domiciliés dans le pays.

« Or, six ans après, quand le temps a cicatrisé les plaies, calmé les haines et jeté sur les douleurs passées le voile de l'oubli, voici une nouvelle adresse, revêtue cette fois de 838 signatures, non moins sincères et non

(1) Voir aux *Pièces justificatives*.

moins sérieuses, qui fait éclater plus vivement encore qu'en 1848 l'aversion des populations pour le gouvernement du Prince, et leur sympathie pour celui du Roi. Pendant les six années qui se sont écoulées, ces sentiments, au lieu de s'affaiblir, n'ont donc fait que se fortifier dans tous les cœurs. Le temps a gagné 270 signatures à la demande d'annexion, et il n'est pas besoin d'établir que la proportion des 838 signatures qui couvrent aujourd'hui l'adresse représente complètement une population de 5,000 âmes, en déduisant les femmes, les enfants et les personnes illettrées. C'est bien là, sans doute, le vœu sincère, unanime et spontané de tout un pays.

« Cette adresse au Roi de Piémont est à la date du 9 mai; le même jour, la supplique suivante était adressée à l'Empereur des Français par M. le chevalier Massa, syndic de Menton, au nom de ses administrés :

« SIRE,

« Lorsque Votre Majesté Impériale daigna recevoir à Toulon une députation des Conseils municipaux de Menton et de Roquebrune, elle voulut non seulement l'accueillir avec bienveillance, mais, de plus, lui promettre son puissant appui pour hâter la réunion définitive des deux Communes au Piémont.

« Les événements qui s'accomplirent en cette Ville déterminèrent leurs habitants à faire une adresse à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, pour que l'annexion des deux

pays ne fût point retardée davantage ; j'ai l'honneur d'en transmettre copie à Votre Majesté Impériale.

« Ce recours mettra sous vos yeux , Sire , les motifs qui exigent pour cette population qu'un terme soit apporté à l'indécision dans laquelle elle vit sur ses destinées.

« La malheureuse condition que ses habitants eurent à supporter pendant trente-trois ans les a contraints , en 1848 , à se soustraire à la domination des Princes de Monaco.

« Dire que l'instruction était bannie , les corps municipaux supprimés , les biens du domaine confondus avec le patrimoine du Prince , qui s'était emparé également des biens des églises , des œuvres pies , des invalides de la marine , des revenus de l'État ; ajouter que des impôts énormes pesaient sur les deux pays , serait exhumer en ces jours les tristes souvenirs du moyen âge.

« Ces deux pays se donnèrent d'abord un gouvernement indépendant , pour proclamer ensuite leur réunion au Piémont , dont le Roi possède sur les deux Communes des droits incontestables de souveraineté.

« Le clergé , les capacités , les principaux propriétaires , tous enfin concoururent à l'accomplissement de ce grand acte.

« La ferme volonté de cette population d'être réunie à la Sardaigne a subi la dure épreuve des revers de Custosa et de Milan ; la défaite de Novare elle-même n'a pu l'ébranler ; maintenant , Sire , après six ans , elle persiste plus que jamais dans sa résolution , ainsi que Votre Majesté Impériale pourra s'en assurer par le nombre immense des signatures apposées au bas du nouveau recours , qui s'élève à 838 , quand celui obtenu en 1848 , lorsque les deux pays votèrent leur fusion à la Sardaigne , n'arriva qu'à 568.

« Sire , vous qui êtes appelé à bien juste titre l'homme de la Providence , qui avez sauvé l'Europe des malheurs qui la menaçaient , daignez nous accorder votre puissant appui et provoquer la réalisation de nos vœux les plus ardents ; vous accomplirez de la sorte une œuvre d'humanité qui attirera sur Votre Majesté la bénédiction du Très-Haut.

« La touchante prière des Mentonais , accompagnée d'une copie authentique de leur adresse à S. M. le Roi de Sardaigne , fut déposée dans les mains de M. Drouyn de Lhuys , ministre des affaires étrangères , puis arriva sous les yeux de l'Empereur lui-même.

« Ainsi portée aux pieds du trône impérial , cette cause si juste y a retrouvé les bienveillantes sympathies dont la députation Mentonaise avait déjà recueilli à Toulon le précieux témoignage. »

Un dernier trait manquait à l'œuvre de M. Métivier, et grâce à l'esprit inventif qu'on lui connaît, il l'a découvert.

Le 6 février 1859 , des ouvriers presque tous étrangers au pays , au nombre d'une trentaine au plus, créanciers du Casino qui s'élevait au plateau des Spélugues , et très impatients de recevoir leur dû , lequel se faisait attendre , se rendirent tous ensemble à Monaco pour obtenir le règlement de leurs comptes. Aucun volontaire mentonais ne les accompagnait , et leur attitude était toute pacifique. Leur arrivée , signalée d'avance , avait

mis en grand émoi l'Autorité locale, qui demandait un événement : aussi furent-ils presque tous arrêtés au moment où ils venaient de s'attabler dans un cabaret. Afin de recouvrer leur liberté, ils signèrent une pièce qui leur fut présentée; ceux qui s'y refusèrent furent retenus, et on leur fit un procès dérisoire. Tel est le fait dans toute sa simplicité.

Or, l'auteur de *Monaco et ses Princes*, comme dernier épisode de la longue comédie qu'il s'est plu à créer dans son second volume, transforme hardiment en *complot armé*, en *véritable invasion*, cette innocente promenade d'ouvriers allant sans tambours ni trompettes réclamer un argent nécessaire à leurs familles. La version qu'il donne de ce fait est curieuse : on en jugera par les lignes suivantes :

« Dans la matinée du 6 février, on aperçut tout à coup une troupe nombreuse et armée qui s'avancait vers la ville. Des mesures énergiques furent aussitôt prises; la garde nationale se trouva spontanément rassemblée; on ferma les portes de la place, et les artilleurs se tinrent, mèche allumée, à côté de leurs canons braqués sur les remparts. » Et le reste...

Ainsi, ô merveille renouvelée de Cervantès par la plume magique de l'écrivain!... voilà évidemment les caroubiers et les oliviers de la route de Monaco transformés en troupe armée et menaçante, comme jadis en Espagne les fameux moulins à vent. En vérité, le Dom-quistotisme peut-il aller plus loin?

CHAPITRE XXV.

ADMINISTRATION DES DEUX VILLES DEPUIS 1848
JUSQU'A L'ANNEXION.

On lit dans *Monaco et ses Princes*, tom. II, p. 268 :

« Cependant l'administration municipale continuait à appartenir aux chefs de l'insurrection (*sic*). On suppose peut-être qu'ils se hâtèrent d'en profiter pour modifier le système financier en vigueur sous le régime princier, diminuer les droits de sortie, établir l'impôt foncier, enfin exécuter toutes les réformes qu'ils avaient si obstinément réclamées de leur souverain, et dont ils s'étaient fait un prétexte de révolte ; ils s'en gardèrent bien. »

Ces lignes accusatrices renferment presque autant d'erreurs que de mots, et encore le terme est poli. A l'appui des accusations que nous avons portées contre le régime des princes Honoré V et Florestan I^{er}, nous avons cité les *Ordonnances*. Aux assertions de M. Métivier, relativement à l'administration des deux Villes, nous opposerons les décrets du Gouvernement Mentonais, les réformes qui lui sont dues, les travaux qu'il a accomplis.

L'état matériel et moral de ce pays avant 1847 n'est pas ignoré du lecteur. Aussi, bien lourde était la tâche du Gouvernement nouveau. Dire qu'il se montra constamment à sa hauteur, c'est simplement lui rendre justice.

3 mars 1848. — Délibération du Grand-Conseil qui supprime les droits d'importation sur les blés arrivant par navire sous pavillon national, et réduit le droit des farines à 2 fr. 50 c. les 400 kilog.

4^e avril. — Tous les droits de sortie sur les bigarrades, essences, jus de citrons, brou, fleurs d'oranger et de bigarradier, caroubes, sont supprimés.

Droits sur les citrons réduits :

par caisse lyonnaise, à 25 cent.; (1)

par caisse flandrine, à 20 cent.

Citrons verts à la caisse et en garenne, 50 c. le mille.

Oranges, également 50 c. le mille.

Divers droits d'importation sur les marchandises françaises, anglaises et suisses, sont considérablement réduits.

4 juin. — Prix des congés maritimes réduit à 6 fr.

Droit sur les vermicelles supprimé. (article de grande consommation).

21 août. — Décret qui réduit à 50 c. par 400 kilog. le droit sur l'avoine.

3 septembre. — Le droit sur les raisins est supprimé.

(1) Elle payait 3 fr., sous le Prince.

En résumé, les droits de sortie, qui rendaient au Prince 72,000 fr., ne rendaient plus, après 1848, que 20,000 fr.

En 1853, les Villes libres ayant cédé les douanes au Gouvernement sarde, moyennant une indemnité annuelle de 50,000 fr., plus, la faculté d'introduire en franchise tous leurs produits dans les États sardes, tous les droits de sortie, sans exception, ont été supprimés.

Les droits sur les blés et les farines ont été également supprimés à l'entrée.

Maintenant, mettons en regard les deux situations :

Sous le régime princier, les impôts directs ou indirects donnaient au Souverain 300,000 fr., *qui étaient presque entièrement dépensés loin de la Principauté.*

Sous le régime municipal, depuis 1848, le Gouvernement des Villes libres avait un revenu d'environ 80,000 fr., *tous dépensés dans le pays.*

Arrivons aux principaux changements et travaux accomplis sous l'administration des deux Villes depuis 1848 jusqu'à l'annexion à la France, en commençant par Menton :

L'Hôpital ne contenait que 44 lits : on en ajouta 40 ; et cet établissement de bienfaisance fut confié à des religieuses aussi dévouées qu'intelligentes.

Le personnel des Écoles primaires, qui avait été pendant longtemps réduit à un seul Instituteur, et qui se composait de trois Maîtres au moment où éclatèrent les événements, fut porté à neuf par le nouveau Gouvernement.

Création d'une École pour les jeunes filles, laquelle fut confiée à des religieuses, ainsi que la Salle d'asile.
— *Gratuité* pour toutes ces écoles.

Restauration de la basilique Saint-Michel, fort abandonnée sous les Princes. Elle n'a pas coûté moins de 35,000 francs.

M. le Doyen n'avait que 600 fr.; il lui en fut alloué 4,000.

La superficie du cimetière n'était pas en rapport avec le chiffre de la population; de sorte qu'au bout de deux ans il fallait, d'urgence, qu'on exhumât les cadavres que la terre n'avait pas encore eu le temps de consumer. Un des premiers soins de l'Administration des Villes libres fut de mettre fin à cet outrage, qui était aussi un danger. La superficie du cimetière fut triplée; une chapelle fut construite. Les frais d'appropriation s'élevèrent à environ 20,000 francs.

Élargissement de la plage, dans le plus grand intérêt de la marine; dépense : 25,000 francs.

Menton manquait d'eau; on en augmenta le volume en achetant de nouvelles sources. Le canal, qui était

toujours encombré et souvent à sec , fut déblayé et alimenté. Il n'y avait que trois fontaines ; on en éleva deux nouvelles : l'une , place du Marché ; l'autre , place Napoléon (autre création du même Gouvernement). — Coût : 40,000 francs.

Presque toutes les anciennes rues furent repavées , et la rue Saint-Michel fut pavée en dalles de la Spezzia. — Frais : 36,000 francs.

Cette rue Saint-Michel était la seule qui fût un peu éclairée , au moyen de *quatre vieilles lanternes* , « sans doute pour éblouir les voyageurs qui parcouraient la route de la Corniche , » a dit un très spirituel Mentonais. Le nombre des réverbères fut bientôt porté *de quatre à trente-deux* , au profit de la ville entière.

Les deux tiers de la route de Sospel , route qui met Menton en communication avec tout le bassin occidental du Piémont , ont été exécutés par l'Administration des deux Villes. C'est-là une véritable création. — Ils ont coûté à la commune, 180,000 francs.

Transformation de l'ancienne maison du Gouverneur en Hôtel-de-ville ; constructions intérieures, mobilier : 25,000 francs.

Travaux et alignement du quai.

Réparation au môle.

Pont de Gorbio ou pont de *l'Union*.

Passons à Roquebrune :

Elle a fait élever une maison d'École pour les garçons sur une place de création nouvelle ;

Elle a fait repaver toutes les rues ;

Elle a pourvu à l'achèvement de la route qui met le bourg en communication avec la route impériale ;

Elle a fait chercher au loin et à grands frais l'eau nécessaire à l'alimentation de la fontaine publique qui était tarie ;

La paroisse a été pavée en marbre et très honorablement ornée ;

Un nouveau cimetière a été construit.

Nous avons omis ici certaines améliorations, certains travaux de moindre importance ; mais qu'avons-nous besoin d'ajouter aux preuves manifestes dont nous venons de réunir le formidable faisceau ? Notre réponse est catégorique, péremptoire, et se passe de commentaires.

CHAPITRE XXVI.

ANNEXION DES DEUX VILLES A LA FRANCE.

TRAVAUX ET AMÉLIORATIONS DEPUIS L'ANNEXION.

Entre le 6 avril 1854, date de la fameuse échauffourée du duc de Valentinois, et les votes des 15 et 16 avril 1860, aucun événement important ne se passa dans les deux Villes, dont le Gouvernement, tout entier aux réformes et améliorations intérieures, attendait avec confiance, au sein d'une véritable prospérité, la solution définitive. Devaient-elles être piémontaises? Tout semblait l'annoncer. Mais la Providence, dont la main s'était visiblement montrée dans les commencements de cette révolution, qui l'avait en quelque sorte conduite et protégée, réservait aux deux Villes une solution qui devait dépasser tous leurs vœux, toutes leurs espérances.

La France venait de rompre avec l'Autriche. Fidèle allié du Piémont, Napoléon III rejetait, en quelques semaines, l'ennemi de la Péninsule au-delà du Mincio : Solferino effaçait Novare. Bientôt la Sardaigne devenait l'Italie, et le traité de Turin (14 mars) préparait le chan-

gement radical de deux anciennes provinces piémontaises : la Savoie et le Comté de Nice. — Le suffrage universel allait décider de leur avenir. Seraient-elles italiennes ou françaises ? Telle était la question. Cette question fut tranchée, les 15 et 16 avril, par les votes à peu près unanimes de ces deux provinces en faveur de la France, et les villes de Menton et de Roquebrune, naturellement appelées à y prendre part, se prononcèrent ouvertement pour le grand Pays dont elles se souvenaient avec amour et orgueil. Était-ce de leur part oubli, ingratitude envers la Sardaigne ? Nullement. Cette Puissance, convertie tout d'un coup en un vaste royaume, avait préparé la Savoie et le Comté de Nice à l'annexion française, et ces provinces s'étaient depuis quelque temps familiarisées avec la pensée d'un retour prochain à leur ancienne patrie. En vertu de ce vote solennel, Menton et Roquebrune appartenaient donc irrévocablement à la France.

Il est curieux de voir comment s'explique sur ce fait considérable, et avant tout librement produit, l'auteur de *Monaco et ses Princes* :

« Les promesses des agents bénévoles qui parlaient sans mandat, au nom du Gouvernement impérial, les excitations des fonctionnaires piémontais, la présence d'un bataillon de troupes françaises appartenant à l'une des divisions de l'armée qui était restée une année en Lombardie, et qui se trouvait de passage à Menton, et surtout l'action de ces meneurs qui avaient fait la révo-

lution de 1848, gens habiles à conduire les masses, et enfin, la contagion de l'exemple, toutes ces causes amenèrent six cent trente-neuf électeurs, sur six cent quatre-vingt-quinze votants, à venir déposer dans l'urne un bulletin affirmatif. Il y eut deux bulletins nuls, et cinquante-quatre négatifs » (1). — L'honneur, l'intelligence et le patriotisme des Mentonnais nous interdisent ici toute réflexion : nous abandonnerons ces malheureuses lignes à elles-mêmes.

Le duc de Valentinois, qui était devenu Charles III, réclama contre la légalité de ce vote ; il en demanda l'annulation, en même temps que la restauration de son autorité. En réponse à ces prétentions, la France l'invita à un traité de cession moyennant une indemnité dont le chiffre devait être fixé d'un commun accord. C'était replacer la question sur le terrain où elle avait déjà été posée, avec cette différence qu'aujourd'hui le Prince se trouvait en face de la France. Il s'inclina, il accepta, il céda un pays qui, en droit et en fait, ne lui appartenait plus, moyennant une indemnité de quatre millions de francs et d'assez grands avantages (2).

« On a prétendu, dit M. le Rapporteur du projet de loi de cession, que ces Communes avaient été vendues par leur Prince, et que la France les avait achetées.

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 322.

(2) La garnison sarde évacua la place de Monaco le 18 juillet 1860. — Le traité de cession fut signé le 2 février 1861.

Non, Messieurs, elles n'ont pas été vendues par le Prince, ni achetées par la France, par la raison excellente que la France n'achète pas des populations : elles se sont volontairement annexées à la France par le suffrage universel, et par un vote presque unanime. »

Nous applaudissons à ces paroles. Historien de la plus légitime, de la plus honnête des révolutions qui fut jamais, nous trouvons dans ce vote des 15 et 16 avril la haute et définitive confirmation de toutes les oppressions et de toutes les plaintes que nous avons racontées.

Depuis leur annexion à la France, les deux Villes ont marché dans la voie de la prospérité et du progrès, qu'elles ne quitteront plus : la partie inachevée de la route de Sospel a été terminée aux frais égaux du Département et de l'État ; — on a construit et créé un beau collège communal ; — on a bâti un vaste hôpital dans la plus favorable des expositions, ainsi qu'une maison d'école pour les filles et une salle d'asile ; — le torrent du Fossan, voûté dans toute la traversée de la ville, est devenu une rue nouvelle ; — depuis le Fossan jusqu'à Borrigo, une promenade a été créée sur le bord de la mer.

L'administration des Ponts-et-Chaussées a jeté un pont sur le torrent de Borrigo, et la route impériale de Menton en Italie, qui n'avait que quatre mètres depuis l'extrémité du quai jusqu'à la montée *des Cuses*, a été élargie de huit mètres, et dotée de deux trottoirs. —

Enfin, travail qui égalera au moins en importance celui de la route de Sospel, un port va être construit ! Un port..... ce rêve tant caressé des Mentonais, qui, en doublant le mouvement de la navigation, en assurera à jamais la sécurité. — D'autres créations sont projetées. L'avenir est chargé de promesses.

Roquebrune, de son côté, n'est pas restée en arrière ; elle a fait construire une maison d'école pour les filles, ériger une nouvelle fontaine, et agrandir la Mairie.

Encore une affaire qui aurait pu devenir grosse comme une montagne, et qui finira par un bon mot.

On sait que le Prince avait reçu, après l'annexion, quatre millions de la France — la France est si bonne ! — pour l'indemniser de la cession des deux Villes, irrévocablement perdues pour lui depuis treize ans. On sait aussi qu'il avait fait ses réserves, et entendait, nonobstant cette énorme indemnité, rentrer en possession de biens prétendus *princières*, biens qui, en réalité, avaient toujours été *communaux*. Il ne réclamait donc ni plus ni moins qu'une partie du territoire des deux Villes, c'est-à-dire : le bac Foran, les Moulins et leurs accessoires, le cap Martin et une forêt, dépendance de Roquebrune.

Les deux communes n'étant pas disposées à se dessaisir de leurs propriétés, un procès fut engagé. Non

contentes de défendre leurs droits devant les tribunaux ordinaires, dont la marche leur paraissait trop lente, elles soumirent, par des adresses, la question à l'Empereur. Chargé de leurs intérêts, le chevalier Charles de Monléon, maire de Menton, membre du Conseil général des Alpes-Maritimes, ayant obtenu une audience de Sa Majesté, n'eut pas de peine à convaincre Napoléon III de la légitimité des droits des deux Villes. Peu de temps après, mieux inspiré, le Prince se désista, et, par imitation sans doute de l'Empereur d'Autriche, après Solferino, *il céda ses droits à l'Empereur.....*

Qu'il nous soit permis de remercier ici publiquement, au nom des Mentonais, l'honorable député des Alpes-Maritimes, M. Lubonis, pour les preuves signalées d'intérêt qu'il leur a témoignées en plusieurs circonstances. Déjà, à l'occasion de l'annexion de la Province de Nice, alors qu'il en était Gouverneur provisoire, considérant avec raison les deux Villes comme sardes, il s'était empressé de les comprendre dans le vote à intervenir. — Plus tard, l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Menton ayant été demandé par le Conseil municipal de cette ville, afin de faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par les travaux publics, travaux entièrement abandonnés sous les deux règnes, M. Lubonis, à la suite d'un rapport plein de faits présentés avec une logique et une clarté saisissantes, obtint

du Corps législatif l'autorisation instamment sollicitée. Il s'agissait d'une augmentation de un franc par hectolitre sur les vins, pendant dix ans.

Cette surtaxe, qui ne porte atteinte ni au mouvement commercial ni aux habitudes du pays, réclamée par les plus imposés de la ville, devait être d'autant mieux autorisée qu'elle est particulièrement supportée par la colonie étrangère qui vient régulièrement y passer l'hiver. Elle cessera d'exister, comme le tarif principal de l'octroi, au 31 décembre 1871.

Et maintenant, honneur à celui qui a dirigé les deux Villes dans la lutte, et qui n'est plus ! Honneur et prospérité à leurs habitants !.. C'est à leur patriotisme et à leur persévérance, c'est à leur modération et à leur sagesse qu'ils doivent de compter aujourd'hui parmi les enfants de la grande Nation !

On est étonné quand on songe à la quantité d'hommes de mérite, dans tous les genres, que ce petit pays a produits, seulement depuis la Révolution. C'est bien là véritablement une terre d'élite. Citons les plus remarquables dans les deux Services français et sarde, sans parler de plusieurs officiers pleins d'avenir qui servent dans les armées française et italienne :

Service Français.

FORNARI, avocat célèbre.

MASSA-RUFFIN, membre de la Convention.

DE MONLÉON, ancien président du Conseil général des Alpes-Maritimes, l'une des lumières de ce Conseil.

Vicomte Tonin DE PARTOUNEAUX, auteur de *l'Histoire de la Conquête de la Lombardie par Charlemagne*, ancien député.

L. GALLOIS, historien.

Comte DE VEDEL, lieutenant général.

Comte Maurice D'ADHÉMAR, général.

DE BRÉA, général, mort en héros pour l'ordre social.

DE SIGALDI, général.

REY, général, ancien aide-de-camp du lieutenant général comte de Partouneaux.

DE BRÉA, sous-intendant militaire.

Comte Joseph D'ADHÉMAR, payeur général des armées sous l'Empire.

Comte Maurice DE PARTOUNEAUX, général de division.

PÉLISSON, colonel.

MOUTON, colonel, ancien général de l'armée du roi de Lahore.

DE BRÉA, commandant, tué à Tahiti.

LAFOREST, commandant.

DE SIGALDI, major.

F. DE MONLÉON, capitaine de vaisseau (Marine impériale).

D'ADHÉMAR (Elfège), colonel.

Services Sarde et Italien.

REY, vice-amiral.

REY DE VILLAREY, contre-amiral.

REY, major général.

CAPPONI-TRENCA (Charles), major d'artillerie.

DE FALETTI, major.

DE BOTTINI, général d'artillerie.

DE VILLAREY (Honoré), major général, mort glorieusement à la bataille de Custosa.

VALETTA, major.

Autres Services étrangers.

Commandeur DE VILLAREY, ancien gouverneur.

Comte REY, colonel, ex-chambellan.

Chev. DE SAINT-AMBROISE, anc. commandant à Milan.

DE BOTTINI (François), chanoine, proto-notaire apostolique, vicaire général du diocèse de Nice.

Chev. MASSA, ancien président du Tribunal de 1^{re} instance de Nice.

A une époque plus récente, des hommes que les circonstances ont grandis, se sont produits sur la scène politique et administrative, et se sont distingués par

leurs éminents services : à leur tête est le chev. **TRENCA**, ancien président du Gouvernement des Villes libres, victime de son dévouement à la patrie ; — puis, MM. Charles **FARALDO**, ancien député de Menton, préfet en Sicile ; — le chevalier Auguste **MASSA**, ancien député, ancien maire ; — le chevalier Charles **DE MONLÉON**, maire actuel, membre du Conseil général des Alpes-Maritimes.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1.

Inscription de la Turbie.

IMP. CÆS. DIV. E. AVGVS.
PONT. MAX. IMP. XIII. TRIB. POT. XVII.
S. P. Q. R.

QVOD EIVS DUCTV AVSPICIIS QVÆ
GENTES ALPINÆ OMNES QVÆ A MARI
SVPERO AD INFERVM PERTINEBANT
SVB IMPERIVM P. R. REDACTÆ SVNT
TRIUMPILINI. CAMVNI. VENNOTES. VENNENOTES.
HISARCI. BREVNI. NAVNES. FOCVNATES.
VINDELICORVM GENTES QVATVOR
CONSVANETES. VIRVCINATES. LICATES. CATENATES.
ABISONTES. RVGVSTI. SVANETES.
COLLVCONES. BRIXENTES.
LEPONTII. VIBERI. NANTVATES. SEDVNI.
VERAGRI. SALASSI. ACITAVONES. MEDVLLI.
VCENI. CATVRIGES. BRIGIANI.
SONTIONTH. EBRODVNTH. NEMOLANI.
EDENATES. EBVSIANI. VEAMINI. GALLICÆ.
TRIVLLATI. ECTINI. VERGVNNI.
EGVITVRI. NEMENTVRI. ORATELLI.
NERVSI. VELAVNI. SVETRI.

N° 2.

Légende de Sainte Dévote.

Acta S. Devotæ, Virginis et Martyris in Corsica

(Ex Chronologia Lerinensi.)

1. Temporibus Diocletiani et Maximiani imperatorum . puella quædam, nomine Devota , ab infantiâ christiana fuit, in insula quæ vocatur Corsica. Audiens autem quod barbarus Præses ibidem esset venturus ad persecuendos christianos , surgens occultè venit ad domum cujusdam Senatoris , nomine Euticii , propter metum et sacrilegia paganorum , ut ejus defensione eam liceret lege vivere christiana.

2. Beata vero ancilla Christi cum esset bonis moribus instituta , et scripturis spiritualibus erudita , die noctuque Deo psallebat hymnos et psalmos , ac lectionibus vacabat tota mentis intentione, et corpus suum jejuniis macerabat; evangelicis intenta præceptis, sciens quod Dominus ait : Beati qui esuriunt et sitiunt justitiam, quoniam ipsi saturabuntur. Igitur cum se abstinentiis jugiter affligeret , nullus ei suadere potuit , ut vel unius diei spatium a jejuniis relaxaret , et (nisi solum resurrectionis die) aliquantulum cibos acciperet. Pallebat ergo mundo candore facies ejus , et divino splendore radiata fulgebat. Audiens hæc Euticius , quod Virgo Christi Deivota ita animam suam jejuniis cruciaret, vocavit eam ad se, dicens : Quid , puella, temetipsam tantis jejuniis affligis, et animam tuam exrucias abstinendo? Cui venerabilis Deivota respondit : Ego animam meam non crucio, sed diversis pasco deliciis,

quia est Deus in cœlo , qui me quotidie honorum suorum satiat donis. Ad hæc Euticius , timore concussus , nihil ei ultra dicere ausus est, sed nec in claritatem vultus ejus intendere poterat.

3. Non post multum vero temporis , barbarus præses cum classe navali in eamdem insulam veniens , ad sacrificandum Diis accessit. Cumque omnes primates loci illius ibidem convenissent , et Euticius senator cum eis, cœperunt diis illic suis immolare , et thura offerre. S. Deivota hæc audiens , propter illorum errorem, ex imo pectoris alta suspiria protrahebat. E cum essent in unum congregati , et ibidem crapulis vacarent , et barbarus præses de persecutione Christianorum tractaret ; hoc est a satellitibus suis ei nuntiatum , quod cum Euticio senatore domi esset puella , quæ deos eorum irrideret et sacrificare differret. Tunc alloquitur præses Euticium dicens : Audio tecum esse domi puellam , quæ deos nostros deserit , et nescio quem Christum , qui à Judæis crucifixus est , colit. Ad hæc Euticius respondit : Puellam quam dicis , nullatenus potui diis nostris vel caput facere flectere. Dixit ad eum præses : da illam mihi , ego eam faciam diis nostris vota persolvere. Et ad hæc Euticius respondit : si mihi omnem substantiam tuam dares , non posset ad bonum ejus comparari.

4. Sed quoniam erat Euticius senator honorabilis , sed et etiam præses ideo manifeste ei injuriam facere non audens, Euticium occulto veneno interfici jussit ; et mittens ad domum ejus , inde jussit, ut puellam præcipitem traherent , et adducerent ante præsidem. Ipsa vero dum duceretur psallebat, dicens : Deus in adjutorium meum intende. Domine ad adjuvandum me festina. Cumque ante conspectum præsidis eam præsentassent, dixit ad eam præses : Sacrifica diis. Virgo Christi Deivota respondit : Ego quotidie

Deo vero pura mente desservio ; Deos vero vestros , deos cereos , et lapideos respuo , quia sunt effigies hominum absque visu audituque. Tunc barbarus præses motus iracundia , jussit os ejus lapide contundi , dicens : Deos et Deas noli blasphemare. Iterum jussit eam sævissimus præses ligatis manibus et pedibus per petras acutissimas trahi , ut omnia membra ejus disjungerentur. Ipsa autem dicebat : Domine Deus , gratias ago nomini tuo , qui dignaris me cum corona martyrii suscipere ; et adjiciens voce magna exclamavit , dicens : Deus Virtutum qui es scrutans corda et renes , qui dixisti , et facta sunt omnia , mandasti , et creata sunt , exaudi orationem ancillæ tuæ. Annumera famulum tuum Euticius cum electis tuis , quia propter me maleficiis a barbaro præside nequissimo , et omnium dæmoniorum cultore , occisus est.

5. Audiens barbarus , indigne ferens injurias illius , eam sic ligatis manibus equileo suspendi jussit. Quæ dum suspenderetur , clamavit , dicens : Domine Jesu Christe suscipe spiritum meum , quia propter nomen tuum hæc patior. Et audita est vox de cœlo dicens : Famula mea exaudita est oratio tua , quia quidquid petisti , aut petieris , obtinebis. Et statim columba de ore ejus egressa rapido cursu alta petiit , et ad astra volavit , ibique martyrium consummavit in pace.

6. Cumque hoc sævissimus præses audisset , quod jam migrasset ad cœlos , consilio accepto cum suis satellitibus. jussit in crastinum corpus ejus cremari igne. Ipso tempore propter persecutionem paganorum latitabat in speluncis et cavernis Benenatus presbyter Sabaudus , et Apollinarius diaconus , qui moniti sunt per visum , ut deberent inde corpus beatæ Virginis deponere. Tunc accepto consilio una cum Gratiano nauclero , cum multitudine virginum nocte abstulerunt corpus ejus , et posuerunt in

navi, ibique condierunt aromatibus, et dum cœpissent navigare, cœperunt pergere ad Africam. Flante autem vento australi cœperunt pelagus contra partem septentrionalem. Ipsa autem navicula, quia fuerat destituta, et sicca in littore jacebat, faciebat multam aquam in sentina sua; tota autem nocte laborantes nihil proficiebant. Diluculo vero irruit sopor super Gratianum nauclerum, et dixit sanctissimo Benenato presbytero: Surge, Domine, et gubernamodicum, donec ego paullulum requiescam. Qui dum requievisset, visum est Gratiano nauclero, quod beata virgo Deivota pulsasset latera ejus, et dixit illi: Surge, Gratiane nauclere, quia, tempesta remota, modo habebis quietum mare, et naviculam tuam non occupabit amplius aqua, nec fluctibus quatietur; tu vero cum sanctissimo presbytero diligentius intuemini, et dum videritis columbam egredientem de ore meo sequimini eam, usque dum veniatis ad locum, qui græce dicitur Monacho, latine autem Singulare, et ibidem sepelite corpus meum. At illi diligenter intuentes, viderunt columbam egredientem de ore ejus, quæ præcedebat eos, et secuti sunt eam usque ad prædictum locum; et ipsa columba veniens in locum Monachon, in vallem quæ vulgo dicitur Gaumates, resedit ante ipsam ecclesiam, quæ est sita in valle supradicta in honorem S. Georgii, ibique corpus B. Deivotæ Virginis et martyris Christi, deposuerunt sub die sexto calend. februari, regnante Domino nostro Jesu Christo, cui est honor et gloria in secula seculorum. Amen.

(*Acta Sanctorum, januarii, t. 2, p. 770 et 771*)

N° 3.

**Donation du golfe de Saint-Tropez, faite en 980, à
Giballin Grimaldi, par Guillaume, comte d'Arles
et de Marseille.**

In nomine Domini, Amen.

Ad res magnanimiter gerendas remunerationibus accenduntur homines, sed tunc præcipue viris spectabilibus gloria retributionis ad easdem stimulos adjungit cum ea sibi obveniant loca, in quibus vires corporis et animi tentatæ excellentiæ de inimicis trophæa reportaverunt. Cum itaque Giballinus de Grimaldis, vir magni cordis et egregiæ magnificentiæ nostris in omnibus contra Agarenos et Mauros sive Sarracenos assistens aggressionibus, invasionibus, fugationibus et periculis sinum maris Gambracium, qui communiter rivus Sancti Torpetis appellatur, propria virtute ab eisdem Agarenis et Mauris sive Sarracenis abstulerit, ejus que tale facinus peculiari Principis munificentia recognosci debuerit.

Nos Guillelmus comes, Bozonis et Falcoaræ filius, in Arelate civitate consistentes, et iisdem attendentes, consentientibus Adalaixia conjuge nostra, et Guillelmo filio nostro, Annone, archiepiscopo, Rainoardo, judice, Riquelino, Hildoardo, Pontio de Alauzone, Fulcone, Vuido, Ingelrado et aliis nobilibus, præfato Giballino de Grimaldis præfatum sinum maris Gambracium, qui communiter rivus Sancti Torpetis, cum toto tractu et circuitu, damus, donamus, et ad possideendum integrum et defendendum contra Agarenos et Mauros, sive Sarracenos, tradimus, soli Ecclesiæ Forojuliensi seu ejus Episcopo dimissis juribus episcopalibus.

Si quis autem dicto Giballino de Grimaldis potenti viro, in hac donatione contradixerit, indignationis nostræ pænam incurrat, et insuper cum Core, Dathan, et Abiron, in profundum absorbeat.

Anno igitur Incarnationis Dominicæ DCCCCLXXX, Indict. x, mense septembri, regnante Conrado rege Alamannorum seu Provinciarum, Ego Comes Guillelmus hanc notitiam donationis scribi et manu mea roborari curavi; Adalaixia Comitissa firmavit, Guillelmus comes firm. Anno archiepiscopus, firm. Rainoardus firm. Riquelinus firm. Pontius de Alauzone firm. Fulco firm. Vuido firm, Ingelradus firm., et alii firmaverunt; Bonifacius scripsit et firmavit.

N° 4.

Lettre d'Honoré II au Gouverneur du Milanais (1641).

Illustrissimo Signore.

Son stato quanto ho potuto devoto servitore del Re cattolico; ben lo sa V. S. Illustrissima. Non mi permette la qualità dei passati trattamenti continuar in così evidente pericolo: è poco aggradimento, e solo permetterò che mi sovvenga della poca corrispondenza dei ministri, quando dovrò sincerar la risoluzione ch' ho fatto di licenziar quel presidio, che da V. S. Illustrissima era totalmente lasciato a mie spese in tempo che mi erano tolte tutte l'entrate. Se potessi distinguer la piazza di Monaco dagl' onori ricevuti da S. M., spererei che in riguardo de miei passati andamenti mi si lasciassero gli effetti della generosità regia.

Ma s' io mi ritoglio quel ch' è mio, ben è ragione che io restituisca a S. M. quel ch' è suo. L'ordine del Tosone riceve per legame della servitù in sola ricompensa d'aver-

sele consegnata questa piazza. Ora che dura necessità la rompe , rimando la collana , perchè possa impiegarsi in ornar o legar chi serva S. M. con più fortuna ma non più fedeltà di quel che già feci io.

Prego V. S. Illustrissima di fargliela parvenire! che io perfine le bacio le mani.

Di Monaco , 18 novembre 1641.

N° 5.

Traité de Stupiniggi.

Victor-Emmanuel , par la grâce de Dieu , roi de Sardaigne , de Chypre et de Jérusalem , duc de Savoie , de Gènes , etc., prince de Piémont , etc., etc.;

Le traité de Paris du 20 novembre 1815, ayant déterminé que les relations rétablies par celui du 31 mai 1814, entre la France et la Principauté de Monaco , cesseraient pour toujours , et que les mêmes relations existeraient entre nous et ladite Principauté , le prince de Monaco , notre très aimé cousin , a envoyé ici , à notre royale résidence, son fils Gabriel-Honoré , duc de Valentinois , muni de sa procuration générale , pour adapter, de concert avec les plénipotentiaires par Nous nommés , aux nouvelles circonstances et à la position dans laquelle se trouve ladite Principauté vis-à-vis de nos États , les dispositions du traité primitif de protection stipulé à Péronne, le 14 septembre 1641 , entre la France et le Prince Honoré de Monaco ;

Et ayant accédé aux demandes dudit duc de Valentinois , prince héréditaire de Monaco , et Nous étant accordé avec

lui sur les articles de concession , nous avons arrêté ce qui suit :

Article 1. Il y aura dans Monaco une garnison d'un demi-bataillon d'infanterie piémontaise pour garder cette place , y résider et en faire le service. Le prince de Monaco , placé , avec Sa Majesté , dans les mêmes relations dans lesquelles il se trouvait avec la France , sera Capitaine et Gouverneur de ladite place pour Sa Majesté , nommé par patentes royales ; et le seront aussi , après lui , ses héritiers et successeurs , dans ladite Principauté , avec la même autorité et les mêmes pouvoirs dont jouissent les généraux commandant les places fortes des États du roi , sur les officiers et les soldats. Ceux-ci auront les mêmes paies et avantages que dans les autres garnisons des États de sa Majesté. Le Prince donnera le mot d'ordre et gardera les clefs de la place.

Art. 2. Il y aura dans ladite place un lieutenant du Prince pour commander la garnison en son absence , auxquelles fonctions Sa Majesté a nommé , pour la première fois , M. le chevalier major-général Lunel ; et ledit poste venant à être vacant , Sa Majesté et ses successeurs y nommeront toujours une personne distinguée et agréable audit Prince.

Art. 3. Si , en cas de guerre , ou pour tout autre motif , le service de Sa Majesté exigeait qu'on renforçât la garnison de Monaco , les nouvelles troupes piémontaises seraient toujours sous le commandement du Prince , en sa qualité de Gouverneur des armées de Sa Majesté dans ladite place.

Art. 4. Le lieutenant et tous les autres officiers piémontais qui entreront dans la place prêteront serment dans les mains du Prince - Gouverneur , et , en son absence , dans celles du lieutenant susdit , de la garder fidèlement pour lui et pour ses successeurs sous la protection et au service de Sa Majesté.

Art. 5. Sa Majesté maintient à ses frais ladite garnison, qui sera exactement payée , sans que ledit Prince ni ses sujets soient grevés d'aucunes dépenses pour cet objet. Les officiers paieront le logement, comme il était pratiqué par les Français, et Sa Majesté fera payer au Prince, par l'entremise de l'administration de la guerre, une juste indemnité pour l'entretien des casernes occupées par la garnison.

Les denrées et les autres objets que Sa Majesté fera expédier à Monaco pour l'entretien de ses troupes, seront exempts de droits d'entrée , sauf les précautions nécessaires pour éviter la contrebande.

Art. 6. Sa Majesté laissera ledit Prince dans sa liberté et sa souveraineté de Monaco , Menton et Roquebrune (sauf, en ce qui concerne ces deux derniers lieux, les dispositions de l'investiture du 30 novembre 1816), sans que la garnison ni aucuns autres puissent l'inquiéter jamais ni s'ingérer en tout ce qui touche à ladite souveraineté de terre et de mer, et encore moins dans le gouvernement ou la justice de ses peuples, ou l'administration de ses biens ; mais ladite garnison sera uniquement employée à garder la place, comme il a été dit.

Art. 7. Les monnaies de Sa Majesté auront cours dans la Principauté comme dans les États du Roi.

Art. 8. La position de la principauté de Monaco, entourée de toutes parts, du côté de la terre, par les États de Sa Majesté , devant amener avec ces États des relations plus intimes , plus fréquentes , plus nécessaires que celles qui existaient avec la France , Sa Majesté est disposée à faire éprouver aux habitants de la Principauté tous les avantages qu'ils ont droit d'espérer de sa bienveillante protection, en établissant dans la distribution de ses grâces royales le moins de différence possible entre eux et ses

propres sujets ; de son côté, ledit Prince règlera sa législation de telle manière que les droits royaux et privés de Sa Majesté dans ses propres États n'en reçoivent aucun dommage, que les communications soient absolument libres entre les deux parties des États du Roi à travers ladite Principauté, et que celle-ci ne serve jamais d'asile aux malfaiteurs et aux déserteurs qui s'y réfugieraient des États de Sa Majesté.

Art. 9. Quand il plaira à Sa Majesté de mettre dans ladite place des majors, des adjudants ou autres semblables officiers, elle y enverra des personnes agréables au Prince, qui exercera sur elles l'autorité dont jouit un général commandant de place forte. Les autres officiers, tels que canonniers, et aussi le chapelain, le médecin et autres, seront choisis et payés par Sa Majesté. Il y aura dans la place douze artilleurs avec un chef.

Art. 10. Sa Majesté recevra sous sa royale protection et sauvegarde perpétuelle, et sous celle des Rois ses successeurs, qu'elle obligera en vertu de la présente convention, ledit prince de Monaco, le Duc son fils, toute sa famille, tous ses sujets et ses places de Monaco, Menton et Roquebrune, avec leurs territoires, juridictions et dépendances, et aussi tous les héritiers et successeurs dudit Prince ; elle les défendra toujours contre quiconque voudrait les offenser indûment. Sa Majesté maintiendra ledit Prince dans les mêmes liberté et souveraineté dans lesquelles Elle le trouvera, et dans tous les privilèges de terre et de mer, et juridictions qui lui appartiennent, de quelque nature qu'ils soient, et de plus le fera comprendre dans tous les traités de paix. En outre, ledit Prince pourra faire arborer dans toutes ses places et territoires l'étendard royal, en cas d'inquiétude de la part d'un ennemi.

Art. 11. Le prince de Monaco ayant exposé à Sa Majesté

que des circonstances de famille ne lui permettaient pas d'entretenir dès ce moment , comme il en avait la ferme volonté , lui et ses enfants , vis-à-vis de Sa Majesté , les mêmes relations personnelles qui avaient existé entre ses prédécesseurs et les Rois de France, Sa Majesté, assurée du dévouement dudit Prince pour son auguste personne et pour sa royale famille, et de l'empressement qu'il aura, ainsi que le Duc son fils , à embrasser et suivre fidèlement le nouveau système italien , dans lequel le nouveau traité du 20 novembre 1815 l'a irrévocablement fixé , se réserve, lesdites circonstances cessant , d'honorer le Prince et ses enfants de charges en rapport avec leur position, en témoignage de l'estime qu'il fait d'eux , de leur donner les décorations de ses Ordres, et les plus hautes faveurs qu'Elle sera toujours disposée à conférer à une famille illustre par ses antiques investitures , et depuis plusieurs siècles vassale de cette couronne.

Art. 12. Sa Majesté accordera , en outre, audit Prince et à ses successeurs la solde de douze soldats , qui sera payée en même temps que les troupes de la garnison.

Art. 13. Sa Majesté confirmera aux Princes de Monaco tous les privilèges qui leur ont été autrefois accordés par la royale Maison de Savoie , tels qu'ils en jouissaient en 1792.

Art. 14. Sa Majesté donnera ordre à sa marine de protéger le port et la place de Monaco , comme elle le fait pour les autres ports et places de son littoral.

Et aussitôt que le Prince le désirera, il sera établi un consul ou vice-consul de marine à Monaco , pour tous les besoins commerciaux des habitants et aussi des sujets et navires de Sa Majesté qui aborderont sur cette plage.

Quant aux droits d'ancrage et de tonnage , il n'y aura aucune différence entre les sujets de Sa Majesté et ceux

du Prince ; et pour ce qui a rapport aux lois sanitaires , les autorités de la Principauté se concerteront toujours avec le chef du service de santé établi à Nice, afin de pourvoir à la sécurité commune.

Le Prince prendra des dispositions pour que les navires de Sa Majesté qui mouilleront dans le port de Monaco puissent en tout temps s'approvisionner librement d'eau saine et abondante.

Nous avons consenti toutes les conditions ci-dessus arrêtées , et donné notre parole de roi de les observer et de les faire inviolablement et fidèlement observer.

En foi de quoi , nous avons signé les présentes de notre main , et fait aussi contresigner par le comte Della Valle, notre premier ministre , chargé du portefeuille de notre secrétaire d'État pour les affaires extérieures , et nous y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Donné à notre château de Stupiniggi , le huitième jour du mois de novembre , l'an de notre Seigneur mil huit cent dix-sept , et de notre règne le seizième.

(L. S.) V. EMMANUEL.

Pour copie conforme à l'original, DELLA VALLE.
avec lequel il concorde après
avoir été collationné.

Turin , le 9 novembre 1817.

DELLA VALLE.

Pour le premier Ministre chargé
du portefeuille des affaires
étrangères.

Le chevalier GABET,
Secrétaire général.

N° 6.

Investiture.EXTRAIT de la *Gazette Piémontaise*, du 30 décembre 1841.

Turin, 29 décembre.

« Lundi 27 du courant, vers les trois heures et demie de l'après-midi, S. M. le Roi a donné, en grande séance, l'investiture d'usage des fiefs de Menton, Roquebrune et leurs dépendances, au Prince de Monaco (Tancredè-Florestan-Roger-Louis Grimaldi), qui vient de succéder au prince défunt, Honoré V, son frère.

« Le Prince était représenté par le chevalier Charles-Athanase Rey de Villarey, gouverneur général, colonel général, président du Conseil-d'État du Prince de Monaco, et délégué, en vertu d'une procuration spéciale de S. A., pour recevoir ladite investiture et prêter serment.

« Le Roi était assis sur son trône, ayant à sa droite S. A. R. le duc de Savoie, à sa gauche, S. A. R. le duc de Gênes, derrière lequel était placé S. A. S. le prince de Savoie-Carignan. S. A. R. le prince héréditaire de Lucques, se trouvant momentanément dans cette ville, assistait aussi à cette cérémonie. S. M., LL. AA. RR. et S. A. S. avaient la tête couverte.

« Aux côtés du trône figuraient, à droite, LL. EE. les chevaliers de l'Ordre suprême et les grands de la couronne; à gauche, les ministres d'État et les personnages qui ont droit aux grandes entrées.

« Derrière le fauteuil du Roi, le grand chambellan et le capitaine de la garde de service. Le grand écuyer de

S. M. se trouvait au bas du trône , à droite de la table sur laquelle étaient placés les Saints Évangiles et l'épée d'investiture.

« En face du trône étaient rangés en haie les officiers de la garde du corps , les aides-de-camp généraux du roi, les maréchaux-des-logis de la garde et tous les employés de la cour.

« Le chevalier de Villarey, procureur du Prince , ayant été appelé , alla se placer, suivant l'ordre du cérémonial, près du trône , devant la table. Le comte Gallina , secrétaire d'État de S. M. aux départements de l'intérieur et des finances , se plaçant sur la première marche du trône, à gauche de la même table, a lu l'acte d'investiture. Pendant que le comte Gallina prononçait la formule solennelle de l'acte , S. M., qui avait reçu de son grand écuyer l'épée, la présenta nue au susdit chevalier, procureur du Prince de Monaco , et daigna en recevoir ensuite l'accolade , comme gage de foi prêtée.

« Après la lecture , le chevalier de Villarey, à genoux devant S. M., les mains posées sur les Saints Évangiles, prêta le serment , dont la formule fut lue également par le ministre de l'intérieur et des finances.

« La cérémonie étant terminée , le Roi, LL. AA. R. et S. se retirèrent. Le chevalier procureur du Prince de Monaco signa l'acte d'investiture auquel apposèrent leurs signatures , en qualité de témoins , LL. EE. les chevaliers de l'Ordre. Cet acte , en forme solennelle , avait été passé par le ministre de l'intérieur et des finances.

« Après la fonction , le chevalier de Villarey, représentant le Prince de Monaco , eut l'honneur d'être reçu en audience particulière par S. M. la Reine, LL. AA. RR. les Princes et S. A. S. le Prince de Savoie-Carignan. »

N° 7.

Lettre de M. le Duc de Valentinois

A M. LE CHEVALIER CHARLES TRENCA.

Animé de sentiments dont je tiendrais à vous entretenir moi-même, je viens vous prier, Monsieur, de vouloir bien vous rendre demain mardi à Carnolès où je vous attendrai à deux heures. Je serais bien aise, si vous le jugez convenable, que M. Auguste Massa, ou toute autre personne de votre choix, se joignît à vous pour assister à notre entrevue.

Recevez, je vous prie, mes compliments empressés.

CHARLES,
Prince héréditaire.

N° 8.

Réponse de M. le Chevalier Trenca

A M. LE DUC DE VALENTINOIS.

Monsieur le Duc,

Dans les dispositions d'esprit où se trouve le pays, je ne pourrais prendre sur moi de me rendre demain à Carnolès, comme vous me faites l'honneur de m'y inviter par votre dépêche de ce jour, sans consulter la Commission provisoire. J'aurai l'honneur de vous faire connaître la décision qu'elle aura prise.

Je suis avec respect, etc.

CH. TRENCA.

Menton, 20 mars 1848.

N° 9.

**Dépêche du Ministre des Affaires étrangères
de la République française,**

A MM. AUGUSTE MASSA , JOSEPH MONLÉON ET MARALDI ,
CONSULS DE LA VILLE DE MENTON.

Messieurs ,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 31 du mois dernier, pour me faire savoir que la ville de Menton , ayant pour annexe le territoire de Roquebrune , s'était déclarée indépendante sous la protection du Gouvernement sarde. Vous demandez que la République française reconnaisse ce nouvel état de choses et que le pavillon de la ville libre de Menton soit librement admis dans les ports de France.

Vous ne pouvez douter, Messieurs , de l'intérêt que le Gouvernement de la République porte à votre pays. La reconnaissance de l'ordre des choses qui vient de s'y établir soulève une question qu'il ne croit pas pouvoir préjuger quant à présent ; mais il adhère volontiers à la seconde partie de vos demandes , en admettant le nouveau pavillon de la ville de Menton dans les ports de la République , aux conditions et avec les avantages stipulés dans la déclaration du 27 avril 1844.

J'invite les Ministres de la Marine et du Commerce à donner des ordres en conséquence, et j'autorise le Consul de la République à Nice à viser les passeports pour France qui seront délivrés par les autorités de Menton.

Agréez, Messieurs, l'assurance de la considération très distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et obéissant serviteur,

Signé : LAMARTINE.

N° 10.

Lettre des Députés de Menton

AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE.

Turin , le 8 juillet 1848.

Vous savez comment les villes de Menton et de Roquebrune secouant le joug odieux qui, depuis trente-trois ans, les écrasait, se sont proclamées villes libres et indépendantes sous la protection du Gouvernement sarde, aux termes d'une délibération à la date du 21 mars dernier, dont copie fut transmise à M. de Lamartine, alors membre du Gouvernement provisoire de la République, et à M. le comte Balbo, président du conseil des ministres de Sa Majesté Sarde; ces deux Gouvernements donnèrent leur adhésion à notre nouvelle position.

Les villes libres, sentant ce que leur état actuel a de précaire, en butte aux intrigues incessantes de l'ex-Prince, ont voulu assurer leur avenir contre le retour d'une famille qui fut pendant longtemps la cause de leurs malheurs. — Elles ont compris que le seul moyen de se prémunir contre toute éventualité était leur fusion dans un grand État.

Leur position géographique ne leur laissait pas de choix. Il fut décidé que le pays serait consulté. Des listes furent ouvertes pour recevoir les votes de la population pour et contre son annexion aux États sardes. Le résultat de ce vote prouva que le pays comprenait toutes les nécessités du temps, et le grand conseil, par délibération en date

du 30 juin , dont nous avons l'honneur, Monsieur le Ministre , de vous transmettre copie , décréta que l'annexion des villes libres de Menton et Roquebrune aux États sardes aurait lieu , et qu'une députation, dont les trois membres soussignés font partie , se rendrait auprès du Roi , pour opérer cette fusion.

Nous avons cru de notre devoir, Monsieur le Ministre, de vous informer de cette résolution , persuadés que la République française , qui connaît tous nos malheurs et dont les sympathies ne nous ont jamais fait défaut , ne verra dans cet acte que la seule pensée et le seul moyen de soustraire quatre mille infortunés à toute chance de retour d'un régime que nulle expression ne saurait assez flétrir.

En proclamant le grand principe de la souveraineté populaire, la République française a reconnu à tout peuple, grand et petit , le droit de se constituer. Nous avons la confiance, Monsieur le Ministre, que votre Gouvernement, fidèle à sa noble devise , loin d'apporter aucun obstacle à cette fusion dont la minime importance ne saurait soulever une question politique , voudra bien au contraire nous prêter son appui auprès du Gouvernement sarde , pour qu'elle s'opère sans difficultés.

Nous ne devons pas vous dissimuler, Monsieur le Ministre, que la moindre opposition aurait pour conséquence inévitable de nous replonger, dans un temps donné, sous le despotisme, après avoir passé par les terribles épreuves de la guerre civile à laquelle l'ex-Prince pousse par tous les moyens.

Au nom de l'humanité , nous vous en adjurons , Monsieur le Ministre , ne permettez pas que nos droits d'hommes , si longtemps méconnus , soient de nouveau foulés

aux pieds ; la France , cette nation si généreuse , ne donnera jamais à personne le droit de dire que , pour les faibles , la souveraineté du peuple n'est qu'un leurre.

Nous sommes avec respect , etc.

Signés : CH. TRENCA , président du Gouvernement.

AV. FARALDO , commissaire.

PRETTI DE SAINT-AMBROISE , commissaire.

A. MASSA.

N° 11.

Discours de M. le Chevalier Trenca

EN L'HONNEUR DE L'INFORTUNÉ GÉNÉRAL DE BRÉA.

Concitoyens et braves Soldats de l'Armée !

Ce recueillement religieux , cette tristesse profonde peinte sur tous les visages , témoignent assez des sentiments que chacun de nous éprouve dans cet instant de deuil et de regrets.

Lorsque , naguère , fiers et heureux de posséder dans nos murs le brave général de Bréa , nous l'entourions de nos plus vives sympathies , qui de nous eût pu concevoir la douloureuse pensée que nous devrions si prématurément pleurer sur sa tombe ?

O terrible fatalité !.... Ce grand citoyen dont chacun a pu apprécier le noble cœur , les solides qualités , l'esprit fin et délicat , la parole facile et élégante , n'est plus !... Il n'est plus ce brillant soldat de l'Empire , dont la bravoure et la loyauté chevaleresques étaient proverbiales : ce valeureux officier , que le feu meurtrier de vingt com-

bats si courageusement affrontés avait respecté , a péri , vous le savez , sous les coups d'infâmes assassins , par la plus infâme des trahisons.

Non , brave général ! une si belle vie ne devait pas être éteinte par une balle fratricide ; et s'il était écrit que ton heure dernière devait suivre de près celle de notre résurrection , pourquoi n'a-t-elle pas été marquée sur le théâtre de tes premières armes , dans les champs de notre belle Italie , dont tu avais salué le réveil , à l'appui de laquelle tu appelais de tes vœux les plus fervents la vaillante épée de la France ? Alors , comme aujourd'hui , nous aurions versé des larmes sur ta tombe , mais des larmes moins amères !

Vous vous rappelez tous , Messieurs , ces événements de funeste mémoire qui , pendant quatre jours , ont ensanglanté Paris ! Au premier cri de détresse de la France en péril , le général de Bréa accourt. Il sollicite , il obtient du général Cavaignac le commandement d'une colonne d'attaque ; l'émeute gronde ; trois fois il la combat , trois fois il en est victorieux. Mais le sang français ruisselle ; il veut en arrêter l'effusion. Sur son ordre , le feu cesse ; s'abandonnant à ses inspirations généreuses , au mépris des dangers qui l'environnent , il s'avance vers les insurgés , et le rameau de paix à la main , la parole de conciliation sur les lèvres , il est au milieu d'eux , sans défense , Mais , ces hommes sont des lâches et des parjures , ils osent lui proposer la félonie et la trahison..... Vous le voyez , Messieurs , de son fier regard repoussant l'ignominie et préférant la mort aux outrages dont on l'accable , à des conditions qui le déshonoreraient ; deux heures durant il subit ce supplice !... Les menaces les plus affreuses ne l'ébranlent point ; il offre pour toute réponse , au feu des assassins , cette poitrine sur laquelle

brille le signe de l'honneur, et il tombe!... victime trop confiante et volontaire du plus stoïque dévouement. — N'exigez pas que ma bouche vous redise les excès de cruauté qui ont achevé son trépas et sa gloire ; les débats solennels dont l'Europe attentive recueille aujourd'hui le douloureux écho, ne révèlent que trop les phases de cet horrible drame. Rien ne saurait, Messieurs, distraire notre pensée de ces scènes d'horreur, si ce n'est l'exemple qui en ressort, d'une vie glorieuse couronnée par une mort plus glorieuse encore.

Tous les cœurs généreux ont pleuré sur le sang du brave général ! De solennels hommages ont été rendus par la France entière à ceux qui périrent pour elle dans ces sauglantes journées.

Le corps du général était réclamé comme l'une des plus nobles victimes ; il reposerait encore au Panthéon , à côté de ses infortunés compagnons d'armes , au milieu de ces illustres débris de l'Empire , si la ville de Nantes, sa seconde patrie, n'avait à son tour réclamé ses dépouilles mortelles pour en faire à jamais l'objet d'un culte de vénération et d'amour.

Menton , sa ville natale , où se réunissaient ses plus tendres et ses plus respectables souvenirs , où respirent encore ses plus chères affections , Menton devait , à son tour , déposer sur cette tombe , encore entr'ouverte , le tribut de sa douleur et de son admiration !

En décrétant que cette pierre , que nous entourons aujourd'hui de nos regrets et de notre respect , serait consacrée à perpétuer la mémoire de l'illustre général , le Grand-Conseil a non seulement satisfait à une dette de reconnaissance , mais il a légué à notre génération et à celles à venir, un enseignement éternel de la religion, du sacrifice et de l'abnégation !

Gardes nationaux, Soldats de l'Armée et vous tous Concitoyens, si le jour du danger se levait sur notre pays, si jamais nous étions appelés à défendre l'ordre et le trône ébranlés, nos lois méconnues, nos libertés menacées, c'est à cette pierre que nous irions retremper notre courage; à cette source pure nous puiserions force et dévouement; c'est sur ce marbre que nous irions apprendre à vivre et à mourir pour la patrie.

Reçois nos adieux, noble et infortunée victime! à toi la palme du martyre; à nous les regrets et les pleurs.

Puisses-tu, du haut des cieux où tu reposes, recueillir ces tristes et derniers accents d'une voix amie! Adieu, valeureux général! adieu!

N° 12.

Adresse des Mentonais au Roi de Sardaigne.

(Mai 1854)

Sire,

Les habitants de Menton et de Roquebrune ayant appris qu'une poignée d'individus payés a signé une adresse au Prince de Monaco pour protester contre la réunion de leur pays au royaume de Sardaigne, se font un devoir de déposer aux pieds du trône de Votre Majesté l'expression de leur inviolable dévouement à l'illustre dynastie de Savoie, non moins que leur vif désir d'être définitivement agrégés au Piémont.

Les événements qui s'accomplissent dernièrement à Menton ont prouvé jusqu'à l'évidence que le rétablissement de l'ancien ordre de choses dans ces deux communes est devenu impossible, et vouloir l'accomplir serait

opérer la ruine d'une petite population qui fut si malheureuse ; et aucun gouvernement n'y consentira jamais dans l'intérêt de la morale, de l'humanité, de la justice et d'une saine politique.

Par un mouvement aussi spontané qu'unanime, en 1848, les villes de Menton et Roquebrune se déclarèrent indépendantes. Une longue série de souffrances, dérivant d'une administration despotique, entourée de monopoles et d'abus de toute sorte, a forcé les habitants des deux communes à prendre cette détermination. Dès lors, un abîme insurmontable fut creusé entre eux et le prince de Monaco. Ayant donc brisé les liens qui les attachaient à lui, ils se donnèrent à la Sardaigne.

Depuis six ans, ces populations se formèrent d'autres habitudes, se créèrent d'autres intérêts que le temps développe et fortifie incessamment ; à la misère a succédé l'abondance, et l'on voit de l'animation et de la vie là où naguère l'on n'apercevait que tristesse et désolation. Mais quoique les habitants de Menton et Roquebrune n'aient à désirer, sous le rapport matériel, que la continuation de l'état actuel, ils ne sauraient être satisfaits de leur situation envisagée du côté moral. Exposés aux éventualités des faits et aux troubles intestins, ils voient souvent menacer la paix de deux paisibles populations par les menées de quelques agents du Prince, qui, abusant impudemment des sentiments de modération du Gouvernement du roi et des autorités, insultent par leurs paroles et leurs écrits les plus estimables citoyens.

La garde nationale est toujours représentée comme une bande d'aventuriers, quoiqu'elle maintienne l'ordre dans les temps les plus difficiles ; ils la disent composée uniquement d'étrangers, quand elle ne compte dans ses rangs que des individus nés dans le pays, ou qui y ont leurs intérêts et leur domicile.

Ceux qui ont été appelés à la direction de la chose publique sont décriés comme des démagogues acharnés, quoiqu'ils soient éminemment conservateurs. Les troupes sardes qui, dans la journée du 6 avril, ont arraché, avec les carabiniers royaux, le duc de Valentinois à la fureur populaire, lorsqu'il se décida à faire une coupable tentative pour reconquérir Menton et Roquebrune, sont accusés d'avoir comprimé une ovation que l'on faisait au Prince, ovation qui, d'après leur manière de voir, aurait amené sa restauration.

Avec un cynisme qui n'a point d'égal, une trentaine d'anciens employés, avec leurs familles, se disent l'immense majorité du pays et même la population tout entière; et quand celle-ci déclare qu'elle ne veut plus de la domination des Princes, ceux-là, assumant la qualité de mandataires du peuple, font d'éclatantes protestations en faveur de son retour. Le Gouvernement piémontais est accusé par eux de fouler aux pieds les traités et de ne point protéger le Prince de Monaco, quand en 1821, 1833, 1842 et même 1848, il a rétabli son autorité dans le pays, et s'il laissa ensuite la révolution faire son cours, ce fut quand les conseils de modération qu'il voulait faire prévaloir dans l'administration des Princes furent rejetés; et, en effet, le Gouvernement provisoire ne fut proclamé à Menton que lorsque les troupes sardes, accusées de propagande, reçurent l'ordre, sur la demande du Prince, de rentrer à Monaco.

Ils représentent ensuite le pays comme s'il était dans l'anarchie, tandis qu'il y règne la plus grande tranquillité, qui n'est jamais troublée, si ce n'est par eux.

Ils parlent d'actes de terreur exercés par les autorités, quand la tolérance a été portée au delà des justes bornes, et qu'ils en ont abusé au point de rendre indispensable

l'éloignement de quelques individus qui travaillaient continuellement à renverser l'ordre actuel des choses , à dénigrer le Gouvernement sarde , à épouvanter la population par l'idée des contributions , de la conscription , des impôts , etc.

Ils ont toujours eu dans leurs menées une manie et une prétention : la manie de faire appel à l'opinion des hommes sages et impartiaux , et la prétention de soutenir effrontément que cette opinion leur est favorable , choses qui sont purement idéales et en opposition avec la vérité.

Dans cet état de choses , les habitants de Menton et Roquebrune , unanimes et confiants , recourent à Votre Majesté et la supplient humblement d'accomplir l'œuvre commencée par le magnanime Charles-Albert , en faisant prononcer l'annexion aux États de Votre Majesté , Sire , des deux Communes , qui sont des fiefs de la Couronne de Sardaigne.

Menton , mai 1854.

Suivent les Signatures.



II

MENTON ET MONACO



DESCRIPTION

MENTON ET MONACO



DESCRIPTION

Les fleurs y viennent sans culture,
Sans effort y plaît la beauté;
C'est le bijou de la nature :
Oh ! plaignez-moi, je l'ai quitté...

AMÉDÉE DECAMPE.



I

SALUT A NICE.

LA MONTAGNE. — LAGHET ou LAGHETTO.

ÈZA. — VILLEFRANCHE.

Nice la jolie, Nice la blanche, Nice la favorite de la mer et du soleil ; Nice, la grande hôtellerie du monde, le dernier espoir des docteurs, le rêve des valétudinaires, le refuge des lords et des princes, le regret de l'Italie, l'orgueil du grand Empire ; Nice, la ville au climat si doux, à l'idiome si gracieux, aux mœurs si polies, aux vierges si belles, à la société si variée et si élégante,

au peuple si humain et si bon ; Nice , enfin , cette fille de la Victoire (1), qui , sous la longue et bien-aimée tutelle des Ducs de Savoie , grandit , se fit opulente , et acquit les plus nobles proportions , et qui , sous le souffle puissant du génie de la France , va se transformer encore , et courir aux plus magnifiques destinées , honneur et salut ! Nous n'avons pas mission de chanter ton ciel bleu , ta mer d'azur , tes monts hardis , tes vallées aux fruits d'or et aux fleurs parfumées , ni de vanter tes pêcheurs intrépides , ni de décrire tes merveilleuses villas ; assez d'autres t'ont consacré leurs plumes et leurs pinceaux. Pas une saison ne s'écoule sans que quelque peintre ressuscité ou quelque poète enthousiaste ne te laisse ou n'emporte d'ineffaçables souvenirs. Tes murs hospitaliers renferment des écrivains d'élite auxquels tu as inspiré des pages immortelles ; l'avenir te réserve de nouveaux hommages et de nouveaux chants. Seulement , de même que le pèlerin qui rencontre sur sa route un temple fameux s'agenouille et prie , après en avoir admiré l'ensemble et contemplé les splendeurs , ainsi , voyageur obscur mais croyant , nous n'avons pas voulu passer sans déposer à tes pieds notre faible hommage , et te payer , comme une dette sacrée , notre humble tribut.

(1) Nice , du mot grec Νίκη , *Victoire* , ville bâtie par les Marseillais , en souvenir d'une victoire qu'ils remportèrent sur les Italo-Ligures.

Lors donc que par une belle matinée de printemps , armé du bâton du voyageur et des crayons de l'artiste , vous quittez la noble cité pour vous diriger vers la route de Gênes , vous cheminez quelque temps au milieu de riantes villas , séjour des riches malades ; puis , vous arrivez aux pieds d'une montagne admirablement ombragée et dont les dernières pentes , cachées sous les orangers et les jasmins , vont se perdre dans le Paillon (1). A mesure que vous avancez , l'horizon se découvre ; le quartier de l'antique Cimiez , que le temps a détruite , mais dont le soleil , ami fidèle , éclaire les ruines , apparaît avec ses castels , ses bosquets et sa végétation puissante ; la ville devenue célèbre par son climat , montre avec orgueil ses maisons splendides. Ici , c'est le Château , qui , pendant longtemps , a gardé tristement le souvenir de nos armes ; là , ce sont les profondeurs de cette immense vallée qui , pareille à une ceinture d'émeraudes et d'or , serpente autour des monts. Avancez encore , jusqu'à ce que vos yeux rencontrent les cimes neigeuses de Tende , et plongent à leur aise dans la vaste mer : alors vous vous arrêterez un peu , recueillant vos impressions et vous préparant à en recevoir de nouvelles. Cette station finie , vous montez toujours ; mais déjà le

(1) *Le Paillon* , torrent qui descend des Alpes , traverse Nice et se jette ensuite dans la mer.

paysage change , l'air est vif , le sol stérile ; la nature , luxuriante dans la vallée , est devenue sévère et froide. Vous êtes sur un plateau désert où d'ordinaire la tristesse s'empare du voyageur ; mais l'apparition prochaine de Laghet , de Villefranche et du pittoresque Èza l'éloignera vite.

Laghet est cette chapelle que vous apercevez à gauche au fond du vallon ; sa célébrité date du dix-septième siècle , mais son origine est fort ancienne. Elle fut réédifiée par une pieuse femme de Monaco , dans une remarquable circonstance. Camille Porta , tourmentée d'un mal incurable , avait été abandonnée par les médecins. Elle eut recours à la Vierge des Douleurs , et se faisant transporter sur les débris du saint édifice , elle y pria , et s'en retourna guérie. En reconnaissance de cette grâce signalée , Camille fit rebâtir la chapelle. Le bruit de cet événement se répandit partout , et bientôt les populations en foule accoururent à Notre-Dame de Laghet. Nice pourvut à la construction d'un vaste sanctuaire et d'un couvent où s'établirent les Carmes-déchaussés. Un grand nombre de dames et de seigneurs des environs et de l'étranger y apportèrent leurs offrandes.

De nos jours , ce lieu est visité par des milliers de pèlerins. Aux fêtes de la Pentecôte et de Saint Pierre , Provençaux et Liguriens , jeunes et vieux , femmes et enfants , laissent leurs villages et , récitant le Rosaire , ils s'en vont humblement , à pied ou sur des chariots , implorer la Madone , pour eux , pour leurs amis et pour

leurs ennemis. Nous les avons vus , ces voyageurs de la Foi , gravir lentement , sous les ardeurs d'un lourd soleil , l'*Alpe-Summa* , soupirant , comme les Juifs de la captivité , après l'objet de leurs désirs. Nous les avons vus , et toute notre philosophie d'alors s'est troublée , et nous regrettions de ne pas nous joindre à ces pieux croyants. Arrivés à Laghet , ils campent en plein air ; et après avoir accompli leurs dévotions , déposé leurs vœux et leurs dons , ils font provision de médailles , souvenirs protecteurs ; puis ils se retirent en bénissant. La Vierge secourable les a entendus ; car toujours on les voit revenir pleins de joie et d'espérance , au bruit des cantiques et des actions de grâces. Durant ces jours , les conditions et les rangs sont confondus : riches et pauvres , nobles et paysans , tous se reconnaissent sujets de Notre-Dame ; tous également se pressent sous sa bannière. Les murs de la chapelle sont couverts d'*ex-voto* , et d'illustres personnages s'y sont agenouillés et y ont prié. — Vous que la célébrité de ce monastère ou quelque peine secrète conduit à Laghet , ne craignez pas de vous y reposer : une réception cordiale vous y attend. Des religieux dont la figure contemplative respire le calme , dont le costume sévère peint l'humilité et l'abnégation , vous offriront un repas sain et frugal , et pendant la nuit l'ange de la solitude vous enverra des songes paisibles et purs.

L'hospitalité physique et morale donnée par les Carmes de Laghet est d'un prix inestimable. Saints et austères ,

voués à Dieu, ces hommes rares sont dévoués aussi à leurs frères et prodigues d'indulgence et de charité. Un prince malheureux, au lendemain du grand revers qui venait de lui faire perdre une couronne, n'hésita pas à aller chercher dans cette retraite des consolations ; il y puisa le courage de son sacrifice et des forces pour l'exil (1). Une inscription commémorative a consacré cet éloquent souvenir.

Maintenant que nous connaissons Laghet, poursuivons notre voyage.

A droite se dresse un ancien nid de Sarrasins, Èza, aux ruines féodales, dont les habitants gardèrent longtemps les traditions des forbans, et qui, aujourd'hui, habiles et laborieux ouvriers, cultivent avec succès les terres productives qui les avoisinent. « La renommée de leurs anciens seigneurs remonte très haut. Dans un traité d'alliance conclu entre le comte de Provence et les Génois, au mois de juillet 1241, figure Giordano Richiero, comme possesseur du château d'Èza. Rostagno et Ferando d'Èza, seigneurs de la Turbie, accompagnaient Charles d'Anjou, frère du roi Saint Louis, à la conquête du royaume de Naples, en 1265. Enfin, au commencement du siècle suivant, Jean Richiero d'Èza vint prêter aide et main-forte au comte de Vinti-

(1) Le roi Charles-Albert, après la bataille de Novare.

mille pour chasser les Vento de Menton. Ces souvenirs historiques, réunis au mérite singulier que présente le pittoresque bourg d'Èza, font de ce petit pays un but intéressant pour une excursion spéciale » (1).

Plus bas, c'est Villefranche, *Villafranca*, bâtie sur l'antique emplacement de Port-de-l'Olive (2), admirablement nommé; car l'olivier atteint sur son sol les plus gigantesques proportions.

Protégé contre le nord par les Alpes Maritimes, appuyé sur Mont-Alban et Mont-Boron, du côté de l'occident, ouvert au midi, fermé à l'orient par la presqu'île de Saint-Hospice, son bassin, un des plus vastes de la Méditerranée, peut abriter plusieurs flottes; depuis longtemps la France l'avait choisi pour les évolutions de son escadre, et c'était pour elle un autre Toulon. Le Piémont y avait un bain, la Russie une station; aujourd'hui française, Villefranche est purgée du forçat, et l'uniforme russe ne s'y montre plus qu'à de rares intervalles.

(1) *L'Hiver à Menton*, par Alfred de Longpérier, pag. 156.

(2) *Villafranca*, Villefranche, ou *Olivæ Portus*, *Oxibius Portus*. — Strabon.

II

LA TURBIE, — LA TOUR D'AUGUSTE.

Voici la Turbie..... Salut aux derniers vestiges d'un monument glorieux ! Dion nous apprend qu'afin de perpétuer le souvenir de l'éclatante victoire remportée par Auguste contre les Liguriens, le Sénat décréta l'érection d'un magnifique trophée sur l'*Alpe-Summa*, montagne qui sépare les Liguries des Gaules. Un très ancien poète provençal en parle ainsi :

La torre de gran bastiment
 An peyras de gran cayradura
 E obras d'antiqua figura ,
 Colonnas de marme pezans. (1)

« Lors de l'invasion des barbares, dit M. le comte de Cessoles, ce monument fut détruit en partie, et servit à former une tour dont une petite portion est encore debout. Le reste présente les débris d'un grand ouvrage romain du bon siècle et de fortifications formées dans le moyen-âge. Les décombres de ces constructions offrent

(1) Manuscrit de Lérins, cité par Gioffredo. — Il fut appelé *Trophæa Augusti*; mais son nom a dégénéré depuis en *Tropea*, *Tropia*, *Torbia*, et enfin *Turbia*, ce qui pourrait signifier *Turris in viâ*.

sur les lieux et dans les environs de très grandes pierres taillées, tirées d'une élévation voisine où l'on voit encore la trace du travail des Romains. On y a trouvé pendant longtemps plusieurs morceaux de marbre, et, en fouillant de nouveau, l'on en trouverait probablement d'autres. Le village et la paroisse sont construits en très grande partie de ces blocs taillés, et les morceaux de marbre qui y sont disséminés ne peuvent provenir que de l'ancien monument. Ces débris portent les marques du feu et des guerres les plus destructives. La tour a subsisté en entier jusqu'à l'année 1706, époque où, considérée comme fortification, elle fut détruite par l'armée française, en même temps que le Château de Nice. La partie qui est encore debout ne doit son existence qu'au hasard ou à l'artifice du mineur, qui fit manquer la mine du côté des fortifications (1).

« Il est à regretter qu'un édifice aussi important, sous tous les rapports, ait eu à supporter d'autres assauts que ceux du temps. Sans l'esprit destructif des hommes, on est en droit de le supposer, marbres et pierres, réduits à l'état informe aujourd'hui, seraient restés en place et nous offriraient au moins l'aspect imposant et sévère de ces belles ruines que l'âge seul semble avoir affaissées.

« En songeant à l'immense intérêt que présentait un monument comparable à l'arc-de-triomphe de Suze,

(1) *Notizie sul Monumento dei Trofei d'Augusto di Turbia e sulla via Giulia Augusta.* — Mémoires de l'Académie de Turin ; 1813.

son devancier de quelques années, il faut s'estimer encore heureux de ce que Pline lui a consacré un chapitre et nous a transmis en entier une inscription demeurée, de cette façon, à l'abri de tout vandalisme.

« Il ne paraît pas hors de propos, dit le célèbre encyclopédiste, de transcrire ici l'inscription du Trophée des Alpes, qui est ainsi conçue :

« A l'Imperator César, fils du divin César Auguste, grand Pontife, Imperator pour la xiv^e fois, l'an xvii^e de sa puissance tribunitienne, le Sénat et le Peuple romain, en mémoire de ce que, sous ses ordres et sous ses auspices, tous les peuples Alpains, depuis la mer Supérieure jusqu'à l'Inférieure, ont été soumis à l'Empire Romain.

« Peuples Alpains vaincus : les Triumpilins, les Camunnes, les Venostes, les Vennonètes, les Isarciens, les Breunes, les Génaunes, les Focunates, quatre nations Vindéliennes, les Consuanètes, les Rucinales, les Ambisintes, les Rugusces, les Suanètes, les Caluçons, les Brixentes, les Lepontiens, les Vibères, les Nantuates, les Sédunes, les Vérages, les Salasses, les Acitavons, les Médulles, les Viènes, les Caturiges, les Brigians, les Sogientiens, les Brodiontiens, les Némalones, les Edénates, les Esubians, les Véamins, les Gallites, les Triulattes, les Ectins, les Vergunes, les Eguitures, les Némენტures, les Oratelles, les Néruses, les Velaunes, les Suètres » (1).

(1) Pline, *Hist. Nat.*, liv. III, xxiv, cité par M. Longpérier, *Hiver à Menton*, pag. 158 et 159. — Voir aux *Pièces justificatives*, n° 1.

M. le comte de Cessoles parle de fragments sur lesquels on découvre des lettres qui durent faire partie de l'inscription rapportée par Pline; il en cite un entre autres déposé à l'entrée de la

Quel style ! Quelle majesté ! Il parle comme il agit ,
ce peuple romain , en roi !

Le père Boyer , franciscain , qui écrivait en latin , vers la fin du seizième siècle , nous apprend qu'en 1585 , il découvrit , dans l'enceinte de la forteresse , la tête colossale d'Auguste , horriblement mutilée , mais suffisamment préservée pour qu'il en ait pu mesurer les grandes lignes ; d'après le calcul qu'il établit , la figure entière devait avoir vingt-deux pieds de hauteur. — Une tête de Drusus , découverte par le prince de Danemark , sur les lieux mêmes , à la fin du siècle dernier , orne aujourd'hui le Musée de Copenhague (1).

Tout en formant des vœux pour que le Gouvernement impérial veille à la conservation des derniers restes du monument Césarien , nous ne pouvons nous défendre d'une pensée profondément triste , en songeant que les hommes , plus impitoyables que le temps , ont opéré eux-mêmes la destruction de ce gigantesque trophée , qui , livré à lui-même , eût défié les siècles. Hélas ! à toute époque , l'humanité a eu ses vandales.

Maison commune , sous la voûte où se lit *Rumpili* , mot tronqué qui représente vraisemblablement le nom de peuple conservé dans le texte de Pline sous la dénomination de *Triumpilini*.

(1) Ce dernier fait est consigné dans *Monaco et ses Princes*.

III

LA CORNICHE. — PANORAMA ADMIRABLE.

Avant et après la Turbie, le voyageur foule à ses pieds, presque sans s'en douter, une merveille non moins digne d'admiration que le monument élevé à l'orgueil d'Auguste, merveille qui durera aussi longtemps que la montagne qui la porte, c'est la route de la Corniche. Dans un de ces jours d'enfantement comme il en a tant comptés, le génie de Bonaparte, plus hardi que le génie de Rome, l'a fait sortir du flanc des monts. Voyez : que d'obstacles amoncelés ! que de difficultés vaincues ! Admirez cette succession de blocs énormes qu'il a fallu entamer et briser comme de l'argile ; Bonaparte le voulait ! Ce fut une conquête faite sur le roc, pied à pied, à l'aide de la mine et du marteau, et qui coûta plus de temps au vainqueur d'Arcole que celle de toute l'Italie. Ainsi, partout où passait cette volonté puissante, elle laissait de son passage des traces impérissables.

Le piéton est ici à l'aise ; il peut promener ses regards sur la majesté du paysage, sans redouter les abîmes. Mais que celui qui monte un coursier vif ou ombrageux, que ceux qu'entraîne une calèche rapide s'arrêtent et descendent s'ils veulent éviter quelque malheur. La

mule seule peut courir sans danger sur cette rampe inclinée et affronter l'immensité qui se déroule devant les yeux.

En moins de deux heures, qui passent comme l'éclair, tant est varié et splendide le tableau qui s'offre aux regards, on arrive de la Turbie à Roquebrune, une des trois villes de l'ancienne Principauté.

Cette petite ville, ou plus modestement ce bourg, dont la position est une des plus pittoresques de la Rivière, réclame assurément une visite spéciale; aussi, nous bornerons-nous, en passant, à lui jeter un salut d'amitié et une promesse d'escalade; car c'est une citadelle qu'il faut emporter d'assaut. Il est vrai que la mine franche et ouverte des montagnards qui l'habitent, leur cordial accueil, pour peu qu'on les connaisse, l'éblouissante perspective qu'on découvre du vieux château, offrent une ample compensation à la fatigue inséparable d'une ascension de ce genre.

Au-delà de Roquebrune, à une courte distance de ce bourg, une petite éminence commande la route : c'est du haut de cette terrasse naturelle qu'il faut admirer lentement un des plus beaux panoramas du monde. Vous avez à gauche la route de Menton, renaissante cité qui se mire coquettement dans les eaux; à droite, le chemin accidenté de Monaco, ville antique que l'on prendrait de loin pour un vaisseau à l'ancre, et qui se

console de son isolement en jouant à l'empire ; en face , un vaste plateau tout chargé d'oliviers séculaires et de pins aromatiques , et qui , fier de sa couronne encore belle , s'avance majestueusement dans la mer , c'est le Cap Martin. Maintenant , élargissez le cercle qui vous entoure , allez au-delà des côtes de Villefranche , qui se cache , et de Nice , qui fuit derrière la montagne ; vous découvrirez Antibes , sentinelle de la France (1) , et l'Estérel , ce mont terrible à nos pères , qui tous deux rappellent au voyageur la terre qu'il vient de quitter et qu'il salue encore ; du côté opposé , Menton , ville aimée du soleil ; Latte et ses riches campagnes (2) ; Vintimille et ses forts redoutables , et ses ruines déchues comme elle (3) ; la Bordighera , ce promontoire des palmiers ; derrière vous , une chaîne de montagnes sévères , avant-garde imposante des Alpes , et enfin , la mer , image de l'infini , dont la voix est un hymne d'amour ou un chant de mort , et qui révèle tant d'aspects divers à l'homme qui l'étudie et qui l'aime ; la mer si étincelante sous le soleil d'Italie , avec ses cités volantes , son peuple intrépide , et ses îles , qui comme la Corse se dessinent

(1) Antibes , Ἀντίπολις (*Ville contre*) , destinée à contenir les Décéates , les Oxibes et les Véruses. — Louis Méry , *Histoire de la Commune de Marseille*.

(2) Latte , *Lait* , nom que ce village doit à la fertilité de son territoire.

(3) Vintimille (*Ventimiglia*) , *Entemilion* , *urbs magna* , *caput Ligurum* , *inter Nicœam et Albingaunum*. — Strabon , liv. IV.

dans les lointains horizons : voilà le spectacle qui s'offrira à vos yeux étonnés. Lorsque après de longues heures passées dans une muette contemplation, vous vous serez, pour ainsi dire, rassasié de ces magnifiques tableaux, artiste ou poète, votre imagination aura grandi; vous serez plus fort, et votre pensée planera plus sûrement à travers les espaces qu'elle se plaît à parcourir. Vous pénétrerez plus avant dans les beautés de votre art, et vous découvrirez des secrets qui seraient restés pour vous éternellement inconnus. La toile qui reçoit vos inspirations s'animera de couleurs plus vives, votre touche sera plus ferme et plus hardie, vos chants plus nobles et plus beaux. Votre génie se sera retrempé à cet ardent foyer d'une nature sublime, dont l'influence est irrésistible, et qui a toujours conduit à l'enthousiasme.

Cette colline où votre admiration semble vous retenir encore, est située au centre même de l'ancienne Principauté, qui de là apparaît dans toute son étendue (1). Charmante miniature, joyau précieux, qui longtemps forma à lui seul une couronne. De ce point, vous pouvez également vous diriger sur Monaco ou sur Menton : les deux routes qui y mènent sont là devant vous. Mais, vous avez hâte sans doute de faire connaissance avec la ville de vos désirs, Menton, dont la douce hospitalité vous attend. Laissez-nous vous y conduire; plus tard, nous vous révélerons les beautés de son territoire.

(1) L'étendue de l'ex-Principauté, d'après Zuccagni et le comte Serristori, est de 8 milles carrés et 516 de mille.

Après avoir cheminé lentement à l'ombre des vigoureux oliviers qui bordent la route, vous entrez dans la région inférieure, patrie des orangers, des citronniers, des bigaradiers et des lauriers-roses; leur aspect vous réjouira et vous fera rêver un instant au Paradis terrestre. Mais, l'impatience vous gagne : vous voulez voir de près et toucher ces beaux fruits aussi nombreux ici que les pommes dans les vergers normands. Prenez garde; modérez votre curiosité, car il en est qui vous laisseraient des souvenirs bien amers, au point de vous dégoûter de la pomme d'or pour toujours. D'ailleurs, moins dangereux et moins bien gardés que ceux des Hespérides, ces jardins vous reverront; passez donc, et laissant à gauche la vallée de Gorbio, tout entier au spectacle de ces monts hardis et du golfe incomparable, arrivez au pont de Borrigo, au-delà duquel Menton commence.

Lorsque, après quelques jours, vous aurez oublié dans un repos facile et dans les distractions qu'une société choisie s'empressera de vous offrir, les fatigues du voyage. alors vous commencerez, au plus grand profit de votre santé, et, si vous le désirez, en compagnie de touristes comme vous, vos excursions projetées, en prenant pour point de départ cette bonne ville que vous ne perdrez pas de vue, et où vous aimerez à revenir toujours.

IV

MENTON.

LA VILLE.

Menton , dernière ville française que le voyageur rencontre sur la route d'Italie , qui , il y a vingt ans à peine , triste et désert , ressemblait à une ville abandonnée et en deuil , est devenu aujourd'hui une cité vivante , pleine d'animation et d'entrain , fière du présent , riche d'avenir , pareille à une jeune captive longtemps privée d'espace et de soleil , et qui tout à coup libre et fiancée , s'élance vers la lumière et sourit à tous les bonheurs de la vie. L'habitant , qui naguère encore la quittait sans regret , sans esprit de retour , s'y attache aujourd'hui comme l'enfant à sa nourrice bien-aimée ; l'étranger y accourt comme vers une patrie nouvelle , et , de tous les points du monde , le valétudinaire vient y retrouver l'existence qui semblait l'avoir abandonné pour toujours. Rival de Nice et plus favorisé qu'elle , Menton sera bientôt la station d'hiver la plus justement renommée de l'Europe.

Sans parler de ses faubourgs , coquettement bâtis , deux parties distinctes divisent Menton : la ville ancienne et la ville moderne. La première a conservé cette physio-

nomie propre à toutes les cités de la Rivière exposées aux irruptions des Sarrasins : position escarpée, portes fortifiées, hautes maisons à plusieurs étages, rues étroites, formées de larges marches, et souvent liées entre elles par des arceaux protecteurs. Les noms de *Capo-Anna* et de *Lampedouza*, que portent deux des plus vieilles rues de l'ancienne ville, rappellent sa véritable origine (1). Dans la rue principale qui la traverse tout entière, à *Carriera*, se trouve la maison construite par Honoré II, avec les débris du palais du prince Jean : on la reconnaît facilement à son entablement de pierres blanches et à l'escalier intérieur à voûtes d'arête qui conduit à des pièces hautes. Une rampe obscure, taillée dans le roc, donne passage sur le quai. — Le plan de la seconde est plus large et plus commode : on voit qu'elle date d'une époque moins agitée.

Plusieurs maisons de la ville portent, au-dessus de

(1) Menton, *Mentone*, si l'on en croit une tradition populaire, devrait son origine à des forbans de l'île de Lampedouze, située entre Malte et la côte d'Afrique, lesquels seraient venus, vers la fin du huitième siècle, s'établir au sommet de la colline où la ville est posée. Ce qui donne quelque poids à cette tradition, c'est la présence de quelques mots arabes dans la langue du pays. D'autres assignent à Menton une origine plus reculée : ils veulent que cette ville ait été élevée en mémoire de l'empereur romain Othon, et que son nom soit un composé de ces deux mots : *In memoria Othonis*. Cette étymologie nous paraît suspecte, nonobstant les rivalités sanglantes de Vitellius et d'Othon dans ces contrées. L'histoire, qui longtemps auparavant s'occupe de Monaco et de Vintimille, se tait sur Menton et n'en parle qu'après l'époque Sarrasine.

leur entrée principale, des plaques ou pierres commémoratives. Ainsi, à l'angle de la rue Neuve, au-dessus de la porte d'une maison où est né le brave et infortuné général de Bréa, est placée l'inscription suivante :

 AU GÉNÉRAL DE BRÉA
NÉ A MENTON LE 25 AVRIL 1790
MORT A PARIS LE 24 JUIN 1848
POUR LA DÉFENSE DE L'ORDRE ET DE LA PATRIE
—
PAR DÉCRET DU GRAND-CONSEIL
DES VILLES LIBRES DE MENTON ET DE ROQUEBRUNE
DU 25 SEPTEMBRE 1848

Plus loin, au centre de la même rue, une autre inscription rappelle la bénédiction donnée par le Pape Pie VII à la population Mentonaise, du haut du balcon de l'ancien Maire, M. de Monléon :

PIUS VII P. M. LUTETIA ROMAM REDUX HINC COELEM POPULO
SVPPlici VNDIQVE COACTO BENEDITIONEM IMPERTIBAT DIE XI
MENSIS FEBRVarii AN. DOM. MDCCCXIV.

L'inscription consacrée à la mémoire du Commandeur Trenea a été reproduite dans le xxiii^e chapitre de notre Histoire.

Menton compte trois Églises : Saint-Jean-Baptiste, ou Chapelle des Pénitents noirs ; — la Conception, ou Église des Pénitents blancs, — et la Paroisse ou Cathédrale, placée sous l'invocation du puissant Archange

Saint Michel (1). Cette dernière, dont l'origine remonte assez haut, car il en est question dès l'année 1363, mérite une mention particulière. Le grand escalier qui y conduit, *é rampé*, est l'œuvre libérale et spontanée des habitants, qui tous y travaillèrent avec enthousiasme, au commencement du dernier siècle. Bien que l'intérieur de cette basilique soit vaste et spacieux, néanmoins, dans les grandes solennités, il est trop étroit pour contenir la quantité des fidèles qui s'y rendent. Le maître-autel de l'ancienne église, qui n'est plus aujourd'hui qu'une simple chapelle, est délicatement ouvragé, et ses bas-reliefs révèlent dans leur auteur le génie d'un artiste. La voûte du chœur est décorée de belles peintures relevées par de riches ornements. Cette église conserve religieusement un glorieux souvenir de la bataille de Lépante, où s'immortalisa, à la tête de ses galères, le prince Honoré I^{er}. C'est une lance turque qui fit partie du butin que le héros rapporta, et qui devint le bâton de la grand' croix d'argent massif de cette paroisse.

Fort délaissée par le bon plaisir des Princes, cette église a été restaurée par l'administration des deux villes : entre autres embellissements, elle lui doit : la réédification de son clocher, les belles tapisseries et les riches tentures qui la décorent, et son pavé de marbre.

(1) Saint Michel est fort en honneur à Menton et dans les environs. Il est représenté sur l'ancien cachet de la Commune, foudroyant le dragon et tenant des balances à la main.

Le quai est le travail le plus considérable qu'il y ait à Menton ; la France l'a fait , et l'argent qu'il a coûté a été donné par la victoire. Auparavant le flot battait le pied des maisons , et peu à peu il en minait les fondements. — Sous les Princes , on regrettait l'irrégularité des constructions qui bordaient le quai et en obstruaient l'entrée au point de la rendre périlleuse. L'administration de la Ville libre le comprit : après avoir fait abattre les bâtiments qui gênaient la voie et offensaient les yeux , elle fit élever une terrasse qui , en améliorant les conditions hygiéniques , offrit aux propriétaires riverains une promenade aussi agréable que facile. — A l'extrémité du quai , cette puissante barrière , en face de ces blocs énormes qu'on prendrait pour des monstres marins au repos , on reconnaît encore les marches usées de l'ancien palais et le débarcadère des Princes. Ce quai mène à Garavan , que l'on pourrait appeler le faubourg de l'Est , et qui est la dernière station du côté de l'Italie.

Entre le vieux bastion que l'œil rencontre à droite , comme un défi jeté à la mer , et Garavan , existe un petit golfe que des travaux sérieux auront bientôt changé en un port vaste , profond et sûr. Napoléon I^{er} , qui avait distingué cette ville entre toutes celles du littoral , avec ce coup-d'œil auquel rien n'échappait , avait bien compris la création que la nature offrait là au génie de l'homme , et il entra dans ses projets de la réaliser.

Les circonstances seules l'en ont empêché. Il appartenait à Napoléon III, digne héritier du grand empereur, de décréter en faveur de Menton cette œuvre capitale, d'autant plus nécessaire que son commerce grandit, et que sa marine, qui visite Marseille, Cette, les deux Rivières, le nord de l'Europe et de l'Amérique, prend un développement qui semble ne pas devoir s'arrêter (1).

Et cependant, la Municipalité mentonaise ne resta pas indifférente aux réclamations qui avaient trouvé sourd le gouvernement des Princes : le môle qui sert au chargement et au déchargement des marchandises, depuis longtemps menaçait ruine ; il fut réparé, et la douane, de détestable mémoire, fut démolie pour l'élargissement et la sécurité de la plage.

L'eau manquait à Menton. Maintenant, grâce à la sollicitude de la nouvelle administration, elle y circule en abondance. Par ses soins, plusieurs fontaines ont été construites, et, amélioration non moins considérable, le canal, toujours encombré et souvent à sec, a été débarrassé et alimenté par de nouvelles sources.

(1) Le nouveau port doit être construit au moyen d'une jetée de près de quatre cents mètres, partant du petit fort appelé *le Bastion*, et se dirigeant par une courbe vers la douane de Garavan. Cette jetée, qui aura quinze mètres de largeur et un mur de protection de sept mètres de hauteur, abritera une étendue de mer de quatre hectares. La profondeur de ce port sera de sept mètres *au maximum* et de quatre *au minimum* ; il pourra par conséquent servir de refuge à des navires d'un fort tonnage.

Il n'est personne qui ne convienne que le pavage et l'éclairage ne soient au nombre des besoins matériels qu'une ville bien administrée doive avant tout satisfaire. Sous ce rapport, Menton a subi, depuis quinze ans, une complète métamorphose. Autrefois, le soir venu, on cheminait dans les ténèbres, et dans certaines rues étroites et tortueuses, on s'en allait à tâtons, malgré la splendeur du ciel; de plus, le pavé pointu et inégal, usé par les siècles, augmentait encore les dangers de la circulation. Aujourd'hui, la plupart des anciennes rues ont été repavées et éclairées avec soin; la rue Saint-Michel, alignée à grands frais et dallée avec les larges pierres de la Spezia, a vu disparaître ses quatre lanternes antédiluviennes, qui ont fait place à un bel éclairage, lequel, à son tour, s'est éclipsé devant le gaz.

Une belle place, nouvellement ouverte, la place Napoléon III, ajoute aux embellissements de la cité.

Loin de nous la pensée de considérer comme un monument l'Hôtel-de-ville actuel, auparavant maison du Gouverneur. Cependant, les heureux changements que ce bâtiment a subis, la place qui a été faite devant sa façade, les sacrifices que sa destination nouvelle a entraînés, nous font un devoir de le mentionner dans notre revue.

L'instruction publique, cette première obligation d'un gouvernement, si négligée auparavant, est maintenant largement représentée, et, depuis l'enfant de l'Asile

jusqu'au jeune homme que les grandes Écoles attendent, tous peuvent parcourir, sous des maîtres d'élite, tous les degrés de l'enseignement. — Confiées à des Religieuses qui savent être tout à la fois mères et institutrices, la salle d'asile et l'école des jeunes filles (1) sont placées, sous tous les rapports, dans les meilleures conditions. — L'école des garçons compte cinq instituteurs; un cours supérieur y est attaché. L'enseignement primaire ne laisse donc rien à désirer. Quant à l'enseignement secondaire, le collège qui le donne, création de la Ville libre, et qui occupe, place de la Conception, un vaste bâtiment, peut rivaliser, à tous égards, avec beaucoup d'établissements du même genre. Il possède l'avantage inestimable d'offrir aux familles, avec un climat privilégié, l'étude approfondie des deux langues française et italienne, que la société mentonaise parle comme ses langues maternelles. Les arts d'agrément, la musique surtout, y sont professés avec talent. Tout promet à ce collège, déjà prospère, un bel avenir.

L'hôpital, cet asile du pauvre, infirme ou malade, n'a pas été oublié : le nombre des lits y a été porté au double de celui d'autrefois. Celui qui vient d'être construit dans la partie la plus élevée du quartier Sainte-Anne,

(1) L'École des filles et la Salle d'asile sont dirigées par des Religieuses de l'ordre de Saint-Thomas de Villeneuve, dont la Maison-mère est à Aix-en-Provence. Ces Dames tiennent également un pensionnat à Menton.

pour lequel la ville s'est imposé de grands sacrifices, est plus que suffisant pour satisfaire aux besoins du pays. La science la plus dévouée y guérit ou soulage, et la charité la plus évangélique y édifie et console. Puisse le riche étranger auquel le climat a rendu la vie, favoriser cet établissement de ses libéralités ! sublime façon d'acquitter sa dette, et qui lui sera comptée en ce monde et en l'autre (1).

Au sommet de la colline où se dressent les ruines du château de Jean II, pareilles à des fantômes chargés de garder les morts, est le lieu consacré à la sépulture ; l'état de négligence et d'abandon dans lequel nous l'avons trouvé, il y a vingt ans, nous a alors péniblement affecté : nous nous demandions comment ce séjour du repos, que tous les gouvernements entourent d'une protection particulière, que toutes les communes se plaisent à rendre digne des respects et de la vénération de tous, était ainsi délaissé. Un mur d'enceinte ruiné, des tombes l'une sur l'autre entassées, l'espace cruellement disputé à la mort, aucun monument public pour inviter à la prière, tel était à cette époque le cimetière

(1) La digne et charitable dame Honorine Ardoino a bien voulu coopérer à la fondation de l'Hôpital, en cédant à la Ville, pour une faible somme, un terrain dont elle aurait pu tirer un grand prix.

M^{me} Adèle de Villarey, née Saussi, a laissé à cet établissement une rente annuelle de 1,000 francs.

de Menton. L'administration de la Ville libre mit promptement fin à cette situation barbare et sacrilège : l'enceinte du dernier asile communal fut triplé, tous les travaux d'utilité et de convenance furent exécutés, et une chapelle y attendit le chrétien pour l'abriter contre sa douleur.

V

MENTON.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PARTICULIERS.

MŒURS.

Depuis quelques années Menton attire à lui une foule d'étrangers ; l'avenir en décuplera le nombre. Aussi les Anglais qui , possédant fortune et loisir , sont plus particulièrement à la recherche des climats privilégiés , y ont-ils fixé leurs tentes et donné au quartier Sainte-Anne , naguère sombre et désert , une animation et une physionomie nouvelles. De Carnolès à Garavan , au bord du golfe , le long de la vallée de Careï , se sont élevées d'élégantes maisons de plaisance où l'émigré du Nord prend fidèlement ses quartiers d'hiver.

Les Mentonais , comprenant l'admirable bienfait d'un climat unique au monde , n'ont rien négligé pour augmenter les ressources matérielles de leur ville , l'embellir et y multiplier d'agréables distractions. De nombreux et beaux hôtels , des appartements , des maisons entières où la simplicité n'exclut pas le confortable , et dont les prix sont proportionnés à toutes les fortunes , peuvent donner aux familles qui y accourent la plus convenable hospitalité. D'excellentes pensions (*Boardings houses*)

où le logement et la nourriture sont offerts à des conditions modérées ; des chambres meublées et des restaurants portant à domicile, rendent aux personnes que l'économie gouverne la vie aussi commode que facile. Les voitures et les chevaux ne manquent pas pour les excursions dans les pays voisins ou pour les courses en ville, et des ânes par légions sont au service des enfants ou des malades, qui se confieront à eux les yeux fermés, tant ils sont dociles ! Il n'est pas jusqu'aux petits véhicules susceptibles d'être conduits à la main et destinés aux paralytiques et aux infirmes, que la prévoyance locale ne se soit procurés.

Un cercle délicieusement situé, qui réunit la société d'élite de la ville, et où, de temps à autre, se donnent des concerts, des bals, des représentations théâtrales, possède un cabinet de lecture qui met à la disposition de chacun livres, brochures, revues, journaux de toutes langues et de tous pays. — La bibliothèque publique, don de M^{me} Adèle de Villarey, esprit supérieur autant que belle âme, présente une collection de livres choisis qu'on peut lire et consulter à l'aise. Et le Casino, cette merveilleuse transformation de Carnolès (1), tout à la fois cercle, promenade incomparable, labyrinthe, jardin anglais, belvédère aux mille perspectives, qui, s'adosant à une verdoyante colline qu'ombragent des pins

(1) Ancienne résidence des Princes. — Carnolès, *Carnis læsio*, ou Carnage, en mémoire des combats ici livrés entre les troupes d'Othon et de Vitellius.

géants, n'a devant lui d'autre horizon que l'immensité ! le Casino , où d'innocents divertissements, des jeux honnêtes entretiennent la santé en chassant l'ennui : non comme son voisin de Monaco qui encourage bruyamment une passion brutale, homicide, et provoque les fils de famille à leur ruine.

Que dire de cette belle terrasse du bord de la mer, qui commencée au pont du Fossan , aujourd'hui entièrement couvert, et conduite jusqu'à Borrigo, doit être continuée jusqu'au cap Martin ! N'est-elle pas une des plus heureuses pensées de la Commune, une séduction de plus pour l'étranger ?...

Deux grandes voies apportent à Menton les produits les plus divers. Le chemin de fer du littoral, qui s'achève, d'une part ; la route de Sospel, de l'autre. Hélas ! le progrès dévorant du siècle impose parfois de cruelles nécessités. Des oliviers qui ne demandaient qu'à produire, des milliers d'arbres aux fruits d'or, des jardins comme en rêvent les poètes, des collines et des vallées bercées d'harmonies, des fleurs que les amants de la nature seuls courtaient, un paysage introuvable, toutes ces beautés, toutes ces splendeurs, sont sans pitié arrachées, déchirées, troublées, flétries par le fer de l'industrie et la hideuse fumée de la locomotive ! Comment la nature n'a-t-elle pas trouvé grâce devant la science ? Et pourquoi n'avoir pas épargné, respecté cet oasis Européen, cet abrégé de toutes les merveilles ?

Le chemin de fer, cette fatalité moderne, ne pouvait-il donc passer dessous ou au-delà, comme un voleur honnête qui aurait peur d'un sacrilège? Et si l'on ne connaissait la prodigieuse invention qui a supprimé l'espace, ne serait-on pas tenté de prendre ici cette sombre machine soufflant feu et flamme et traînant à grand bruit sa longue file de chars, pour une apparition du diable au milieu du paradis terrestre? Vraiment, nous aurions préféré voir jeter, par impossible, un pont sur le golfe plutôt que de voir souiller et bouleverser cet admirable pays. Durs et sévères sont les arrêts de la science; qu'elle soit au moins sobre et intelligente dans sa profanation!

Par la première de ces deux voies, Menton devient le Versailles de Nice; la seconde le fait communiquer directement avec Sospel, Breil, Saorge, avec tout le bassin occidental du Piémont, dont il reçoit légumes, fruits, laitage, bestiaux, volaille et gibier de toute espèce. Cette route est l'œuvre capitale du nouveau gouvernement, qui a renversé une barrière jusqu'alors infranchissable (1); la Ville n'a reculé devant aucun obstacle pour mener à bonne fin cette entreprise vitale. Lorsque le nouveau port sera construit, tout le commerce des pays que nous venons de désigner se fera par Menton et non plus par Nice. On le voit, il y a dans la création de cette route toute une révolution (2).

(1) Le Prince.

(2) Depuis l'annexion à la France, la partie de cette route qui

Qu'il nous soit permis de donner à l'étranger qui vient hiverner à Menton le conseil de ne pas s'embarasser de nombreux et lourds bagages comme s'il s'agissait pour lui et les siens d'un voyage au long cours. Il trouvera dans les magasins du pays, bien approvisionnés, à peu près toutes les ressources, toutes les marchandises de la grande ville. Le bazar, dont la bonne tenue justifie la renommée, lui procurera les produits de l'industrie française, anglaise et italienne, tout ce que l'on peut désirer d'agréable et d'utile. — S'il est anglais, un de ses compatriotes lui fournira les substances alimentaires les plus conformes à ses goûts et à ses habitudes. — Surtout, que ses doutes, s'il en a, sur la science et l'expérience des Médecins de la localité, s'évanouissent; difficilement il en rencontrerait de plus éclairés et de plus capables. Non seulement ils sont consommés dans leur art, mais encore et avant tout ils connaissent à fond les maladies spéciales que, Dieu et le climat aidant, ils sont appelés à guérir.

Si l'on ne devait rechercher dans des causes plus élevées l'explication du caractère d'un peuple, on pourrait dire ici que le climat fait les mœurs; mais les mœurs ne sont pas l'ouvrage de la nature seule : les

restait à faire a été achevée moitié aux frais du Département et moitié aux frais de l'État.

institutions et les circonstances les modifient à leur gré. Le régime sans nom sous lequel ce pays a vécu, les traditions françaises, les deux langues qui y sont parlées, le bonheur qu'il éprouve de sa situation nouvelle, l'affluence des étrangers qui y viennent redemander la vie, toutes ces circonstances lui donnent nécessairement une physionomie indépendante de son climat ; aussi l'observateur l'y retrouve avec ces traits de générosité et de franchise que les temps malheureux n'ont point affaiblis et qui ne s'effaceront jamais. Il est impossible, en effet, de rencontrer dans une ville pour laquelle, pendant si longtemps, la fortune n'eut pas de sourire, tant de charité, tant d'hospitalité. Il y a là des âmes angéliques et des cœurs d'or. — Pourrais-je ne pas accorder un souvenir à une femme bénie, aimée et admirée par tous ; que l'orphelin nomme sa mère, le pauvre sa providence, et que le Ciel envoya à ce coin de terre comme un ange consolateur dans les mauvais jours ? Fleur admirable, fleur plus blanche que le lis de la vallée, qui seule ignore qu'elle est belle, dont le nom, inscrit là-haut, est ici dans toutes les bouches et dans tous les cœurs. O vous ! que les plus cruelles épreuves n'ont pas abattue, vous que toutes les vertus couronnent, laissez-nous vous adresser une prière :

Quand le doigt posé sur la bouche ,
Vous glissez l'or sous l'humble couche ;
Quand vous priez dans le saint lieu ,
Femme , pour moi je vous demande

Une obole dans votre offrande ,
Un souvenir auprès de Dieu ! (1)

Les vertus domestiques sont en grand honneur à Menton. On y aime la vie de famille et le bonheur tranquille du foyer. Nous ne saurions trop faire l'éloge des mœurs, qui y sont d'une pureté exemplaire. Dans les réunions, l'on observe une simplicité digne, une affabilité courtoise. La musique préside à ces fêtes de famille, où de charmantes jeunes femmes, où de belles et nobles étrangères apportent le tribut de leurs grâces et de leurs talents.

Le peuple de Menton est foncièrement religieux ; les exemples que le clergé lui donne aident à perpétuer ces vertus solides qui sont en lui héréditaires. Sobriété. amour du travail, ces qualités éminentes se remarquent dans le Mentonais, et sont fortifiées encore par une moralité éprouvée et une intelligence heureuse. Elles brillent surtout dans ces deux portions intéressantes de la classe ouvrière : les porteuses de fruits et les travailleurs des moulins. — Le vol est ici chose rare et presque inconnue, et les grands crimes y ont à peine un nom. — La propriété y est sacrée, et les personnes de tout sexe et de toute qualité peuvent circuler dans la ville et dans la campagne à toute heure et en toute sécurité.

(1) M^{me} la comtesse Louise de Partouneaux, née de Bréa.

Le langage dont le peuple se sert ne ressemble à aucun des patois si variés de la Rivière ; c'est un mélange confus d'espagnol, de provençal, de français, d'italien et d'arabe. Dur, énergique, il est compris, assure-t-on, dans les ports du Levant ; mais, pour l'étranger, il demeure longtemps une énigme. Ses goûts sont comme ses travaux, simples et pacifiques ; ce qui ne l'empêche pas d'affronter, dans l'occasion, la mer et ses périls, la guerre et ses fureurs. Il est brave. Pendant la longue lutte de la France contre l'Europe, il fournit à sa patrie adoptive, hommes, vivres, argent, avec un dévouement que ne découragèrent point nos revers. Les soldats de la République ou de l'Empire qui ont passé, vainqueurs ou vaincus, par la route de la Corniche, ont gardé bon souvenir du fraternel accueil qui leur a été fait dans ce pays. Un jour, un de nos régiments, décimé par le feu, épuisé, mourant de faim et de lassitude, arrive à Menton, regagnant la France. Le colonel demande du pain. La population, émue, entend cet appel ; aussitôt, un service de secours s'organise, et en moins de deux heures, pain, vin, vivres, chaussures, sont apportés avec enthousiasme à nos braves, qui se retirent en bénissant. Et cependant, la disette menaçait la ville, et les Autrichiens campaient à six lieues de là !

On sait qu'en Italie la religion entoure partout d'une grande pompe les cérémonies du culte, et que, sous

ce rapport, cette contrée marche à la tête du monde chrétien. Les solennités y sont prodiguées ; chaque ville, chaque bourgade, ont leurs fêtes choisies, leurs processions préférées. Parmi les villes de la Ligurie qui honorent le plus dignement les immortelles journées du Christianisme, Menton doit être justement cité : sa procession du Vendredi-Saint est devenue célèbre ; la voici telle qu'elle se faisait encore en 1780 :

Le soir du sublime anniversaire, à huit heures, les fidèles se portaient en foule à l'église paroissiale, s'en allant comme à un autre Golgotha. Le temple, tout tendu de noir, présentait un aspect vraiment lugubre ; mille et mille cierges, rangés sur des pyramides, et figurant les emblèmes de la Passion, répandaient dans la basilique leurs pâles et vacillantes clartés. Bientôt commençaient les chants lamentables des Prophètes ; une oraison funèbre était ensuite prononcée en face de la tombe du Sauveur ; puis, la procession sortait. Elle était précédée par une musique composée de plus de cinquante instruments, laquelle exécutait des airs variés, pleins de tristesse et d'harmonie. — Une nombreuse confrérie de pénitents en grande cape noire et un cierge à la main, guidés par leur croix veuve du Christ, s'avançaient dans le recueillement et dans le silence, ouvrant la marche. Ils étaient suivis des religieux de Carnolès et de Menton, et du clergé vêtu de deuil. Sous un dais de velours noir, garni en argent, on voyait alors apparaître un magnifique sarcophage sur lequel était déposé le corps du

Seigneur avec tous les instruments de sa passion ; huit notables , tous habillés de noir , avaient été désignés pour les porter. Les autorités accompagnaient immédiatement , en leur costume particulier. A leur suite marchaient les bourgeois du pays , en grand deuil et un cierge à la main ; une compagnie de grenadiers , chargée de rendre les honneurs militaires , protégeait cet imposant cortège. Enfin , une population immense suivait dans le plus grand ordre.

Arrivée sur la place , la procession s'arrêtait ; on plaçait le saint sarcophage sous un arc magnifique , supporté par quatre colonnes couvertes de draperies noires , et admirablement éclairé ; les voix et les instruments célébraient à l'envi le mystère de la mort d'un Dieu. Cette station terminée , la procession rentrait à l'église , où l'on récitait encore quelques prières ; chacun retournait ensuite dans sa maison , y rapportant les impressions qui l'avaient agité et en gardant bon et durable souvenir.

Cette procession était si renommée que nombre d'habitants de la Ligurie , du comté de Nice et de la Provence arrivaient ce jour-là à Menton pour jouir du grave spectacle dont ils devaient être témoins. La religion gagnait à ces saints pèlerinages , et ce n'était pas pour le pays un médiocre avantage que d'avoir à loger et à nourrir plus de dix mille étrangers.

Elle se fait encore de nos jours et à la même heure , cette pieuse procession autour d'un tombeau , si chère

à la piété des anciens, toujours solennelle, toujours suivie avec le même amour. Aujourd'hui comme autrefois, le peuple s'y presse en foule, le peuple, qui semble toujours mieux comprendre le Calvaire.

VI

MENTON.

LES SAISONS.

Avant d'inviter l'étranger à égarer ses pas dans les vallées, ou à escalader les montagnes de ce pays, il nous a paru indispensable de lui en faire connaître les saisons et de l'initier aux principales productions du sol.

Voici l'Automne, époque de calme et de recueillement. L'Automne ! la plus douce de toutes les saisons, s'ouvre par une série de jours sereins qu'interrompra novembre avec ses pluies d'orage, mais qui se continueront jusqu'en mars, malgré les menaces de l'Hiver. C'est le temps où le raisin est jeté dans le pressoir, et où l'olivier, couronné de fruits, prépare à l'Hiver sa moisson annuelle. Déjà l'ouvrier songe à ses travaux, car les eaux sont revenues, et quelques olives précoces tombent sur le sol. Les derniers jours de l'Automne sont ordinairement pleins de tristesse ; les arbres ont perdu leur feuillage, et les campagnes se taisent. Mais ici le deuil n'est point partout ; la campagne est bruyante encore et n'a pas dépouillé toute sa parure. C'est le moment où les landlords et les hauts barons de la

finance, escortés de leurs maladies ou de leurs ennuis, passent à grand train dans ce pays. Gênes les tente, Pise en réclame quelques-uns, hélas ! qui ne reviendront plus ; Rome et Naples les convient à leurs fêtes et à leurs séductions ; ils fuient l'Hiver, ils demandent le soleil.... Oh ! qu'ils n'aillent plus si loin ! Désormais ils trouveront dans ce coin de terre privilégié les soins particuliers qu'ils recherchent.

Si Naples est fière de son théâtre et de son luxe, si elle possède à ses portes un Vésuve et des villes ressuscitées, Naples n'a pas un climat plus doux que celui dont est favorisé le bassin de Menton. Rien n'étonne l'étranger comme une de ces belles journées d'Hiver, si communes dans ce pays. Partout ailleurs sévissent les frimas impitoyables ; toute végétation a disparu : un vaste linceul couvre la nature entière qui semble descendue au tombeau. Longue et froide nuit, véritable image de la mort, qui succède à quelques beaux jours. Ici, au contraire, le soleil est toujours splendide, le ciel sans nuage, l'air tiède ; ce sont partout des fleurs et des fruits ; on dirait que la nature vit d'une vie éternelle et ne se repose jamais. Toujours parée, toujours féconde, elle est aussi toujours pleine d'ineffables harmonies. Les oiseaux continuent leurs gracieuses chansons, en attendant que le rossignol vienne présider à leurs concerts. L'olivier est visité par la grive gourmande destinée au plomb du chasseur ; le merle se cache derrière les pins et fuit les serres de l'épervier, tandis

que le pinson et le chardonneret voltigent à travers les tamaris et les lauriers-roses. Le lézard vert, étalant au soleil sa robe resplendissante, paraît attentif à la voix du torrent ; l'abeille butine encore , et la fourmi poursuit sa tâche accoutumée sans faire de leçon à la cigale. libre de chanter à l'aise. L'humble violette, cette timide messagère du printemps, et la blanche marguerite, se pressent sur les pelouses et s'y disputent l'empire ; la rose elle-même conserve ces couleurs et ces parfums qui lui ont valu le nom de reine.

En présence de cette scène merveilleuse, l'homme, ce roi de la nature, ne reste pas indifférent et inutile : il complète lui-même cette activité de tous les règnes. Nulle part la loi du travail n'est plus fidèlement observée ; pas une parcelle du sol qui ne reçoive la visite quotidienne du maître ou de l'ouvrier. La terre semble une idole à qui l'on a voué un culte ; elle y est traitée comme une bienfaitrice envers laquelle on ne néglige rien pour en mériter des faveurs nouvelles, quoique pendant trop longtemps les lourdes charges qui en grevaient les produits l'aient fait considérer comme une dure marâtre. D'infatigables travailleurs, disséminés sur tous les points, préparent pour l'avenir des ressources précieuses, ou récoltent de nouveaux trésors. Les uns fertilisent la terre par des engrais choisis, ou l'unissent et la nettoient pour la tombée des olives ; les autres entassent sur des chars les sacs remplis des fruits dont le pressoir tirera une huile abondante. Ici, c'est un

essaim de jeunes filles qui volent au travail plus gaies que si elles allaient à une fête ; on les voit , tantôt courbées sous les oliviers séculaires dont elles ramassent les fruits , tantôt assises auprès des oranges ou des limons que le *tagliator* a cueillis , les comptant avec une rapidité surprenante et les posant tout à la fois dans de larges corbeilles ; tantôt enfin soulevant sur leurs têtes ces corbeilles qu'elles ont remplies et les portant ainsi à la ville , sans hésiter , sans faire un faux pas. Combien de fois n'avons-nous pas admiré ces belles travailleuses au pied solide , aux hanches prononcées , à la tête si expressive ! Et vraiment l'on s'arrête volontiers pour voir passer ces enfants du Midi ; elles paraissent si heureuses ; elles chantent si volontiers ! Il en est une qui nous a paru belle entre toutes ses compagnes , et , en la voyant , nous avons cédé involontairement , et presque à notre insu , au plaisir de lui consacrer quelques rimes.

Son nom , nous l'ignorons ; mais celui que nous lui avons donné est le plus pur , le plus céleste de tous les noms :

MARIE.

Marie a seize ans : elle est belle ;
Chacun se presse pour la voir ;
Elle a les pieds de la gazelle ,
Elle a la voix de Philomèle ,
Le feu brille dans son œil noir.

Sa bouche est une fleur éclos
Sous le doux zéphir des printemps ;
Son cou semble un lis ; et la rose
Sur son sein virginal repose ;
Son miroir est l'eau des torrents.

Ses cheveux sont comme l'ébène
Que polit l'habile ouvrier ;
De grâce sa démarche est pleine ;
Sa taille digne d'une reine
S'élance comme le palmier.

Quand elle porte sur sa tête
Les larges paniers aux fruits d'or,
On l'admire, et chacun s'arrête ;
Des yeux on la suit, on la fête ;
On cherche à la revoir encor.

J'aime à la voir près du rivage
Que caresse le flot amer
Dépouillant son léger corsage,
Puis confiant son frais visage
Et ses jolis pieds à la mer.

J'aime sa voix harmonieuse
Redisant à l'écho des bois
La chanson tendre et gracieuse
Qui la rend folâtre et joyeuse,
Et la fait rêver chaque fois.

J'aime à voir sa danse rapide,
Le soir, sous les platanes verts ;
Son œil vif, de plaisir humide,
Son front que nul souci ne ride,
Ses cheveux flottants dans les airs.

Si j'étais l'abeille inconstante
Qui sourit à toutes les fleurs ,
Je ne choisirais pour amante
Que la rose resplendissante
Dont Marie a pris les couleurs.

Si j'étais l'arbre vert qui donne
Ces parfums et ces fruits si doux ,
Je voudrais qu'une main mignonne
De mes fleurs fit une couronne
Pour la poser sur ses gencoux.

Si le ciel m'avait créé prince ,
Maître puissant , seigneur ou roi ,
Je ne voudrais , faveur bien mince ,
Offrir mon trône ou ma province ,
Marie , à nulle autre qu'à toi !

S'il m'était donné d'être un ange ,
Je veillerais sur ton sommeil ,
Pour que rien ne trouble ni change
Ton bonheur chaste et sans mélange ,
Et qu'il te suive à ton réveil.

Mais, hélas ! je suis sans royaume ,
Et je n'habite point les cieux ;
Mon palais est un toit de chaume....
Mais je parle un noble idiôme ,
Voilà mes vers , voici mes vœux :

N'ajoute pas à ta parure
Anneaux d'or , chaînes ni pendants ;
Point d'épingle à ta chevelure ,
Sois simple comme la nature ;
La nature est riche à seize ans.

Que celui que ton cœur honore
D'un amour pur comme un beau jour,
Près de toi sans cesse t'adore ;
Que dans vingt ans il t'aime encore ,
Qu'il te rende amour pour amour.

Que ta couche un jour soit féconde ,
Que le ciel te comble de biens ;
Qu'on coure en vain la terre et l'onde ,
Pour rencontrer de par le monde ,
Des enfants plus beaux que les tiens.

Marie a seize ans , elle est belle ;
Chacun se presse pour la voir ;
Elle a les pieds de la gazelle ,
Elle a la voix de Philomèle ;
L'amour se lit dans son œil noir.

Nous avons parlé du doux climat dont jouit pendant l'Hiver ce charmant pays. Nous ne saurions trop en louer le Printemps, cette saison chérie des poètes, qui, loin d'y être menteuse, comme en tant d'autres contrées, tient ses plus merveilleuses promesses. A part certains jours de mars où le vent, jaloux du soleil, déchaîne toutes ses fureurs, mais dont les vallées sont toujours préservées, le Printemps règne vraiment en souverain : il n'a de rival que l'Automne, avec cette différence que le premier annonce la renaissance et le second le repos : car ici la nature ne connaît pas la mort.

Voici donc la saison des fleurs : aussi rien de comparable aux jours qui vont se succéder. Alors, tout est

verdure, soleil, harmonie; tout est extase et amour; tous les êtres s'unissent dans un concert inénarrable pour louer Dieu et pour le bénir. Éloquent tribut, dette sacrée, que l'homme surtout,

L'homme pour qui sont faits tous ces biens précieux (1), doit payer avec transport. Oh ! qui racontera les émotions qu'éprouve la création tout entière sous le souffle mystérieux qui la féconde ? Quel artiste retracera ce tableau tombé des mains libérales du Tout-Puissant ? Sera-ce l'homme ? Non ; ce sera Dieu lui-même. Il a donné à toutes ses œuvres une langue inconnue, vraiment digne de lui, et dans ces jours de renaissance générale, partout cette langue est parlée, sur les hautes montagnes, dans les plaines immenses, dans les vastes champs de l'air, dans l'étincelante voûte des cieux, parmi les entrailles de la terre, et jusque dans les abîmes des océans. Tout ressent la divine influence ; tout s'empresse de lui obéir. Ici, où ont été entassées plus de merveilles, cet hymne d'adoration retentit davantage et s'élance plus rapide vers le ciel. Plantes rares et variées ! arbustes précieux ! monts imposants ! golfe incomparable ! mer tranquille où se mire un ciel d'azur ! que votre langage est sublime, et combien est heureux celui à qui il est donné de le comprendre ! Nous n'essaierons pas de décrire toutes vos gloires ; cette tâche

(1) Racine fils, *Poème de la Religion*.

est au-dessus de nos faibles forces ; elle défie même les puissances de l'homme. Seulement, le cœur encore plein des ineffables sensations que vous nous avez fait éprouver, nous voulons vous rendre un solennel hommage ; nous voulons vous remercier pour le spectacle que vous nous avez offert, et pour les pensées que vous nous avez inspirées ; ou, plutôt, ce n'est pas à vous que notre reconnaissance s'adresse, mais à Celui qui vous a faits et dont vous dites les grandeurs, au magnifique Auteur de toutes choses.

Saluons donc la bienvenue de la saison nouvelle. Mille fleurs tapissent la campagne, et dans les riants vallons apparaissent les premiers fruits. La rose nouvelle, le brillant élyanthème, l'anthyllis, les myrtes et les jasmins ornent la chevelure des jeunes filles, pendant que la cerise, ce fruit cher aux enfants, et la fraise parfumée promettent à tous d'innocents plaisirs. Aux montagnes naguère désertes résonne la champêtre cornemuse, les agneaux bêlent, les bédriers bondissent, et les chèvres broutent les plantes aromatiques sur les cimes escarpées. C'est le moment où, dans les vallons, on fait ce qu'on nomme la cueillette des fleurs. L'oranger est dépouillé de sa blanche parure dont les débris, fidèlement recueillis, serviront à préparer une eau renommée et une huile d'un grand prix. Aux voix des jeunes vierges se mêlent les chants du rossignol qui glorifie ses joies paternelles. Hélas ! toute la science du gai ménestrel ne le sauvera ni lui, ni sa pauvre couvée, des

entreprises des petits vagabonds du pays, race inquiète, sous les coups de laquelle tombent tour à tour oiseaux, arbustes, fruits; qui tue les rossignols, brise les lauriers-roses, et s'en va toujours impunie! Une fois s'offre à notre vue un enfant tenant dans ses mains quatre de ces inimitables chanteurs qu'il avait tués; il allait disait-il, les vendre à la ville. Nous lui reprochons vivement sa froide cruauté; il ne veut pas nous comprendre (1). En rentrant dans notre solitude qu'illuminaient des milliers de lucioles, ces flambeaux ailés du Midi, nous entendîmes la voix désolée du chantre immortel : alors nous rappelant l'enfant coupable et nous apitoyant sur le sort des victimes et sur la douleur des survivants, nous écrivîmes les strophes suivantes :

Enfant , quand le printemps ramène
Les petits oiseaux aux buissons ,
Quand de la montagne à la plaine
L'écho répète leurs chansons ;
Si ta main perfide et cruelle
Ravit le fruit de leurs amours ,
Fais grâce au moins à Philomèle ;
Enfant , épargne-la toujours.

(1) Nous appelons toute la sollicitude de M. le Maire de Menton sur ces admirables chanteurs (fauvettes, rossignols, chardonnerets), sur ces poètes de la nature, dont ils sont les plus précieux ornements. Destructeurs des vers et des insectes, ils protègent contre eux les arbres et les fleurs. Ils sont l'orgueil et la joie de la vallée, et l'écho répète leurs délicieux gazouillements. Grâce pour eux, et que les peines les plus sévères frappent ceux qui les dénichent et qui les tuent!

Enfant, lorsque dans la vallée
Tu t'en vas, avide chasseur,
Contre la pauvre gent ailée
Essayer le plomb destructeur :
Résiste à ton mauvais génie,
Sois moins dur que les durs vautours,
Fais grâce au roi de l'harmonie,
Enfant, épargne-le toujours.

Est-il dans le riant bocage
Chantre plus savant et plus doux ?
Est-il oiseau dont le ramage
Ait jamais fait plus de jaloux ?
Oh ! ne choisis plus pour victime
Le plus galant des troubadours ;
Tuer le rossignol est crime !
Enfant, épargne-le toujours.

Entends-tu sa voix qui murmure,
Le soir, de longs gémissements ?
Il semble accuser la nature
En cris plaintifs et déchirants :
Hier, on lui prit sa famille !
Adieu ! campagne ; adieu ! beaux jours ;
Demain se taira la charmille.....
Enfant, épargne-le toujours.

L'Été va continuer le printemps et achever son œuvre. On croirait que dans une contrée où l'Hiver est sans rigueurs, les ardeurs de l'Été sont excessives ; mais, grâce à la brise de mer, les chaleurs dévorantes sont ici inconnues. Au temps de la canicule, alors que le

ciel est en feu et que la nature est haletante, voulez-vous échapper au soleil qui a tout envahi ? allez dans la vallée de Careï, sous l'ombre de ses platanes :

*Hic in reducta valle caniculæ
Vitabis æstûs.*

Là, en compagnie du Dante, du Tasse ou de la Bible, vous méditez sur les malheurs et les destinées de l'homme, ou sur les grandes scènes du passé. Ou bien, fidèle aux leçons du poète latin :

*Hic innocentis pocula Lesbii
Duces sub umbræ.*

Mais, comme le Lesbos est rare, vous le remplacerez sans regret par l'exquis *maruverno* (1) qu'Horace aurait immortalisé s'il l'eût connu, ou par cette délicieuse boisson improvisée dans les bastides avec le limon que l'on cueille, l'eau glacée que l'on puise, le sucre et le vieux jamaïque. Le soir, vous aurez, pour vous distraire, le bain, la promenade en mer, ou la pêche aux flambeaux. Et la nuit, quelles douces sensations ! Elles sont si belles les nuits mentonaises ! le silence est aux habitations, et les chemins sont remplis de solitude ; les feuilles ne s'agitent plus, et la mer n'a plus qu'une voix mourante et plaintive ; la nature, éclairée par la lampe des mystères, est entrée dans son repos. Qui dira

(1) Vin fameux du quartier des *Monti*.

tes magnificences, ô nuit? le génie seul peut en raconter les splendeurs. Combien de fois, en ta présence, avons-nous chanté les vers où le poète célèbre *l'infini dans les cieux*! Et ces autres vers de la Méditation viii^e, où il a si bien copié la nature, ce poète par excellence, et dans lesquels, appelant nos regards sur le livre immortel des cieux, il nous montre ces globes d'or étincelants, *ces îles de lumière*, qui jaillissent des ombres, et qui, ô pensée sublime!

Semblent des yeux ouverts sur le monde endormi (1).

Nous connaissons les saisons; parlons maintenant du territoire :

Le territoire de Menton est une grande pépinière d'oliviers et de citronniers; les fruits de ce dernier arbre composent le produit le plus important du pays (2). Nous allons nous arrêter un moment sur cette branche si curieuse de l'agriculture, qui réclamerait à elle seule un traité spécial : ici surtout elle mérite d'être particulièrement observée.

Les citronniers se divisent en deux espèces principales : les Seriesche (*Sérisqué*) et les Bignete (*Bignéte*). Les fruits qui appartiennent à cette dernière espèce ont

(1) De Lamartine.

(2) Le territoire des deux Communes produit annuellement de vingt-cinq à trente millions de citrons. — Le citronnier meurt à une température de trois degrés centigrades au-dessous de zéro.

l'écorce plus fine et le jus plus abondant. L'expérience a démontré que les citrons de Menton se conservent mieux que ceux de Corse, de Naples et de Sicile ; ils sont aussi plus délicats et plus estimés.

En Sicile, le citronnier produit seulement pendant une saison, qui commence en septembre et finit en mars ; c'est la saison de la récolte. Durant le printemps et l'été, il ne reste que quelques rares fruits sur les arbres. Il n'en est pas de même à Menton, où les chaleurs étant plus tempérées, le citronnier demeure constamment chargé de fleurs et de fruits.

Ici, l'arbre fleurit quatre fois et même cinq fois par an. Ses produits se classent en quatre espèces principales : 1° les *Graneti*, qui viennent pendant le printemps ; 2° les *Verdami* ou les citrons d'été ; 3° les *Prime-Fiou*, premières fleurs ; 4° les *Segunde-Fiou*, secondes fleurs, que l'on cueille pendant l'hiver. Vers novembre, avant que le mouvement de la sève ait cessé, le citronnier porte en général une cinquième qualité de fruits nommés *Autoune* (d'automne), que l'on peut considérer comme une espèce bâtarde. Il n'est pas rare de voir le citronnier porter des fruits étrangers aux classes que nous avons mentionnées ; mais on doit les regarder comme des exceptions, et ne reconnaître que les quatre espèces précitées, parce que seules elles ont une production régulière, positive, sur laquelle on peut compter toujours.

Menton, en produisant les *Verdami*, seule espèce

qui supporte les longs voyages, a un avantage marqué sur la Sicile et sur presque tous les autres pays producteurs ; la nature lui a assuré, pendant la saison la plus favorable, le monopole de l'importation dans les contrées lointaines.

Les citronniers sont sujets à diverses maladies : la plus redoutable est celle qu'on nomme la morphée, *la morfea*, sous l'influence de laquelle il se couvre d'une poudre noire formée par des myriades d'insectes. Elle attaque le fruit et l'arbre ; elle est inconstante, va et vient : c'est le choléra des citrons. Des femmes sont employées à nettoyer avec des éponges les parties de l'arbre qui en sont affectées. — Les noms de *melassa* (mélasse ou exsudation de l'arbre), et de *fùm* (qui noircit), ont été donnés à deux maladies qui frappent le citronnier et lui nuisent grandement. D'autres encore lui font la guerre ; elles sont peu connues, parce qu'elles sont peu étudiées ; les tentatives qui ont été faites pour les combattre sont demeurées jusqu'ici sans résultats. Peut-être ces tentatives n'ont-elles été ni assez renouvelées, ni assez sérieuses.

On nourrit les arbres avec de la râclure ou des débris de corne (c'est l'engrais préféré), des chiffons de laine, ou toute espèce de fumier. Lorsque le temps est venu, on creuse autour de l'arbre, à un pied de profondeur, un lit assez large dans lequel on jette l'engrais qui doit entretenir ses racines et activer la production ; on recouvre ensuite. Cette opération a lieu d'ordinaire tous les

deux ans et pendant l'hiver. La taille se fait chaque année.

Après les citronniers vient l'olivier aux majestueuses proportions, l'olivier dont la tradition sacrée met un rameau dans le bec de la colombe chargée d'annoncer aux habitants de l'Arche la fin de la terrible catastrophe, et qu'Athènes, d'après la mythologie grecque, reçut de Minerve elle-même; puis, l'oranger, dont les pommes, supérieures en qualité à celles d'Hyères et de Nice, sont moins délicates que les Maltaises, mais peuvent rivaliser avec celles d'Espagne. On fait par an deux grandes cueillettes : la première fin décembre; la seconde, fin février. Les orangers de belle venue donnent ici, en plein rapport, de deux à quatre mille oranges; on en a vu plusieurs en produire six mille, et les anciens se souviennent d'un arbre qui en aurait donné jusqu'à douze mille. — Il y a encore les oranges *amères*, qui sont utilisées dans l'art culinaire, et les *bigarades*, qui servent à composer des essences, sans parler des cédrats et des chinois, dont l'habile confiseur sait tirer un si bon parti. — Depuis quelque temps on s'applique à cultiver la violette double, recherchée des distillateurs, et l'on fait volontiers des sacrifices pour la plantation de la vigne. Les fruits ordinaires et les légumes viennent ici en petite quantité, mais ils sont fort bons; les figues et les pêches y ont une saveur exquise. Les bois de pin offrent quelques ressources aux pauvres gens, qui y vont ramasser des pommes et des débris. On fabrique

avec le caroubier, l'olivier et le citronnier de très jolis meubles, vendus à des prix fort raisonnables. Le golfe est poissonneux, et nuit et jour les pêcheurs y jettent leurs filets et leur lignes : bianquettes, rougets, soles, loups, sardines, y abondent ; chaque espèce pour chaque saison (1).

(1) Voir la *Climatologie*.

VII

LA VALLÉE DE CAREÏ. — LE GOURG DE L'ORA.
LE CASTELLAR.

Lorsqu'on sort de Menton par le faubourg que bordent à droite et à gauche d'élégantes constructions, l'œil distingue facilement, du côté de la mer, une belle habitation gracieusement posée entre cour et jardin, et d'où la vue embrasse le golfe dans toute sa vaste étendue. Elle est l'aînée de toutes celles qui se pressent aujourd'hui autour d'elle. Celui qui la fit élever ne se doutait peut-être pas qu'à son exemple, l'étranger viendrait si promptement disputer à l'heureux habitant de cet oasis son sol, son air et ses beautés elles-mêmes ; de pareils miracles, Dieu seul les prévoit et les opère. Cette habitation est celle de la famille Hénocq. Nous ne saurions passer devant elle sans nous rappeler avec bonheur les meilleurs souvenirs que nous ayons conservés de ce pays ; l'hospitalité fraternelle que nous y avons reçue autrefois, nous est toujours présente. Nous voyons encore la noble mère, femme aussi bonne qu'accomplie, entourée de ses beaux enfants, dont elle se montrait justement fière, et dont elle était plus heureuse encore ; et le fils, auquel son intelligence précoce

promettait un bel avenir, présidant gravement aux jeux enfantins de ses jeunes sœurs. Comment oublierions-nous le chef de cette famille qui nous accueillit, à notre arrivée, comme un frère, au foyer duquel nous nous sommes assis si souvent, dont la maison était la nôtre, et qui voulut bien nous servir de guide à travers les vallées et les montagnes mentonaises. Ensemble nous avons fouillé le cap Martin, visité Roquebrune, escaladé *les Monti*, et goûté le vin clair et généreux du Castellar. Ensemble aussi, savourant les oranges de *Banas-tron*, à l'ombre de ses vieux oliviers, nous avons flétri le système d'exploitation du Prince. Ah ! Puisse la Providence avoir épargné à cette famille les rudes épreuves ! puisse-t-elle lui avoir prodigué ses plus riches faveurs ! Tels sont les vœux que lui envoie l'ancien ermite de Carnolès.

En continuant la route, et après avoir passé le pont suspendu, une longue avenue frappe les regards, portique digne du temple que la nature s'est élevé en ces lieux : c'est l'entrée de la vallée de Careï. Bien des vallées ont été chantées : la Grèce antique est fière de Tempé ; la Suisse nous vante la sévère Lauterbrounen, et la Savoie la vaste et incomparable Chamouny ; la France a célébré les vallées d'Auge et de Campan, et celles du Nouveau-Monde ont eu des poètes et des pinceaux. Parmi les vallées dont les Alpes Maritimes peuvent s'enorgueillir, Careï doit être citée avec honneur ;

le contraste de ses paysages, la variété de ses sites et de ses produits lui assurent une place dans le grand livre que Dieu a donné à l'homme pour y lire les merveilles de sa puissance.

Cette longue allée d'arbres plantés sur un terrain qui est tout à la fois une conquête sur le torrent et une barrière contre sa fureur, qui est aussi la route de Turin, suit pendant quelque temps les sinuosités de la vallée et forme un berceau de verdure au-dessus de la tête des promeneurs. Des deux côtés, les collines sont garnies de citronniers et d'oliviers, au milieu desquels la vigne, adossée à des murs artificiels, mûrit au soleil son fruit délicieux ; des pins en couronnent les sommets, et quelques gentilles bastides, disséminées ça et là, y répandent une gaîté que l'on aime. Lorsque vous êtes presque au bout de l'avenue, qu'animent aujourd'hui de ravissantes constructions, regardez à gauche vers le haut de la montagne : vous découvrirez une chapelle dépendante d'un ancien monastère, où conduit un étroit sentier, le long duquel se dressent à distance quinze niches de pierre qui rappellent les quinze mystères du Rosaire. Cette chapelle, c'est l'*Annonciade* ; le 25 mars de chaque année, les populations voisines s'y rendent dévotement en pèlerinage. C'est là, sur ce plateau, que la tradition place le château connu dans les archives sous le nom de *Podium Pinum* ; il n'en reste plus aucun vestige. Bientôt vous apercevrez plusieurs bâtiments qui semblent se prêter un appui mutuel : ce sont deux moulins

dont l'un a été maudit bien des fois par les habitants de la Principauté; l'autre devait être l'instrument d'un nouveau et funeste monopole (1).

Quand vous aurez gravi le sentier qui passe devant ces moulins, suivez les bords du ruisseau qui bruit à vos pieds; rien n'est plus frais que la terre qu'il arrose; rien n'est plus calme que l'air que l'on y respire: on éprouve dans cette partie de la vallée une tranquillité inconnue, non cette mélancolie désolante qui rétrécit l'âme et éloigne des hommes, mais cette douce sérénité qui repose l'intelligence et réconcilie avec la vie. Vous cheminerez ainsi, parmi les oiseaux et les parfums, au milieu des plus gracieux accidents, jusqu'aux environs d'un village perché sur un coteau renommé par ses vignobles qu'on nomme *les Monti*. Là, le paysage change; une nature agreste et anguleuse va remplacer les tableaux larges et variés que vous aviez admirés. Tout est grave dans cette région supérieure; les fleurs et les fruits ont disparu, les chants ont cessé; on ne voit plus que des rocs stériles et pleins de menaces; on n'entend plus que le cri sinistre du faucon poursuivant sa proie, et le bruit de la cascade qui retentit dans la solitude. Cependant, en approchant du *Gourg de l'Ora* (2), le paysage s'adoucit un peu: l'œil s'arrête sur un joli

(1) Voir le chapitre xvi de l'*Histoire*.

(2) *Gourg*, de *gorgo*, terme italien dérivé de *gurgés*, qui en latin signifie *gouffre*: le *Gouffre de l'heure*.

bois de pins que la cupidité a trop longtemps dévasté et qui, si l'on n'y prend garde, sera bientôt détruit pour jamais. Une passerelle jetée sur le torrent vous sépare de la cascade, qui, lorsque les pluies l'ont grossie, rappelle les chutes hardies des Pyrénées ou des Alleghanis. Au milieu des sauvages rochers le long desquels elle se précipite, est pratiquée une grotte mystérieuse, ancien refuge de quelques pieux anachorètes ou de quelques bandits redoutables, mais depuis longtemps abandonnée ; on n'y parvient que difficilement, et l'ascension en est assez dangereuse. Un anglais, qui l'a visitée autrefois, raconte que ses parois portent des inscriptions qu'il n'a pu déchiffrer, et qu'au-dessous de celle où il a pénétré se succèdent, comme les étages d'une maison, d'autres grottes plus ténébreuses encore. Malgré notre goût pour le merveilleux, nous n'avons pas été tenté d'imiter le noble insulaire. Toujours est-il que cette grotte passe pour fort curieuse. Plus heureux que nous, un spirituel et savant touriste, M. le comte Alfred de Longpérier, n'a pas craint de courir cette téméraire aventure et de pénétrer le sombre mystère ; nous le laisserons lui-même conter sa périlleuse visite :

« Vous avez remarqué, à gauche du Gourg, une espèce de fenêtre au milieu du rocher. Elle est, certes, placée à plus de trois cents pieds à pic, au-dessus du mamelon qu'il faut d'abord franchir. C'est vers ce trou que nous nous dirigeons, à travers pierres roulantes et buissons.....

« Au-dessus de la fenêtre que l'on aperçoit de la route, se trouve l'inscription suivante, écrite en lettres rouges :

Cristo la fece. Bernardo l'abilò. 1528.

Le Christ la fit. Bernard l'habite. Année 1528.

« Une autre ouverture à gauche de la fenêtre, un peu moins élevée que celle-ci, permet d'entrer de plain-pied dans la grotte, composée de deux salles d'inégale grandeur. Un trou pratiqué au centre de l'une d'elles donne accès dans une pièce inférieure, de laquelle on peut également descendre par le même moyen, à l'aide d'une corde, au milieu d'un autre étage qui ne serait pas encore le rez-de-chaussée de l'ermitage.... Mais nous laisserons à d'autres le soin de vérifier l'assertion, trop heureux déjà et presque fier d'avoir pu satisfaire, sans *suffumigation* ni *géomance*, notre vif désir de connaître la mystérieuse retraite du solitaire Bernardo, tout en songeant un peu à notre retour ici-bas, qui s'est effectué plus promptement que nous n'osions l'espérer » (1).

Au-delà de la cascade, serpente à travers la montagne un sentier pierreux, vrai chemin de chevriers ; ce sentier conduit à un village nommé le Castellar. Avant de vous y engager, voyez à l'extrémité de l'horizon, sur un mamelon isolé, ce bourg fortifié : c'est Castillon, *Castillan*, qui fut pendant les guerres de la Révolution,

(1) *L'Hiver à Menton*, pag. 133.

comme presque toutes les positions militaires de cette partie des Alpes, le théâtre de sanglants combats. Vous poursuivez ensuite votre course parmi des collines déboisées, et bientôt vous atteignez la lisière de ces champs d'oliviers qui fournissent une huile fameuse. De là au village, il n'y a qu'un pas. Alors, vous dites un dernier adieu à la vallée de Careï et vous saluez les monts qui en semblent les gardiens : *la Cima de Méra* et *la Cima d'Ours*, qui veillent sur Castillon ; le mont Fontenelle, qui protège les Monti et dont un des pics porte les débris de l'ancien Castellar.

Le Castellar, *Castellàre*, que trois portes fortifiées fermaient jadis et qui fut enlevé en 1747 par les Franco-Espagnols, est assis sur le plateau d'une montagne dans une position qui rappelle volontiers certains campements de César (1).

Les pierres cassées dont sont bâties les maisons de ce village lui donnent un aspect misérable et triste. Il fut longtemps possédé par les Lascaris de Vintimille, dont on voit encore en entrant la maison seigneuriale, dernier souvenir du passé.

Dans ce palais, d'une simplicité toute rustique, nous avons remarqué deux salles qui méritent de fixer l'attention de l'observateur. La voûte de la première est décorée d'ornements en grisaille, encadrant des sujets

(1) Le camp de César, au mont de Noyon, *Noviodunum* (Oise), occupe une position exactement semblable à celle du Castellar.

peints en couleur. Au centre, dans la frise et aux quatre côtés, sont reproduites différentes scènes tirées de la Bible. Des aigles à double tête, armes impériales des Lascaris, figurent aux angles de la voûte.

Coupée en hauteur et largeur, pour les nécessités du service douanier, la seconde salle a aussi son plafond orné de grisaille et semé de compositions qui appartiennent à la même manière et au même style ; religieuses tout à l'heure, elles sont ici profanes. La mythologie en a fait les frais. Citons-en la principale, le *Festin des dieux*, auquel préside Jupiter, festin que Mercure, malgré ses ailes, s'empresse très peu de servir. Aussi, cette nappe éternellement nue a-t-elle fait dire à M. de Longpérier que « ces Dieux devaient avoir un furieux appétit. » Nous ferons grâce au lecteur des autres pastiches, l'art en est absent, et la critique n'a pas à s'en occuper.

Nous sommes ici en pleine montagne. Quoique assez rapproché de Menton, le Castellar en diffère comme la rudesse diffère de la douceur. La finesse, qui n'exclut pas la franchise, est la qualité dominante de ses habitants. Peut-être est-ce à leur isolement et à la contemplation continuelle d'une nature sévère, qu'ils doivent les mœurs un peu rudes qui les distinguent.

L'huile du Castellar est délicate et renommée ; la vigne y produit un vin rouge et clair et des plus agréables, dont on ne se joue pas impunément. Il nous souvient encore de la gaîté franche et de bon aloi qu'à notre

insu ce vin nous donna, en compagnie de notre excellent cicérone, M. Hénocq.

Du Castellar on se dirige vers Menton en cotoyant les hauteurs de la vallée qui porte son nom. Cette vallée est assez resserrée, et quoique voisine de la ville, elle est habituellement solitaire. Elle n'a pas la sévérité de Gorbio, ni la majesté de Careï, et elle est plus hardie que celle des *Cabroles*, bien que cette dernière doive lui être préférée. Mais voici les ruines du château de Jean II : on aperçoit les tourelles de l'église, qui semblent sortir des ondes. La ville se découvre ; déjà vous touchez à ses jardins et à son faubourg. Touristes attardés, le soir se fait, la cloche de l'hôtel ou le foyer de l'amitié vous réclame, hâtez-vous !

VIII

ROQUEBRUNE. — LE CAP MARTIN. — LUMONE.
LE ROI DES OLIVIERS.

A tout seigneur tout honneur. Il ne serait pas juste, en effet, de ne pas consacrer maintenant votre première excursion à Roquebrune, qui vous accuserait, à bon droit, d'indifférence et d'oubli ; Roquebrune, la sœur de Menton, qui lui tendit une main fraternelle aux jours difficiles, et dont le patriotisme sourit au grand résultat qu'elle a atteint.

Prenez donc la belle route de Nice. Un peu au-delà de Banastron, à droite, au milieu du *Jardin des Oliviers*, vous rencontrez un chemin pierré que vous suivez patiemment jusqu'à une modeste chapelle désignée sous le nom de la *Madona della pausa*, nom significatif qui invite à un repos devenu nécessaire. Cette chapelle est posée sur le roc. Sa voûte est décorée de peintures à fresque représentant : sur le fond, Sainte Ursule couvrant de son vaste manteau des jeunes filles en prière ; à droite, l'enfer et ses légions de démons tourmentant les damnés ; à gauche, le purgatoire, d'où s'élance vers le ciel une foule de bienheureuses purifiées. La naïveté et l'ancienneté font de ces peintures le principal mérite.

Un quart-d'heure après avoir quitté l'oratoire, vous êtes à Roquebrune. On y entre par une petite porte qui s'ouvre sur une terrasse naturelle, où la vue splendide que l'on y découvre vous clouera longtemps malgré vous. Vous vous dirigez ensuite vers une place arrosée par une fontaine dont on peut dire qu'elle fournit de l'eau de roche par excellence, puisqu'elle sort de ce roc fameux qui est comme la pierre angulaire et fondamentale de tout le pays. Pendant quelque temps, cette fontaine s'est trouvée à sec. Ce qu'a coûté de peine et d'argent la conquête de la nouvelle eau, les Roquebrunais affranchis seuls le savent.

Roquebrune, *Rocca-Bruna*, dont le sol fut évidemment bouleversé par de violentes révolutions, est perchée sur les derniers plans d'un bloc de rochers où la tradition veut qu'elle ait été précipitée, non loin de la colline où elle reposait jadis ; ayant soin d'ajouter qu'elle fut retenue par un genêt. On ne doit pas croire aux fables, mais il est bon de les recueillir quand elles sont traditionnelles et qu'elles ne nuisent pas au récit. D'ailleurs, elles cachent presque toujours un sens allégorique. Un tremblement de terre a remué autrefois le sol de Roquebrune, détaché de la montagne d'énormes pierres qui dans leur chute ont miraculeusement épargné la ville : c'est-là, si nous ne nous trompons, le sens de la fable populaire. Peut-être s'étendait-elle plus loin ; peut-être des éboulements partiels et successifs ont-ils déterminé les habitants à chercher, en descendant vers la

mer, un terrain plus sûr et plus compacte pour y construire leurs demeures.

Quelle est l'origine de Roquebrune ? Est-elle romaine ? Rien ne l'indique. Suivant toutes les apparences, elle a été fondée par les Liguriens et dominée plus tard par les Romains et les Sarrasins. Les premiers habitants de ces contrées belliqueuses recherchèrent nécessairement une position aussi favorable à leur sécurité ; ils y bâtirent et s'y fortifièrent. Tels apparaissent les commencements de ce bourg.

De la terrasse à l'église, il n'y a qu'un pas. « L'église (1), dit M. de Longpérier, ne présente aucune particularité, si ce n'est que les tableaux suspendus à ses parois sont tous ornés des portraits de leurs donateurs et donatrices, et cela dans de telles proportions, que ces figures très peu bibliques absorbent une grande partie de la toile. Il est permis de supposer que l'artiste qui les a peints croyait devoir s'occuper de ses *patrons* avant de songer aux saints.

En face de l'église, sur une muraille, des armoiries d'évêque sont peintes à côté d'une figure de la Sainte Vierge. Cet écusson est celui de Dominique Galvano, comte de Drap, l'un des derniers évêques de Nice.

A droite, en continuant l'ascension par la grande

(1) C'est à l'Administration qui a remplacé le Gouvernement du Prince, que cette église doit son pavé de marbre et les ornements qui la décorent.

rue, au-dessus d'une petite porte, on a placé, en linteau, une pierre provenant d'un sarcophage antique chargé de cannelures torses qui accompagnent le monogramme du Christ.

Avant d'arriver à la forteresse, il est curieux d'examiner l'agreste construction des maisons, souvent incrustées dans la montagne, au point que celle-ci forme parfois deux parois à l'intérieur. Des arcs de pierre brute retiennent ces bâtiments entre eux, de place en place » (1).

On y pénètre par d'étroits escaliers, presque à pic, qui en rendent la visite périlleuse. Hâtons-nous de dire que les rues, dont les pavés ressemblaient, il y a vingt ans, à des aiguilles, et que les chèvres seules pouvaient impunément aborder, ont été refaites à neuf, avec des pierres de choix ; elles sont tortueuses et escarpées, mais parfaitement praticables. — Quant aux fortifications, elles ont peu à peu disparu, et le château, habité autrefois par le *Castellan*, et presque inaccessible, tombe en ruines.

L'histoire de Roquebrune se trouve étroitement liée à celle de Monaco et de Menton, et se confond avec elle. Aussi serait-il superflu de reproduire ici des événements qui sont rapportés dans l'histoire générale de l'ancienne Principauté.

« Au-dessous d'une fenêtre grillée de la tour carrée

(1) *L'Hiver à Menton*, pag. 87.

qui domine tout le pays, sur le linteau d'une autre petite baie, on voit, mais à la vérité très difficilement, sculptée en relief, une mitre épiscopale précédée d'un A (Augustin), et suivie, sur la même ligne, d'un écusson aux armes de Grimaldi; d'une crosse, d'un G fleuroné (Grimaldi), et de la date DIE 17^{AE} (17^e jour d'août) 1528; le tout terminé par un H (Honoré), ce qui fait naturellement penser que la restauration du château aura été inaugurée à cette époque, c'est-à-dire sous l'administration d'Augustin Grimaldi, évêque de Grasse, abbé de Lérins, conseiller et aumônier du roi François I^{er}, et tuteur du prince Honoré I^{er} » (1).

On remarque dans la première enceinte du château, au milieu des décombres, un petit monument romain présentement métamorphosé en auge, et qu'il est facile de reconnaître pour un ancien tombeau. Sur une table en panneau, entourée d'une moulure, on lit cette inscription :

NV. AVELIO L. NV. F. FA.

PATERNO. DEC. QVI

VI. AN. XVIII. M. X. DXIX

MV. AVELIVS NV. F. MA

RCELLVS ET COMI

SIA TRANQVILLINA. PA

RENT. FILIO. PIENTISSI

MO.

(1) *L'Hiver à Menton*, pag. 90.

Ainsi l'a voulu la destinée ! Ainsi de pieux patriciens ont élevé à la mémoire de leur fils bien-aimé, sur la terre étrangère, un monument en quelque sorte impérissable; les siècles ont passé, et voilà les cendres dispersées, la pierre où elles reposaient servant au vil bétail, l'inscription qui les gardait couchée parmi les débris et la poussière ! C'est que, hormis peut-être la pensée, rien n'échappe à la loi du temps, ni les monuments de la victoire, ni ceux de la mort ; ni les arcs-de-triomphe, ni les tombeaux.

Les hommes de Roquebrune sont braves et énergiques comme leurs ancêtres, forts comme le granit qui fut leur berceau, ardents comme le soleil qui les brûle. Ces robustes cultivateurs, plus laborieux que la fourmi, plus économes que l'abeille, ont néanmoins pendant trente-trois ans toujours vécu pauvres ; c'est qu'ils travaillaient pour d'autres.

*Sic vos non vobis mellificatis apes ,
Sic vos non vobis vellera fertis oves.*

Mais depuis qu'ils ont assuré l'affranchissement de leur pays, depuis que leur terre est devenue à jamais française, ils comptent de meilleurs jours.

Vous quitterez Roquebrune par la petite route nouvellement achevée qui mène à la Corniche; puis, vous inclinerez dans la direction du cap Martin. Arrivé au point de jonction des deux routes de Menton et de

Monaco, franchissez à travers les lavandes et les genévriers l'espace qui vous sépare de l'ancien chemin, aujourd'hui complètement délaissé et dont les deux bras parcourent un bois remarquable encore. Et cependant, comme tout a changé par là ! Ce chemin que vous suivez et dont les traces seront bientôt perdues, était, dit-on, jadis une voie romaine, et plus récemment, c'était la voie de Nice. Les armées du peuple-roi s'y sont pressées en foule, tantôt victorieuses, tantôt vaincues, tantôt décimées par leurs implacables rivalités ; c'était le chemin de la conquête, c'était aussi le chemin de l'empire. Ce fut également celui que prirent les légions de la France marchant à la domination de cette autre terre promise, la belle et malheureuse Italie, que tous les peuples, que toutes les ambitions se sont toujours disputée. Que d'obstacles elles ont eu à vaincre, et quels travaux elles accomplirent ! Travaux glorieux, qui n'ont point été stériles, et qui ont préparé de loin le triomphe de l'indépendance !

Ce bois que vous allez traverser, et qui n'est plus que l'ombre de lui-même, était autrefois peuplé d'arbres dix fois séculaires ; de jolis sentiers soigneusement entretenus sillonnaient d'épais massifs du milieu desquels s'élançaient d'énormes caroubiers et des mélèzes aux têtes arrondies. En rapprochant ce qu'en disent les vieillards de ce que nous avons vu nous-même dans une contrée lointaine, ce bois aurait fait honneur au Nouveau-Monde. La petite colonie possédait sa petite

forêt américaine. Mais la bande noire l'a visitée et elle l'a livrée à la hâche empressée des spéculateurs. Pendant longtemps aussi un égoïsme coupable a continué l'œuvre de destruction, en autorisant la litière et en abandonnant aux bestiaux les pousses des jeunes arbres. Cependant, tel qu'il est encore, ce bois est fort recherché des promeneurs. Aux bords du chemin qui y conduit est assise une muraille romaine, débris informe d'un monument qui a dû être considérable, et servir de sépulture à une famille patricienne (1). Nul doute que ce monument ne fît partie de la petite cité connue dans l'itinéraire d'Antonin sous le nom de Lumone (2), que

(1) Voici ce que dit sur ce petit monument M. Alfred de Longpérier dans son *Hiver à Menton* : « Sa façade présente trois arcades formant niches; le fond de celle du milieu en *cul-de-four*. Les portions voûtées portent encore des traces visibles de fresques, à partir de la naissance des cintres; le bas est orné par les pierres mêmes, d'égale grosseur, rangées symétriquement en mosaïque, offrant des lignes noires et blanches, et aussi des losanges qui se répètent en haut du monument. Les anciens donnaient à ce genre de bâtisse le nom d'*opus reticulatum*. Au-dessus des arcades règne une chaîne de doubles briques en bandeau saillant, et plus haut le milieu laisse deviner la place qu'occupait l'inscription gravée sans doute sur une plaque de marbre que nous avons cherchée en vain.

Il est aisé de se rendre compte de l'ensemble de cette curieuse construction, en rétablissant fictivement un mur parallèle à celui qui existe encore à gauche, derrière, et finit précisément par un angle de retour. »

Nous recommandons la conservation de ce petit monument à la sollicitude de l'Administration mentonaise.

(2) *Lumone*, station romaine, était située au cap Martin, ainsi que l'attestent l'itinéraire d'Antonin, les pierres milliaires découvertes à Vintimille et à la Turbie, et les savantes recherches de M. le comte de Cessoles.

la tradition place au même lieu, et qui a entièrement disparu.

A quelques pas de là, on voit un champ de magnifiques oliviers, parmi lesquels, plus utile mais moins heureux que ces chênes déclarés sacrés sous prétexte qu'ils rendaient des oracles, un olivier vénérable montre son tronc crevassé et sa tête colossale veuve, hélas ! de ses plus riches ornements. Un jour, méditant à ses pieds et songeant à sa chute prochaine, nous confiâmes au papier ces pensées un peu tristes, mais inspirées par le sujet :

Arbre des Phocéens, vieux monument des âges,
Oublié par le temps sur les bords du chemin ;
Toi, sur qui vainement ont passé les orages,
Qu'un ingrat, sans pitié, renversera demain ;

Noble géant, avant que la hache perfide
De ton front dépouillé n'ait brisé les rameaux,
Avant que ta couronne autrefois si splendide
Ne soit tombée encore avec tous ses joyaux,

Laisse-nous contempler tes ruines puissantes,
Qui semblent faire envie à tes voisins jaloux ;
Laisse-nous admirer tes formes imposantes,
Vieux lutteur fatigué qui fléchis les genoux.

Ton tronc tout mutilé, relique colossale,
Dont dix bras ne pourraient embrasser le contour,
Présente avec orgueil tes branches en spirale
À tes fiers rejets qui composent ta cour.

Tu leur dis dans ta langue inconnue et voilée :
« Enfants qui m'admirez, grandissez comme moi ;

Comme moi devenez l'honneur de la vallée ,
Et qu'un jour parmi vous l'on désigne le roi (1).

Des vierges qui s'en vont , comme un essaim d'abeilles ,
Joyeuses , à vos pieds , butiner jusqu'au soir ,
Remplissez à la hâte et paniers et corbeilles ,
Et que vos fruits en foule inondent le pressoir. »

Oh ! combien as-tu vu dans ta longue carrière
Passer et repasser de générations !
Des travailleurs penchés près de ta tête alpière
Combien de fois as-tu compté les légions !

Combien de pieds légers , de voix harmonieuses
Ont couru près de toi , sous ton ombre ont chanté !
Combien de gais oiseaux , troupes mélodieuses ,
T'ont redit leurs amours depuis qu'on t'a planté !

Honneur à toi , salut vieux monument des âges ,
Oublié par le temps sur les bords du chemin ,
Toi , sur qui vainement ont passé les orages ,
Qu'un ingrat sans pitié renversera demain !

Puis, viennent les genêts épineux, les lentisques et les térébinthes, au pied desquels se pressent le thym, l'hirsutus, le teucrium-pollium, l'agnus-castus, la nigelle de Damas et le convolvulus de Cantabrie. A droite, au milieu du bois, non loin de la mer, sont couchés les restes informes du monastère de Saint-Martin (2),

(1) Dans certaines parties de la Rivière, on désigne sous le nom de roi ou père des oliviers celui qui l'emporte par la supériorité de ses dimensions et de son rapport.

(2) Ce monastère dépendait du grand monastère de Lérins. — Un certain Reinardo, descendant des comtes de Vintimille, donna,

dont il est souvent parlé dans les archives de Lérins. Là où la cloche retentissait pour la méditation et la prière, on n'entend plus rien, si ce n'est, par intervalles inégaux, un bruit sourd, effrayant, pareil au bruit produit par un canon d'alarme : c'est le flot qui s'engouffre dans les cavités profondes des rochers. Vous descendez enfin à la pointe du cap, autour duquel se groupent aujourd'hui de gracieuses villas, et d'où la vue s'élance vers les monts de la Provence et de la Ligurie ; puis, prenant un sentier ombreux et qui longe le golfe, vous arrivez doucement à la plaine des *Caps*. Lorsque vous serez parvenu près de la route de Menton, vous verrez la porte à deux battants d'un beau domaine ; visitez-le : il renferme une des principales orangeries du pays. Le castel fut la demeure d'un solitaire que les hommes et la fortune ont maltraité, et qui, en échange des renseignements qu'il vous donne, ne vous demande que l'aumône d'un souvenir. En quittant ce domaine, vous trouverez une allée de platanes entremêlés de lauriers-roses. D'un côté, s'étend une vaste et riche propriété, Banastron ; de l'autre, surgissent ces nobles montagnes, qui se tiennent debout, chacune avec sa physionomie particulière, son expression bizarre et menaçante, toujours pittoresque, et qui semblent s'unir

L'an 1061, aux moines de Lérins les terrains qu'il possédait à Carnolès et au cap Saint-Martin. — Gioffredo, *Storia delle Alpi Marittime*.

pour former une muraille infranchissable à l'aquilon. Précieux rideau protecteur placé par les mains de la Providence tout autour de ce coin de terre, pour en faire un jardin de délices et pour le doter d'un climat qui n'a pas son pareil au monde.

IX

LES VALLÉES DE GORBIO ET DE BORRIGO (1).
LE VAL DE CABROLLES
ET LE VAL DES CHATAIGNIERS.

Les vallées de Gorbio et de Borrigo, le val de Cabrolles et le val des Châtaigniers n'exigent, pour être bien connus du touriste, que quelques heures qui le distrairont sans lui causer beaucoup de fatigue, surtout s'il a soin de choisir pour les explorer une de ces belles journées d'hiver où le soleil caresse et réchauffe, mais ne brûle pas.

On sait que quatre grandes vallées, arrosées chacune par un cours d'eau, quelquefois torrent impétueux, plus souvent ruisseau paisible et rare, partagent le territoire mentonais. Deux de ces vallées ont déjà été décrites, Careï et Menton, auxquelles naturellement la curiosité paie son premier tribut. Les deux autres, Gorbio et Borrigo, que leur éloignement et leur caractère font moins rechercher, méritent aussi qu'on se dérange pour elles. Elles ont des beautés d'un autre genre; et puis la nature est un si grand maître !

(1) Borrigo se dit aussi *Boirig*, nom dont l'étymologie est très incertaine.

Lorsque, en partant de Menton, l'on a passé le torrent de Borrigo, l'on rencontre une ancienne église, qui, fondée au quinzième siècle, était déjà célèbre au seizième : c'est l'église dite *la Madone*. Dans un de ces jours néfastes de 1529, où la peste ravageait toute la contrée, le frère cordelier Schiavone (1) s'en allait de la chapelle Saint-Ambroise à l'église de Carnolès. Il tomba soudain pour ne plus se relever. Depuis cet événement, la distance qui sépare la chapelle de l'église était chaque jour bordée de lumières. Ce fait surnaturel attira l'attention de plusieurs fidèles, qui s'approchant de plus près trouvèrent le cadavre du frère Thomas étendu par terre dans l'attitude de la prière. Ils le relevèrent, le déposèrent dans la chapelle de Saint-Ambroise, d'où les habitants de San-Remo, dit la légende, vinrent bientôt après le retirer furtivement pour le transporter dans l'église des Cordeliers de leur pays.

Laissant l'ancienne résidence de Carnolès, transformée en Casino et que vous connaissez déjà, avant que vous arriviez au torrent que couvre le pont de l'Union, vous trouverez un jardin qui appartient à la famille de Saint-Ambroise ; là, vous examinerez à loisir les restes d'un temple jadis consacré à Diane, et aujourd'hui chapelle tumulaire, quoique l'art n'ait rien fait pour lui et que

(1) Voir au chapitre VII de l'*Histoire*. — Non loin de l'église existait un couvent fondé à la même époque et qui fut occupé par les religieux de Saint-François jusqu'à la Révolution.

ce soit de la simple maçonnerie romaine. A l'angle de la maison attenante à ce petit édifice, sur de larges pierres sépulcrales, on aperçoit deux inscriptions, l'une, toute mutilée et presque entièrement effacée; l'autre, assez bien conservée, mais non entière, et qui porte ces mots :

TERTVLLINO

E V

— VLLINVS.

Examen fait de ces vieux souvenirs, vous vous dirigerez, en tournant à droite, vers la vallée de Gorbio; une succession de coteaux sablonneux et boisés lui imprime un caractère de sévérité qui augmente à mesure que l'on avance vers le village dont elle a pris le nom. Le torrent qui descend en bouillonnant sur un lit pierreux, est tantôt libre et affranchi de toute entrave, tantôt encaissé dans un canal interrompu; puis on le voit se diviser en deux branches et enfermer dans une île le village lui-même. Situé à l'extrémité d'un plateau élevé au milieu d'une imposante solitude, dans une position stratégique très remarquable, Gorbio est célèbre par le combat acharné soutenu, en 1746, par les Français contre les Austro-Sardes, et dans lequel périt le général Govanni. Les monts Agel, *Agger*, et Bäusson, *Mont-Gros*, le dominant. Si l'ascension de Roquebrune est pénible aux jambes délicates, celle de Gorbio ne lui cède pas en difficulté; ces deux pays sont frères, et le mot devient de plus en plus vrai aujourd'hui.

Il ne faut pas oublier l'antique résidence des Lascaris, avec sa tour armoriée et ses fenêtres en ogive; cette vieille habitation et la vue aussi variée que pittoresque que l'on découvre du plateau vous feront oublier la fatigue que vous aurez éprouvée par l'escalade de Gorbio.

Ne craignez pas de revenir sur vos pas pour aller visiter Borrigo; en ce beau pays, où la monotonie est inconnue, l'ennui ne vous prend jamais. Le Casino vous offrira, d'ailleurs, en passant, un repos agréable dont tout vous invitera à profiter. A deux pas de cet établissement est la vallée de Borrigo.

A proprement parler, cette vallée n'est qu'un immense lit de sable et de pierres rondes entassées par l'action des eaux, jusqu'au point où elle se divise en deux parties, sous deux noms différents : l'une, le val de Cabrolles; l'autre, le val des Châtaigniers. Rien de plus désolant que la vue de cette plaine sablonneuse, tantôt à sec, tantôt bouleversée par le courant. Le promeneur qui autrefois la traversait en tremblant appelait de ses vœux l'achèvement de la digue et la construction d'un pont qui aurait prévenu bien des malheurs. Si le gouvernement déchu fut bien coupable d'avoir négligé d'aussi indispensables créations, félicitons l'Administration du pays de les avoir réalisées; car cette vallée fut fatale à plus d'un voyageur, et plus d'un équipage s'est abîmé dans le torrent grossi par les pluies d'orage.

Le val des Châtaigniers, *Castagnié*, où l'on arrive par un chemin étroit qu'on prend de l'autre côté du torrent, tire, comme on le voit, son nom de quelques beaux arbres qui portent ce fruit si nourrissant et si commun dans l'Auvergne; ces arbres donnent à ce vallon un aspect mélancolique et original. Le val de Cabrolles, *Cabruère*, est plus mystérieux et plus accidenté; il chemine, tourne, s'élargit, se rétrécit, et va se confondre ensuite avec les monts. Un vieux pont de pierre conduit au hameau qui porte le nom du val. Ce hameau se compose de quelques maisons isolées, plus l'église et le presbytère, où le bon curé du lieu, à la mine ouverte et prospère, nous offrit autrefois son fin vin blanc avec une rare cordialité. Deux torrents rafraîchissent ces deux vallons, protégés par les montagnes de Sainte-Agnès, lesquelles dessinent un groupe de pics hérissés et déchiquetés, s'élevant en gradins jusqu'à un point culminant où se dressent les ruines d'un vieux château féodal. Derrière et près du castle est un village fondé par les Sarrasins.

En retournant à la ville par le val des Châtaigniers, vous emporterez le regret de n'avoir pas livré assaut à cette forteresse, à cette tour bizarre que le grand Ouvrier a placée là comme un trône au centre de tous ces géants qu'il a jetés autour d'elle. Mais Sainte-Agnès demande qu'on lui consacre tout un jour, et elle aime surtout à voir ses admirateurs avant le lever du soleil : aussi notre première course sera-t-elle matinale.

X

LA MONTAGNE DE SAINTE - AGNÈS.

ANNA ET HÂROUN.

Encore le val des Châtaigniers, mais cette fois sombre, menaçant et capable d'intimider les faibles ; car on devra le franchir à travers les dernières ombres de la nuit. Vous êtes au pied de la montagne. Après avoir tourné longtemps autour d'elle, après avoir gravi de rudes et étroits sentiers dont le dernier est décoré du nom de chemin, une ligne d'habitations symétriquement rangées se présente, et à leur tête, un clocher : c'est le village de Sainte-Agnès, qui n'a gardé aucun souvenir de son origine africaine. Sur le chemin des ruines, une grotte, aux brillantes stalactites, vous retiendra quelques instants ; puis, vous monterez bravement au sommet de la montagne pour assister au lever du soleil. La peinture avec ses saisissants effets, la musique obéissant au génie, la parole elle-même, toutes les forces dont l'homme dispose seraient impuissantes à décrire un pareil spectacle. Peut-être, malgré notre faiblesse, si nous avions eu le bonheur d'en être une seconde fois témoin, aurions-nous eu la témérité de tenter l'impossible ! Nous laisserons à d'autres cette tâche

difficile, qui exige avant tout l'inspiration du moment, et nous admirerons simplement et sans réserve ce que M. de Longpérier appelle « un des plus magnifiques panoramas qui se puissent imaginer. »

Ce qui reste du château de Sainte-Agnès reporte naturellement la pensée à cette époque de sinistre mémoire où le Sarrasin, établi dans une imprenable position, rendait toutes les contrées voisines ses humbles tributaires. Menace perpétuelle du côté du nord, sentinelle vigilante au midi, ce fort avait été posé là pour la domination.

C'est au sommet de cette échelle menaçante, sur l'emplacement même occupé par les ruines du castel, que, vers la dernière moitié du dixième siècle, un Africain célèbre avait assis sa puissance redoutée. Il commandait en maître à tous les chefs sarrasins qui l'avaient précédé dans ces parages : Èza, Saint-Hospice, Mont-Alban, la Turbie, tous ces lieux, transformés en autant de forteresses par les infidèles, s'inclinaient devant lui. A un signal donné, tous les vassaux de ce terrible suzerain accouraient à lui pour l'agression ou pour la défense; et ce pouvoir souverain que ses pairs lui avaient reconnu, il le devait moins à sa naissance, et à sa fortune qu'à ses exploits contre les chrétiens. Son audace était sans bornes, sa volonté inflexible et son cœur sans pitié. C'était au milieu de récits fabuleux

et héroïques qu'avait été bercée son enfance, et ses premiers regards dans la tente paternelle étaient tombés sur les dépouilles des vaincus. On l'avait vu de bonne heure se passionner pour les périlleuses aventures. Il se plaisait à entendre raconter les courses de ses frères contre les galères ennemies, et lorsqu'on lui parlait de leurs conquêtes en Espagne et sur les rivages provençaux, il tressaillait de contentement, il s'agitait comme le lion du désert aux cris de la gazelle, et témoignait hardiment son impatience de les imiter. De même qu'autrefois le jeune Annibal avait juré au pied des autels une haine implacable aux Romains, lui aussi, à l'âge où l'on peut à peine soulever une épée, avait juré, sur le tombeau de ses ancêtres et sur le Coran, une haine égale aux fils du Christ; et il s'était souvenu de son serment. Depuis qu'il avait franchi le détroit et pénétré dans les nouvelles possessions des Maures, mille fois il y avait signalé son courage, et Grenade et Cordoue lui avaient décerné plus d'un triomphe. Quand les mères de Valence pleuraient sur leurs filles enlevées, dans leur douleur on ne les entendait maudire qu'un nom : c'était le nom du jeune Africain. Hélas ! un seul espoir leur restait, l'espoir de la vengeance, à laquelle elles conviaient leurs fils ; car celles qui les auraient consolées ne devaient plus revenir ; leur deuil était éternel !

Fatigué de guerroyer dans la Péninsule, entreprenant comme un vrai fils de l'Atlas, Hâroun (ainsi s'appelait

le héros) résolut de changer de théâtre et de demander à la mer des dangers nouveaux et des émotions nouvelles. Le moment était bien choisi pour le métier de forban ; les flotilles barbaresques sillonnaient la Méditerranée, l'étendard musulman, victorieux et redouté, se promenait dans tous les golfes ; à Marseille, à Gênes, on s'entretenait avec effroi des captures faites par l'ennemi commun : navires enlevés, riches cargaisons perdues, chrétiens esclaves, telles étaient les paroles sinistres qui circulaient dans les ports. Les Africains se ruaient sur le commerce comme sur une proie assurée. Ce n'était pas assez pour leur audacieuse convoitise. Ils s'en allaient désolant tous les rivages et saccageant les villes qu'ils avaient surprises ; on eût dit que le vent de la colère céleste enflait leurs voiles et précipitait leurs pas. Depuis longtemps les côtes de la Provence et de la Ligurie avaient reçu la visite de ces terribles hôtes, le Grand-Fraxinet (1) était en leur pouvoir, et nul chrétien ne traversait l'*Alpe Summa* sans payer tribut.

La montagne de Sainte-Agnès n'avait pas encore été souillée par la présence des infidèles, quoique la colline

(1) M. Germond, de Saint-Tropez, qui a fait une étude particulière des localités, pense qu'anciennement il y avait un bois de frênes au fond du golfe, sur les bords de la mer ; que là se trouvait un village romain appelé *Fraxinetum*, et que les Sarrasins, après avoir ruiné ce village, ayant choisi sur les hauteurs un lieu pour en faire leur château-fort, lui donnèrent le nom de Fraxinet. — Voir Reinaud, *Invasion des Sarrasins*, pag 160.

où Menton est assis eût été déjà visitée par eux ; mais cette forte position devait bientôt tomber en leur pouvoir. Facile en était la conquête. L'effroi qu'ils inspiraient avait gagné tout le littoral ; entre Nice et Vintimille, entre Vintimille et Albenga, la solitude régnait. Les habitants des vallées s'étaient réfugiés dans les villes ou au-delà des versants maritimes. Un jour, sur les cimes des monts, furent allumés des feux d'alarme ; quelques pêcheurs avaient aperçu au large des voiles ennemies, et après avoir reconnu qu'elles étaient nombreuses et prêtes pour l'invasion, ils avaient signalé ce grand péril. En effet, Hâroun approchait avec une flotte formidable. Depuis un mois seulement il avait quitté le port de Melilla, et déjà des désastres sans nombre avaient marqué sa course. Sur ses galères encombrées d'un butin immense, on entendait nuit et jour les lamentations des captives et les chants de triomphe des corsaires. Parfois, afin de satisfaire aux caprices cruels de la femme du forban, de jeunes mères étaient amenées devant elle pour être frappées de verges et précipitées ensuite, le corps tout sanglant, au fond de l'abîme. Être chrétienne et être belle était aux yeux de Sarah un double crime que la mort seule pouvait expier. Et la mort était à ses ordres.

Parmi les jeunes filles qu'Hâroun retenait prisonnières sur sa capitane, se trouvait une vierge provençale d'une illustre origine et d'une beauté singulière. Le navire qui la conduisait en Espagne avait été surpris

par la flotte du forban , et à la suite d'une lutte acharnée dans laquelle son père et ses deux frères avaient péri , elle et ses serviteurs s'étaient vus transportés sur les vaisseaux ennemis. Hâroun avait été témoin de son courage et de son désespoir, et lui, d'ordinaire insensible au milieu du carnage , avait été saisi de pitié en voyant la pâleur sublime de celle qu'il venait de rendre orpheline , et , comprenant son malheur, il l'avait placée sous la protection de son épée. Déjà , et presque à son insu , il l'aimait.

Anna était belle, belle de cette beauté si rare qui est tout à la fois l'œuvre de l'esprit et de la matière , de la nature et de la vertu. Dans un corps d'albâtre , aux formes irréprochables , habitait une âme divine. Avant que le coup épouvantable qui la frappait n'eût déchiré son cœur , Anna était admirable à contempler. Son front était pur comme un ciel serein ; sa bouche semblait un sanctuaire du divin amour , et ses yeux paraissaient pénétrer les mystères éternels. On ne la voyait pas sans émotion , on ne la quittait pas sans regret ; elle faisait naître un désir qui n'était pas de la terre , et qui donnait comme un avant-goût des choses célestes. Mais déjà , comme elle avait changé ! Son visage était bouleversé comme une mer calme par une tempête soudaine , et le deuil l'environnait de toutes parts comme d'un linceul. Une langueur malade s'était emparée de tout son être : on l'eût prise volontiers pour l'ange de la souffrance et de la douleur. Les soins les plus assidus lui étaient

prodigués par le héros sarrasin , qui s'efforçait de ranimer et de consoler sa victime , car un secret pressentiment l'avertissait que la jeune captive déciderait un jour de ses destinées.

Vous êtes triste , seigneur , lui dit un soir Sarah , qui avait médité sa vengeance ; un mauvais génie vous assiège pendant le jour et vous ôte le repos des nuits. Et cependant Mahomet sourit à toutes vos entreprises ; il bénit tous vos travaux ; il met à vos pieds la fortune et la vie de vos ennemis. Tout se réjouit autour de vous ; vous seul êtes inquiet et sombre. D'où vient , seigneur , cette tristesse inaccoutumée ? Que vous est-il arrivé ? et désormais Sarah est-elle indigne de vous entendre ?

— Il est vrai , répondit Hâroun ; mais ne cherche pas , ô Sarah ! à sonder ce mystère ; car moi-même je ne puis le comprendre.

— Seigneur , avant votre dernière victoire , vous étiez ce héros ardent et joyeux que j'ai toujours aimé : aujourd'hui , je ne vous reconnais plus.

Le chef maure garda le silence.

— Vous ne répondez point , reprit Sarah , après une pause solennelle ; eh bien ! moi , je vous expliquerai le changement qui s'est fait en vous. Sur ce même navire qui renferme tout ce que vous avez de plus cher au monde : le Coran , votre vieille mère et la femme que vous avez choisie , se trouve une infidèle à laquelle vous donnez tous vos instants , toutes vos attentions.

- Sarah, qui t'a dit ces choses ?
- Mon cœur les a devinées. Se serait-il trompé ?
- Ton cœur t'aveugle et t'égare.
- Non ! non ! s'écria Sarah en proie à une agitation indicible ; mon cœur ne m'a pas trompée ! Vous aimez Anna ; vous l'aimez..... et elle mourra !

Cet arrêt de la jalousie révéla à Hâroun le péril qui menaçait sa protégée. Il abandonna Sarah à sa colère, et se précipita vers la cabine de la chrétienne. Là, un spectacle sinistre l'attendait : la vengeance de Sarah l'y avait précédé. Deux esclaves aux ordres de la terrible confidente venaient de lier les pieds et les bras de l'innocente captive, et s'apprêtaient, à la faveur de la nuit, à jeter la jeune vierge à la mer. En face de cet attentat contre son autorité qu'il croyait toute-puissante et contre les jours de celle à qui il avait assuré sa protection, Hâroun ne se contient plus ; il foudroie du regard les ministres téméraires de l'implacable mauresque, fait délivrer Anna par les mêmes mains qui l'avaient enchaînée, ordonne qu'on emprisonne les coupables, puis il retourne vers Sarah, et, sans dire un seul mot, sans prononcer une seule parole, il la fait saisir et garrotter. Le lendemain, dès l'aurore, trois femmes étaient amenées sur le pont, devant l'équipage assemblé, liées ensuite dos à dos et précipitées dans l'abîme.

La flotte approchait des côtes liguriennes. Le pilote

la conduisait dans les eaux de ce golfe magnifique , abrité contre les autans , que les Anciens ont si justement nommé le *Golfe de la Paix*. A la vue des monts escarpés et des pics menaçants qui le dominant, Hâroun , pareil à l'aigle , qui devine avec son œil perçant le lieu favorable où il posera son aire, Hâroun regarde et décide aussitôt qu'il plantera son étendard sur la colline connue dans le pays sous le nom de *Colline de Sainte-Agnès*. Il fait ensuite rassembler toutes les galères autour de la capitane , appelle trois cents de ses plus braves compagnons , leur déclare qu'il veut soutenir dans ces vallées l'honneur de l'Islam , et les invite à le suivre. Tous , tous à l'envi s'offrent à partager les dangers et la gloire de leur chef ; mais Hâroun leur répond que d'autres luttas les attendent dans les montagnes voisines , où les croyants triomphent déjà pour la sainte cause , et qu'ils doivent aller avec la flotte rejoindre leurs frères du Grand-Fraxinet , au golfe de Sambracie. A leur arrivée , ils diront qu'Hâroun guerroye dans ces montagnes , prêt à les aider de son intelligence et de son épée. Alors , les trois cents guerriers qu'il a désignés chargent sur les barques , vivres , armes et objets de campement ; puis ils y descendent les captives , garrottées , parmi lesquelles , humble et résignée , mais libre , se confond Anna , leur compagne fidèle ; car elle les aime comme ses sœurs de l'exil. Bientôt la petite flotille , saluée par mille clameurs enthousiastes , jette l'ancre aux bords du torrent le plus rapproché du cap.

La troupe maure s'avance ensuite vers la montagne. Nul obstacle devant elle; tout a fui à son approche; sa marche rapide est à peine retardée par les épaisses broussailles des vallées et par les pierres aiguës des torrents. En quelques heures, elle arrive au sommet de la colline qui plonge sur d'effroyables précipices, et bientôt elle dresse ses tentes nomades. Le lendemain, sont posées les premières assises de la forteresse, qui, deux mois après, s'élève comme un défi jeté à toute la contrée. Hâroun célébrait au milieu des chants et des danses de ses guerriers cet heureux achèvement, lorsqu'il reçut la visite des chefs de Saint-Hospice, d'Èza et du Grand-Fraxinet, qui venaient lui offrir le commandement de toutes les forces sarrasines. Le héros fut sensible à ce témoignage d'estime de ses pairs; il accepta, à condition qu'il dirigerait la défense seulement au jour du danger commun, et qu'il resterait, en attendant, au poste qu'il s'était choisi et désirait illustrer. Les chefs le remercièrent au nom de leurs frères absents, et après avoir échangé avec lui quelques armures, ils le quittèrent en glorifiant Allah, qui leur avait envoyé un pareil auxiliaire. Quand Hâroun jugea sa nouvelle position inexpugnable, il commença ses sauvages excursions. En organisant les massacres, en s'entourant de ruines, il pensait accomplir une œuvre pie et se rendre agréable au Prophète. N'avait-il pas lu et médité cette parole : « Grands et petits, marchez à la guerre sainte, et consacrez vos jours et vos

richesses à la défense de la foi ; il n'est point pour vous de sort plus glorieux » (1). Croyant aussi ardent que sincère, il attribuait à tout bon musulman la mission de l'ange exterminateur, et il craignait de ne l'avoir jamais assez bien remplie.

C'était au retour de ses expéditions, tout couvert encore du sang de ses victimes, que l'impitoyable africain se présentait devant Anna, sollicitant d'elle, mais en vain, un sourire, et lui offrant inutilement ses consolations. Entre elle et lui, il y avait une double barrière élevée par le sang et par la religion, et un miracle seul pouvait l'abattre. Si Anna voyait dans Hâroun un sauveur, elle y voyait aussi un meurtrier, le meurtrier de son père et de son frère, l'ennemi juré de la famille chrétienne. Son fanatisme lui inspirait de l'horreur et n'était point une excuse. D'ailleurs, quoi de commun entre le vautour et la colombe, entre le lion et la gazelle ? Qui rapprochera l'innocence timide et craintive du crime audacieux et fier de lui-même ? Qui unira dans la même sympathie et le même amour la vierge chrétienne et le corsaire musulman ?

Hâroun savait ces choses, et c'était-là son désespoir. Du jour où il avait vu Anna, il l'avait aimée, et cet amour qui l'avait envahi malgré lui et qu'il se plaisait à entretenir, pesait souvent sur sa conscience comme

(1) *Coran*, sourate IX, vers. XLI.

un remords. Il se reprochait, lui zélé serviteur du Prophète, lui qui avait sucé avec le lait la haine du nom chrétien, de ne pas repousser au loin cette affection sacrilège, d'hésiter entre sa religion sainte et un amour coupable; et cependant, il revenait sans cesse à la même pensée et au même amour. Anna avait été pour Hâroun comme une révélation subite d'un sentiment mystérieux, inconnu, plein de douceur et de charme, destiné à l'initier à une vie nouvelle. C'est qu'elle réunissait en elle deux beautés supérieures, la beauté du corps, qui passionne les faibles, et la beauté de l'âme, la noblesse du cœur, qui subjugué les forts. Le Sarrasin avait involontairement cédé à l'irrésistible impression qu'il avait ressentie à la vue de l'angélique créature; car jamais pareille apparition ne s'était offerte à lui sur le théâtre de ses luttes; jamais idéal aussi pur n'avait pris place dans ses rêves, n'avait été par lui soupçonné. Depuis quelques mois, une tristesse profonde désolait son être et avait comme anéanti ses facultés. Les combats ne lui plaisaient plus; il ne fouillait plus les profondeurs des vallées; il n'escaladait plus les monts pour y trouver un ennemi: l'amant passionné des luttes et du péril recherchait le repos et la solitude. Il avait appris presque avec indifférence les premiers revers des armes sarrasines. Ce changement extraordinaire inquiétait ses compagnons et paralysait leur courage, car leur chef, confiant et résolu, valait pour eux une armée.

Ses visites à Anna devenaient plus fréquentes. Chaque jour il lui consacrait quelques heures. Dans les longs entretiens qu'il avait avec elle, il lui parlait bien moins de son amour que du désir ardent qu'il éprouvait de la voir abjurer sa religion et embrasser l'Islamisme. De guerrier il s'était fait apôtre, et poursuivait, sans l'espérer, la conversion d'une femme. Telle était la pensée de ses jours et la préoccupation de ses nuits. Combien de fois lui avait-il déclaré qu'il mettrait à ses pieds son cœur et sa fortune, si elle adoptait le croissant et reniait la croix du Christ ! Mais Anna résistait à tous les assauts ; sa foi était impénétrable comme un mur d'airain, désintéressée comme le Calvaire. Aux pressantes sollicitations d'Hâroun elle répondait par des paroles qui témoignaient de ses inébranlables convictions. Elle exprimait avec bonheur à celui qui avait respecté son innocence, sa foi et sa vie, toute l'estime, tout le dévouement qu'elle portait à sa personne. Et puis, profitant de la liberté que lui accordait son visiteur, elle s'efforçait, dans un langage admirable, de lui prouver l'excellence de la doctrine évangélique, de sorte que les rôles changeaient et que la vierge se faisait apôtre à son tour ; et le héros la quittait toujours plus agité, toujours plus attaché à son idole nouvelle.

Un jour, à la suite d'une de ces longues conversations dans lesquelles sa passion ne faisait que se fortifier et grandir, Hâroun, fatigué de lutter toujours sans espoir de vaincre, n'apercevant plus de salut que dans

sa propre défaite, rentre dans sa chambre d'armes, appelle huit de ses plus dévoués compagnons, fait rassembler ses objets les plus précieux, ses diamants si nombreux qu'il aurait pu en composer une couronne, son or, ses riches armures, en emplit lui-même trois grands coffres qu'il scelle du sceau du Prophète, puis retourne auprès de la jeune vierge, pour laquelle il doit tout sacrifier, tout, croyance, drapeau, avenir; il la trouve à genoux, les yeux pleins de larmes et levés en haut : elle priaît pour lui. Ces larmes, cette attitude humiliée, cette aspiration vers le ciel, auquel l'orpheline semble demander une patrie, une famille, un appui, agissent puissamment sur le sarrasin et le disposent à faire passer dans sa voix toute la douceur dont sa rude nature est capable : — Anna, lui dit-il, tranquillisez-vous, je ne suis pas venu troubler longtemps votre solitude; vous priez votre Dieu pour qu'il vous vienne en aide, et peut-être m'amène-t-il aujourd'hui pour vous consoler et vous sauver. Vous savez que je vous aime; vous savez que ma fortune et ma vie sont à vous, et qu'il n'est point de sacrifice que je ne sois prêt à faire à cause de vous; maintenant, Anna, voulez-vous m'appartenir?

— Seigneur, répondit la jeune vierge, que cette déclaration formelle avait émue et n'avait point surprise, seigneur, vous êtes musulman et je suis chrétienne!

Ces simples paroles tombèrent sur le cœur d'Hâroun

comme une goutte d'eau glacée sur un charbon ardent ; elles le saisirent , mais aussi elles le ranimèrent et lui arrachèrent cette réponse brûlante : Je vous aime, Anna, je vous aime, et vous serez à moi. — Puis, il se recueillit quelques instants, comme s'il eût été effrayé de son audace, et bientôt continua en ces termes : Vous serez à moi, non comme une esclave, non comme une captive, mais comme une femme libre, comme une épouse honorée ; car je vous respecte autant que je vous aime. Écoutez : en vous demandant aujourd'hui d'unir votre destinée à la mienne, je savais quelles difficultés j'aurais à vaincre, quels obstacles à surmonter : j'avais tout prévu. L'objection si grave que vous venez de me faire, je la pressentais, je l'attendais, et j'y vais répondre : auparavant, laissez-moi vous remercier de n'en avoir pas trouvé d'autre au fond de votre cœur. Je suis musulman, dites-vous, et vous êtes chrétienne ; mon culte vous est abominable et votre foi m'est étrangère. Hélas ! je n'ai plus ni culte ni croyance ; vous m'avez tout enlevé. Je ne sais quelle puissance magique vous possédez, ni quelle influence surnaturelle vous exercez sur ceux qui vous approchent, mais dès que je vous ai vue, un changement extraordinaire s'est fait en moi, et ce changement, Anna, c'est vous seule qui l'avez produit.

— Seigneur, ce n'est point là l'œuvre d'une femme.

— Anna, c'est vous seule qui avez fait ce prodige. Vous avez, sans le vouloir, bouleversé mon être. Je

n'ai plus maintenant qu'une pensée, qu'une affection, qu'un culte : c'est vous. Pour vous il n'est rien que je ne fasse ; pour vous je m'instruirai dans la religion que vous professez, je renoncerai à la patrie, aux tombeaux de mes ancêtres, à la guerre qui est ma seconde vie ; j'adopterai le ciel qui vous a vue naître, et l'existence calme et douce à laquelle vous aspirez.

— Au prix d'un pareil sacrifice, dont je comprends la grandeur, Hâroun, je suis à vous.

Alors le héros abaissa sur la jeune chrétienne un de ces regards qui en disent plus que toutes les paroles, et en même temps il saisit sa main et la porta sur son cœur..... Ils étaient fiancés.

Le soir du même jour, à minuit, Hâroun, accompagné d'Anna, de ses huit serviteurs, de sa vieille mère et de deux femmes qui n'avaient pas voulu quitter leur maîtresse bien-aimée, sortait en silence du castel, se dirigeant vers la mer. Hâroun avait eu soin de tracer sur les murs de sa chambre d'armes quelques lignes prophétiques qui révélaient à ses compagnons la ruine prochaine dans ces contrées de la cause musulmane, et leur prescrivaient de se retirer sur le Grand-Fraxinet, où devaient se concentrer tous les efforts de la lutte. Quant à lui, ajoutait-il, il s'en allait où l'appelait Allah, le maître de toute destinée. Néanmoins, à cette heure suprême, les pensées les plus contraires l'assiégeaient ; tantôt, se reprochant de désertir cette forteresse qu'il avait construite de ses propres mains, et s'accusant

d'abandonner à leur mauvaise fortune ses vaillants amis qui avaient combattu avec lui les combats de la foi, il se considérait comme traître; tantôt, repoussant loin de lui tout ce qui ressemblait à un regret ou à un remords, il se représentait avec bonheur les jours heureux, les jours nouveaux qu'il allait passer avec celle que le sort avait jetée sur sa route aventureuse; il regardait sa fiancée, et soudain, regrets et remords, tout avait fui, tout était oublié. C'est au milieu de ce flux et reflux d'agitations opposées qu'il arriva à la tête de sa petite troupe sur les bords du golfe. Là, une barque aux formes légères et allongée comme une flèche, qu'il avait eu soin de faire construire en vue de ce départ furtif, l'attendait amarrée au rivage. Sur cette barque, à laquelle une voile latine et huit rames solides semblaient donner des ailes, avaient été déposées les richesses du guerrier. Hâroun, soutenant dans ses bras sa précieuse conquête, la seule qu'il tint à conserver, y monta le premier, suivi des femmes et de ses compagnons habiles au métier de la mer. En quelques heures, le vent d'Est les poussa à la hauteur du golfe de Sambracie, et ils purent même distinguer les feux de la célèbre forteresse. Ce fut-là la dernière épreuve réservée au héros déserteur, mais non sans doute le dernier remords. Le lendemain, le frêle esquif jetait l'ancre dans le port de Marseille, qui ne se doutait pas qu'elle recevait comme hôte un de ses plus implacables ennemis.

Anna alla aussitôt remercier le Ciel, qui l'avait sauvée de tant de périls. Elle entra avec son fiancé dans l'abbaye de Saint-Victor, visita avec lui les catacombes et s'agenouilla auprès des tombeaux des martyrs, en face d'un autel où un prêtre faisait descendre la Victime éternelle. Là, sur ce glorieux champ de bataille du Christianisme, elle se mit à prier avec cette ferveur qui fait violence à Dieu et lui arrache des miracles, demandant la conversion de l'infidèle. Lorsqu'elle eut terminé son ardente oraison, elle chercha Hâroun pour lui rappeler sa promesse; mais quel fut son étonnement quand elle vit, à l'angle d'une chapelle, le terrible sarrasin à genoux lui-même et priant! Sa promesse venait d'être remplie avant l'heure; il était chrétien! Le Ciel avait entendu la jeune vierge. Elle s'approcha de son fiancé, lui tendit la main et le releva, heureuse de ce grand œuvre; désormais la même religion les unirait dans le même amour. Tous deux sortirent du temple et se dirigèrent vers la demeure de la mère d'Anna. Mais le deuil et la mort l'avaient rendue silencieuse. A la nouvelle de l'épouvantable catastrophe qui lui enlevait tous les siens, la pauvre femme avait été brisée par la douleur, et la douleur l'avait tuée. L'orpheline versa d'abondantes larmes. Après avoir payé cette première dette à une mémoire chérie, elle se rendit avec Hâroun au palais de l'Évêque pour réclamer, à l'exemple des naufragés et des pèlerins, sa bienveillante protection. Ce jour-là était un beau jour dans la maison

du Pasteur : il avait réuni à sa table tous les seigneurs provençaux qui avaient juré de chasser les Africains de la Ligurie et des Gaules. Entre tous se faisait remarquer, par sa taille élevée et sa figure imposante, l'intrépide Vicomte de Marseille, Guillaume, qui devait commander l'expédition. Lui-même l'avait organisée, et il en était le bras et la tête. Dès que le Prélat eut appris le nom des visiteurs, il quitta la salle du festin, alla vers eux, entendit de la bouche d'Anna un court récit de ses infortunes, les embrassa et les bénit; puis, il revint tout ému apprendre à ses nobles invités la bonne nouvelle.

— Mes Seigneurs, s'écria l'Évêque, Hâroun est ici, et il est chrétien!

Au nom d'Hâroun prononcé avec force par le Pasteur, l'assemblée toute entière tressaillit; chacun mit la main sur son épée. Mais quand on eut connu l'histoire douloureuse de la vierge provençale et le but solennel de ce voyage, un cri d'admiration s'échappa de toutes les poitrines, et ce merveilleux événement apparut comme le présage certain d'une grande victoire. Tous promirent d'assister à la solennité de l'abjuration et du baptême, et de donner aux illustres fiancés des fêtes somptueuses. Quelque temps après. Hâroun, entouré des plus fameux guerriers de la Provence, abjurait entre les mains de l'Évêque cette même religion dont il s'était fait si longtemps le violent apôtre, et recevait le baptême; le lendemain, sa vieille

mère et ses serviteurs imitaient son exemple. Huit jours plus tard, Marseille célébrait joyeusement cette union qui avait coûté au Sarrasin tant de sacrifices ! Les seigneurs rivalisèrent entre eux de luxe et de magnificence dans les fêtes qu'ils donnèrent en l'honneur des deux époux ; mais Guillaume les surpassa tous. Il voulut les loger dans son palais, et Hâroun et le noble Vicomte échangèrent leurs plus belles armures. La Provence et le Languedoc s'associèrent à la joie enthousiaste de la cité phocéenne.

Les vœux du héros étaient comblés ; il goûtait enfin ce bonheur pur et tranquille que la vue d'Anna lui avait fait entrevoir et que sa possession avait réalisé. Parfois, en songeant à ses malheureux compatriotes si impitoyablement délaissés, et contre lesquels se préparait sous ses yeux une expédition formidable, un remords traversait son cœur et troublait le calme de ses jours. Hélas ! ces jours si désirés allaient bientôt finir. Hâroun ne devait pas longtemps survivre aux émotions qui l'avaient assailli ; les combats et les fatigues du corps l'avaient trouvé de fer ; les luttes du cœur l'avaient rendu faible et débile. Une femme l'avait vaincu, mais cette femme avait une mission, et cette mission devait s'accomplir. Ni les prières, ni les soins de sa chère compagne ne purent le soustraire au sort qui l'attendait ; il languit quelques mois, puis il rendit entre les bras du Christ son âme régénérée.

Marseille lui fit de magnifiques funérailles. Toutes

les paroisses , toutes les corporations , tous les citoyens de tout sexe et de tout rang assistèrent au convoi , dont le Vicomte avec ses officiers , l'Évêque avec son clergé , en grand deuil , ouvrirent et fermèrent la marche. Marseille semblait avoir perdu un de ses meilleurs citoyens.

Quand , peu d'années après , Guillaume eut délivré la Provence et la Ligurie des Barbares (1) , quand eut été ainsi accomplie la prophétie d'Hâroun , Anna , qui avait déjà enseveli sa douleur dans une profonde retraite , résolut de rompre entièrement avec le monde et de finir ses jours sur les lieux mêmes de son exil. Elle partagea ses biens entre l'église Saint-Victor et l'église de Vintimille , et vint se retirer dans la vallée des Châtaigniers , au pied de cette colline où elle avait tant pleuré et tant prié. Sur le versant qu'occupe le village , elle fonda une chapelle où elle allait souvent demander à Dieu la conversion des Maures : de cette chapelle on ne retrouve pas même des ruines !

Depuis longtemps , Anna n'était plus considérée

(1) Les Sarrasins de la montagne Sainte-Agnès se retirèrent , selon le conseil de leur chef , au Grand-Fraxinet. Quelques-uns cependant allèrent prendre possession des premiers établissements fondés vers la fin du huitième siècle par leurs compatriotes sur la colline où Menton est posé : établissements que la terreur inspirée par les armes de Charlemagne leur avait fait abandonner. Depuis lors , des pêcheurs s'y étaient fixés ; mais les invasions nouvelles des barbares les en avaient chassés. Les Sarrasins de Sainte-Agnès qui s'y réfugièrent , ne tardèrent pas à se convertir au Christianisme ; ils s'unirent ensuite à des familles liguriennes , et adoptèrent cette contrée pour patrie.

comme une simple femme, mais comme l'ange gardien de la contrée, et les habitants de ces montagnes que le fer avait épargnés, attribuèrent à sa puissante intervention l'expulsion définitive des infidèles. Lorsqu'ils ne la virent plus visiter leurs pauvres demeures ni prier à la chapelle, ils ne pensèrent point qu'elle eût pu mourir : pour eux, le bon génie de la colline était remonté vers les cieux ! (1)

Lorsque vous aurez accordé aux ruines de Sainte-Agnès l'attention qu'elles méritent, vous songerez au retour, et redescendant par un chemin rapide taillé

(1) M. Alfred de Longpérier, dans sa savante et spirituelle brochure *L'Hiver à Menton*, écrit à la page 37 :

« Au sujet de ce château presque inaccessible, M Abel Rendu, en véritable poète qu'il est, a publié une légende tirée, dit-on, d'un roman du très fécond Auteur des *Trois Mousquetaires*. Cette jolie composition mérite assurément de trouver une mention qui la concerne ici ; elle nous inspire surtout le vif regret de ne pouvoir la reproduire sans la défigurer, en raison de l'exiguité de notre cadre. »

M. de Longpérier nous permettra d'abord de le remercier de l'attention qu'il a bien voulu accorder à cette humble production pour laquelle nous réclamons toute l'indulgence du lecteur. Il nous pardonnera ensuite de lui faire remarquer que nous n'en avons emprunté le sujet ni à une légende, ni à Dumas, ni à un écrivain quelconque ; nous n'en avons même trouvé la donnée nulle part. Une étude approfondie de l'époque sarrasine nous a seule suggéré la pensée de cette modeste histoire, qui, si elle n'est pas vraie, est au moins vraisemblable. M. de Longpérier l'a qualifiée de légende : cet éloge d'un écrivain aussi distingué nous suffit.

dans ce gigantesque rocher sommé d'une croix, vous marcherez sans oublier le conseil précieux rappelé par M. de Longpérier : *Que l'homme élevé veille pour ne pas tomber !* (1). Mais laissons cet excellent guide vous reconduire lui-même à Menton :

« Bientôt, au moyen de degrés taillés dans la roche même, vous arrivez au bas de cette première masse, très étonné de vous trouver si promptement au-dessous des nuages que vous dominiez quelques instants auparavant. Ici a été construite une petite chapelle consacrée à Sainte Lucie.

Ceux qui ont fondé cet oratoire, humble comme la prière, paraissent avoir mis de côté toute idée d'établir une lutte insensée entre leur modeste édifice et l'œuvre gigantesque du Créateur, qui lui sert d'abri; mais une compensation existe, sans doute; car les pieuses pensées ne prennent là, bien sûrement, qu'un point de départ, et la foi qui les inspire et les fortifie doit les aider à franchir l'espace en les faisant arriver au ciel.

En cet endroit, il vous serait possible, non pas très facile, de gagner le hameau de Cabrolles. Néanmoins, nous préférons de toute manière revenir directement à Menton par la verte et agréable corniche que vous offre la rive gauche du val des *Primevères*. »

(1) *Qui stat, videat ne cadat.*

XI

GARAVAN. — LE PONT SAINT - LOUIS.
LES GROTTES.

Celui qui voulant échapper aux étreintes de sa chambre et ressentir plus intimement l'influence d'un soleil réparateur, sans pourtant s'exposer à l'action d'une atmosphère trop libre, peut diriger ses pas le long du quai Napoléon, et gagner lentement le quartier de Garavan et des Cuses, si bien abrité du Nord; la température, partout si douce dans cette contrée, y est vraiment exceptionnelle. Avant d'arriver à cette *Petite-Provence* (1), il trouvera une promenade ombragée par des oliviers qui veillent sur des tombeaux, et qui est très favorable aux sévères méditations; au bas est le rendez-vous des convalescents et de tous ceux qui aiment à tromper l'hiver. Et puis, quel magnifique tableau que celui qu'il aura à contempler! Menton, couronné par son temple et le vieux château, et qui est comme suspendu au-dessus des flots; la vieille tour, sentinelle avancée de la Cité; le Berceau, *lo Bress*,

(1) Nom donné à l'une des extrémités du Jardin des Tuileries, exposée au midi et fort recherchée des promeneurs.

dont les deux pics jumeaux s'élancent au-delà des nues ; d'une part , les sommets dépouillés et labourés par les eaux ; de l'autre , les riches massifs du *Pian* , la Plaine. et ces milliers de citronniers des Cuses (1) ; plus loin , le pont Saint-Louis , œuvre hardie du premier Empire ; enfin , la mer et ses douces caresses et ses sinistres colères ; tout cela est beau , tout cela inspire et enchante.

C'est au Pian que nous placerions volontiers une création admirable pour les bienfaits qu'elle pourrait produire et pour le bien-être qu'elle répandrait autour d'elle , création que tous les lieux privilégiés possèdent , que tant d'autres envient : il s'agirait d'un vaste établissement qui serait tout à la fois une maison de santé et un hôtel. En présence d'un succès certain , de timides essais et des tâtonnements ne conviendraient point ; il faudrait qu'on procédât hardiment et qu'on élevât un monument véritable. Nous comprenons une hôtellerie immense où toutes les nécessités seraient prévues , tous les désirs exaucés , toutes les aises , toutes les exigences satisfaites ; une hôtellerie telle , enfin , que la veulent les enfants du siècle. Divisée en deux parties distinctes , elle présenterait : ici , la maison des voyageurs , maison commode , faite pour les grandes et les petites fortunes : là , celle des riches malades , laquelle offrirait toutes les ressources , toutes les distractions : potager , basse-

(1) Cuses , *Chiuso*. Ce nom a été donné à ce quartier parce qu'il est abrité contre le Nord et exposé comme une serre.

cour, vacherie, jardins, bosquets, bains, journaux, bibliothèque, chevaux, voitures, jeux variés; enfin, barques, avec leurs filets et leurs lignes. Oui, nous comprenons un établissement pareil, et nous ne savons pas de spéculation meilleure. A l'hôtel serait réservée une partie des voyageurs qui courent vers l'Italie, et pour lesquels Menton serait une délicieuse station; la Maison de santé attirerait ces nombreux valétudinaires qui, pareils aux plantes des Tropiques que le moindre froid tue, se dérobent à l'hiver et cherchent à grands frais un climat qui leur rende la vie. Certes, ils pourraient à loisir respirer ici un air tiède et se consoler de l'exil en passant sous un ciel propice des jours faciles.

Pendant l'Été, cette maison ne demeurerait point vide; la plage qui s'étend devant elle serait foulée par les pieds les plus délicats, et l'on verrait cette partie du golfe, qui semble avoir été créée pour les plus timides baigneurs, battue en tous sens par les courtisans de la mer. Entre la société choisie qui en toute saison peuplerait cette maison-modèle, et l'excellente société de Menton, il s'établirait un commerce charmant au profit de la santé et de l'intelligence. Le pays tout entier y trouverait son compte, et le pauvre ne serait pas oublié; car le pauvre doit toujours marcher en première ligne. L'idée que nous émettons n'est pas une rêverie creuse, un projet impossible, mais une idée pratique, féconde, qui se changera en fait dès qu'un capitaliste comprenant les solides avantages qu'elle présente, la

réalisera sur une vaste échelle, seule condition du succès. Un peu de hardiesse est nécessaire, et elle n'est pas ici compromettante.

Garavan, ancienne station de la Douane piémontaise, a été transformé en élégant faubourg. Plus loin, ce sont les Cuses, et enfin le pont Saint-Louis, qui plonge sur des abîmes bien capables d'appeler les investigations du savant et la curiosité du touriste.

Le pont Saint-Louis, devenu un lien officiel entre la France et l'Italie, lien surtout fraternel, et qui ne sera jamais brisé, a été jeté sur une route taillée dans le roc à 33 mètres au-dessus du lit du torrent. Sa vue donne je ne sais quel frisson subit dont ne peuvent se défendre les plus flegmatiques et les plus hardis. Qui, en effet, entendra sans émotion la voix de la cascade tombant d'une effrayante hauteur au fond du gouffre qu'elle s'est creusé elle-même ! Ces rochers bronzés, aux formes étranges, dont plusieurs semblent suspendus et prêts à s'écrouler, ne conseillent-ils pas une admiration prudente et respectueuse ? Peut-être le sentier qui gravite, à gauche, est-il l'œuvre de ces hommes d'autrefois qui s'y confiaient sans doute aussi sûrement que le danseur à sa corde ou le dandy à la route de la Corniche ? Si hospitalier qu'il leur ait paru, nous déclarons, sans rougir, qu'à l'instar de la grotte de l'ermite Bernard, il nous a fait peur, et qu'il en effraiera bien d'autres. Aussi admirons-nous sans réserve l'im-

perturbable sang-froid de celui qui ose s'y hasarder. M. de Longpérier, qui, en voyageur accompli, a tenté aussi cette expérience, raconte ainsi ses impressions du moment :

« Certes, il était très curieux, fort beau même, de parcourir en serpentant les flancs abrupts de l'abîme ; toutefois, il nous parut moins noble de ramper sur les genoux, quand la masse compacte des rochers ne permit plus de marcher autrement..... Enfin, la tête relevée, ayant monté de prétendues marches formant d'étroits degrés, pour lesquels Pluton, qui doit habiter le quartier, n'a pas, hélas ! prié Vulcain de lui forger le moindre garde-fou — assurément, en cet endroit, les rampes devraient toutes s'appeler ainsi, — après une série d'émotions véritables, de vagues désirs de retourner bravement sur nos pas, nous fûmes, non pas charmé de cette course d'acrobate, périlleuse et sans gloire, mais heureux d'arriver au bout et de nous trouver dans une vallée *honnête* cachée derrière ces immenses rochers, au bas desquels on respire encore bien plus librement qu'à leur sommet » (1).

Puisque vous êtes au pont Saint-Louis, vous ne devez pas retourner à la ville sans avoir visité les *Grottes* (2). En suivant l'ancienne voie Julia-Augusta,

(1) *L'Hiver à Menton*, page 103.

(2) C'est à M. Antoine Grand, de Lyon, qu'on doit la découverte de ces grottes.

par un sentier rocailleux, vous arrivez aux Grottes, qui se trouvent le long de la mer; les rochers rouges qui se dressent devant vous en seront les plus sûrs indicateurs. En songeant un instant à ces cavernes mystérieuses, l'imagination vous transporte au temps où de féroces animaux, et plus tard d'intrépides humains y avaient établi leur sauvage retraite; on rêve alors aux souvenirs qu'ont pu laisser de leur passage ces terribles hôtes; on se représente les rudes combats qu'ils se sont livrés entre eux, et on se prend à admirer l'homme, faible roseau « mais roseau pensant » (1), restant vainqueur et arrachant un abri à toutes les forces de la nature réunies contre lui. Liguriens des temps primitifs, que les Anciens nous font voir « nus ou couverts de peaux, et nourris de reptiles » (2), vous, si faciles sur le choix d'une demeure, quelle serait votre stupeur à l'aspect de ces confortables villas semées aujourd'hui au pied des monts que des forêts seules couvraient alors, en face de ces enfants de la civilisation et du progrès!....

Les Grottes de Menton sont au nombre de cinq, toutes fort curieuses. Nos lecteurs nous sauront gré de mettre sous leurs yeux une partie de la Notice du savant M. Forel (3), qui est parvenu à lire dans les abîmes

(1) Pascal, *Pensées*.

(2) Hérodote, liv. CLXXXIII.

(3) *Notice sur les instruments en silex et les ossements trouvés dans les cavernes de Menton*, par M. Forel, président de la *Suisse Romande*; Moges, 1860; — citée par M. de Longpérier.

et le passé de ces cavernes comme dans un livre ouvert :

« Lorsque je pénétrai pour la première fois dans les cavernes, je fus frappé par la présence de quelques éclats de silex qui me firent aussitôt soupçonner l'existence d'instruments de l'âge de la pierre. Mon attente ne fut pas trompée ; car en remuant le sol, j'y découvris un grand nombre de silex évidemment façonnés par la main des hommes ; j'y trouvai en même temps une grande quantité d'ossements brisés, de dents d'animaux, de coquillages, de débris de crustacés et de morceaux de charbon, qui me parurent y avoir été déposés à la même époque.

« J'étais, à n'en pouvoir douter, dans une des demeures occupées jadis par les premiers habitants de la Ligurie, et je vis que, malgré les modifications apportées par les siècles postérieurs, il restait assez de traces de l'existence de ces peuplades primitives, pour pouvoir prendre le passé sur le fait. Il y avait là l'objet d'une étude intéressante au double point de vue de l'archéologie et de la paléontologie.

« Les objets que j'ai recueillis se sont trouvés principalement dans la troisième et la quatrième caverne, en commençant à les compter du côté de Menton. La troisième mesure environ 6 mètres de largeur, sur 10 de hauteur et 15 de profondeur. On avait pratiqué un four à chaux près de son ouverture ; mais le sol placé en arrière était demeuré dans son état primitif. Les silex

et les ossements s'y sont rencontrés dans toute l'épaisseur d'une couche d'un mètre et demi de profondeur, composée d'un sol terreux, mélangé çà et là de pierres et de morceaux de roc. Au-dessous d'un mètre et demi, je n'ai trouvé ni ossements ni silex.

« La quatrième caverne mesure environ 2 ou 3 mètres de largeur à l'ouverture, sur 15 de hauteur et 25 de profondeur; elle s'élargit considérablement, à mesure que l'on avance dans l'intérieur. Le niveau du sol paraît avoir été abaissé d'une certaine quantité, à en juger du moins par quelques incrustations calcaires qui étaient restées attachées aux parois, et dans lesquelles se sont trouvés des ossements fossiles. On peut présumer, sans toutefois en être sûr, que cet abaissement a été produit par le passage de quelques eaux courantes.

« Cette caverne a présenté un certain nombre de silex et un nombre considérable d'ossements, répartis dans une couche superficielle d'un demi-mètre d'épaisseur. Les fouilles pratiquées au-dessous de cette couche n'ont amené la découverte d'aucun objet qui mérite d'être signalé.

« La première caverne renfermait aussi des silex et des ossements, mais une partie du sol avait été excavée pour faire place à un four à chaux. La seconde avait été entièrement excavée; mais l'on remarquait aussi un certain nombre d'éclats de silex dans le terrain qui paraissait en avoir été sorti. La cinquième est presque entièrement obstruée par des amas de matériaux tombés

de la montagne. Toutes ces grottes sont naturelles et se trouvent dans un calcaire compacte que MM. Élie de Beaumont et Dufrenoy, dans la *Carte géologique de France*, ont rapporté à la craie inférieure.

« J'ai recueilli les débris d'animaux propres à être facilement reconnus. Grâce aux indications de deux savants, MM. E. Dumas et Pictet — ajoutée modestement M. Forel — il m'a été possible de reconnaître les espèces suivantes :

« MAMMIFÈRES : 1° Le cerf, *cervus elaphus*, reconnu par un grand nombre de molaires, d'incisives et de fragments de mâchoires ou de cornes ; 2° le chevreuil, *cervus capreolus* ; 3° un ruminant appartenant au genre mouton, *ovis* ; 4° un ruminant d'une taille plus petite ; un bœuf de grande taille, signalé par la présence d'une molaire de la mâchoire inférieure ; cette dent ressemble à celles qui ont été trouvées dans un grand nombre de cavernes, et que l'on s'accorde généralement à rapporter au *bos primigenius* ; 6° le cheval, *equus caballus* ; 7° le sanglier, *sus scrofa* ; 8° un carnassier de grande taille ; 9° le loup, ou chien de grande taille ; 10° le chien de moyenne taille ; 11° le chat sauvage, *felis catus* ; 12° le lapin, *lepus caniculus* ; 13° un animal de l'ordre des cétacés (peut-être un cachalot), signalé par un fragment de vertèbre. Ce fragment, très incomplet, doit avoir été apporté par les hommes ; car on ne trouve rien qui indique que la mer ait pénétré dans les grottes à l'époque où les débris y ont été déposés.

« MOLLUSQUES : Outre les mammifères ci-dessus, nous avons reconnu la présence d'un grand nombre de coquillages servant à la nourriture de l'homme et appartenant à des espèces actuellement vivantes. Ce sont : 1° le dentale, *dentalium elephantinum* ; 2° la patelle, *patella punctata* ; 3° le peigne, *pecten jacobus* ; 4° le pétoncle, *pectunculus glycymeris* (Lam.) ; 5° enfin, une espèce de monodonte et des moules.

« Nous avons recueilli un grand nombre de fragments de silex, parmi lesquels on peut reconnaître des pointes de flèche ou de hameçon, des pointes de javelot, et une certaine quantité d'instruments tranchants que l'on désigne sous le nom de *coins* ou de *couteaux*. Tous ces instruments sont de petite taille, car ils n'excèdent point huit ou neuf centimètres de longueur, et sont d'une fabrication très grossière. Nous en avons trouvé beaucoup d'autres brisés et un nombre encore plus grand d'éclats informes, ce qui démontre que c'était dans les cavernes que les habitants de l'époque primitive se livraient à la fabrication de leurs grossiers outils..... Chaque chasseur ou guerrier devait donc aussi bien connaître l'art de fabriquer ses armes que celui d'en faire usage. »

Les grottes de Menton doivent-elles contribuer à la solution du problème de l'existence de l'homme antédiluvien et contemporain des mammifères fossiles ?

C'est ce que l'avenir nous apprendra. Mais qu'une lumière nouvelle jaillisse de ces profondeurs, ou que ces grottes se taisent, il n'en est pas moins vrai que cette question si intéressante et si discutée est aujourd'hui pleinement résolue, et que la prédiction du savant M. Boucher de Perthes est accomplie (1). La géologie peut désormais, comme la Bible, affirmer l'existence de l'homme avant le déluge; elle aurait mauvaise grâce à nier. Les preuves aussi authentiques que concluantes citées à l'appui de cette opinion par M. de Longpérier en font une vérité qui ne s'impose pas seulement aux hommes *de bonne volonté*, mais aux maîtres de la science, à la science elle-même.

(1) M. Boucher de Perthes, auteur des *Antiquités Celtiques et Antédiluviennes* et de beaucoup d'autres ouvrages spéciaux, a formé à Abbeville un vaste Musée où il a réuni les preuves les plus rares et les plus solides à l'appui de ses savantes découvertes. — Voir, pour plus de détails, *l'Hiver à Menton*, où sont également rapportées les importantes découvertes de MM. le marquis de Vibraye et du docteur Amiel d'Aurignac.

XII

VINTIMILLE. — LA BORDIGHÈRE.

Du pont Saint-Louis à Vintimille et à la Bordighère, la distance à parcourir est assez longue, le pays présente assez d'intérêt pour que le promeneur consacre à cette excursion tout un jour. Nous lui conseillerons même de ne pas se confier à ses jambes, si solides qu'elles soient, mais à un bon véhicule qui lui fera gagner un temps précieux dont il trouvera facilement l'emploi.

Avant d'arriver à la ville des Intémiliens, nous aurons à signaler une vieille tour, appelée *la Tour des Corses*, ancien poste militaire établi par ces insulaires ; puis, sur le même versant, quelques maisons éparses çà et là, dont l'ensemble est connu sous le nom de village de *Grimaldi* ou de *Figunia*. Mais ce qui nous a le plus frappé, c'est le contraste offert par deux vallées qu'une simple montagne sépare : la vallée triste et désolée de *Sorba* et la vallée de *Latte* (1), si riche et si bien nommée. On passe du désert à la Terre promise.

(1) *Latte*, lait.

Voici Vintimille, une des cités les plus connues de l'Ancien-Monde, conquise d'abord par les Romains, puis par les Goths, puis par les Lombards. Elle vécut pendant un siècle et demi de sa vie propre, sous d'illustres seigneurs, revêtus du titre de comte, et dont les derniers descendaient, par les femmes, des Lascaris et en portaient le nom. En 1222, cette ville tomba au pouvoir des Génois, qui furent contraints de l'abandonner à Charles d'Anjou; mais ils ne tardèrent pas à la recouvrer. Longtemps après elle passa sous la domination de la Maison de Savoie, qui l'a toujours conservée.

Sans parler de ses imposantes fortifications, qu'une politique hostile et jalouse dirigea autrefois contre la France, mais dont les canons ne seront jamais chargés contre elle, Vintimille possède des monuments dignes de fixer l'attention. Il en est deux surtout qui doivent être signalés : ce sont, l'église de l'Assomption, temple consacré jadis à Junon, et l'église Saint-Michel, autre temple dédié à Castor et Pollux. Dans la nef du premier, qui est aussi la cathédrale, on voit, à droite, en entrant, scellée dans la muraille, une pierre avec cette inscription :

IVNONI REGINAE SACR
 OB HONOREM MEMORIAMQVE VERGINIAE P. F.
 PATERNAE P. VERGINIUS RHODION LIB. NOMINE
 SVO ET METILIAE TERTVLLINAE FLAMINIC [AE] VXORIS
 SVAE ET LIBERORUM SVORVM VERGINIORVM QUIETI
 PATERNAE RESTITVTIAE ET QUIETAE
 S. P. P.

Voici la traduction proposée par M. de Longpérier, et que nous adoptons :

CONSACRÉ A JUNON REGINA
 EN L'HONNEUR ET A LA MÉMOIRE DE VIRGINIE PATERNA
 FILLE DE PUBLIUS.
 PUBLIUS VIRGINIUS RHODION, AFFRANCHI,
 A ÉLEVÉ CE MONUMENT DE SES PROPRES DENIERS,
 EN SON NOM, AU NOM DE SA FEMME METILIA TERTULLINA FLAMINICA
 (DE FAMILLE FLAMINIENNE ?)
 ET DE SES ENFANTS
 QUIETUS, PATERNA, RESTITUTA ET QUIETA.

La chaire, véritable objet d'art, et le baptistère, antiquité chrétienne d'un prix inestimable, sont les œuvres les plus remarquables de ce temple.

La même route que vous avez prise pour aller à Vintimille conduit à la Bordighère par le pont sans fin de la Roya. Tout à l'heure vous quittez les orangers et les lauriers-roses, et voilà que vos yeux sont éblouis par les saisissants effets de la neige qui couvre les hautes montagnes à l'extrémité de l'horizon. Après avoir accordé quelques instants aux découvertes faites, en 1832, dans la plaine de la Nervia, vous reprendrez le chemin de la Bordighère, où vous vous hâterez d'arriver, ne serait-ce que pour éviter la vue d'un sol stérile et l'action d'un vent âpre qui se donne ici libre carrière.

Encore quelques pas, et vous rencontrerez l'Afrique, moins le siroco et les Arabes, deux fléaux passablement redoutés. De magnifiques palmiers, avec leurs

régimes pendant en grappes au-dessous des palmes qui les abritent, sollicitent de loin votre arrivée dans les beaux jardins du Consul de France, M. Moreno. C'est sur la propriété de cet homme excellent, dont la science horticultrale égale l'obligeance, que vous admirerez à loisir un véritable bois de ces arbres rares et en quelque sorte sacrés, puisque les peuples firent, de tout temps, hommage de leurs produits à la Divinité. Ne rappellent-ils pas aux Chrétiens le touchant triomphe qui précéda la passion de l'homme-Dieu ? Et l'honneur de fournir à Rome, pour le dimanche des Rameaux, ces palmes si merveilleusement tressées, ne leur est-il pas réservé ? (1)

(1) Voici le fait qui a donné naissance à ce noble privilège : Sixte-Quint avait chargé l'architecte Fontana de la translation et de l'érection d'un obélisque pesant 958,148 livres, sur la place Saint-Pierre. A l'aide de machines aussi ingénieuses que puissantes, de cent quarante chevaux et de neuf cents hommes habilement dirigés, le monolythe avait été miraculeusement conduit sur sa base, en présence d'une multitude immense à laquelle un silence absolu avait été commandé, sous les peines les plus fortes : de ce silence le succès de l'opération pouvait dépendre. Un instant, elle parut compromise ; les cables étaient distendus, l'un d'eux venait de se rompre, tout était perdu ; Fontana le savait. Tout à coup un cri se fait entendre : *Acqua alle corde !* de l'eau aux cordes !

L'architecte comprend le conseil sauveur : il fait mouiller les cables, qui se ressèrent, et bientôt après l'obélisque s'assoit triomphalement sur son piédestal, pour y défier les siècles !

Que fit Sixte-Quint ? Il envoya quérir l'homme dont la sublime inspiration avait assuré le succès de l'entreprise, et lui demanda quelle récompense il désirait. L'inconnu (c'était un nommé Bresca, de San-Remo) répondit très humblement au Saint-Père

La Bordighère ne possède ni antiquités ni monuments ; mais l'admirable panorama que l'on découvre de l'extrémité du Cap est peut-être le plus beau que puisse offrir la Rivière de Gênes.

qu'habitant un pays où des palmiers d'Afrique , souvenir des Croisés , existaient et se perpétuaient en grand nombre, il désirait que Sa Sainteté daignât lui accorder à lui et aux siens le privilège de fournir seuls les palmes en usage à Rome le jour des Rameaux. La demande fut accueillie , et un bref confirma le privilège. Depuis lors , San-Remo eut l'insigne honneur d'apporter à Rome les palmes destinées à l'anniversaire de l'entrée solennelle du Christ à Jérusalem.

XIII

ROUTE DE MONACO.

LES SPÉLUGUES ET LA ROULETTE.

LA VALLÉE DE GAUMATES.

Il est temps de visiter le Port-d'Hercule — Monaco — auquel vous devrez consacrer une journée entière. Reprenez donc le bâton de pèlerin, et dirigez-vous vers ce monticule que nous avons nommé *l'Observatoire* : là, vous suivrez le chemin qui se rattache à la route principale. Séparée de la mer par une langue de terre bien cultivée, la route de Monaco est semée d'accidents variés et pittoresques. Elle court d'abord tout d'un trait jusqu'à un torrent qui gronde et s'échappe à travers la montagne; puis, elle côtoie les murs-fontaines et les bassins dont les eaux fertilisent le territoire, et rencontre un nouveau torrent qui se précipite dans une vallée verdoyante. Après avoir passé la chapelle de Saint-Roman, frontière actuelle de la Principauté, et dont la fête réunit, chaque année, un grand nombre d'habitants des pays voisins, d'énormes rochers frappent les regards; gravissez alors l'espace qui vous en sépare, et allez constater les traces d'une muraille romaine, limite présumée des Liguries et des Gaules.

Sous Auguste, depuis cet endroit jusqu'au rivage, avaient été échelonnés des postes militaires désignés sous le nom de *Vigiliæ*, Veilles, nom que ce quartier a toujours conservé. On découvrit, il y a trente ans, dans le voisinage, une pierre milliaire qui, d'abord, charriée jusqu'au port de Monaco, où elle gisait abandonnée, fut ensuite, sur les instances du comte de Cessoles, transportée et recueillie dans une des salles basses du palais des Princes. Sur cette pierre, haute de deux mètres, on lit l'inscription suivante :

IUL CAESER
 AUGUSTUS IMO. $\overline{\text{X}}$
 TRIBUNITIA
 POTESTATE $\overline{\text{X}}$ I.
 DCI.

Reprenant ensuite la route que vous aviez quittée, vous rencontrez *les Moulins*, agglomération de quelques usines destinées à broyer les olives de la contrée et à fabriquer des huiles. Maintenant, regardez du côté de la mer ces trois petits mamelons qui forment une gracieuse presqu'île ; la Poésie y placerait son ermitage, si elle était moins ambitieuse aujourd'hui. Encore deux torrents, et vous approcherez d'un ravin de sombre mémoire, qui fut le tombeau de tant de soldats français assassinés par les Barbets (1) : c'est *le Fond de Vine* ;

(1) Voici ce que nous apprend sur les Barbets, dans sa *Chorographie du Comté de Nice*, l'historien Louis Durante : « Lorsque

prenez vite, car cet endroit porte malheur. Montez plutôt *aux Spélugues*, le plus riche plateau de ce coin de terre, dont la végétation luxuriante peut rivaliser avec celle de Banastron et du cap Martin.

Hélas ! faut-il que non loin des maisons rustiques et des villas modestement cachées dans l'épaisseur des fourrés, Satan, qui veille partout et toujours, ait installé avec toutes ses vulgaires séductions une de ses industries les plus funestes. C'est là, dans ce lieu paradisiaque où la nature a accumulé les plus rares merveilles, autour duquel se réunit ce qui fait la perfection d'un paysage : montagnes, mer et ciel bleu ; dont le sol, rafraîchi par des eaux limpides, s'abrite sous le caroubier, l'olivier géant, les arbres aux fruits d'or, le figuier et la vigne ; dont l'air si pur ne fut jamais agité que par la voix des vents et des torrents, ou par le chant des oiseaux et des jeunes filles ; c'est là, dans ce petit Eden, que le génie du mal a établi, sous la dénomination de Casino, *une Maison de jeu!*...

L'invasion de 1792 fit organiser le corps des milices désignées sous le titre injurieux de *Barbets*, ces montagnards se livrèrent, il est vrai, à des actes de cruauté et de rapines ; mais faut-il juger de la moralité d'une nation lorsque les torches de la discorde et le volcan des révolutions répandent leurs feux dévorants et leur lave brûlante ? C'est comme si l'on voulait caractériser le cœur humain au moment où le cerveau se trouve en délire. Ils avaient pris les armes pour défendre leur souverain, leur croyance, leurs foyers, ce qu'ils avaient de plus cher au monde : s'ils commirent des pillages et des actions sanguinaires, ce ne fut souvent que par justes représailles. Il n'y eut plus de Barbets sous le Gouvernement Impérial, à la suite de l'amnistie. »

Oui , la roulette et le trente-et-quarante , ces créations infernales , chassés depuis longtemps de notre beau pays, où ils avaient fait tant de victimes, que proscrivent les États qui se respectent, se sont introduits là , près d'un rocher que la France entoure et domine , presque à l'ombre de son drapeau (1). C'est que le diable est un habile calculateur et un grand maître. Connaissant l'indomptable passion et ses terribles exigences, il a pensé qu'un lieu favorisé par un climat exceptionnel et situé à proximité de cités riches et populeuses, où la vapeur mène si vite, entre la France et l'Italie, entre Marseille et Gênes, sur le passage de toutes les grandes fortunes, un lieu où sa domination serait facile, conviendrait à un semblable établissement, et le diable ne s'est pas trompé. Aussi, gens de finance, de plume et d'épée; fils de famille, rentiers, étrangers de tout rang, de tout âge et de toute position dont la moralité ne se lit pas toujours sur le visage ou dans un passeport, s'y sont-ils précipités pour y apporter leur tribut. Tous ces esclaves du hasard, tous ces fous du tapis-vert, qui trop souvent avec l'argent perdent l'honneur, vivent à Monaco ou à ses portes, et si cette petite ville réalise avec eux quelques profits, qui oserait dire qu'elle n'a pas

(1) Ce plateau a fixé le choix de la *Société* à laquelle le *Prince* a concédé l'exploitation des Bains de mer et de la *Maison de jeu*; c'est là qu'elle vient d'établir définitivement le Casino où elle reçoit les hôtes nombreux que la *vogue* lui attire chaque jour.
— *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 404.

à souffrir cruellement dans ses mœurs ! Que les pères y songent, que les mères veillent : *caveant consules !*

Ah ! si ces vaillants chevaliers du vieux temps, si ces rudes seigneurs du Port-d'Hercule, qui, au service des Rois ou pour leur propre compte, gagnaient, dans une seule campagne, à grands coups d'épée, sur l'Anglais, l'Espagnol et le Musulman, de quoi acheter dix seigneuries et l'honneur en sus ; si les Charles, les Rainier, les Jean et les Honoré revenaient, ce n'est pas leur épée de combat qu'ils prendraient pour chasser du temple ces trafiqueurs et ces spéculateurs d'un nouveau genre ; non ; mais un fouet, un fouet vigoureux, et encore ne le tiendraient-ils pas eux-mêmes.

Pourrions-nous ne pas admirer ici la merveilleuse facilité avec laquelle M. Métivier approuve et justifie l'introduction des jeux au pays de Monaco ? Que nos lecteurs en jugent eux-mêmes.

« En principe, dit-il, nous n'approuvons pas les maisons de jeu, et les gouvernements qui les proscrivent agissent sagement. Installées dans de grands centres de population, elles sont une excitation permanente à la cupidité et amènent la démoralisation et la ruine des malheureux qui, attirés par l'espoir trompeur du gain, se pressent avec passion autour du tapis-vert. Mais, lorsqu'elles fonctionnent loin des grandes villes, et que cet éloignement même nécessite un déplacement et des dépenses qui ne peuvent être supportées que par de riches étrangers, on peut leur accorder le bénéfice

des circonstances atténuantes ; car elles apportent un élément de prospérité au milieu de la population indigène, à laquelle un règlement sévère en interdit l'entrée. Telles sont les conditions de l'établissement de Monaco ; les choses y sont disposées de manière à sauvegarder les mœurs et la fortune des habitants, tout en leur procurant les avantages matériels qui résultent du séjour de nombreux touristes » (1).

Nous répondrons : La morale est une pour tous pays, et ce qui est condamnable à Vienne ou à Londres doit l'être également à Monaco. Aucune brèche ne peut être faite à un principe. Ensuite, la vapeur n'a-t-elle pas supprimé les distances ? Marseille, Toulon, Nice, Turin, Gênes et toutes les villes du littoral ne sont-elles pas aujourd'hui à quelques heures du Casino ? Pour ceux que la maladie du jeu dévore, qu'ils habitent Lyon ou Paris, Monaco est à leur porte. — La passion exige-t-elle de la fortune, une grande position ? Nullement... presque toujours elle s'empare de ceux qui n'en ont que l'ombre et les apparences, mais qui, par tous les moyens et par toutes les voies, courent après la réalité. Ainsi, c'est un commis d'une maison de Lyon ou de Marseille, chargé de recouvrements dans la Rivière, qui, de retour en France, entend parler de Monaco, s'y arrête quelques heures, et y laisse sa recette ; — c'est un capitaine marin qui apporte dans le gouffre

(1) *Monaco et ses Princes*, tom. II, pag. 298.

les beaux bénéfices qu'il a réalisés dans le cours d'une lointaine expédition ; — c'est un fils de famille pour qui les jeux de société sont des jeux d'enfants, et qui, majeur d'hier, avide d'émotions et de gain, vient placer sur cette banque et à *fonds perdus*, l'héritage de ses pères ; — c'est le négociant, chargé de nombreux enfants, que son imagination effraie plus encore que ses créanciers, et qui, dans un moment d'égarement et d'oubli, au lieu de confier son salut à son courage, court chercher, dans le jeu, la ruine avec le déshonneur ; — ce sont d'innocents baigneurs qu'une douce température a attirés à Monaco : demander des forces à la mer, respirer l'air pur de la montagne, jouir d'une tranquillité presque inaltérable, tel était leur rêve, tels devaient être leurs seuls passe-temps ; mais un jour, cédant à de pressantes sollicitations, ils se sont, presque à leur insu, égarés dans ce labyrinthe funeste ; d'observateurs froids et calmes qu'ils étaient d'abord, ils sont bientôt devenus acteurs, puis victimes, si bien qu'à la fin de la saison ils n'ont recueilli qu'une santé délabrée et des pertes que plusieurs années ne répareront pas. Heureux encore s'ils ont laissé derrière eux leur passion nouvelle ! — C'est, enfin, l'inévitable chevalier d'industrie, qui, comme le vautour sur le champ de bataille, rôde incessamment autour de ces créations du vice (1) ; sa place est là : il y est à l'aise

(1) *Quærens quem devoret*, Hymne du soir.

et chez lui ; car il vit de hasards et d'épaves. On le devine à ses airs de suffisance, à sa noblesse d'emprunt, à la hauteur de son langage, qui n'a d'égal que sa souplesse ; à sa toilette recherchée, à ses brillants, à l'or qu'il étale. On le devine encore à la compagnie douteuse qu'il amène avec lui, ou qu'il ne tardera pas à rencontrer ; car un aimant secret attire ces sortes de gens en certains lieux qu'ils affectionnent ; ils se reconnaissent toujours.

M. Métivier réclame en faveur de l'établissement de Monaco le *bénéfice des circonstances atténuantes*. Mot charmant, qui rend bien l'inépuisable complaisance de cet écrivain. La raison de ce mot est dans le profit qui résulte des folles dépenses des joueurs pour la population indigène. — Mais depuis quand ruiner l'un pour enrichir l'autre a-t-il été un acte moral ? Et puis, la démoralisation forcée, complète, dont sera atteinte, en un temps donné, cette population à laquelle M. Métivier paraît s'intéresser, pourra-t-elle être compensée par tout l'or d'un tripot ? Elle n'en aura que les écla-boussures et subira, en revanche, beaucoup de hontes. — Et pour en finir, ces prétendues précautions, ce *règlement sévère*, n'abuseront personne et amuseront tout le monde.

Que le plus imperceptible de tous les États cherche, dans l'intérêt de ses finances et du peuple microscopique qu'il gouverne, à tirer parti de sa situation exceptionnelle, de son heureux climat ; qu'à l'aide de la puis-

sante réclame, il en vante les avantages; qu'il appelle chez lui des valétudinaires et des baigneurs, rien de plus légitime; mais que pour arriver à ses fins, il se serve de moyens repoussés par tant d'autres États comme indignes, c'est mal agir; c'est agir contre la société elle-même. La France ne pensait pas qu'en laissant subsister un fantôme de souveraineté à ses portes, et l'on peut dire chez elle, il en serait fait un pareil abus.

Nous abandonnerons à d'autres le soin de décrire ce palais du vice, et après avoir déploré la souillure imprimée par sa présence à cette terre si belle, souillure qui n'est comparable qu'à celle dont le bandit flétrit la noble vierge, nous gagnerons la dernière vallée, qui longe *les Moneghetti*, et dans laquelle gronde un impétueux torrent, la vallée de *Gaumates*, célèbre par l'oratoire de Sainte-Dévote, l'ancienne protectrice de ce pays. Ce n'est plus cet oratoire riche et prospère vers lequel affluaient les populations : une humble chapelle, à peine digne de ce nom, l'a remplacé, et le couvent qui l'avoisinait n'existe plus. Nous avons reproduit, d'après les *Chroniques de Lérins*, ces mines si fécondes, la pieuse légende qui raconte le martyre de la Sainte, à laquelle toute la contrée a voué une espèce de culte (1). Ajoutons que c'est là qu'elle fut ensevelie et qu'on lui éleva, dans la suite, un oratoire avec titre de prieuré, sous la dépendance du monastère de

(1) Voir le Chapitre 1^{er} de l'*Histoire*.

Saint-Pons. Cet oratoire fut réédifié plusieurs fois. Plus tard, les reliques de Sainte Dévote furent transportées, partie dans l'église paroissiale de Monaco, partie au collège des Jésuites de Bastia, ville qui avait été témoin de son martyre.

Les habitants du Port-d'Hercule et des contrées voisines célébraient autrefois avec pompe la fête de cette Sainte, à laquelle la ville princière est toujours restée fidèle. Les anciennes monnaies du pays portent son effigie, et il en est fait mention dans les bréviaires de Saint-Pons et des églises de Grasse et de Nice.

Le temps, ou mieux l'indifférence, qui ruine les plus solides affections et les dévotions les plus ardentes, ayant refroidi la ferveur qui entraînait les populations et leurs offrandes vers Sainte Dévote, les Moines des Gaumates, que la pauvreté menaçait, abandonnèrent leur couvent et rentrèrent dans celui de Saint-Pons. Néanmoins, ils avaient, après leur licenciement, conservé de curieux privilèges. Le Prince avait octroyé à l'Abbé de ce monastère et à un des religieux qu'il lui plaisait de choisir, la faveur d'officier, chaque année, dans l'église paroissiale de Monaco, aux premières vêpres de la veille de Sainte-Dévote, et le lendemain, de chanter la messe solennelle; et, privilège dont ils n'étaient pas moins jaloux, et qu'ils exerçaient toujours, c'était à eux qu'était réservé l'honneur d'ouvrir le bal pour cette joyeuse circonstance. En même temps, ils faisaient présent au Prince de quelques artichauts en

signe d'hommage, et le Prince, à son tour, les gardait et les choyait pendant trois jours ; après quoi , munis de quelques écus, don de sa libéralité, les deux religieux retournaient à leur monastère. Ces privilèges étaient encore en vigueur quelques années avant la Révolution.

A l'ouest de la vallée et le long du port s'étend le beau domaine de *la Condamine*, protégé contre le Nord par des masses granitiques ; on dirait une reine brillante couchée aux pieds d'un colosse.

Le port de Monaco (1) est un port de troisième ordre. Il fut pendant longtemps le refuge assuré de la piraterie, et les galères monésiennes s'acquirent jadis une célébrité redoutable. De nombreuses flottilles parties de ce port désolèrent souvent les rivages de Gênes et de la Catalogne. Aujourd'hui, il est délaissé, les sables l'envahissent, et si l'illustre Jean Grimaldi revenait, il ne le reconnaîtrait plus. Là où se balançait en toute liberté la terrible galère, se jouent impunément d'élégants baigneurs. Quelques barques de pêcheurs, voilà tout ce qui reste de la marine de Monaco.

La ville, vue du port, présente comme une longue ceinture de pierres et de bastions au-dessus de laquelle s'élève un amas de maisons blanches. On y arrive par deux portes : la porte Antoine et la porte Neuve. Quand

(1) Un vaste et bel Établissement d'Hydrothérapie existe au port de Monaco. Il est confié à la direction du savant docteur Gillebert d'Hercourt.

on a franchi la première, sur laquelle est gravée l'inscription qui indique son origine (1), on rencontre un large escalier qui conduit à une porte sans battants où l'on distingue la date de 1533 (2); on traverse ensuite deux autres portes fort rapprochées, sous des voûtes épaisses, et l'on entre sur la grande place du Palais.

(1) Voici cette inscription :

ANTONIUS I MVNITO PORTVS ADDITV ARCEM HOSTI INVIAM
RESECTIS RVPIBVS FECIT. TVTA HYPOGEA HANC ET ALTERAM
PORTAM ET PONTEM EDIFICAVIT. MDCCXIII.

Antoine I^{er}, après avoir fortifié l'entrée du port, rendit le château inaccessible à l'ennemi, en faisant couper le rocher à pic. Il construisit des souterrains, les deux portes et le pont.

(2) Cette porte date du règne d'Honoré I^{er}.

XIV

LE PALAIS. — LA VILLE.

RETOUR A MENTON PAR MER, ET ADIEUX.

Le Palais, qui n'était, il y a vingt ans, ni un monument achevé ni une ruine, a été l'objet d'une restauration digne de son ancienne splendeur. Immense édifice auquel Seigneurs et Princes ont travaillé tour à tour, y apportant chacun le goût de leur époque, y accumulant toutes les fantaisies et y entassant tous les genres. Dire ce qu'il était exactement avant l'an 1538, date de son agrandissement, serait chose difficile : le dessin, s'il en a été fait, n'est point parvenu jusqu'à nous. Il est probable néanmoins que tout le côté Est et la partie principale de la façade actuelle, qui se prolongeait alors jusqu'aux remparts, ont peu changé, et qu'ils remontent à une époque antérieure voisine peut-être de celle de la fondation. La partie occidentale, celle qui est tombée sous le marteau du démolisseur, appartenait presque entièrement au gouvernant Étienne. Quant à celle du Nord, il est possible qu'elle ait subi quelques importantes modifications, mais il est certain aussi qu'elle existait, avec une chapelle au centre, sous le règne de Lucien (1505).

Tel qu'il apparaît aujourd'hui, ce palais ne laisse pas que d'impressionner encore. Les quatre côtés regardant les quatre points cardinaux, c'est-à-dire, la place, le cap d'Aglio, les Moneghetti et le cap Martin, s'étendent sur un vaste espace. La partie qui fait face au Midi est curieuse par la bizarrerie de ses constructions; deux tourelles carrées, à créneaux et au style mauresque, placées presque aux deux extrémités, en varient l'aspect peu ordinaire; l'espace qui les sépare est occupé par une double rangée de sveltes colonnettes qui supportent une vaste galerie : au centre est la porte d'entrée, reste supposé d'un temple païen. La partie occidentale, dont Honoré V avait fait un vaste amas de décombres, a été presque entièrement reconstruite sur un plan nouveau par les soins du Prince actuel; mais l'artiste regrettera toujours la démolition des deux ailes dont le style s'harmonisait beaucoup mieux avec les autres parties du palais. Avec elles ont disparu les bains, où avaient été prodigués les mosaïques, le marbre et l'or; la fameuse galerie, la chambre où fut assassiné Lucien, et qu'Anne de Pontevès avait fait protéger d'une double muraille, et plusieurs autres pièces historiques. A ce côté de l'édifice appartient la grande salle Grimaldi : elle a trente pieds de haut et vingt pas de long sur douze de large. Des fresques attribuées à Horace de Ferrari décorent les murs et les plafonds de cette salle. Un monument qui a fait bien des jaloux y attire tout d'abord les regards : c'est une cheminée

colossale sortie d'un seul bloc de pierre froide sous le ciseau inspiré d'un ouvrier de génie. Colonnes cannelées, casques et armures et autres fantaisies de l'art y ont été travaillés avec un fini merveilleux. Ce chef-d'œuvre est couronné par deux anges déroulant une bandelette sur laquelle on lit ces mots : *Qui dicit se nosse Deum, et mandata ejus non custodit, mendax est* (1); sentence mieux placée au frontispice d'un temple que dans une salle destinée aux plaisirs, et qui fut, pour les puissants qui y passèrent, un avertissement ou une condamnation. Vu de la mer, l'ensemble de cette partie, avec sa belle terrasse, qui n'est qu'un immense bouquet de fleurs, produit un très grand effet.

Au nord, s'élève la chapelle dédiée à Saint-Jean-Baptiste. Construite par Honoré II, dégradée par le temps et l'indifférence, elle doit au Prince-régnant sa magnifique restauration. Aussi est-elle devenue la perle de cet écrin vraiment royal.

La cour est fort belle. Le vestibule, l'escalier, qu'on croirait emprunté à un des palais de Venise, les galeries, les fresques mythologiques qui tapissent les murs, fixent l'attention de l'observateur. L'ameublement intérieur correspond dignement à la beauté du monument; l'art et le luxe ont conspiré pour en faire une résidence de premier ordre.

(1) L'homme qui prétend connaître Dieu et qui ne garde pas ses commandements est un menteur.

Derrière le palais se heurtent les uns contre les autres forts et bastions , avec souterrains et oubliettes , ce complément indispensable du château au moyen-âge. A leur tête est Serraval, le redoutable tuteur d'Honoré II , où ce prince vainquit l'Espagnol , et qui , désormais sans canons et sans défenseurs , ressemble à un ennemi vaincu.

Le palais de Monaco fut témoin de drames terribles qui eurent pour théâtre, tantôt ses salles somptueuses , tantôt ses souterrains , pleins de sinistres mystères : drames dans lesquels Guelfes et Gibelins , princes et sujets , ont été acteurs tour à tour. Une des plus épouvantables scènes qui s'y soient passées est celle qui eut lieu entre un Doria et le prince Lucien , en 1523. Nous en avons raconté toutes les émouvantes circonstances au Chapitre VII^e de notre *Histoire*.

Passons aux Jardins , qui ne sont ni moins splendides ni moins curieux que le palais : ce n'est pas l'admiration , mais l'enthousiasme qu'ils commandent. On pourrait dire qu'ils commencent à la mer ; car, depuis le bas jusqu'au sommet , le rocher à pic dérobe ses aspérités sous les figuiers de Barbarie , dont les feuilles , armées de piquants , lui font comme une muraille de verdure impénétrable et éternelle. Le sol étant rare à Monaco , on a dû tirer parti des moindres coins , des plus petits espaces ; aussi ces jardins sont-ils une conquête continuelle sur le roc , sur la montagne , sur les

tourelles des vieux bastions, tout étonnés d'un pareil travestissement. Le promeneur va de surprise en surprise : des parterres éblouissants il arrive, par des sentiers montueux et plantés d'aloès, aux jardins suspendus, aux terrasses babyloniennes. Plantes, fleurs et arbustes qui ne vivent qu'en serre chaude et à grands frais, sous un ciel moins clément, géraniums, aloès, lauriers-roses, palma-christi, myrtes, grenadiers, poivriers, palmiers et beaucoup d'autres au feuillage sévère, pullulent ici, et fatigueraient même, à la longue, des yeux habitués au vert tendre des parterres et paysages du Nord.

Maintenant, retournons sur nos pas pour rendre visite à la ville princière. La place que nous rencontrons d'abord, emprunte à la belle façade du Palais et aux parapets crénelés au pied desquels reposent plusieurs canons de bronze, avec bombes et boulets, un caractère grandiose (1). Palais et place annoncent une puissante cité, et voilà qu'on tombe soudain dans une ville propre et coquette assurément, mais si petite, si petite, qu'on songe malgré soi à la fabuleuse Lilliput. C'est que ses premiers maîtres ne se sont préoccupés que d'une chose : faire de cette presque île une imprenable forteresse.

(1) Ces canons, souvenir du passé, ont été donnés par Louis XIV aux Princes de Monaco.

Ses quatre rues , aux modestes trottoirs , où l'on n'est jamais coudoyé , coupées par des ruelles transversales et dont les maisons se distinguent par leur élégante simplicité , aboutissent d'un côté à la place , de l'autre à la promenade Saint-Martin.

Monaco possède trois églises et un oratoire : l'église de Saint-Nicolas , celle de Saint-Jean-Baptiste , celle de la Visitation et l'oratoire des Pénitents noirs. La première , dite la Paroisse , appartient à plusieurs époques. Le portail , suivant les uns , remonte à l'antiquité païenne , et selon d'autres , au neuvième siècle. Par le style , facile à reconnaître , toute la partie intérieure date du douzième ou du treizième siècle. Le chœur , ainsi que nous l'apprend l'inscription placée derrière l'autel , est du dix-septième siècle. La chapelle qui touche au sanctuaire est consacrée à la sépulture des Princes. — L'église Saint-Jean-Baptiste deviendra , dit-on , la cathédrale , mais seulement après sa restauration. — Celle de la Visitation , oratoire de l'ancien couvent fondé , en 1673 , par la princesse Charlotte de Gramont , est vaste et dans le goût architectural du temps. Bizarre caprice des révolutions ! Occupé , jusqu'en 1791 , par les filles de Saint-François de Sales , ce couvent était devenu une caserne jusqu'en 1860 , et deux ans après les Jésuites y installaient un noviciat. Les Jésuites et la roulette ! dans un si court espace , presque sur le même damier... En vérité , le diable a joué là un bon tour.

Quant à l'oratoire des Pénitents, nous n'en avons rien à dire comme monument ; mais la Procession allégorique qui en sort tous les ans, le Vendredi-Saint, offre un de ces spectacles si extraordinaires, qu'il est impossible de la passer sous silence. Il y a vingt-cinq ans, l'Évêque de Nice, qui l'avait considérée, avec raison, comme un scandale, jugea à propos de l'interdire.

Celle qui se fait aujourd'hui n'est qu'une pâle répétition de celle du vieux temps. Nous ignorons si l'esprit religieux a renouvelé la face des choses à Monaco, mais notre opinion sur la liberté laissée à ces représentations quasi-théâtrales et voisines du sacrilège n'a pas changé : nous les condamnons hautement et nous en demandons la suppression, à moins qu'on ne rende à notre époque la foi robuste du moyen-âge.

Dans notre premier travail sur ce pays, nous avons décrit cette cérémonie en prose vulgaire, et nous en avons omis une foule de détails qui ont leur prix. Ayant eu le bonheur de retrouver dans nos notes un petit poème dont le récit rend admirablement tous les épisodes de ce drame sanglant et toutes ses scènes accessoires, nous nous empressons de l'offrir au lecteur.

Nous ne demandons pas grâce pour lui : à raconter cette représentation curieuse et presque bouffonne, un génie supérieur eût échoué. Loin de là, et nous louons

sans réserve la simplicité naïve et l'exactitude scrupuleuse qui ont présidé à toutes ses parties et qui en font, nous ne craignons pas de le dire, un chef-d'œuvre du genre. (1)

Neuf heures vont sonner : la rue est éclairée,
Et déjà du Château la Chapelle est parée !
— Sur un maigre cheval, brillant d'antiquité ,
S'avance le Tribun , rempli de dignité.
Fait au commandement , muet , il semble dire :
« Chapeau bas ! à genoux ! et gardez-vous de rire.
« Pour donner à ma suite un merveilleux éclat ,
« J'ai su l'environner des soutiens de l'État. »
— Aux ordres du Tribun , dans le plus grand silence,
Marchent , le casque en tête et brandissant la lance ,
De valeureux soldats , qui , le matin encor ,
Rabotaient ou forgeaient , sous les arceaux du port.
— Notre Seigneur, en proie à sa douleur amère ,
Va , promenant les pleurs qu'en face de son Père
Il répandit jadis au Mont des Oliviers ,
Témoin d'épanchements si doux , si familiers.
— L'Ange est là , qui présente un céleste breuvage ,
Pour soulager la soif , ranimer le courage
De l'Homme-Dieu sur qui l'horreur de son fardeau
Ne cesse de peser d'un poids toujours nouveau.
— Judas , qui l'a vendu , s'approche de son Maître ,
Feint de dire à ses gens : Saisissez-le , c'est lui !
D'épines couronné , le Sauveur est conduit ,

(1) Ce petit poème anonyme peut aussi bien appartenir à l'époque de la Restauration qu'au dix-huitième siècle.

Les deux mains sur le dos l'une à l'autre attachées,
Ainsi qu'un criminel ; et ses grandeurs cachées
Sous les afflictions , laissent un libre cours
Au mépris des soldats , à d'insultants discours.
Près du poteau lié , le Rédempteur du monde
Supporte des bourreaux la rage furibonde ;
L'épaule découverte , et de pourpre vêtu ,
De verges fréquemment on croit qu'il est battu.
Un barbare le suit , la main d'un gant garnie ;
Il s'avance , feignant , dans sa sotte ironie ,
Qu'aux menaces , aux coups , il n'a point échappé ,
Et paraît demander : Dis-nous qui t'a frappé ?
Puis s'arrête , incertain si l'on a pu l'entendre ;
Prêt à recommencer pour se faire comprendre.
— Hérode vient ensuite : il croit rendre aujourd'hui ,
Par son grand parasol , qui ne couvre que lui ,
Le fastueux éclat , la majesté du trône ;
Il marche à pas comptés , tout fier de sa couronne.
Malchus , à qui Saint Pierre , emporté par l'ardeur
D'un zèle irréflecti , peut-être de la peur ,
Fit sentir sa colère et sauter une oreille....
On dirait que pour lui la douleur se réveille.
— Pilate , un peu plus loin , lave publiquement
Ses mains qu'il ne tachait , dit-il , qu'innocemment.
Des enfants , qui , souvent , pour leurs jeux stationnent ,
Interrogent les dés sur les nombres qu'ils donnent ,
Et tels que des brigands , quand revient le matin ,
Se partageant entre eux et l'or et le butin ,
Prennent les vêtements de l'homme sans souillure ,
Mais ne divisent point la robe sans couture.
— Les Juges , sur leur livre , interprètent les lois ;
De la main , de la tête , à défaut de la voix ,
Ils condamnent enfin Celui dont l'innocence
Est écrite partout , jusqu'en leur conscience.

— D'une échelle chargé vient aussi le bourreau,
Qui fait, tout en marchant, retentir son marteau.
A quelques pas revient, se soutenant à peine,
Trainant avec fracas sa longue et lourde chaîne,
Jésus, pâle, défait, et chargé de sa croix;
Souvent même il fléchit, succombe sous le poids
De l'arbre du salut que Simon de Cyrène
Vient porter avec lui. La troupe qui l'entraîne,
Sur lui croise le fer. De son front la sueur
Ne peut des cruels Juifs apaiser la fureur,
Mais empreint sa figure au voile emblématique
Qu'en approchent les mains de Sainte Véronique.

— Jésus est sur la croix : il est inanimé,
Et pour eux n'est pas mort : tout n'est pas consommé.
Aux tourments, à l'outrage il reste encore en proie :
Le peuple s'en fait même une féroce joie ;
Et n'en prévoyant pas les terribles malheurs,
Il s'applique sans cesse à croître les douleurs.
L'homme expire. — Un soldat, pour comble de licence,
S'acharne à lui percer le côté d'une lance,
Tandis qu'un autre Hébreu, lâchement obligeant,
De fiel et de vinaigre apporte au Christ mourant
Une éponge imbibée, exécration breuvage,
Qu'un Prophète annonça comme dernier outrage.
On voit sur un bâton le coq accusateur
Qui, par son chant, de Pierre excita la douleur ;
Et pour que rien n'y manque — Adam et sa compagne,
Non sous leurs vêtements ravis à la campagne ;
Quoique loin du jardin où Satan les séduit,
Ève offre à son époux ce trop funeste fruit
Qu'elle prend et reprend à la branche pendante ;
— L'Ange, armé d'une épée à lame flamboyante ;
— La Magdeleine en pleurs, Saint Jean et son agneau ;

— Judith , qui de la guerre arrêta le fléau ;
— Sa servante la suit , fière de sa conquête ,
Portant sur un plateau cette sanglante tête
Qui ne respirant plus qu'amour et volupté ,
Croyait avoir séduit l'hébraïque beauté ;
— Saint Laurent et son gril ; puis Sainte Philomène,
Qui se fait remarquer par l'ancre qu'elle traîne ;
— Saint Martin , d'un manteau n'ayant que la moitié,
— Et de Rome , au milieu , le drapeau déployé.
On cherche en vain Noé , qui conserva dans l'arche
Toute la race humaine , et qui , bon patriarche ,
Fit connaître le vin. — De nombreux amateurs
Ajoutent à l'éclat , se joignent aux acteurs ,
Et viennent à leurs chants mêler belle musique.

.
— Jésus n'est plus : la mort a saisi sa victime ,
Et bientôt on pourra , du dévouement sublime
Qui pour l'homme lui fit oublier sa grandeur ,
Connaître , apprécier , publier la splendeur.
— Des Apôtres ici la troupe consternée
Célèbre la leçon qu'au monde il a donnée ;
Leurs monotones voix se taisent par moment ;
— Le tambour alors bat pour un enterrement.
Le nom de chaque Apôtre est facile à connaître ;
Réunis tous ensemble , ils ont voulu paraître
Portant chacun l'emblème auquel fidèlement
De leur martyre on pût distinguer l'instrument .
Ainsi : Saint Pierre porte une croix renversée ,
Et Saint André la sienne autrement traversée ;
Saint Jacques 'le fouloir qui termina son sort ;
Pour Saint Barthélemy , sa trop cruelle mort
Saisit encor d'effroi ; l'on ne fait pas comprendre
L'horreur de son supplice : il aurait fallu rendre

Des membres tout sanglants dont on a détaché
L'enveloppe ; comment figurer l'écorché ?
Tous ont en main la palme acquise à leurs souffrances,
Symbole consacré des hautes récompenses.

— Porté sur un brancard , de son long étendu ,
Du sang que son amour a pour nous répandu
Couvert de tous côtés , le corps est de lumières
Sous un dais entouré. Du peuple les prières
Le suivent au sépulcre , où , durant les trois jours ,
Va reposer un corps glorieux pour toujours.

— La divine Marie , à ce coup préparée ,
Mais d'un glaive percée et de douleur navrée ,
Est portée en grand deuil. Les pleurs qu'elle répand
Ne peuvent des forfaits expier le plus grand !

— Sous d'épais voiles noirs viennent les trois Marie ,
Que conduisent les Sœurs formant la Confrérie ,
Des cierges à la main , ainsi que des soldats ,
Qui marchent , cette fois , sans armes sous le bras.
Lorsqu'il a fait le tour des stations marquées ,
Qu'il a représenté les scènes indiquées ,
Le cortège , au sortir de la cour du Château ,
Rentre ; on va renfermer le Christ dans le tombeau.
Un prêtre monte en chaire , et dépeint les souffrances
Qu'endura le Sauveur pour laver nos offenses.
Il donne , en finissant , la bénédiction.

Ainsi , chacun a vu , suivi la Passion !
Cette cérémonie , expression pieuse
De la Foi ; cette marche antique et curieuse
Attira de tout temps la foule à Monaco :
Les Muses devaient bien lui prêter un écho !

Si , pour les acteurs , cet indéfinissable drame fut
longtemps grave et respectable , trop souvent l'étranger

le considéra comme une parodie burlesque. Mais, malheur à lui, s'il avait été vu riant et se moquant ! On l'aurait fait repentir de son imprudence, et peu s'en serait fallu qu'on ne l'eût tout de bon crucifié.

Achevons notre inspection. On nous accuserait de partialité, si nous n'accordions un éloge mérité à l'excellente tenue de la Salle d'asile, de l'École des filles et de l'Hospice, assez grand, quoique fort petit, pour les besoins du pays. Ces divers établissements, tous heureusement situés, sont sous l'habile direction des Dames de Saint-Maur.

A l'extrémité de la rue de Lorraine, on remarque un petit édifice fort coquet avec un jardinet qui l'accompagne ; leur construction est due à la belle Marie, épouse d'Antoine I^{er}. C'est là que cette princesse se condamna à une retraite volontaire, quand la vie commune fut devenue insupportable à tous deux, et pour cause. Elle l'affectionnait singulièrement, et l'avait appelé *Mon désert*, nom qu'il porte encore aujourd'hui.

Allons maintenant nous reposer à la promenade Saint-Martin.

Création d'Honoré V — *Cuique suum* — qui en a lui-même tracé le plan, elle forme un observatoire naturel d'où l'œil contemple, sans pouvoir s'en détacher, les plus larges scènes. Le jardin qu'elle renferme, et qui, pendant l'Été, sous le soleil de plomb qui vous écrase, offre des abris précieux, a ce cachet oriental

que les cactus , les aloès , les tamarix , les mélèzes , les lentisques , les palmiers et une infinité de plantes grasses et grimpantes donnent à plusieurs jardins de la Rivière : les derniers replis de ce riche manteau de plantes tropicales descendent jusqu'à la mer.

Avant de quitter Monaco par la belle chaussée qui mène à la porte Neuve , avant de gagner le port , disons quelques mots de la nouvelle Principauté.

Réduit à sa plus simple expression , cet imperceptible État , enclave de la France , compte une population indigène de douze cents âmes au plus. Le peuple n'est ni pauvre ni riche : quelques pieds d'oliviers et de citronniers , une petite industrie ou un petit emploi , la mer et le soleil , lui font une existence modeste , mais très supportable. Il parle un idiome rempli de grâce et de douceur : c'est un mélange de castillan , de français et de provençal. — Quant à la société de Monaco , quelques officiers , comptant d'honorables services en France , et vivant dans la retraite avec leurs familles , quelques employés et colons , et enfin le petit nombre d'étrangers , qui n'y font que passer , voilà à peu près les éléments qui la composent. Mais les jeunes personnes du Port-d'Hercule , jolies , spirituelles et aimables comme jadis , n'ont point oublié les gaies traditions. La danse y est toujours à la mode , et ce vieux refrain toujours vrai :

A la Monaco l'on chasse et l'on déchasse,
A la Monaco l'on danse comme il faut !

Nous souhaitons seulement que ces anges de la terre n'aillent pas brûler leurs blanches ailes au soleil perfide qui s'est levé tout à coup sur leur gracieux pays, et dont les ardeurs, si le Maître ou son puissant Voisin n'y prennent garde, dévoreront bientôt cœurs et plantes, et les dessècheront jusqu'à la racine.

Le climat de la ville, qui est battue par le mistral (1), comme au temps de Lucain, est moins doux que celui de la campagne, et ne saurait être comparé à celui de Menton. L'air que l'on respire sur ce rocher solitaire est pur et subtil ; s'il convient aux personnes lymphatiques dont la fibre molle veut être vivifiée, il est l'ennemi des constitutions nerveuses, et brise les poitrines délicates.

L'importance politique de Monaco a cessé depuis longtemps et pour toujours. Une des causes qui lui firent perdre son indépendance et le condamnèrent au rôle passif d'un vassal, ce fut l'invention de la poudre. Imprenable du côté de la mer, cette place serait réduite en quelques instants avec une pièce de quatre pointée du haut de la *Testa-de-Can* — Tête-de-Chien — mont formidable qui la domine. Cette clef de Monaco est aujourd'hui entre les mains de la France.

(1) *sua littora turbat*
Circius, et tuta prohibet statione Monæci.

Lucain, *Pharsale*.

Il ne nous reste plus rien à voir. Si la mer vous y invite, si une légère brise d'Ouest favorise votre voyage, confiez-vous à une de ces barques qui attendent dans le port le moment de la pêche ou le denier du touriste.

Payez bien ; car ce sont de braves marins qui gagnent peu et qui ont beaucoup de mal. En une heure, ils vous conduiront à Menton, étalant sous vos yeux le magnifique ensemble dont vous connaissez les détails. Témoin des adieux mélancoliques adressés par le soleil aux montagnes que lui disputent les ombres, vous suivrez sur ce magique théâtre les phases de la lutte mystérieuse qui s'établit entre la lumière et les ténèbres, et qui précède la nuit. Mais déjà le pilote, que ce spectacle n'étonne plus, vous indique le port et va mettre fin à votre ravissement. Il est vrai que ce n'est point là votre excursion dernière, et qu'un jour peut-être vous poserez votre tente dans la vallée de Careï ou sur les bords du golfe de la Paix (1). Ce rêve fut bien doux à un homme que l'expérience avait instruit, que les lettres consolaient, dont l'âme était d'un sage et le cœur d'un poète ; il ne le réalisa point ! Voici l'aimable souvenir qu'en partant il laissa à ce gentil pays, qu'il ne devait plus revoir !....

(1) C'est le *Sinus Pacis* des Anciens.

Je l'ai quitté, ce coin de terre
Que caresse une mer d'azur,
Où chaque étoile dit : Espère,
Espère demain un ciel pur ;
Les fleurs y viennent sans culture,
Sans effort y plaît la beauté ;
C'est le bijou de la nature :
Oh ! plaignez-moi, je l'ai quitté !

Je l'ai quitté pour ce grand gouffre
Où s'engloutit tant d'avenir,
Pour ce Paris où chacun souffre,
Et pourtant se plaît à souffrir ;
Je vais chercher dans ce cratère
Le bonheur, ce fruit tant vanté !
Il est dans votre coin de terre :
Oh ! plaignez-moi, je l'ai quitté !

Je l'ai quitté ! mais l'espérance
Est restée au fond de mon cœur :
Ces flots où le ciel se balance
Ramèneront le voyageur.
Qu'il brille pur et sans nuage,
Le jour d'heureuse liberté
Où je reverrai ce rivage,
Triste encor de l'avoir quitté ! (1)

Oui ! vous aimerez ce coin de terre, et, plus heureux
que le poète, vous y vivrez ! Celui qui écrit ces lignes
se souviendra toujours des heures qu'il a passées dans

(1) L'auteur de ce petit chef-d'œuvre est Amédée Decampe.

cette contrée, où il a oublié bien des peines et des souffrances. Pourquoi ne lui est-il point donné d'y achever en paix, au sein de l'étude et de l'amitié, son pèlerinage? Voyageurs d'un jour, nous employons nos courts instants à la poursuite du bonheur, et nous atteignons des chimères. Le bonheur, il est souvent à nos côtés, il nous tend la main, et nous repoussons ses avances. Oh! si les hommes pouvaient le comprendre! Vous qui ne sauriez vivre sans la patrie, vous le trouverez dans le vallon qui vous a vus naître et grandir, loin des folles joies, loin des soucis et du bruit. Et vous qui demandez à toutes les cités et à tous les climats un bonheur qui vous fuit toujours, arrêtez-vous ici : Vous y aurez du bien à faire, de la santé à espérer, des sympathies à recueillir, un ciel à aimer et à chanter; vous y serez heureux, s'il est vrai qu'on puisse l'être sur la terre!.. Pour nous, saluons une dernière fois les montagnes et les vallées de ce doux pays; si nos vers vous plaisent, redites-les au milieu d'elles, et que l'écho les redise après vous; car aujourd'hui elles nous sont plus chères encore : la France, la belle France est là!

Salut! monts sourcilleux, vétérans du vieux monde,
Fils géants d'une terre en merveilles féconde,
Des ruines du temps témoins silencieux,
Souverains des vallons, qui portez jusqu'aux cieux
Les fronts découronnés de vos superbes cimes,
Et planez hardiment au-dessus des abîmes;

Qui défiliez la foudre, et la pluie et le vents,
Et n'entendez jamais que la voix des torrents ;
Granit majestueux , admirable ceinture
Tombée aux premiers jours des mains de la nature ;
Pour créer un climat modèle des climats
Et placer un Eden au milieu des frimas ;
Salut à vous ! salut , immenses citadelles ,
Qui couvrez à l'envi de vos puissantes ailes
Contre l'Autan perfide et les froids aquilons
Des arbustes craintifs les tendres rejetons ;
Qui, présentant à tous un abri tutélaire ,
Voyez naître à vos pieds le plus riche parterre ,
Les jasmins odorants et les verts orangers ;
La vigne , l'espérance et l'honneur des vergers ;
Les fruits mêlés aux fleurs toujours fraîches écloses ,
Les limons parfumés, les lauriers et les roses.
Oh ! quand l'ardent soleil inonde de ses feux
De vos corps imposants les flancs nus et poudreux ,
Ou quand l'astre discret , doux messager des ombres ,
Sur vos pics menaçants répand ses clartés sombres ,
Devant ces grands tableaux , ô monts , j'aime à rêver ;
Aux champs de l'infini je voudrais m'élever ,
Afin de contempler dans la céleste voûte ,
Des mondes suspendus la merveilleuse joûte ,
Et, dans un saint transport , chanter à l'Eternel
Ce chant que l'homme , un jour, doit achever au ciel ;
Et vous que j'aime tant, poétiques vallées ,
Où mes heures se sont doucement écoulées ;
Où , content du présent , loin du sombre avenir ,
J'ai passé tant d'instants chers à mon souvenir ;
Retraites des penseurs , heureux séjour des sages ,
Où l'air est calme et pur et le ciel sans orages ;
Sentiers mystérieux , frais ombrages des bois ,

Qui gardez un bonheur inconnu chez les rois ;
Impétueux torrents , cascades bondissantes ,
Dont l'écho porte au loin les voix retentissantes ;
Musiciens ailés , chantres divins des airs ,
Qui dès le point du jour commencez vos concerts ;
Papillons éclatants , indolentes cigales ,
Et vous , nombreux essaims d'abeilles matinales ,
Qui pour former vos suc , habiles ravisseurs ,
Fouillez avidement le calice des fleurs ,
Salut à vous ! salut , sublimes harmonies
Qui des rians vallons aux sphères infinies
Montez , montez en chœur comme un hymne d'amour ;
Salut à vous ! salut , admirable séjour !





MENTON & MONACO

(ALPES - MARITIMES)

HISTOIRE & DESCRIPTION DE CE PAYS

SUIVIES DE LA

CLIMATOLOGIE DE MENTON

RÉDIGÉE SUR LES NOTES DU CHEV. DOCTEUR BOTTINI

PAR

ABEL RENDU

*Membre de plusieurs Sociétés savantes,
Chevalier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare.*

Que la vérité soit le premier mérite de l'Histoire.

PLATON, cité par STOBÉE.

MENTON

PASCAL AMARANTE.

PARIS

A. LACROIX, VERBOEKHOVEN ET COMPAGNIE,
LIBRAIRIE INTERNATIONALE, 45, Boulevard Montmartre.

1867









